

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

26 avril 2018

N°180

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA DU 26 AVRIL 2018

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (Conseil du 26 avril 2018)	3
PARTIE 2 : DECISIONS (Conseil du 26 avril 2018)	259
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (Arrêtés du mois d'avril 2018)	467
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS (Arrêtés du mois d'avril 2018)	590
PARTIE 5 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME	624

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION.....	9
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE.....	44
CULTURE.....	55
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	89
FINANCES.....	103
LOGEMENT.....	108
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	147
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	176
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITES.....	190
RESSOURCES HUMAINES.....	205
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	219
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES.....	226
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	233
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	241
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	250

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2018-200	Organismes extérieurs - Actualisation des représentations de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignations	10
M2018-201	Montpellier Capital Santé - Grand prix de l'innovation pour la santé de l'enfant - Festival de l'alimentation et de la gastronomie - Fondation Saint-Pierre - Convention de partenariat - Autorisation de signature	13
M2018-202	Contrat de réciprocité - Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut Languedoc - Association des communes forestières d'Occitanie - Montpellier Méditerranée - Développement des filières bois-énergie/bois construction/bois mobilier en circuits courts	16
M2018-203	Consultation réglementaire pour le Projet Régional de Santé Occitanie - Avis du Conseil de Métropole	20
M2018-204	Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Modifications des statuts - Approbation	24
M2018-205	Concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de Villeneuve-lès-Maguelone - Prorogation de la concession et des conventions d'exploitation - Autorisation de signature	27
M2018-206	Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan des actions entreprises suite au rapport d'observations définitives 2015	30
M2018-207	Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	38
M2018-208	Développement international - Mission Chengdu (Chine) - Participation au forum global de l'innovation et de l'entrepreneuriat - Dates du 16 au 20 mai 2018 - Autorisation de la mission	41
N°DÉLIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
M2018-158	Attribution de subvention à ADAGES (Maison du Logement) - Approbation	45
M2018-159	Fonds Métropolitain D'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan trimestriel des aides individuelles	48
M2018-160	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Public de l'Emploi dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Convention de partenariat - Approbation- Autorisation de signature	51
N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
M2018-177	Musée Fabre - Convention de partenariat dans le cadre de l'exposition "Picasso - Donner à voir" avec le Musée bibliothèque Pierre-André Benoit (PAB) d'Alès, le Musée de Lodève, le Carré d'art-Musée d'art contemporain et le Musée des Cultures Taurines de Nîmes - Autorisation de signature	56
M2018-178	Musée Fabre - Convention de mécénat de compétence avec la société Acély's - Autorisation de signature	59
M2018-179	Musée Fabre - Convention de mécénat de compétence avec Altran Technologies - Autorisation de signature	62
M2018-180	Demande de subventions dans le cadre du projet de travaux de réhabilitation du pavillon Ouest de l'Agora, Cité internationale de la danse - Approbation	65
M2018-181	Lancement d'une étude des publics des lieux d'art en partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Approbation	68

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE (suite)	PAGES
M2018-182	Site Archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Tarification complémentaire pour la boutique du musée - Approbation	71
M2018-183	Direction des Médiathèques et du Livre - Convention de partenariat entre la Fondation Néerlandaise des Lettres et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la 33ème édition de la Comédie du Livre - Autorisation de signature	74
M2018-184	Direction des Médiathèques et du Livre - 33ème édition de la Comédie du Livre - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	77
M2018-185	Convention de gestion de programmation artistique des salles de spectacles des communes de Castelnau-le-Lez et du Crès - Autorisation de signature	80
M2018-186	Convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public relative à l'espace librairie du Musée Fabre - Autorisation de signature	83
M2018-187	Conservatoire à Rayonnement Régional – Convention de partenariat et convention d'occupation de locaux avec le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier – Autorisation de signature	86
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
M2018-169	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Charte Entreprises et Quartiers - Point d'étape - Nouvelle convention type - Approbation - Autorisation de signature	90
M2018-170	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Avenant à la convention avec l'Université Montpellier pour le Projet IBDLR - Autorisation de signature	93
M2018-171	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Pacte Métropolitain d'Innovation - Montpellier Capital Santé - Avenant à la convention de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature	96
M2018-172	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupement U - Autorisation de signature	100
N°DELIB	FINANCES	PAGES
M2018-145	Contrat financier entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	104
N°DELIB	LOGEMENT	PAGES
M2018-161	Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2018	109
M2018-162	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux eau de la cité universitaire ' Colombière ' route de Ganges à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	116
M2018-163	Construction de 30 logements sociaux - ZAC EAI tranche 1 à Montpellier - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	119
M2018-164	Construction de 71 logements sociaux - Résidence ' La Bergerie ', allée de l'Europe à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature	122

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DÉLIB	LOGEMENT (suite)	PAGES
M2018-165	Construction de 40 logements sociaux - Résidence ' L'Emeraude ', lot 6C ZAC Pierres Vives à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	126
M2018-166	Construction de 25 logements en location-accession - Résidence ' Arb'Or & Sens ' à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SCCV FABREGUES ECOPARC 4 - Convention - Autorisation de signature	130
M2018-167	Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Este Nova ' - 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Unicil - Convention - Autorisation de signature	134
M2018-168	Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 71 logements situés dans diverses Communes de la Métropole - Autorisation de signature	138
N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGES
M2018-147	Cession du Domaine de la Providence à Montpellier	148
M2018-150	Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du projet	153
M2018-151	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pignan - Réalisation d'un pôle oléicole et diverses composantes - Engagement	156
M2018-152	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Baillargues - Approbation	159
M2018-153	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vendargues - Approbation	162
M2018-154	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet de rénovation urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola) - Aménagement et restructuration des espaces commerciaux et artisanaux - Avenant à la convention entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA) - Autorisation de signature	165
M2018-155	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Quartier Cambacérès - Communes de Montpellier et de Lattes - Constitution d'une réserve foncière - Demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique	169
M2018-156	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programme des équipements publics de la ZAC EAI - Approbation - Autorisation de signature	172
N°DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
M2018-190	Convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral - Autorisation de signature	177
M2018-191	Convention de gestion du domaine terrestre et maritime de Conservatoire du littoral - Site "Etang de Vic" - Autorisation de signature	182
M2018-192	PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens - Avenant n°1 - Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Acquisitions foncières - Demandes d'aides financières	187

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DÉLIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
M2018-173	Zone D'aménagement Concerté CANNABE - Commune de Cournonterral - Désignation d'un aménageur dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence - Approbation du traité de concession d'aménagement	191
M2018-174	Organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Canton (Chine) du 17 au 20 mai 2018 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation	196
M2018-175	Organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Pékin (Chine) du 20 au 24 mai 2018 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation	199
M2018-176	Mission Belgique - Forum Européen Alimentaire et Agricole - Les 29 et 30 mai 2018 - approbation	202
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2018-197	Modification du tableau des emplois et des effectifs	206
M2018-198	Elections Professionnelles 2018 - Composition du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) - Approbation	209
M2018-199	Elections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires - Approbation	214
N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
M2018-193	Économies d'eau - Opération AQUAMETRO - Convention de partenariat 2018 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC) - Autorisation de signature	220
M2018-194	Commune de Prades-le-Lez - Extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable route de Vendargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	223
N°DÉLIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
M2018-188	Clubs de jeu de balle au tambourin - Affectation de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature	227
M2018-189	Sports et Traditions sportives - Montpellier Volley-ball Université Club - Attribution d'une subvention exceptionnelle - Convention d'attribution - Autorisation de signature	230
N°DÉLIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
M2018-146	Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de travaux avec RTE - Demande de subvention par le 1% paysage - Convention de remboursement avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	234
M2018-157	Avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) relatif à la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée - Autorisation de signature	238
N°DÉLIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
M2018-148	Tramway - Ligne 5 : Bilan intermédiaire de la concertation et redéfinition du périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) modificative	242
M2018-149	Transports et Mobilité - Tramway - Ligne 5 Lavérune/Clapiers - Demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Approbation	247

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-195	Programmation 2018 - Travaux d'enfouissement, d'aménagement ou de rénovation de l'éclairage public sur les communes de Beaulieu, Montaud, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Grabels et Saint Georges d'Orques - Modification du plan de financement des travaux sur Saint Jean de Védas - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature	251
M2018-196	Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez pour le prolongement de la fibre optique - Approbation - Autorisation de signature	256

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Hors commission - Organismes extérieurs - Actualisation des représentations de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Du fait d'une importante réforme des Ecoles Nationales Supérieures d'Architecture (ENSA), il est proposé de désigner au sein de l'Assemblée, un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger au Conseil d'administration de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM).

Par ailleurs, à la suite de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au capital de la SCIC (Société Coopérative d'intérêt collectif) Tropisme, il est proposé au Conseil de désigner également en son sein, un représentant au sein de cet organisme.

Le Président propose pour ces deux instances la candidature de Madame Marie-Hélène SANTARELLI. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Président propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue du vote, Madame Marie-Hélène SANTARELLI est élue comme représentante de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) ainsi que de la SCIC (Société Coopérative d'intérêt collectif) Tropisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Madame Marie-Hélène SANTARELLI désignée en tant que représentante à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-41242-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Montpellier Capital Santé - Grand prix de l'innovation pour la santé de l'enfant - Festival de l'alimentation et de la gastronomie - Fondation Saint-Pierre - Convention de partenariat - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Fondation Saint-Pierre (issue de la transformation de l'Œuvre Montpelliéraine des Enfants à la Mer par décret du 28 février 2018), qui s'est donnée comme mission l'amélioration de la santé et de la protection de l'enfance, fête ses 100 ans en 2018.

La Fondation gère, notamment, l'Institut Saint-Pierre à Palavas-les-Flots qui est devenu en 2015 le 1^{er} Établissement pédiatrique de Soins de Suite et de Réadaptation de France.

Dans ce cadre, la Fondation Saint-Pierre organise différents événements et initiatives tels que le lancement d'un concours « Grand Prix de l'Innovation pour la santé de l'enfant » ainsi qu'un « Festival de l'alimentation et de la gastronomie pour les enfants ».

Le Grand prix de l'innovation vise à soutenir des projets d'innovation, portés par des entreprises (en particulier des startups) ou des laboratoires de recherche, susceptibles d'améliorer chez l'enfant une autonomie altérée par une maladie chronique invalidante ou un handicap et par la même de le projeter positivement dans la possibilité d'une vie d'adulte autonome et active.

Ce grand prix national, doté de 100 000 €, comprend deux récompenses « *Talent d'innovation* » et « *Espoir* ».

Les lauréats primés recevront une dotation financière ainsi qu'un accompagnement.

Les projets seront analysés sur la base de cinq critères : innovation, efficacité démontrée, écoconception, pertinence du modèle d'affaires, management.

Afin de mettre en place ce grand prix, la Fondation Saint-Pierre a sollicité le soutien et le partenariat de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet orienté autour de la santé et de l'innovation s'inscrit pleinement dans les axes de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole autour des projets « Montpellier Capital Santé » et de la « French Tech ».

Ainsi, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole soit partenaire de ce grand prix de l'innovation.

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole se traduira par l'appui à la mise en place du grand prix en termes d'ingénierie, et ce lien étroit avec le BIC.

Montpellier Méditerranée Métropole pourra relayer ce grand prix en termes de communication auprès des écosystèmes French Tech et Santé, au niveau local et national.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole pourra accompagner la Fondation Saint-Pierre dans l'organisation de la cérémonie de remise des prix en fin d'année 2018.

Par ailleurs toujours dans le cadre de ses 100 ans, la Fondation Saint-Pierre organise les 19 et 20 mai 2018 à Palavas-les-Flots au sein de l'Institut Saint Pierre « *le Festival de l'alimentation et de la gastronomie pour les enfants* ».

Ce festival, à destination des enfants et leur famille, vise l'éducation alimentaire, l'ancrage territorial et la mise en valeur du patrimoine alimentaire et de l'agriculture locale. Des ateliers ainsi que des démonstrations gourmandes seront prévus à cette occasion.

La Fondation Saint Pierre a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour accompagner cet événement dans le cadre de sa politique en matière d'agro-écologie et d'alimentation.

Considérant l'intérêt local de ce projet qui s'inscrit pleinement dans la politique en matière d'agro-écologie

et d'alimentation menée par la Métropole, en particulier au titre de la démarche « Bocal » ou des expériences menées en lien avec les communes autour de la restauration collective et de la qualité de l'alimentation, il est proposé d'accompagner cette manifestation.

Celle-ci pourrait s'inscrire pleinement dans la dynamique « *Bocal – du bon et du local* », co-animée par Montpellier Méditerranée Métropole avec les Communautés du Pays de l'Or et du Pic Saint-Loup.

Montpellier Méditerranée Métropole, en lien étroit avec les communes, pourra accompagner et relayer la communication de cet évènement.

Un accompagnement en termes d'ingénierie pourra être proposé autour de la mise en relation et de la mobilisation des acteurs des filières, producteurs ainsi que le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter le partenariat de Montpellier Méditerranée Métropole avec la Fondation Saint-Pierre dans le cadre de ses 100 ans ;
- approuver la convention de partenariat avec la Fondation Saint-Pierre dans le cadre de ses 100 ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39721-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Contrat de réciprocité - Communauté de Communes des Monts de Lacaune et des montagnes du Haut Languedoc - Association des communes forestières d'Occitanie - Montpellier Méditerranée - Développement des filières bois-énergie/bois construction/bois mobilier en circuits courts

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a conclu le 12 janvier dernier un contrat de réciprocité avec la Communauté de Communes des Monts de Lacaune et Montagnes du Haut-Languedoc et l'association des Collectivités forestières d'Occitanie. Ce premier contrat de réciprocité Ville-Montagne, essentiellement axé sur la promotion d'une filière bois de proximité associant les besoins urbains et les potentiels de production ruraux, vise à favoriser le développement durable des deux territoires.

Il privilégie dans ce domaine 3 axes de travail :

- Le renforcement et la structuration d'une filière bois-énergie de proximité ;
- Le développement d'un écosystème local concernant la construction bois, mettant en synergie les producteurs, les transformateurs, les constructeurs et les maîtres d'ouvrages publics et privés afin d'accroître le nombre de projets fondés sur une logique de circuits-courts participant véritablement à la maîtrise de l'énergie et à la réduction des émissions carbonées ;
- L'émergence d'une filière bois-mobilier et aménagements extérieurs / mobiliers intérieurs intégrant les capacités de productions et de créativité (designers / école d'architecture) des territoires voisins de production et de consommation.

L'accord-cadre récemment conclu doit aboutir dans les meilleurs délais, à la définition d'actions concrètes et chiffrées : réalisation de projets d'aménagements, de bâtiments d'équipements, développement de programmes de formation, structuration de filières, pouvant bénéficier de l'ensemble des aides des partenaires publics et privés compétents.

De nombreuses réunions sont en cours d'organisation pour recenser les acteurs et les projets, faire émerger les initiatives.

Des sessions de sensibilisation et d'informations techniques, financières, juridiques à l'attention des maîtres d'ouvrages, des aménageurs et des promoteurs se succéderont au cours de l'année 2018.

La tenue les 7 et 8 juin prochains du Congrès National des Communes Forestières, à Montpellier, constituera le premier point d'orgue de cette démarche et permettra de lui donner une visibilité nationale, celle-ci ayant vocation à être dupliquée. Dans cette dynamique, la Métropole envisage d'autres partenariats avec des territoires sylvicoles de moyenne montagne, notamment cévenols.

Il est proposé au Conseil, dans le cadre des crédits alloués au soutien des manifestations organisées sur le territoire de la Métropole, et au regard des retombées qu'elles génèrent pour le tissu économique local, d'accorder une aide globale de 30 000 € à l'association des Communes forestières d'Occitanie, en charge de l'organisation de cette manifestation. Celle-ci comprend une subvention numéraire de 20 000€ et la valorisation financière, à hauteur de 10 000 € des espaces mis à disposition au sein de l'hôtel de Ville de Montpellier en application des tarifs approuvés par le Conseil Municipal, et des moyens humains et matériels affectés par la Métropole pour l'organisation de cet événement.

Le développement de l'utilisation du bois sur le territoire métropolitain doit reposer sur une démarche active, innovante et volontaire en matière de commande publique, dans le strict respect du droit applicable.

Dans l'ensemble des procédures de mise en concurrence concernant de manière substantielle le bois énergie et le bois-construction, les services de la Métropole mettront en œuvre de manière systématique des clauses techniques ou des critères de sélection des offres en vue de réduire les émissions carbonées et de favoriser la maîtrise de l'énergie.

Pour les opérations de construction ou d'aménagements extérieurs / intérieurs mobilisant d'importantes quantités de bois transformés, Montpellier Méditerranée Métropole renforcera les prescriptions techniques de ses appels d'offres concernant leur origine et leur traçabilité :

- Utilisation de bois éco-certifiés selon un système de certification de type PEFC ou équivalent, cet écolabel garantissant que les bois sont issus de forêts gérés durablement ;
- Origine des bois assurés à 100% grâce à un système de traçabilité adapté ;

- Caractérisation des bois et de leurs conformités aux normes en vigueur, notamment en termes de marquage, de caractérisation et de séchage.

Les élus des communes forestières et les acteurs locaux de la filière ont déposé et fait enregistrer auprès de l'Office de l'Union Européenne pour la Propriété Intellectuelle la marque « *Bois des territoires du Massif Central* » intégrant ce référentiel, dont le respect est garanti par des audits menés par des organismes certifiés et indépendants. Elle couvre l'intégralité du périmètre de ce massif y compris l'ensemble de ses contreforts méridionaux, notamment le Haut-Languedoc et les Cévennes, répond à des exigences techniques strictes, certifie la localisation de la filière de transformation (abatage, séchage, sciage et/ou fraisage...).

Les clauses des marchés concernés feront référence à cette marque ou à des marques équivalentes et exigeront à minima que les candidats mentionnent de manière précise les essences utilisées, leur provenance et leurs lieux de transformation.

En tant que membre de l'association des Collectivités forestières d'Occitanie, la Métropole, la sollicitera, au titre de sa contribution, afin qu'elle réalise sur les principaux projets bois-construction et bois énergie métropolitains une étude de préfaisabilité portant notamment sur leur impact économique, environnemental, territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre de la démarche précitée concernant la filière bois ;
- approuver le versement d'une aide de 30 000 € (dont 20 000 € de subventions en numéraire et 10 000 € en valorisation des espaces et moyens mis à disposition) à l'association des Collectivités forestières d'Occitanie pour l'organisation du congrès national des collectivités forestières à Montpellier les 7 et 8 juin prochains, sous réserve de la signature d'une convention ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 936 du budget principal ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-41520-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO.

Hors commission - Consultation réglementaire pour le Projet Régional de Santé Occitanie - Avis du Conseil de Métropole

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Régional de Santé (PRS) 2018-2022 a pour objet de définir les objectifs pluriannuels de l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans ses champs de compétences. Il se compose d'un Cadre d'Orientation Stratégique arrêté pour 10 ans, d'un Schéma Régional de Santé unique et du Programme Régional relatif à l'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies arrêtés pour 5 ans.

Ce PRS, consultable sur le site de l'ARS Occitanie, est soumis à consultation. Il sera arrêté à l'issue des 3 mois de procédure de consultation qui a débuté le 20 février. Dans ce cadre, le Conseil de Métropole est sollicité pour exprimer son avis sur ce PRS.

Le PRS est constitué du Cadre d'Orientation Stratégique, du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins.

1 - Le cadre d'Orientation Stratégique comporte quatre parties :

- Les éléments de diagnostic régional ;
- L'ambition prenant en compte une préoccupation éthique ;
- Les cinq engagements pour agir :
 - développer le repérage, le dépistage et l'accompagnement précoces,
 - accompagner la personne pour lui permettre d'être acteur de sa santé,
 - améliorer l'organisation des services de santé pour une accessibilité renforcée sur l'ensemble du territoire et pour toutes les catégories de populations,
 - renforcer la coordination des acteurs pour des prises en charge adaptées, de la bonne intensité et continues grâce à des innovations organisationnelles et techniques, notamment la e-santé,
 - promouvoir et garantir la qualité, la sécurité et la pertinence des prises en charge et des accompagnements.
- Les cinq clés de transformation pour réussir :
 - la territorialisation de l'action de l'Agence, en conciliant proximité et gradation des réponses aux besoins,
 - une attention constante portée à la coordination des politiques publiques et aux synergies partenariales,
 - le développement de l'innovation en santé,
 - la capacité à prendre soin de ceux qui soignent,
 - ainsi que la mise en place d'un dispositif de pilotage et d'une démarche d'évaluation tout au long de la mise en œuvre de ce Projet Régional de Santé.

2 - Le Schéma Régional de Santé :

Il se propose, pour agir efficacement sur le système de santé, d'aborder les différents sujets de santé selon trois dimensions complémentaires : les thèmes transversaux, les parcours prioritaires et les équipements, activités et filières de soins.

Pour chaque sujet de santé, est réalisée une présentation de l'ambition à 5 ans, des orientations nationales, du diagnostic régional, des priorités et projets retenus.

Sont décrits spécifiquement pour les équipements et activités de soins : les objectifs quantitatifs, les éventuels transformations – regroupements – coopérations et les objectifs qualitatifs.

46 projets guideront l'action de l'ARS pour les 8 thèmes transversaux.

38 projets ont été identifiés, au service des 5 parcours prioritaires

3 - Le Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des plus démunis (PRAPS) :

Il est structuré autour : d'un diagnostic, de 6 enjeux et de 5 priorités déclinées, dans un document annexé, en fiches actions.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), avant d'adopter son Projet Régional de Santé (PRS), a sollicité pour avis les collectivités territoriales et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de la Région, dont Montpellier Méditerranée Métropole.

La santé constitue un des piliers de développement prioritaires de Montpellier Méditerranée Métropole. Siège de la plus ancienne Faculté de Médecine d'Europe encore en activité et de la plus moderne depuis 2017, Montpellier s'est toujours intéressée de près à la santé.

Elle est d'ailleurs une des villes membre fondatrice du Réseau français Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Montpellier Méditerranée Métropole est aujourd'hui l'une des métropoles les plus engagées en France dans ce domaine qu'elle considère comme un véritable axe de développement économique.

Les politiques publiques menées par la Métropole, en particulier en matière de développement économique, ont permis l'implantation ou la création de nombreuses entreprises emblématiques de la médecine moderne, telles que Sanofi, Bio-Rad, HORIBA Medical ou Bausch+Lomb, des PME et TPE innovantes (1/3 des startups accompagnées par le BIC (Business Innovation Centre) de Montpellier opèrent dans le domaine de la santé), des centres de recherche de haut niveau et un pôle de compétitivité reconnu, Eurobiomed.

Riche de ce passé et de ce potentiel, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en 2016 la démarche Montpellier Capital Santé visant à mobiliser l'écosystème de la santé (acteurs de la formation, de la recherche et du soin, entreprises, pouvoirs publics, etc.), notamment pour développer des projets d'envergure et pour faire rayonner le territoire.

Les principaux axes thématiques développés dans le cadre de Montpellier Capital Santé concernent :

- le développement des entreprises,
- le rayonnement du territoire,
- la diffusion des innovations,
- la Ville santé de demain.

L'ARS Occitanie est d'ailleurs l'un des partenaires membre du Conseil Montpellier Capital Santé.

C'est dans le contexte de cette dynamique que Montpellier Méditerranée Métropole a fait le choix de positionner son Pacte Métropolitain d'Innovation, signé avec l'Etat, sur la santé.

Elle est la seule métropole à avoir fait ce choix. Ce sont ainsi plus de 12 millions d'euros qui sont mobilisés pour accompagner des projets structurants.

Montpellier Méditerranée Métropole aborde la santé, au sens large, en cohérence avec la définition de l'OMS qui précise que la santé ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité, elle est un état complet de bien-être physique, mental et social.

La Métropole a en effet de nombreux atouts à faire valoir sur son territoire pour répondre aux enjeux de santé, de la prévention au soin, dans le domaine du médical mais aussi du numérique, de la qualité de l'eau et de l'environnement, de la nutrition, des approches non-médicamenteuses, ...

Au-delà de sa compétence en matière de développement économique, le champ de la santé irrigue d'autres politiques publiques menées par Montpellier Méditerranée Métropole : l'urbanisme et l'aménagement du territoire, la politique de la Ville, l'agroécologie/alimentation, l'environnement, le sport ...

Des projets dans le domaine de la santé sont également menés en lien avec le programme de la Cité intelligente pour dessiner la Ville Santé de demain, un des axes thématiques de Montpellier Capital Santé.

Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas ailleurs une Métropole labellisée French Tech qui s'appuie sur un potentiel important et une dynamique forte autour du numérique.

Le numérique est en effet un secteur en plein essor avec un fort potentiel d'innovations et de développement de nouveaux usages qui irrigue le secteur de la santé sur le territoire métropolitain.

Dans ce contexte, la transformation numérique en santé dans la cadre d'un accès aux soins renforcé et un meilleur partage de l'information, est une thématique transversale d'intérêt pour la Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole sera attentive et pourra accompagner, au titre de ses compétences, le déploiement des actions qui seront menées dans le cadre du PRS 2018-2022 sur son territoire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la mise en place du Projet Régional de Santé 2018-2022 ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40529-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO.

Hors commission - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Modifications des statuts - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros, composé de 34 288 actions. Elle détient 46,02% du capital soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A titre principal, la société TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, puis réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement payant sur voirie.

Le Conseil d'administration de la société prévu en date du 24 avril 2018, souhaite proposer la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts sur 2 points :

- Extension de l'objet social pour intégrer l'activité de Centre de Formation des Apprentis (CFA) ;
- Mise en conformité avec la loi Rebsamen instituant le poste d'administrateur salarié.

Création d'un CFA

Le Conseil d'Administration de TaM du 25 octobre 2016 avait proposé d'étudier le projet de création d'un CFA afin de permettre d'aborder l'ensemble des compétences requises et attendues en proposant un parcours de formation adapté aux besoins de l'entreprise.

La Région Occitanie a autorisé formellement la création de ce CFA lors d'une délibération de sa Commission Permanente en date du 13 octobre 2017.

En effet, les besoins en recrutement sur les métiers multidisciplinaires de la conduite et du transport ont été identifiés comme essentiels pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de la SAEML TaM. La polyvalence des métiers qui allie conduite, sécurisation, contrôle, régulation et exploitation, demande des exigences en qualification qui s'amenuisent d'année en année.

Le CFA, d'une capacité d'accueil de 30 apprentis permettra en deux ans de dispenser un titre professionnel de conducteur du transport routier interurbain de voyageurs avec deux modules complémentaires de contrôle de la réglementation et conduite des tramways. Les premières sessions de formation sont envisagées en septembre 2018. La durée de la convention conclue avec la Région Occitanie est de 5 ans renouvelable.

Administrateur salariés

En application de l'article L. 225-27-1 du Code de Commerce (issu de la Loi « Rebsamen » du 17 août 2015) les sociétés qui emploient, à la clôture de deux exercices consécutifs au moins 1 000 salariés permanents dans la société et ses filiales, ont l'obligation d'indiquer dans les statuts que le conseil d'administration comprend, outre les administrateurs classiques, des administrateurs représentant les salariés.

Le poste d'administrateur salarié sera désigné par le comité d'entreprise, ce dernier ayant émis un avis favorable à l'unanimité sur la proposition de désignation présentée lors de la séance du 31 janvier 2018.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*.

En conséquence, et conformément aux articles L.1524-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications statutaires instituant le poste d'administrateur salarié et l'extension de l'objet social aux activités du CFA,

- autoriser Monsieur Abdi El Kandoussi, représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale de TaM, à voter en faveur de ces modifications statutaires lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de TaM,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-31813-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de Villeneuve-lès-Maguelone - Prorogation de la concession et des conventions d'exploitation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vu confier la concession par l'Etat, par arrêté préfectoral n°DDTP34-2013-01-02857, de la gestion du domaine maritime de sa plage naturelle. Cette concession échoit le 31 décembre 2017.

La loi n°2015-991 du 7 Aout 2015 dispose dans son article 2, alinéa I-6-k, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat en lieu et place des communes pour les plages dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Après avis de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la Métropole a lancé une nouvelle procédure de demande de concession en juin 2016 (délibération n°13965). Le dossier définitif a été enregistré par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer le 10 février 2017 et a été soumis le 6 juillet 2017, après instruction des différents services concernés, à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites qui a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte, avant l'enquête publique, de deux observations mineures qui ont été levées.

Il apparaît que les délais de consultation des différents services de l'Etat, d'enquête publique et procédure de délégation de service public sont incompatibles avec l'octroi de sous-traités de concession puis le dépôt de permis de construire pour la prochaine saison estivale.

Par délibération n°15082 du 28 décembre 2017, la Métropole a sollicité l'Etat pour la prorogation d'un an de l'actuelle concession de plage et de la délégation de service public des lots de plage afférents, en application de l'article L. 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2018-09226 les services de l'Etat ont acté la prorogation d'un an à Montpellier Méditerranée Métropole de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Il convient de contractualiser par voie d'avenants la prorogation des conventions d'exploitation des délégataires.

Le Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a adopté à l'unanimité, le 2 octobre 2017, une délibération en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature des avenants de prorogation pour une durée d'un an des conventions d'exploitation des délégataires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-33014-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan des actions entreprises suite au rapport d'observations définitives 2015

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération en date du 28 novembre 2016, l'Assemblée délibérante a pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur la gestion des exercices 2010 et suivants de l'ex Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément à la Loi NOTRe et en application de l'article L.243-7 du Code des juridictions financières, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est tenu de présenter devant l'Assemblée délibérante, et dans le délai d'un an, un rapport sur les actions entreprises suite aux observations de la CRC.

Ainsi, eu égard aux recommandations formulées par la CRC, et rappelées ci-après, il convient de mentionner les actions correctrices qui ont été entreprises par la Métropole.

A titre de rappel, le rapport d'observations définitives a traité des thématiques suivantes : Finances, Ressources Humaines, Gestion des frais de voyages déplacements missions des élus et agents, Montpellier Unlited, Association pour la promotion des flux touristiques et économiques (APFTE), Unité de Méthanisation AMETYST.

Onze recommandations ont été apportées par la Chambre, dont trois relatives au domaine financier, six relatives aux Ressources Humaines, une relative à la structure APFTE, et une relative à l'usine AMETYST.

Conformément aux dispositions légales, article L243-9 du Code des juridictions financières cette délibération sera communiquée à la Chambre Régionale des Comptes, afin d'alimenter une synthèse annuelle qui sera elle-même présentée par le Président de la CRC devant la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP). Chaque chambre régionale transmet cette synthèse à la Cour des Comptes en vue de la présentation du rapport public annuel.

En matière de fiabilité financière

Recommandation n°1 :

Améliorer la fiabilité des comptes par la régularisation des amortissements qui auraient dû être pratiqués sur les investissements désormais rattachés au budget annexe des transports.

Les amortissements relatifs à la ligne 1 de tramway sont désormais à jour sur le Budget Annexe Transport.

Les investissements réalisés pour les lignes 2, 3 et extension 1, et pour le bouclage de la ligne 4, sur le budget principal sont en cours d'intégration des comptes 23 immobilisations en cours vers les comptes 21 définitifs, et en cours de transfert sur le Budget Annexe du Transport, en étroite collaboration avec les services de la Trésorerie. Ce travail devrait aboutir au cours du premier semestre 2018, et permettra à ce budget annexe de retracer l'ensemble de cette activité.

Les amortissements réglementaires consécutifs à ces intégrations (ligne 2, 3 et bouclage 4) ont été budgétés pour 2018.

	Compte Administratif Transport 2016	Compte Administratif Transport 2017	Budget Annexe Trans- port 2018
Amortissements	10 502 968,00 €	10 842 422,00 €	38 636 719,00 €

A ce jour, les intégrations réalisées concernant ces lignes de tramway s'élèvent à 45 339 706,05 €.

Certificats Administratifs	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 06/11/2017	23 215 580,95 €
du 01/02/2018	22 124 125,10 €
	45 339 706,05 €

Les intégrations relatives à la ligne 2 ont été transmises en date du 26 mars 2018 à la Trésorerie pour validation pour un montant de 597 008 143,63 €.

Recommandation n°2 :

Parfaire la fiabilité des comptes en assurant le recensement exhaustif et contradictoire des éléments constitutifs du patrimoine afin d'être en mesure de produire, en collaboration avec le comptable, des documents concordants, ainsi qu'en prenant en compte les risques par une pratique plus systématique des provisions.

- Sur l'état du patrimoine :

Au 1er janvier 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole. Ce changement de statut a entraîné un important transfert de compétences de la part des 31 Communes du territoire. De plus, au 1er janvier 2017, le Conseil Départemental de l'Hérault a transféré la compétence voirie à la Métropole.

Ces transferts s'accompagnent du transfert des biens immobilisés relatifs à ces compétences en pleine propriété. En outre, au-delà des transferts intervenus à partir de 2015, l'ensemble des biens mis à disposition lors de transferts antérieurs, doit être intégré en pleine propriété dans l'inventaire de la Métropole.

Dans le cadre de ces transferts, la DDFiP (Direction Départementale de Finances Publiques) a été facilitatrice en mettant à disposition un agent qui a travaillé sur les bilans des 31 Communes.

De plus, un marché d'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la fiabilisation de l'inventaire comptable a été notifié le 05 décembre 2017.

Ce marché conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification comporte deux tranches.

La première tranche porte sur le recensement des immobilisations et des subventions transférées dans le cadre des transferts de compétences (espace public, nettoyage, défense contre l'incendie, aire d'accueil des gens du voyage, PLU (Plan Local d'Urbanisme)) des 31 Communes au 1er janvier 2015, et de la voirie métropolitaine du Département de l'Hérault au 1er janvier 2017.

La deuxième tranche porte, d'une part, sur la finalisation de la mise en concordance de l'actif du comptable et de l'inventaire de l'ordonnateur au 31/12/2017 et, d'autre part, sur la vérification de l'exhaustivité de l'inventaire au regard des compétences transférées (culture, sport, assainissement, déchets) à compter du passage en Communauté d'Agglomération par les syndicats et les Communes.

Parallèlement à cela, la Métropole a engagé une démarche volontariste dont les résultats sont conséquents. De nombreuses séances de travail sur le bilan ont ainsi été organisées avec les services de la Trésorerie :

- 18 octobre 2017,
- 06 novembre 2017,
- 27 novembre 2017,
- 15 décembre 2017,
- 09 janvier 2018,
- 01 février 2018,
- 02 février 2018.

✓ Concernant l'intégration des constructions au patrimoine de la Métropole (*des comptes 23 immobilisations en cours sur des comptes d'immobilisations définitifs*): 117.4 M€ ont été intégrés.

Budget Principal :

Certificat Administratif	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 23/10/2017	50 289 233,31 €
	50 289 233,31 €

Budget Annexe Assainissement :

Certificat Administratif	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 11/12/2017	64 583 272,30 €
	64 583 272,30 €

Budget Annexe Eau potable :

Certificat Administratif	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 11/12/2017	2 463 476,68 €
	2 463 476,68 €

✓ Concernant les nouvelles compétences Métropole :

- Au titre des transferts en pleine propriété des biens mis antérieurement à disposition : 210.8 M€ régularisés :

Des transferts d'immobilisations immobilières ont été réalisés entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour 210 819 609,37 €. Cela concerne notamment les aires d'accueil des gens du voyage, les parkings, les complexes sportifs et piscines etc.

Certificats Administratifs	Montant du transfert
du 17/10/2017	156 153 573,19 €
du 26/10/2017	20 708 977,03 €
du 04/12/2017	5 357 268,99 €
du 04/12/2017	28 599 790,16 €
	210 819 609,37 €

- Au titre des transferts de biens dans le cadre de la compétence Eau et Assainissement :

Les Directions de l'Eau et de l'Assainissement, du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, en charge du transfert des biens des Communes en pleine propriété par actes administratifs et décisions, rencontre des difficultés pour retracer les origines de propriété. En effet, les Communes ne disposent pas toujours de ces éléments, il est donc nécessaire de passer par le service de publicité foncière, ce qui nécessite du temps et est onéreux.

De plus, dans certains cas, aucun élément probant n'est retrouvé afin de permettre de retracer les origines de propriété. La question se pose alors de savoir comment la justifier dans la mesure où elle est indispensable pour la publication des actes de transfert au service de publicité foncière.

Cela retarde de facto l'adoption des procès-verbaux de transfert à la Régie. Cependant, afin de pallier cette problématique et les conséquences qui en découlent, nous allons procéder au transfert comptable de ces biens par procès-verbaux comptables comme évoqué lors d'une réunion tripartite entre la Trésorerie, le cabinet BST et la Direction des Finances Métropole le 02 février 2018.

Ces derniers pourront donner lieu ultérieurement à des réajustements, le cas échéant, avec les valorisations retenues dans les actes de transferts juridiques. Une priorité est donnée pour procéder aux transferts des biens de la Ville centre ce qui devrait permettre de régulariser une grande partie de la totalité des biens à transférer.

- Sur la constitution des provisions :

La Métropole a voté et passé des écritures de provisions en 2016 :

- Provisions pour litiges et contentieux : 200 000 €,
- Provisions pour risques de loyers impayés : 300 000 €.

Des provisions complémentaires ont été passées en 2017 :

- Provisions pour litiges et contentieux : 100 000 €,
- Provisions pour risques de loyers impayés : 200 000 €,
- Dépréciations des titres de participations : 5 200 000 €.

Des provisions supplémentaires sont prévues au Budget Primitif 2018 :

- Dépréciations des titres de participations : 2 500 000 €.

Un comité de gestion des risques est en cours de constitution à la Métropole qui étudiera la question des provisions pour non-valeur.

Recommandation n°3 :

Fiabiliser le suivi et l'enregistrement comptable des restes à réaliser d'emprunts.

Conformément aux recommandations de la Chambre, le montant des restes à réaliser d'emprunt de 2016 sur l'exercice 2017 correspond à la totalité du contrat d'emprunt.

En matière de ressources humaines

Recommandation n°4 :

Formaliser la politique globale de recrutement afin d'en faire un réel levier de maîtrise des coûts.

La récente réorganisation de la Direction des Ressources Humaines de Montpellier Méditerranée Métropole, mise en œuvre à l'occasion de sa mutualisation avec la Direction des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier, doit permettre de répondre de façon formalisée à cet enjeu, lequel était bien sûr, déjà intégré à l'ensemble des processus.

Le constat effectué par la CRC était en premier lieu celui d'une **disparité des informations** présentées concernant le décompte des effectifs entre le rapport sur l'état de la collectivité, le compte administratif et les autres éléments de suivi fournis. L'un des objectifs du nouveau Pôle Ressources Humaines rassemblé est **d'optimiser le pilotage des données et indicateurs RH**. Un poste de catégorie A, a ainsi été transformé, pour être en partie consacré à cette mission de production des indicateurs stratégiques RH et de coordination du REC.

Par ailleurs, concernant la maîtrise de l'évolution des effectifs et en conséquence de la masse salariale, Montpellier Méditerranée Métropole qui instruisait déjà de façon approfondie toute demande de recrutement ou de création de poste, a institué, en complément, depuis la mutualisation des ressources humaines, **un Comité de Pilotage de maîtrise des postes et de la masse salariale**.

Il s'agit d'une instance collégiale composée de la Direction Générale des Services (Directeur général des services et Directeurs généraux adjoints), du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, et de la Direction Organisation Evaluation.

Toute demande de création, suppression ou transformation de poste doit faire l'objet d'une inscription et d'une présentation devant cette instance qui rendra une proposition d'arbitrage sur celle-ci, l'objectif étant de contrôler et réguler à l'échelle de la Métropole les décisions ayant un impact direct sur l'évolution de la masse salariale.

Une démarche de dialogue de gestion va par ailleurs être engagée afin de partager avec les directions opérationnelles les indicateurs relatifs notamment aux dépenses de remplacement dans la même optique d'optimisation.

Comme le suggérait le rapport d'observations définitives, une formalisation plus étendue des procédures va également être engagée.

Toutefois il convient de rappeler que malgré cette volonté affirmée de maîtrise des effectifs et de la masse salariale, la Métropole doit faire face à un accroissement constant de son périmètre d'activité, notamment du fait des transferts de compétences, qui ne peut qu'entraîner un accroissement des moyens et des dépenses afférentes, même si des outils sont mis en œuvre afin de les optimiser.

Recommandation n°5 :

Afin de se conformer aux dispositions légales sur le temps de travail, reconsidérer notamment les jours supplémentaires de permanence et engager une réflexion permettant de compléter cette démarche par d'autres mesures correctrices.

Le temps de travail à Montpellier Méditerranée Métropole est régi par un protocole d'accord antérieur au décret n° 2001-623 du 12 juillet 2011, dérogeant aux dispositions de ce dernier au titre des droits acquis.

La réglementation n'a pas évolué depuis l'intervention du rapport d'observations définitives, et le protocole susmentionné est donc toujours en vigueur, comme le permet la réglementation.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra en œuvre toute évolution ultérieure de la réglementation qui s'imposerait à elle.

Un premier temps d'échange est déjà intervenu avec les organisations syndicales en anticipation de cette éventuelle évolution.

Recommandation n°6 :

Engager une réflexion sur les moyens d'optimiser la gestion du temps de travail des personnels, particulièrement dans les services à activités saisonnières ou fortement variables, notamment par une annualisation du temps de travail.

L'objectif de la Métropole étant l'optimisation de ses ressources, tant dans un souci de maîtrise de la masse salariale, que de qualité de service rendu aux usagers, toutes les pistes d'optimisation de l'organisation du travail sont à étudier. Il est toutefois à souligner que les services ayant des contraintes particulières liées à leur activité font déjà l'objet de cycles de travail spécifiques, intégrant l'ouverture des équipements sur une grande amplitude quotidienne, ainsi que les samedis et/ou dimanches.

En outre, les besoins saisonniers et les heures supplémentaires ne peuvent dans tous les cas être totalement absorbés par l'annualisation du temps de travail, lorsque la totalité du temps de travail est déjà nécessaire à l'activité existante : un surplus de temps de travail reste donc bien nécessaire.

Recommandation n°7 :

Analyser les causes de l'absentéisme du personnel afin d'élaborer un plan en vue de sa limitation.

La nouvelle organisation, issue de la mutualisation des Directions des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de la Métropole, a institué une Direction de la Qualité de Vie au Travail et du Dialogue Social, comprenant un service Qualité de vie au travail, qui démontre l'importance accordée à cette thématique. La collectivité engage pour l'année 2018, le lancement d'une démarche relative à la qualité de vie au travail, pour laquelle elle prévoit de se faire accompagner par l'ARACT (Association régionale pour l'amélioration des conditions de travail), et qui doit être présentée en CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). La démarche débutera par la réalisation d'un diagnostic, qui reposera notamment sur un questionnaire à l'attention de l'ensemble des agents. Ce diagnostic sera complété par des groupes de travail d'agents et d'encadrants visant à identifier les « situations à risques » (*situations concrètes de travail pouvant potentiellement engendrer des risques psycho-sociaux*) et proposer des actions correctives dans les thématiques qui auront été dégagées grâce au questionnaire.

Cette démarche constitue le fondement du plan de lutte contre l'absentéisme.

La Direction de la Qualité de Vie au Travail et du Dialogue Social comporte également une nouvelle fonction de chargé de mission, dédiée au plan managérial, afin d'accompagner les managers, tant dans leurs propres problématiques permettant d'éviter les situations de mal être, que dans leurs pratiques, permettant d'éviter que celles-ci puissent être sources de mal être pour leurs collaborateurs.

Un plan d'action est également en cours d'élaboration par la Direction des Parcours Professionnels et des Compétences afin de mieux anticiper la seconde partie de carrière des agents exerçant des métiers identifiés comme « usants ». La réalisation d'entretiens de seconde moitié de carrière notamment, sera progressive-

ment mise en œuvre, et permettra de mieux anticiper l'usure professionnelle, et de prévenir l'absentéisme qu'elle peut générer.

Au-delà des métiers identifiés comme « usants », des outils tels que la formation sont également développés ou renforcés pour accompagner les souhaits de mobilité des agents, et globalement favoriser celle-ci.

Si la Métropole entreprend ces démarches dans un souci général de qualité de vie au travail de ses agents, sur le fond, il est toutefois à préciser, que les taux d'absentéisme constatés ne présentent pas un caractère discordant avec ceux des collectivités de taille similaire.

Recommandation n°8 :

Améliorer le suivi global de l'évolution des effectifs en fiabilisant les données comparées des comptes administratifs et rapports d'activité.

Comme indiqué préalablement (*recommandation n°4*), une démarche est engagée concernant la production d'indicateurs relatifs aux ressources humaines, via la création d'une Direction du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines, comprenant notamment un poste en partie dédié à la production d'indicateurs.

Il est toutefois à souligner que chaque document présente des indicateurs, qui sous un même libellé tel que celui d'« effectifs », ne correspondent pas à la même définition, et peuvent diverger en conséquence.

Recommandation n°9 :

Mettre en cohérence la politique d'avancement automatique des agents à la durée minimum et la nécessité de disposer de leviers d'actions au regard de l'évolution de la masse salariale.

L'accord PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) a instauré un cadencement unique des avancements d'échelon, qui rend caduque la question de l'avancement d'échelon à la durée minimum.

Sur la structure Association pour la promotion des flux touristiques et économiques (APFTE)

Recommandation n°10 :

Notifier préalablement à la Commission Européenne tout nouveau projet de versement d'une subvention à l'APFTE et convenir avec celle-ci, qui bénéficie d'une subvention annuelle d'environ 400 000€, d'une évaluation documentée des retombées économiques de ses actions de promotion.

Les membres d'honneurs du conseil d'administration de l'association APFTE, que sont les collectivités territoriales et leurs groupements, telles que Montpellier Méditerranée Métropole, se sont positionnés pour le choix d'un processus de dissolution de l'association. Les contrats de promotion marketing territorial engagés avec la structure jusqu'au 31 mars 2018, ne seront donc pas renouvelés. Le soutien par subvention à la structure associative est donc caduc.

Sur la gestion déléguée relative à l'usine de Méthanisation AMETYST

Recommandation n°11 :

Exiger du délégataire de l'usine de traitement des déchets qu'il produise des rapports d'activité enrichis (notamment par la mention du coût à la tonne et une présentation pluriannuelle des données), en respectant une permanence de présentation conforme aux stipulations contractuelles.

Le décret publié le 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets, prévoit que des informations supplémentaires soient fournies par le délégataire d'un service public, en vue de figurer dans le rapport annuel de la Collectivité.

En conséquence, le cadre du rapport annuel du délégataire, qui figure en annexe 19 au contrat, sera désormais complété par les éléments de l'annexe 4 intégrée au nouvel avenant 1 à la convention de DSP AMETYST, approuvé par délibération en date du 29 mars 2018, et définissant notamment les nouvelles informations demandées.

Il convient de noter que l'annexe 4 fait également expressément référence à la mention de la « recommandation CRC » au titre du calcul d'indicateurs financiers permettant de communiquer sur le coût à la tonne, et au titre d'une présentation pluriannuelle des données.

Les attentes du délégant sont désormais issues de 4 sources : le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de service public local et modifiant le code général des collectivités territoriales (article R1411-7 du Code général des collectivités territoriales), l'article 62 du contrat de DSP, le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015, les recommandations de la CRC.

Ces nouvelles dispositions s'appliqueront dans le cadre du prochain rapport annuel 2017, à transmettre à la Métropole, avant le 31 mai 2018.

Par ailleurs, il convient de noter que les rapports annuels du délégataire sont soumis au contrôle et à l'appréciation de la CCSPL (Commission consultative des services publics locaux), comme de la CCC (Commission de contrôle des comptes) ; ces commissions examinent les rapports annuels du délégataire entre les mois de septembre et décembre chaque année ; elles peuvent émettre des avis sur les données retranscrites par le délégataire, sur la base du contrôle des services de la collectivité, et demander des compléments le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2015, portant sur l'examen de la gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative aux exercices 2010 et suivants ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la présentation du bilan.

Fait à Montpellier, le 04/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-41224-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent mettre en place un partenariat tripartite avec Radio Nova pour l'année 2017, afin d'assurer la promotion et la couverture de trois manifestations.

Sur ces trois manifestations, Montpellier Méditerranée Métropole est concernée sur son territoire par « Les Nuits Zébrées », organisée par Radio Nova, qui aura lieu au Zénith en novembre 2018.

Pour un montant maximal de 20 000 € HT, la Métropole s'engage à :

- prendre à sa charge le coût de réservation du Zénith de Montpellier en configuration Zénith Médium,
- médiatiser l'événement sur ses propres supports d'information : magazine métropolitain, site internet de la métropole, Radio Nova s'engage de son côté à apposer le logo métropole sur l'ensemble des outils de communication de la manifestation : affiches, flyers, bannières web, post réseaux sociaux, dossiers de presse.

Elle s'engage également :

Sur son antenne / valorisation à hauteur de 15 000 € HT:

- A diffuser 7 spots par jours pendant 12 jours sur Radio Nova national assurant la promotion des « Nuits Zébrées » avec ajout systématique de la mention « Radio Nova & Montpellier méditerranée Métropole présentent » / *valorisation à hauteur de 5000 € HT*,
- A offrir 4 campagnes de 30 spots de 30s sur Radio Nova national pour diffusion de campagnes de communication municipales et/ou métropolitaines durant l'année 2017 / *valorisation à hauteur de 2500 € HT par campagne soit 10 000 € HT*.

Sur son site / valorisation à hauteur de 4 000 € HT :

- A diffuser 4 campagnes web de communication municipale ou métropolitaine durant l'année 2017 sur le site internet de Radio Nova.

Sur le lieu de l'événement :

- A offrir de la visibilité sur site avec installation de supports publicitaires à l'extérieur et à l'intérieur du Zénith, et distribution de flyers métropole à l'intérieur du Zénith (diffusion assurée par la Métropole).
- Assurer une couverture de la manifestation le jour de sa tenue (interviews des représentants de la Métropole) et une présence sur scène des représentants de la Métropole, ainsi que la mise à disposition de la Métropole d'invitations à l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Radio NOVA,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, au chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-30798-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Développement international - Mission Chengdu (Chine) - Participation au forum global de l'innovation et de l'entrepreneuriat - Dates du 16 au 20 mai 2018 - Autorisation de la mission

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

En Chine, depuis 2004, des liens forts ont été tissés, notamment avec la Ville de Chengdu.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu est la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu et l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Ce partenariat a permis l'organisation par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le Vice-Ministre de la recherche.

A ce jour, EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise initialement représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guanzhi, Chongqing et Guizhou) a obtenu, en janvier 2015, la labellisation européenne EEN afin d'être aussi acteur auprès des 6 Provinces du nord et nord-est (Pékin, Shandong, Liaoning, Jilin, Hebei et l'Heilongjiang). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Cela fait 9 ans que la Métropole a signé des accords de développement économique avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit des délégations d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de leur permettre de développer des partenariats ou des volants d'affaires. La Chine souhaite renforcer sa croissance en misant sur l'innovation.

La Ville de Chengdu organise le 4^{ème} Forum Global de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat.

A cette occasion la Métropole a reçu une invitation pour participer au Forum Global 2018 de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat de Chengdu (GIEF).

Dans le cadre de nos accords bilatéraux, Montpellier Méditerranée Métropole se propose de répondre favorablement à cette participation à ce Forum, à Chengdu du 16 au 20 mai 2018.

Cette mission sera un excellent vecteur de promotion de l'attractivité du territoire métropolitain en Chine.

Plusieurs événements sont proposés auxquels la Métropole participera pendant le Congrès :

- Le Forum de l'Innovation pour les Maires des Villes Jumelles de Chengdu 2018 ;
- Le Forum Général sur l'Innovation, avec pour thème « Nouvelle Economie, Nouvelle force motrice et nouveau développement » ;
- Le Forum Europe / Chine sur l'innovation (devant aboutir à la mise en place d'un groupe de villes innovantes chinoises et européennes) ;

En marge de ce congrès un rendez-vous sera pris avec les Relations Internationales de la Ville de Chengdu afin de préparer la mission d'octobre.

Cette mission, sera composée au maximum d'un élu(e) et d'un(e) technicien(ne).

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission « Forum Global de l'Innovation et de l'entrepreneuriat » à Chengdu du 16 au 20 mai 2018,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 6000 €,
- approuver la participation à la mission au maximum d'un élu et d'un technicien,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-42722-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEF.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subvention à ADAGES (Maison du Logement) - Approbation

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2020) et pour l'année 2018, il a été proposé aux porteurs de projets de reconduire leurs demandes de subventions pour les actions financées en 2017. Cette reconduction pouvait être identique au projet initial ou intégrer des modifications à la marge (territoire cible, nombre de personnes concernées, partenariat modifié, budget ajusté...). La demande de subventions dans le cadre de cette reconduction ne pouvait être présentée que sous réserve de la fourniture d'un bilan précis, analysé par les partenaires au regard des résultats de la première année, du croisement avec les autres projets et des nécessités du territoire. Pour rappel la mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, concerne 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue de l'instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à la reconduction du projet porté par la Maison du Logement, établissement du Pôle Social de l'association ADAGES. Cette action de médiation interculturelle et linguistique vise à favoriser l'accès aux droits liés au logement pour des populations non francophones. Il s'agit essentiellement d'accompagner ces publics dans leurs démarches, en levant les freins linguistiques et en les informant à la fois, des obligations s'imposant à tout locataire et des réalités du marché locatif actuel.

Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (Service Politique de la Ville)		
Nom de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée 2018
ADAGES (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés) Maison du Logement	Médiation linguistique et interculturelle liée au logement	1 000 €
Total financements Politique de la Ville		1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 1 000 € à la Maison du Logement (ADAGES),
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 935 (Politique de la Ville) du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la Maison du Logement (ADAGES),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39758-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain D'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan trimestriel des aides individuelles

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018 et suite à la convention de transferts du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine.

Le fonds est destiné à aider financièrement les jeunes sans ressource ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. Il intervient également pour apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents, notamment alimentaires. Les aides financières sont versées le plus souvent à titre subsidiaire lorsque les autres dispositifs existants ne peuvent plus être mobilisés.

La délibération n°15049 du 27 novembre 2017 a fixé les modalités de gestion du fonds sur le territoire métropolitain, le règlement d'intervention et l'organisation afférents au dispositif.

Dans ce contexte, les demandes d'aide individuelles sont soumises à la Commission d'attribution qui se réunit tous les 15 jours. La Commission est une instance technique partenariale qui a pour fonction d'examiner les demandes et d'émettre un avis sur les aides mobilisables.

Vu l'arrêté n°MAR2018-0093 relatif aux délégations de signature de la Direction Générale des Services notamment sur les décisions d'attribution des aides relevant du FAJ3M, la présente délibération a pour objectif d'informer l'Assemblée sur les aides individuelles de FAJ3M accordées au cours du premier trimestre 2018 par la Commission d'attribution. Il sera ainsi proposé de rendre compte régulièrement au Conseil de Métropole via un bilan intermédiaire trimestriel.

Du 1^{er} janvier 2018 au 27 mars 2018 :

- 305 jeunes ont fait une demande de FAJ3M (271 sur Montpellier et 34 pour les communes de la Métropole) contre 336 au premier trimestre 2017 (représentant 301 jeunes sur Montpellier et 35 sur les communes de la Métropole).
- 250 aides ont été attribuées ce qui représente 60 365 € de dépenses pour la Métropole.
- 58% des aides attribuées sont des aides à la subsistance, 19% concernent le logement, 5,6% la formation, les 17% restant se répartissent sur les autres aides couvertes par le FAJ3M (transport, attente de paiement...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de ce compte-rendu,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la présentation de ce bilan.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39926-AU
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Public de l'Emploi dans le cadre de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Convention de partenariat - Approbation- Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé, en 2016, une « plateforme collaborative métropolitaine clause sociale », issue du Contrat de Ville 2015-2020 co-animée avec l'Etat, qui constitue une des actions phare du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

Cette plateforme est née d'un constat : la nécessité d'avoir sur le territoire métropolitain un guichet partenarial de la gestion de la clause sociale à disposition des donneurs d'ordres et des entreprises intervenant sur le territoire.

Elle confirme la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole à engager son territoire dans une dynamique d'achat socialement responsable.

L'objectif de cette plateforme, animée par Montpellier Méditerranée Métropole, et soutenue financièrement par l'Etat et le Fonds Social Européen (FSE), est d'accroître de manière quantitative et qualitative les opportunités d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi du territoire.

Des conventions de coopération sont signées avec des donneurs d'ordres intervenant sur le territoire métropolitain, leur donnant les bases de collaboration dans un esprit de service public.

A ce jour, 24 donneurs d'ordres sont suivis par la plateforme dans la mise en œuvre de clauses sociales dans leurs marchés dont : Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Régie des eaux, la TaM, la SERM-SA3M, ACM habitat, la SNCF, Erilia, le CHU de Montpellier, la Ville de Grabels, un Toit pour tous, Mercadis Somimon, IRD, FDI Habitat, la COMUE, le CNRS, le CIRAD, l'ARS, SFHE, Nexity, Montpellier Sup Agro, IRSTEA, INSERM et Institut régional du cancer de Montpellier.

Sur la période 2016-2017, les chiffres consolidés présentent plus de 230 900 heures d'insertion réalisées, dont 100 300 heures en 2016 et plus de 130 600 heures en 2017.

Ce sont 379 personnes qui ont ainsi accédé à une période de travail, dont 43% issus des Quartiers Politique de la Ville. 12% sont des femmes. Et à l'entrée dans le dispositif 38% avaient moins de 26 ans.

Cette plateforme ambitionne de poser les bases d'un partenariat étroit avec l'ensemble des parties prenantes de la mise en œuvre de clauses sociales.

Parmi les premiers partenaires incontournables de cette plateforme collaborative métropolitaine clause sociale, figurent les acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE). A ce titre, il est proposé la signature de trois conventions bilatérales de partenariat, avec chacun des acteurs du SPE : Pôle emploi, Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et Cap Emploi.

Les signataires s'engagent à favoriser l'accès à l'emploi pour un public qui n'aurait pu sans la clause accéder aux emplois générés par ces marchés et de renforcer leurs chances d'insertion via une organisation collaborative.

Ces conventions fixent les modalités de partenariat de Pôle emploi, de la Mission Locales des Jeunes et de Cap Emploi au sein de la plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales.

La Métropole s'engage, auprès du SPE, à :

- Mettre en place et animer un comité technique de coordination au cours duquel l'ensemble des partenaires institutionnels et stratégiques de la clause sociale, auront une à deux fois par an les éléments de bilan de l'année précédente, ainsi que les objectifs à venir.
- Mettre en place et animer une commission de suivi opérationnel mensuelle où l'ensemble des acteurs de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale seront conviés afin de connaître les chantiers, marchés « clausés » à venir, les orientations de publics entrant dans le dispositif clause sociale, ceux en parcours au travers d'un tableau des personnes ayant travaillé sur la clause le mois précédent, et ceux sortant du dispositif. Ainsi l'ensemble des partenaires pourra également échanger à l'accompagnement éventuel de l'après-clause.
- Proposer aux entreprises la solution de mise à disposition la plus adaptée au volume d'heures d'insertion généré par le marché et de présenter l'ensemble de l'offre de service disponible sur le territoire métropolitain.
- De réfléchir favorablement à la mutualisation des heures d'insertion quand cela est possible.
- Transmettre à minima un bilan annuel des clauses avec la ventilation par partenaire des heures effectuées sur le territoire métropolitain.
- Faire un point de suivi une fois par an, participant par participant, avec le SPE afin de consolider les résultats communs.

En contrepartie les acteurs du SPE s'engagent, auprès de la Métropole, à :

- Participer au comité technique de coordination et aux commissions de suivi opérationnel mensuelles.
- Dédier un interlocuteur titulaire et un interlocuteur suppléant afin d'identifier, d'orienter des participants auprès de la métropole.
- Confirmer les critères d'éligibilité au dispositif.
- Accompagner le chargé de mission de la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale dans le repérage des participants éligibles à la clause sociale.
- Assurer l'accueil, l'accompagnement et le suivi de ces personnes.
- Informer régulièrement la plateforme collaborative métropolitaine clause sociale des éventuelles difficultés rencontrées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des trois conventions bilatérales de partenariat entre, d'une part, Montpellier Méditerranée Métropole et, d'autre part, le Pôle emploi, la Mission Locale Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et Cap emploi,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39628-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat dans le cadre de l'exposition "Picasso - Donner à voir" avec le Musée bibliothèque Pierre-André Benoit (PAB) d'Alès, le Musée de Lodève, le Carré d'art-Musée d'art contemporain et le Musée des Cultures Taurines de Nîmes - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

« Picasso-Méditerranée » est une manifestation culturelle internationale qui se tient du printemps 2017 à l'automne 2019. Plus de soixante-dix institutions ont imaginé ensemble une programmation autour de l'œuvre « obstinément méditerranéenne » de Pablo Picasso. À l'initiative du Musée national Picasso-Paris, ce parcours dans l'œuvre de l'artiste et dans les lieux qui l'ont inspiré, offre une expérience culturelle inédite, souhaitant resserrer les liens entre toutes les rives.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole propose une exposition inédite qui constitue un des temps majeurs de cette manifestation : *Picasso – Donner à voir* (15 juin – 23 septembre 2018). Elle présente, pour la première fois au public à Montpellier, un panorama de la carrière de l'artiste s'articulant autour de ses années charnières, de ses recherches, de ses ruptures. L'exposition s'appuie ainsi sur une sélection d'œuvres prêtées par le musée national Picasso Paris, augmentée de prêts de grandes collections publiques et privées internationales.

Le musée des Cultures Taurines de Nîmes présente *Picasso / Dominguín : une amitié* du 17 mai au 30 septembre 2018. En 1961, Luis Miguel Dominguín rédige pour Picasso un texte pour *Toros y Toreros*, maître livre sur la tauromachie, un des thèmes récurrents de l'artiste depuis 1890. L'exposition comprend des prêts du Musée Picasso, Paris et des prêts de collections publiques et privées, autour de ceux de la famille Dominguín-Bosé.

Le musée - bibliothèque Pierre-André Benoit - PAB d'Alès présente *Picasso et le livre d'artiste* du 13 Juillet au 28 octobre 2018. De sa relation aux livres, à l'écrit et aux éditeurs, au graveur acharné et novateur, le musée PAB invite à se promener dans les différentes créations de Picasso par le prisme du papier.

Le musée de Lodève propose une exposition intitulée *Faune fais-moi peur ! Images du Faune de l'Antiquité à Picasso*, du 7 juillet au 7 octobre 2018. Entre mythes et représentations, l'exposition évoque les différentes facettes de cet être mystérieux. Le parcours, rythmé par les représentations facétieuses, tendres ou enfantines du Faune par Picasso, établit un dialogue entre œuvres d'époques et de techniques différentes.

Enfin, **le Carré d'Art-Musée d'art contemporain de Nîmes** propose une exposition intitulée *Picasso, le temps des conflits* du 19 octobre 2018 au 24 février 2019. Elle se concentre sur la période de la deuxième guerre mondiale, alors que tout espoir de retrouver une Espagne libre est anéanti par la capitulation de Barcelone aux mains des franquistes. Les temps troublés se retrouvent dans les sujets abordés par Picasso au cours de ces années.

Le musée Fabre, le musée des Cultures Taurines, le musée Pierre-André Benoit (PAB), le musée de Lodève et le Carré d'art-Musée proposent une programmation qui attire un large public régional, national et international. À l'occasion de leur exposition, ils ont décidé d'établir un partenariat afin d'inciter leurs publics respectifs à se rendre dans chaque lieu. Ainsi, ce partenariat permet de faire découvrir, au public le plus large, le patrimoine de la Région à travers l'œuvre de Picasso.

Grâce à cette mise en réseau, ce partenariat répond également à l'une des missions des musées énoncées dans la « loi musées » qui est de toucher le public le plus large possible.

Pour fixer les modalités de ce partenariat, les institutions partenaires se sont donc rapprochées via une convention qui définit les engagements de chaque partie notamment en matière d'offre tarifaire et de promotion. Il est ainsi prévu la mise en œuvre du dispositif tarifaire suivant pour chaque visiteur : la première exposition visitée parmi les cinq musées partenaires fera l'objet d'un tarif plein, les suivantes dans les autres musées feront l'objet d'un tarif réduit, sur présentation du justificatif adéquat.

La convention prendra effet à compter de sa signature et jusqu'au 24 février 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le musée des Cultures Taurines et le Carré d'Art-Musée d'art contemporain de Nîmes, le musée - bibliothèque Pierre-André Benoit (PAB) d'Alès et le musée de Lodève ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39832-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Culture - Musée Fabre - Convention de mécénat de compétence avec la société Acélylys - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le musée Fabre prépare pour l'été 2018 l'exposition *Picasso. Donner à voir* présentée du 14 juin au 23 septembre 2018. Cette exposition est organisée dans le cadre de la manifestation culturelle internationale « Picasso-Méditerranée » qui se tient du printemps 2017 au printemps 2019. A l'initiative du Musée national Picasso-Paris, plus de soixante institutions ont imaginé ensemble une programmation autour de l'œuvre « obs- tinément méditerranéenne » de Pablo Picasso.

L'exposition *Picasso. Donner à voir* au musée Fabre propose une quinzaine de moments clés, au cours des- quels une nouvelle forme, un nouveau style, de nouveaux procédés apparaissent. Elle rassemble un ensemble de chefs-d'œuvre qui marquent un nouveau départ dans sa création, complété par des documents d'archives et des dessins préparatoires, livrant une photographie et une analyse de la métaphore de l'œuvre. Cette expo- sition, menée avec le soutien du musée national Picasso – Paris, bénéficie de prêts de grandes collections pri- vées et publiques internationales.

Depuis plus de quinze ans, Acélylys intervient auprès des entreprises de la Région Occitanie Pyrénées-Médi- terranée dans la transformation de leurs métiers et de leurs systèmes d'information. Membre de la French Tech – Montpellier Métropole Numérique, la société Acélylys souhaite s'inscrire durablement dans la promo- tion du territoire montpellierain en soutenant le musée Fabre, équipement culturel majeur de la Métropole.

Mécène de l'exposition *Francis Bacon – Bruce Nauman. Face à Face* en 2017, la société Acélylys souhaite renouveler son mécénat en soutenant le musée pour l'exposition *Picasso. Donner à voir*, sous la forme d'un mécénat de compétence concernant une prestation de conception d'une application numérique permettant la découverte des carnets de dessin de Picasso. Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat de compétence de 29 680 euros, la société Acélylys bénéficiera, si elle le souhaite, de contreparties sous forme de prestations au musée, à hauteur de 5 936 €.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de la présentation de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser la société Acélylys communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole auto- rise la société Acélylys à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « Musée Fabre de Montpellier Méditer- ranée Métropole » ainsi que le titre de l'exposition *Picasso. Donner à voir*.

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et cessera de plein droit de produire effet à la fin de l'année civile en cours lors de sa signature, soit le 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat avec la société Acélylys,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39838-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Culture - Musée Fabre - Convention de mécénat de compétence avec Altran Technologies - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, accueillant près de 300 000 visiteurs par an, souhaite valoriser ses collections permanentes dans le cadre d'une politique de médiation numérique visant à attirer et fidéliser un plus large public. La démarche englobe la création d'un ensemble de dispositifs de médiation permettant une découverte interactive des collections permanentes. Le projet, découpé en plusieurs étapes, proposera aux visiteurs l'accès aux collections à travers plusieurs supports et modes de lecture numérique.

Dans ce cadre, le musée Fabre a souhaité s'entourer de professionnels et acteurs du numérique ayant un rayonnement national. Ainsi, il a développé un programme de prospection en direction des mécènes de ce secteur afin d'optimiser ses ressources et de renforcer ses liens entre le milieu de la culture et le secteur numérique entrepreneurial. Cette proposition de mécénat a reçu un accueil favorable de la part de la direction de Altran Technologies.

Leader mondial du conseil en innovation et ingénierie avancée, Altran Technologies accompagne les entreprises dans leurs processus de création et de développement de nouveaux produits et services. Altran met également son expertise au service de l'intérêt général dans le cadre de mécénats de compétences autour des thèmes de la culture, de la solidarité et de l'innovation. La société a déjà soutenu le musée Fabre en tant que mécène en 2015 dans le cadre de l'exposition « L'âge d'or de la peinture à Naples, de Ribera à Giordano » pour une assistance dans la réalisation d'une table tactile permettant une lecture interactive d'une gravure représentant la ville de Naples au XVIIème siècle.

Altran Technologies souhaite conforter ses liens avec le musée en renouvelant son soutien sous la forme d'un mécénat de compétence pour la réalisation d'un dispositif multimédia permettant la valorisation de ses collections permanentes, en particulier en matière d'arts graphiques. Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier. Elle précise notamment qu'en contrepartie du montant total du mécénat de compétence s'élevant à 55 000€, Altran Technologies bénéficiera, s'il le souhaite, de contreparties sous forme de prestations au musée, pour un montant de 11 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant la durée de la convention et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, à laisser Altran Technologies communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise Altran Technologies à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole ».

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature pour une durée de 12 mois. Elle prendra fin automatiquement et de plein droit à l'issue de cette durée.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat avec la société Altran Technologies ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39843-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Annie YAGUE.

Culture - Demande de subventions dans le cadre du projet de travaux de réhabilitation du pavillon Ouest de l'Agora, Cité internationale de la danse - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Située sur le boulevard Louis Blanc, à Montpellier, l'Agora, Cité internationale de la danse est un bâtiment classé à l'inventaire des monuments historiques abritant deux associations œuvrant au développement de la danse et des pratiques chorégraphiques : le Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie Pyrénées et Montpellier Danse, organisatrice d'une saison culturelle et du festival du même nom.

Le bâtiment, investi dès 1986 par le festival Montpellier Danse pour y présenter des spectacles, a depuis fait l'objet d'un important programme de réhabilitation. En 1997, suite à l'achèvement de la restauration d'une première partie du bâtiment s'installait l'association Centre Chorégraphique National de Montpellier, suivie en 2001 par l'association Montpellier Danse dans la deuxième aile de l'édifice. C'est ensuite en 2010 que l'Agora, Cité internationale de la danse voyait à proprement parler le jour avec un programme de travaux qui a permis la restauration et la restructuration du bâtiment, aujourd'hui entièrement dédié à la danse et réunissant en son sein l'ensemble des facettes de la discipline chorégraphique : création, diffusion, formation, accueil du public et d'artistes en résidence etc.

Une deuxième tranche de travaux a consisté en la rénovation des extérieurs, et la création d'un ascenseur dans le pavillon est afin de répondre à l'accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite).

Reste aujourd'hui, afin de conclure ce vaste programme de réhabilitation, à réaménager le pavillon Ouest, à ce jour inoccupé, que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite à terme mettre à disposition du Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Ce programme de réaménagement répondra notamment aux objectifs suivants : désengorger les locaux actuels et créer de nouvelles circulations et de nouveaux parcours pour les visiteurs, créer de nouveaux espaces de résidence, d'exposition et de formation, et améliorer la visibilité et l'accessibilité aux publics du projet culturel porté par la Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Compte tenu de l'ampleur de cette opération, dont le montant du programme de travaux est estimé à 400 000 € HT, soit 480 000 € TTC, il est proposé d'autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter un soutien financier à la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter un soutien financier à la réalisation du projet de réhabilitation du pavillon Ouest de l'Agora, Cité internationale de la Danse ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39977-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Annie YAGUE.

Culture - Lancement d'une étude des publics des lieux d'art en partenariat avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la mutualisation et de la réorganisation de la Direction de la Culture et du Patrimoine, a été créé le service Rayonnement et développement culturel qui a notamment pour objectif d'impulser une démarche d'évaluation, en structurant cette dynamique autour de deux grands axes de travail :

- 1- La mise en place d'outils de pilotage d'activités partagés par les filières et établissements relevant de la Direction de la Culture et du Patrimoine, en réinterrogeant et explorant les objectifs stratégiques de chacun, et en définissant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Cette première mission est menée en lien étroit avec la Direction du Pilotage et du Contrôle de Gestion ;
- 2- Le lancement d'un plan d'évaluation, abordée dans sa dimension stratégique, analytique et participative, sur un temps d'étude long (moyenne de 6 mois par étude), notamment sur la question de la connaissance des publics.

Concernant ce deuxième axe de travail, une première étude sera lancée en 2018 en partenariat avec l'Université Paul Valéry, à titre expérimental et à dominante qualitative, sur les publics du musée Fabre et de la Panacée.

Cette étude de quatre mois visera à étudier le profil socio-économique, les usages et les motivations des personnes présentes sur les sites de la Panacée et du musée Fabre – qu'il s'agisse de visiteurs effectifs des espaces ou de personnes fréquentant les espaces connexes (café, librairie etc.).

L'enquête présentera deux volets :

- 1- Une conduite d'observations axées sur les comportements des visiteurs, leurs parcours dans les lieux et la façon dont ils s'approprient les espaces et les expositions. ;
- 2- Une conduite d'entretiens semi-directifs avec les visiteurs, axés sur les motifs et les modalités de la visite.

Ce travail sera entrepris par des étudiants en information et communication à l'université Paul Valéry, dans le cadre de l'enseignement « Analyse des publics » proposé par cette formation, mené en lien étroit avec le service Rayonnement et développement culturel de la Direction de la Culture et du Patrimoine, et encadré par des enseignants-chercheurs. Il donnera lieu à la remise d'un rapport d'enquête.

La méthodologie de travail développée pour cette étude pourra être réutilisée sur d'autres champs d'évaluation, tels que les pratiques culturelles du public étudiant et/ou jeunes adultes de la Métropole, ou les publics des lieux de spectacle vivant.

La question des non publics – personnes qui ne fréquentent pas les établissements culturels pour de multiples motifs (tarifaires, culturels, géographiques, etc.) – sera également évoquée à travers ces études, afin d'obtenir une approche complète des publics et envisager les diverses façons de les mobiliser.

Ce premier projet d'étude s'inscrit dans le cadre d'une approche partenariale avec l'université Paul Valéry Montpellier 3, avec laquelle la Métropole a signé un accord-cadre de coopération pour la période 2017-2020. Cet accord-cadre souligne notamment l'importance de la recherche et du développement comme axe de collaboration avec la Métropole. Le développement territorial lié à la culture, à l'analyse des publics et à l'évaluation des politiques publiques culturelles y est également évoqué comme domaine de recherche potentiel.

Cette première étude permettra ainsi d'amorcer une nouvelle dynamique de coopération dans le domaine de la recherche et du développement, avec un acteur majeur du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'une étude des publics des lieux d'art en collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39920-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Annie YAGUE.

Culture - Site Archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Tarification complémentaire pour la boutique du musée - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibérations successives, dont la dernière en date est la délibération n°15124 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Lattes.

La boutique de l'établissement propose au public une sélection d'ouvrages, de cartes postales, d'objets et d'articles, en rapport avec l'archéologie, l'histoire des civilisations, les collections du musée archéologique Henri Prades, ou les thématiques abordées dans le cadre des expositions temporaires.

Afin d'étoffer l'offre, il est proposé de référencer 20 nouveaux ouvrages, dont les prix s'échelonnent de 6 € à 45 €, et 6 nouveaux produits (articles de papeterie, jeux, objets souvenirs etc.) dont les prix s'échelonnent entre 3 € et 35 €.

L'ajout de ces nouveautés permet de surcroît de proposer des livres et des articles en lien direct avec la nouvelle exposition temporaire « La navigation lagunaire. 2000 ans de secrets révélés par le musée archéologique de Catalogne » présentée au public du 14 avril 2018 au 7 janvier 2019.

Les tarifs détaillés sont précisés dans les tableaux, comme suit :

Nouveaux ouvrages

Auteurs		Titres	Prix de vente
SANCHEZ	Corinne	Les ports antiques de Narbonne- les carnets du parc N°15	6,00 €
GALLO	Max	la chute de l'Empire romain	6,70 €
BAER	Sam	motifs romains à colorier	6,95 €
VEYNE	Paul	la vie privée dans l'Empire romain	8,30 €
GRIMAUD	Renée	Sites gaulois en France	8,50 €
LEPRETRE	Brigitte	La Cuisine romaine antique	10,00 €
HOLLAND	Simon	La Rome antique en 3 mn chrono	12,90 €
COULON	Gérard	Les Gallo-romains racontés aux enfants	14,50 €
COLLECTIF		Mémoire à la mer	15,00 €
BOYER	Blandine	Banquet gaulois 70 recettes venues directement de nos ancêtres ou presque	17,95 €
TILLOI D'AMBROSI	Dimitri	L'empire romain par le menu	18,90 €
THIEBAULT	Stéphanie	Archéologie environnementale de la France	22,40 €
CARPENTIER	Vincent	Archéologie du territoire en France	23,00 €
ALBERTO	Angela	Empire. Un fabuleux voyage chez les romains avec un sesterce en poche	24,00 €
DAMONTE	Laurent	De la manœuvre des navires antiques	25,00 €
ARNAUD	Pascal	Les routes de la navigation antique	26,40 €
DARCOS	Xavier	Dictionnaire amoureux de la Rome antique	26,50 €
PEDRAZZINI	Renzo	Gastronomie d'Apicius : cuisiner romain aujourd'hui	35,00 €
KOWALSKI	Jean-Marie	Navigation et géographie dans l'Antiquité gréco-romaine, la terre vue de la mer	38,00 €

CNRS Editions	Archæonautica 17. L'archéologie maritime et navale de la préhistoire à l'époque contemporaine	45,00 €
---------------	---	---------

Nouveaux articles

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
MAGNETO MANIA	Gomme bateau	3,00 €
MSM	Mémo jeux 48 pièces	9,00 €
MSM	Mini bloc	2,50 €
Ludi Concept	jeu de société "Opération archéo"	35,00 €
Studio Vertu Europe	Magnet « marbre » Lattara	4,50 €
Taberna Romana	Apruna (produit culinaire)	4,80 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires proposées,
- dire que les recettes correspondantes sont et seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39559-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Annie YAGUE.

Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Convention de partenariat entre la Fondation Néerlandaise des Lettres et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la 33ème édition de la Comédie du Livre - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole organise, les 25, 26 et 27 mai prochains, la 33ème édition de la Comédie du Livre, qui mettra à l'honneur les littératures néerlandaises et flamandes et proposera une riche programmation de rencontres et d'évènements littéraires à Montpellier, et dans une douzaine de communes de la Métropole.

La Fondation Néerlandaise des Lettres, avec le soutien du Ministère néerlandais de l'éducation, de la culture et des sciences, apporte son soutien aux auteurs et traducteurs néerlandais, et promeut la littérature néerlandaise à l'étranger. Elle encourage la qualité et la diversité littéraire par l'intermédiaire d'une politique de subvention ambitieuse destinée aux auteurs, traducteurs, éditeurs et festivals. Elle contribue par là-même à la diffusion de la littérature néerlandaise au Pays-Bas et à l'étranger.

En 2018 et 2019, la Fondation Néerlandaise des Lettres, en partenariat avec Le Fonds Flamand des Lettres, met en place la campagne « Les Phares du Nord », qui vise à promouvoir plus spécifiquement la littérature néerlandophone en France. Dans le cadre de l'organisation de la Comédie du Livre, la Fondation néerlandaise des lettres et le Fonds flamand des Lettres ont manifesté le souhait d'accompagner la Comédie du Livre de Montpellier par un apport de conseil et un soutien financier de 30 000 €.

Cette aide importante permettra l'invitation d'une trentaine d'auteurs et dessinateurs néerlandais et flamands, l'organisation de rencontres rémunérées, le recours à des interprètes professionnels lors de ces rencontres, la mise en place d'expositions autour de la création graphique des Pays-Bas et de la Belgique flamande, et l'édition d'un catalogue d'une centaine de pages consacré aux littératures de ces pays et aux auteurs invités.

La campagne Les Phares du Nord bénéficiant d'une très importante visibilité en France, aux Pays-Bas et en Belgique, elle œuvrera ainsi au rayonnement national et international de la Comédie du Livre.

Afin de préciser les modalités de coopération autour de ce projet, une convention de partenariat entre la Fondation Néerlandaise des Lettres et Montpellier Méditerranée Métropole, étroitement liée à la programmation de cette 33ème édition de la Comédie du Livre, doit être conclue pour l'année 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention d'un montant de 30 000 euros auprès de la Fondation néerlandaise des Lettres,
- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Fondation Néerlandaise des Lettres et Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-34065-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Annie YAGUE.

Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - 33ème édition de la Comédie du Livre - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, manifestation dont la 33ème édition se tiendra les 25, 26 et 27 mai 2018. Mais la gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeurent de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la bonne organisation de cet événement, certains lieux, matériels et moyens de la Ville de Montpellier doivent nécessairement être mis à la disposition de la Métropole. Par ailleurs, la Ville de Montpellier offrira un accompagnement et un soutien logistique en rapport avec cette mise à disposition.

A cette fin, une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole doit être conclue pour l'année 2018.

Pour l'exercice des missions et des compétences citées par cette convention, la Ville de Montpellier interviendra pour le compte de la Métropole à titre gratuit. Les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par la Métropole.

Cette coopération fructueuse entre la Ville de Montpellier et la Métropole permet chaque année le bon déroulement de la Comédie du Livre, qui accueille environ 60 000 personnes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la 33ème Comédie du Livre.
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-34062-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Culture - Convention de gestion de programmation artistique des salles de spectacles des communes de Castelnau-le-Lez et du Crès - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Pacte de confiance Métropolitain 2014-2020 conclu entre la Métropole et les 31 communes membres précise que « l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation d'un projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal ». Il indique également que : « la Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine ».

En application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et l'article L5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son projet de schéma de mutualisation par délibération n°13448 du Conseil du 16 décembre 2015.

L'ambition de ce schéma est de repositionner l'intercommunalité comme une coopérative d'action publique au service des communes. A cet effet ; un projet de gestion mutualisée des salles de spectacles de l'ensemble des communes dotées ou se dotant d'un équipement dédié au spectacle vivant, a ainsi été intégré au sein de la partie prospective de ce schéma de mutualisation (fiche prospective n°11).

L'objectif visé par ce projet est de répondre aux besoins d'expertise de plusieurs communes du territoire en créant un service ressource qui leur permette de bénéficier d'une offre culturelle de proximité en rationalisant les dépenses publiques par une mutualisation des personnels et les moyens dédiés à ces salles tout en réaffirmant la dynamique métropolitaine au cœur du projet.

Ce projet conforte l'intérêt du transfert de la compétence Culture du Département à la Métropole dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 90 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe).

C'est dans cette perspective et dans ce cadre qu'un projet métropolitain global autour du spectacle vivant, mettant en réseau de manière optimisée et coordonnée les principaux équipements du territoire métropolitain, a été développé en 2017, en intégrant, entre autres, deux nouveaux équipements structurants : L'Agora au Crès, et le Kiasma à Castelnau-le-Lez.

A cette fin, il a été proposé de conduire une étude qui s'étend à l'ensemble des problématiques des salles de spectacle vivant afin de constituer une offre globale visant à poursuivre l'accès de tous aux œuvres comme aux pratiques, de permettre une présence territoriale forte nécessaire tant à la vitalité artistique qu'à l'entretien d'un débat collectif et d'une vie sociale mais également de garantir une liberté de choix de ses pratiques culturelles à chaque habitant de la Métropole, et d'obtenir à terme un rayonnement régional.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes partenaires ont recruté un chargé de mission, sur une durée de six mois renouvelable, qui a eu pour double mission, d'une part d'assurer la programmation artistique à vocation métropolitaine pour la saison d'ouverture des deux nouvelles salles de Castelnau-le-Lez et du Crès en coordination avec les équipements métropolitains et les autres principaux acteurs culturels sur le territoire métropolitain, et d'autre part de mener une étude de préfiguration sur la gestion concertée et mutualisée des salles de spectacles sur l'aire géographique métropolitaine. Cette étude a été suivie par un comité de pilotage auquel ont participé les représentants de toutes les communes volontaires, notamment : Castelnau-le-Lez, Le Crès, Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle a conduit à l'évaluation de la mise en place d'un service commun.

Afin de poursuivre cette démarche, il convient de renouveler entre la Métropole et les communes de Castelnau-le-Lez et du Crès une convention de gestion régissant les modalités de mise en œuvre, par la Métropole et au bénéfice des communes du Crès et de Castelnau-le-Lez, des missions susmentionnées, à savoir :

- Direction artistique des salles de Castelnau-le-Lez et du Crès veillant à intégrer des coproductions avec les salles de théâtre municipales de la Métropole, une programmation de compagnies du territoire et une collaboration avec les partenaires institutionnels de la Métropole ;
- Lancement d'un travail en réseau entre les salles de spectacle et les partenaires institutionnels visant à structurer la filière, mailler le territoire et développer le travail en direction des publics.

La convention à intervenir sera conclue pour une durée de quatre mois à compter de la date de sa signature ; d'autres conventions de gestion pourront intervenir au terme de cette deuxième phase. Elle précise que la Métropole sera l'employeur du personnel affecté à la réalisation des missions. Elle dispose en conséquence que les dépenses liées à l'exercice des missions, évaluées à ce stade à 22 300 €, feront l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Métropole, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers, et appeler auprès des communes partenaires au remboursement de la partie des missions réalisées pour leur compte.

La Métropole pourra solliciter des subventions auprès de ses partenaires institutionnels afin qu'ils contribuent à la structuration du développement du spectacle vivant sur l'aire géographique métropolitaine, et au-delà au niveau régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de gestion visée en objet,
- autoriser les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'État et de la Région,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de gestion susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40132-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Culture - Convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public relative à l'espace librairie du Musée Fabre - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 25 octobre 2005 a été autorisée la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Sauramps, pour la gestion et l'exploitation d'un espace situé au sein du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, et dédié aux activités de librairie, de papeterie et de commercialisation de produits culturels divers.

Celle-ci arrivant à échéance, une consultation a été lancée visant à la conclusion d'une nouvelle convention. A l'issue de la procédure de mise en concurrence, un rapport d'analyse des offres a été établi sur la base des critères de choix définis dans l'avis de publicité, à savoir la pertinence du projet en matière d'organisation, d'aménagement et d'offre commerciale proposés, et la pertinence et la sincérité du bilan prévisionnel d'exploitation.

Il en ressort la proposition de retenir l'offre de la société Sauramps Librairies, classée en première position du fait de la qualité et de la cohérence du projet proposé en matière de réaménagement des espaces, d'offre éditoriale et commerciale et de dispositions organisationnelles.

Il convient en conséquence d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société Sauramps Librairies, pour une durée de 10 ans.

Cette occupation est consentie en contrepartie du versement d'une redevance annuelle de 10 000 € HT, dont le montant est indexé sur le coût de la construction.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public relative à l'espace librairie du musée Fabre,
- fixer le montant de la redevance annuelle d'occupation à 10 000 € HT,
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-40101-CC
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat et convention d'occupation de locaux avec le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Éducation nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle.

Dans le cadre de la pratique de la danse et de la mise en place du diplôme d'Etat de danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent depuis de nombreuses années.

Compte tenu des évolutions intervenues et de la nécessité de prévoir l'organisation des locaux jusqu'à l'ouverture du nouveau conservatoire, la convention redéfinit les axes de collaboration entre le CRR et le CREPS et remplace la convention ayant fait l'objet de la délibération n°14996 en date du 2 novembre 2017.

Il est ainsi proposé deux axes de collaboration, correspondant aux conventions de partenariat et d'occupation de locaux.

- Un partenariat pédagogique sur la mise en place de cours de jazz dans les locaux du Creps à l'intention des élèves du CRR : le CREPS met à disposition une de ses intervenantes pour assurer 160 heures de formation jazz par année scolaire, sur la base d'un tarif horaire de 57 €, soit un total de 9 120 € par année scolaire.

- La mise à disposition de locaux par le CREPS d'une part, et par le CRR d'autre part, ainsi que la participation à des activités pédagogiques, de manière à mutualiser les moyens et à ouvrir les classes du Conservatoire aux stagiaires du CREPS de Montpellier.

Ainsi, le CREPS s'engage à mettre à disposition du CRR un studio de danse, sur l'ensemble de l'année scolaire, hors vacances scolaires et jours fériés, pour une durée hebdomadaire de 13h30. Compte tenu de la qualité du partenariat entre le CREPS et le CRR, la mise à disposition du studio de danse les vendredis est facturée sur la base de 50% du tarif applicable, soit 22 €/heure, pour 96 heures sur l'année scolaire 2017/2018, soit un montant total de 2 112 €. La mise à disposition du studio de danse 1 par le CREPS au CRR, les mardis, mercredis et samedis, est assurée à titre gratuit. Elle représente une valorisation estimée à 15 224 €.

Parallèlement, et en contrepartie, le CRR s'engage à autoriser les stagiaires en 2ème année de diplôme d'État à observer les cours des différents niveaux dispensés par les enseignants du CRR, à autoriser les élèves en préformation du CREPS à bénéficier de deux cours de danse classique gratuits au sein du CRR, et à mettre à disposition, si nécessaire, une salle pour un cours technique ou pédagogique. Ces activités pédagogiques et la mise à disposition de la salle sont proposées par le CRR à titre gratuit.

Les deux conventions s'appliquent durant l'année scolaire 2017/2018. Elles pourront être reconduites pour une durée d'un an par reconduction expresse après évaluation par les parties signataires. Dans l'hypothèse où une actualisation des conditions financières s'avérerait nécessaire à l'issue de la première période, la convention serait modifiée par avenant.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat et de la convention d'occupation de locaux entre le CRR et le CREPS de Montpellier,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions susmentionnées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-27476-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Charte Entreprises et Quartiers - Point d'étape - Nouvelle convention type - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Contrat de Ville 2015-2020, co-piloté par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, vise à réduire les inégalités entre les douze quartiers prioritaires de la Politique de la ville et le reste du territoire.

Dans ce cadre, il a été décidé par les deux partenaires de mettre en œuvre un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique, en particulier les entreprises du territoire,
- organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat,
- coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

Parmi les premières actions concrètes qui en découlent, la Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de « développement économique », en articulation étroite avec les compétences « politique de la ville » et « insertion par l'économique », a souhaité décliner sur son territoire la Charte Entreprises & Quartiers.

Ainsi, lors de la signature du Contrat de Ville en juillet 2015, des entreprises se sont engagées, auprès de l'Etat et de la Métropole, en signant cette charte, à agir en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Au plan national, les services de l'Etat, pilote de la démarche, ont confié son animation à la fondation Face. Au plan local, la démarche Charte Entreprises & Quartiers est co-pilotée par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec le Pôle emploi et la Mission Locale Jeunes, et co-animée par Face Hérault.

Déclinée en convention tripartite (Etat-Métropole-Entreprise) spécifique pour chaque entreprise, la Charte Entreprises & Quartiers est un outil au service du développement économique et de l'emploi, du cadre de vie ainsi que du renouvellement urbain et de la cohésion sociale dans l'ensemble des quartiers prioritaires que compte le territoire.

A ce jour, 38 entreprises sont engagées concrètement, dont 30 qui ont déjà signé une convention d'application tripartite et 8 qui le seront très prochainement.

Ces entreprises sont les suivantes : DELL, EDF, La Clinique du Millénaire, Drôle de Pain, Comptalia, Montpellier Business School, AG2R La Mondiale, APEF Services, BNP Paribas, Bouygues Energies & Services, BRL, Bureaux and co, Climavie, Com'une exception, Ela Innovation, Electro dépôt, Enedis, Engie, FDI Groupe, Groupe E4, La Poste, Hygie Sphère, KPMG, Manpower, La mutuelle des motards, Oc Santé, Orange, Philip Frères, SNCF, SCP Tisseyre Vidal Avocats, Services You (Challenge Me), Carrefour, Carsat, Ikéa, Kaliop, Nicollin, Système U et Véolia.

Toutes ces entreprises ont déjà commencé à mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de :

- l'éducation et l'orientation scolaire,
- l'emploi, l'insertion et la formation,
- le développement économique, les services de proximité,
- l'accessibilité aux produits et services de l'entreprise,
- le soutien aux initiatives locales, le mécénat de solidarité.

Une version actualisée de la convention d'application « type » reprenant les axes d'engagement des entreprises, de l'Etat et de la Métropole, est proposée au vote du Conseil.

Les modifications principales sont les suivantes :

- allongement de la durée de la convention, jusqu'à 2020 (la précédente convention était annuelle) ;
- précision du contexte national et local dans la partie préambule « impératif d'intervention » ;
- précision de la partie « les principes et méthodes d'intervention » ;
- précision et clarification des engagements des Parties.

Cette convention d'application constitue un plan d'action nécessaire pour l'entreprise pour mettre en place des actions concrètes en lien avec les engagements pris.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle « type » actualisée de convention d'application de la Charte Entreprises & Quartiers entre la Métropole, l'État et l'Entreprise ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer chaque convention tripartite avec les entreprises et l'Etat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39768-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Avenant à la convention avec l'Université Montpellier pour le Projet IBDLR - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet « Initiative Biomarqueurs et Diagnostic en Languedoc-Roussillon » – IBDLR a pour origine, d'une part, la reconnaissance du rôle clé des biomarqueurs pour le diagnostic et la thérapeutique (biomarqueurs et cibles thérapeutiques étant liés en particulier pour le développement de diagnostic compagnon), et d'autre part, la volonté des différents acteurs régionaux de la filière diagnostic de se structurer autour de cette thématique centrale.

Son principal objectif est de faciliter l'émergence de nouveaux projets, de nouvelles pistes dans le domaine des biomarqueurs, qui pourront être valorisés en aval par l'ensemble des acteurs de la filière diagnostic en région. IBDLR se positionne donc en amont dans cette filière et doit permettre d'aller des laboratoires de recherche à la preuve de concept, une démarche qui requiert l'utilisation des plateformes académiques, cliniques et de service.

L'action d'IBDLR complète ainsi celle des acteurs avals (SATT, industriels...) en favorisant l'émergence de nouvelles pistes et concepts dans le domaine des biomarqueurs et du diagnostic. Elle doit également assurer une meilleure visibilité à la filière en LR et ainsi contribuer à pérenniser cette activité dans la région.

Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 288 000 € dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 par délibération n°1616 adoptée en Conseil du 17 mai 2017.

Plusieurs facteurs ont freiné le déroulement du projet. De ce fait, il est proposé un projet d'avenant à cette convention portant sur le report de la date d'échéance de la convention, la date d'acquisition des équipements ainsi que sur la date de fin de l'opération initialement prévue au 20 juillet 2018, au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour le projet IBDLR,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-34652-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Pacte Métropolitain d'Innovation - Montpellier Capital Santé - Avenant à la convention de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

L'Acte III de la décentralisation qui s'est achevé avec la promulgation de la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a consacré les métropoles en tant que territoires d'équilibres et catalyseurs de développement régional. Leurs compétences ont été profondément affirmées notamment en matière de développement économique, d'enseignement supérieur et de recherche, d'aménagement urbain et de compétences sociales auparavant exercées par les départements.

Le Pacte Etat-Métropoles conclu le 6 juillet 2016 a traduit cette volonté de disposer de métropoles fortes, structurantes au niveau national et reconnues au niveau international en réunissant les moyens institutionnels et financiers pour les soutenir dans leur développement.

Il a été prévu à cette fin la conclusion de pactes d'innovations dédiés entre l'Etat, chaque métropole et les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation afin d'identifier et de développer des projets stratégiques d'innovation. Ces documents visent aussi à contribuer à l'alliance des territoires afin que les relations d'interdépendances entre les zones urbaines, péri-urbaines et rurales ne cessent de s'accroître au bénéfice d'un développement équilibré, interactif et coopératif de ces différents espaces.

Montpellier Méditerranée Métropole, avec le soutien de l'Etat, a choisi l'axe du développement économique et du rayonnement international, en inscrivant le Pacte métropolitain d'innovation dans le cadre de son projet de développement territorial « Montpellier Capital Santé » (MCS).

Lancé le 9 novembre 2016, Montpellier Capital Santé a, notamment, pour objectifs de stimuler le développement et la croissance des entreprises, de donner une visibilité internationale à Montpellier et d'attirer les meilleurs investisseurs et talents (étudiants, chercheurs, entreprises ...).

Montpellier Méditerranée Métropole est la seule métropole à avoir retenu la thématique de la santé pour son Pacte métropolitain d'innovation. Ce positionnement témoigne de l'engagement de la Métropole dans le développement de la filière santé.

En effet, Montpellier est historiquement et, aujourd'hui plus que jamais, un centre d'excellence dans le domaine de la santé. La Santé constitue un des enjeux fondamentaux du développement de la Métropole au niveau national et international. Ainsi, le pacte métropolitain d'innovation se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ». Conçu pour faciliter le déploiement rapide des projets les plus matures au sein de la filière santé, il porte des choix d'équipements très innovants, d'infrastructures susceptibles d'accueillir de la recherche et du développement de pointe.

Ce sont ainsi 8,3 millions d'euros de crédits affectés par l'Etat au Pacte métropolitain d'innovation : 7,1 millions d'euros à la signature du Pacte en janvier 2017 et une enveloppe complémentaire de 1,2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un avenant au Pacte en avril 2017.

Dans le volet innovation du Pacte métropolitain d'innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 millions d'euros d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 millions d'euros de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 millions d'euros par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet REDSAIM, porté par l'Université de Montpellier est un de ces six projets structurants.

Le développement des maladies infectieuses à l'échelle mondiale rend aujourd'hui indispensable la mise en place de nouveaux moyens de prévention et la découverte de nouvelles molécules thérapeutiques. Les infrastructures de confinement contrôlées, permettant la manipulation des agents infectieux en laboratoire et sur des animaux modèles, sont un maillon clé de la chaîne de création d'anti-infectieux.

REDSAIM a pour objet de reconfigurer la structure A3/L3 (Animalerie/Laboratoire de niveau 3 de confinement) de l'Université de Montpellier et d'augmenter les prestations de la plateforme CEMIPAI (Centre d'études des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuses) afin de les intégrer dans la structuration d'un réseau montpelliérain pour le développement de solutions préventives ou thérapeutiques contre les agents infectieux. Pour répondre à la demande d'établissements et d'industriels, cette reconfiguration proposera deux niveaux de confinements de contraintes différentes : un niveau A3/L3 et un niveau A2/L2 (Animalerie/Laboratoire de niveau 2 de confinement) dont l'offre sur Montpellier est actuellement très insuffisante.

Dans ce cadre, une convention a été signée en mai 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier, pour l'attribution d'une subvention au projet REDSAIM, destinée à couvrir la période courant jusqu'à la date de fin de projet initiale prévue au 31 décembre 2018 (délibération n°14610 du Conseil de Métropole du 17 mai 2017).

Cependant, l'Université de Montpellier ayant modifié le calendrier des dépenses prévisionnelles liées au projet, ce dernier, se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2019.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte métropolitain d'innovation « Montpellier Capital Santé », la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 322 000 euros conformément à la délibération n°14289 du Conseil de Métropole du 14 décembre 2016 relatif à la signature du Pacte métropolitain d'innovation « Montpellier Capital Santé » et à la délibération n°14521 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017 relatif à la signature de l'Avenant au Pacte, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 3 570 000 euros TTC et une assiette éligible de 2 308 380 euros TTC (dont 1 868 380 euros sur la partie structure A3/L3 et 440 000 euros sur la partie plateforme CEMIPAI).

Le projet se déroulant sur les années 2017 à 2019, il a été inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 180 000 euros. La seconde tranche de la subvention d'un montant de 142 000 euros a été inscrite au budget 2018.

Cet avenant à la convention de financement conclue au mois de mai 2017 se substitue donc à cette dernière dans ses effets pour l'avenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subventions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention d'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-33699-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupement U - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole affirme son attractivité en France et en Europe, c'est un haut lieu de l'innovation et de l'excellence.

Le territoire se positionne comme un centre d'affaires et de décision, tout en valorisant son environnement exceptionnel afin d'offrir un cadre de vie et de travail amélioré ainsi que de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises.

Montpellier Méditerranée Métropole contribue ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois.

Elle cherche en permanence à concilier les objectifs de préservation des ressources et de développement urbain en figurant parmi les villes pionnières en matière d'innovation.

Le Groupement U est un acteur majeur du développement économique du territoire et l'un des premiers employeurs privés de la Métropole avec 1 200 salariés.

La centrale régionale Sud du Groupement U, qui couvre tout le grand-Sud de la France ainsi que l'Outre-mer (l'île de la Réunion et l'île Maurice), représente une « locomotive territoriale » de développement logistique. Le Groupement U est aussi un acteur majeur dans la requalification du parc d'activités du Salaison de Vendargues (seule requalification labellisée Haute Qualité Environnementale en France).

Il est proposé aujourd'hui de formaliser un partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupement U par la signature d'une convention cadre, d'une durée de trois ans. En effet, Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupement U partagent des intérêts communs en termes de développement économique, territorial, social et durable.

Ce partenariat s'inscrirait pleinement dans le cadre d'enjeux liés à différentes politiques publiques menées par Montpellier Méditerranée Métropole telles que la logistique et la distribution, l'agro-écologie et l'alimentation, l'emploi, l'inclusion et la responsabilité sociétale des entreprises, la transition énergétique et écologique ou la « smart city et l'innovation.

Les objectifs opérationnels de cette convention cadre portent sur différents champs d'actions :

La logistique et la distribution, avec comme objectifs de :

- diminuer les kilomètres parcourus en camions,
- étudier les possibilités de report modal vers le ferroviaire pour le transport de marchandises sur le site du Salaison,
- favoriser l'usage de véhicules peu émissifs (gaz naturel véhicule),
- expérimenter des nouveaux concepts logistiques.

L'agro-écologie, l'alimentation et la modification des comportements, avec comme objectifs de :

- valoriser en magasin l'origine locale des produits,
- autoriser la relation entre le MIN (Marché d'Intérêt National) et les points de vente en permettant aux producteurs du MIN de se rapprocher d'eux,
- renforcer les actions de réduction du gaspillage alimentaire, de réduction et de tri des emballages.

L'emploi, l'inclusion et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), au travers notamment :

- de la signature de la Charte Entreprises et Quartiers,
- d'actions de parrainage de jeunes ou de créateurs d'entreprises,
- de la promotion de l'insertion dans des opérations de recrutement de Système U.

La transition énergétique et écologique avec comme objectifs de :

- réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments et les magasins,
- intensifier les actions d'économie circulaire sur le parc du Salaison (valorisation des déchets, mutualisation des services...),
- développer la part des énergies renouvelables dans les points de vente.

Le développement de la « Smart City » et l'Innovation grâce à :

- l'organisation de rencontres Open Innovation avec des start-ups du BIC (Business Innovation Center) et de la French Tech,
- le test de nouvelles technologies au sein de magasins en lien avec les nouveaux usages du commerce (en lien avec la Recherche),
- l'implication de Système U dans la mise en œuvre des actions menées par la Métropole visant à faire du parc du Salaison, un parc dynamique, connecté, démonstrateur des nouveaux usages et services liés à une zone d'activité économique.

Il est à noter que le projet de convention proposé serait conclu à titre gracieux, sans aucune contrepartie financière des parties.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Groupement U ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-33082-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS.

Finances - Contrat financier entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5.3 points à l'horizon 2022, l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1.2% par an. Il prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2.6 Md€.

Pour respecter ces objectifs, l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit que les plus grandes collectivités s'engageront dans le cadre d'un contrat financier sur un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ainsi que sur un objectif cible de réduction du besoin de financement. Les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse un plafond national de référence s'engageront en outre sur une trajectoire d'amélioration de cette dernière.

Le contrat financier porte uniquement sur le budget principal pour les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020. Il a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de la maîtrise de la dépense publique.

Les préfets sont chargés de négocier ces contrats avec les collectivités concernées, la loi ayant prévu des critères de modulation pour tenir compte des spécificités locales.

Le contrat financier entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole doit fixer l'objectif annuel d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et les facteurs de modulation éventuels, évaluer l'amélioration du besoin de financement et l'évolution de la capacité de désendettement sur la période 2018-2020.

1) Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et des facteurs de modulation de Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2018-2020

Aux termes de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques, ce taux est fixé nationalement à 1,2 % par an pour les exercices 2018 à 2020 sur la base des dépenses réelles de fonctionnement de 2017, en valeur et à périmètre constant. Par ailleurs aux termes de l'article 29 de cette même loi, ce taux peut être modulé à la hausse (ou à la baisse) en tenant compte des critères suivants, dans la limite de 0.15 points pour chaque critère :

- Démographie et construction de logements
- Revenu moyen par habitant de la collectivité ou proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Evolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016.

Le taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole peut bénéficier de deux facteurs de modulation du taux d'évolution annuelle maximum de 1.2% :

- Critère démographie : l'évolution moyenne sur le territoire métropolitain pour la période 2013-2018 est de 1.89% soit plus de 0.75 points au-dessus de la moyenne nationale (0.48%).
- Critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016 : selon les comptes de gestion la Métropole affiche une évolution moyenne annuelle de -0.2% sur la période 2014-2016 soit une progression inférieure d'au moins 1.5 point à l'évolution moyenne constatée pour les collectivités de sa catégorie entre 2014 et 2016 (2.29%).

L'obtention de ce critère résulte de la modération des dépenses induite par la stabilité des taux de fiscalité.

Montpellier Méditerranée Métropole ne peut se voir appliquer de modulation au titre du critère du revenu moyen ou de proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville : en effet le revenu moyen par habitant de la Métropole (13 819€) n'est pas inférieur de plus de 20% au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités et la proportion de population métropolitaine résidant en quartiers prioritaires de la ville (11,4%) n'est pas supérieure à 25%.

Au vu de ces éléments, le taux d'évolution annuel maximum pour Montpellier Méditerranée Métropole, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, est donc de 1.50%.

2) Trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement de Montpellier Méditerranée Métropole

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques, le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal de la Métropole est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1.50%.

En base 100 l'évolution serait la suivante :

2017	2018	2019	2020
100	101,5	103	104,5

Les modalités d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement retenues ainsi que les retraitements opérés sont décrits dans un protocole comptable établi conjointement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Préfet de l'Hérault, joint à la présente délibération. Il s'agit de tenir compte notamment des effets liés à la mutualisation des services entre la Métropole et la Ville de Montpellier et aux transferts de charges induits par les transferts de compétences ou d'équipements.

Ces nouvelles charges de fonctionnement vont impacter fortement les budgets à venir et témoignent d'un important changement de périmètre de la collectivité au sens de l'article 29 de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022.

3) Amélioration du besoin de financement de Montpellier Méditerranée Métropole sur la période 2018-2020

La Métropole se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts contractés minorés des remboursements de dette.

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1.50% par an sur la période 2018-2020 permet ainsi de limiter la progression du besoin de financement induit par le PPI.

4) Amélioration de la capacité de désendettement de la collectivité

Il est constaté que la capacité de désendettement de la Métropole, définie comme le rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute au titre du compte de gestion 2016 est de 4.9 années pour le budget principal. Cette capacité de désendettement est inférieure au plafond national de référence pour ce type de collectivité qui est de 12 années, la Métropole n'est donc pas concernée par cet objectif dans le cadre du contrat financier avec l'Etat.

Cependant, sur la base d'une évolution annuelle de +1.5% des dépenses réelles de fonctionnement, la Métropole prévoit de conserver une capacité de désendettement nettement inférieure à 12 années sur la période 2018-2020.

Il est à relever que l'évolution à venir de la dette de la Métropole va générer des charges nouvelles d'intérêt qui devront être compensées par une baisse des autres charges de fonctionnement à due concurrence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat financier entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole dont le modèle est joint à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce contrat, le protocole comptable relatif au contrat financier, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 4 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40326-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat Financier 3M
- Protocole comptable Métropole contrat financier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Logement - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2018

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans (2016-2021), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2017 comptabilisant 1701 logements locatifs sociaux financés, ainsi que 142 logements en location-accession et 83 logements locatifs intermédiaires agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2018 s'établissent à 1 582 logements locatifs sociaux, à rapporter à l'objectif du PLH de réaliser au moins 1500 logements locatifs sociaux par an :

- 1 309 logements locatifs sociaux familiaux se répartissent en 876 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 406 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 27 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ;
- 27 logements locatifs sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI ;
- 252 logements financés en PLS sont destinés à des publics spécifiques : personnes âgées dépendantes.

S'y ajoutent 40 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA), ainsi que 115 logements locatifs intermédiaires qui, pour rappel, ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

Les 27 logements locatifs sociaux d'insertion PLAI programmés permettront la création à Castelnau-le-Lez d'une résidence accueil dédiée aux personnes handicapées, souffrant de troubles psychiques en voie de stabilisation. Les 252 logements spécifiques PLS financeront la réalisation de trois établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Castelnau-le-Lez, Cournonterral et Montpellier (relocalisation-extension d'établissements existants), ainsi que d'une résidence autonomie située à Cournonterral.

La production sociale globale se répartit spatialement à 35% pour la Ville de Montpellier et 65% pour les 30 communes périphériques. Les opérations recensées concernent ainsi 19 communes de Montpellier Méditerranée Métropole en 2018.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2018, sous réserve des dotations qui seront déléguées à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2018, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2018 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 16 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39546-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet prog LLS 2018 11.04.18.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Annexe à la programmation relative à la programmation du logement social public 2018 - Conseil du 26 avril 2018
Montpellier Méditerranée Métropole**

Commune	Opération	Adresse	Maître d'ouvrage opération LLS (gestionnaire)	Maître d'ouvrage promoteur (VEFA)	PLUS	PLAI à 37%	PLAI spécif.	PLS	TOTAL logts. familiaux	PLS étudiants	PLS fuyers	TOTAL logt locatif social	PSLA	LIJ
Baillargues	Domaine des Lauriers	259 à 320 Route Impériale	baillleur à identifier	Océanis	12	5			17			17		
Baillargues	291 / 325 Route Impériale	291 / 325 Route Impériale	baillleur à identifier	European Homes	7	3			10			10		
Castelnau-le-Lez	Impasse des Violettes	Impasse des Violettes	baillleur à identifier	COGEDIM	10	5			15			15		27
Castelnau-le-Lez	EH PAD - Lot 17A Eureka extension	ZAC Eureka Extension	CCAS de Castelnau le Lez	(SA3M)					0		90	90		
Castelnau-le-Lez	ZAC Eureka - lot 19 A - Logements familiaux	ZAC Eureka - lot 19 A	FDI Habitat	(SA3M)	41	19			60			60		
Castelnau-le-Lez	ZAC Eureka - lot 19 A - Résidence accueil	ZAC Eureka - lot 19 A	FDI Habitat	(SA3M)			27		27			27		
Castelnau-le-Lez	"Les Hauts de Castelnau" (Planche)	Impasse Jacquard	Nouveau Logis Méridional	PEGASE	19	9			28			28		
Castelnau-le-Lez	ZAC Caylus - lot M8		Nouveau Logis Méridional	HELENIS	35	16			51			51		
Castelnau-le-Lez	Impasse des Violettes	9 Impasse des violettes	Promologis	LINKCITY	15	7			22			22		
Castelnau-le-Lez	Sports Resort	Allée des meulères	Un Toit Pour Tous	SPORT RESORT (Pitch)	18	9			27			27		
Castries			ACM	VINCI	5	3			8			8		
Castries	Parcelles H38 304 305	Parcelles H38 304 305	ACM	Villages d'Or	7	4			11			11		
Castries	"Village" (entrée de ville)		FDI Habitat	FDI	14	6			20			20		
Castries	"Village" (entrée de ville) - résidence service seniors		FDI Habitat	FDI	31	14			45			45		
Castries	Allée de la Taillade	Allée de la Taillade	Promologis	Terres du Soleil	8	4			12			12		
Castries	29 impasse de la Pierre Bleue	29 impasse de la Pierre Bleue	Promologis		17	8			25			25		
Clapiers	"Arkadéa"	Boulevard de la Liberté	ACM	ICADE	12	5			17			17		
Clapiers	"Intim'East"	rue Joseph Delteil	FDI Habitat	FDI Promotion	7	4			11			11		
Cournonterral	EH PAD "Les Garrigues"		FDI Habitat (Croix Rouge)						0		60	60		
Cournonterral	Résidence Autonomie "Les Garrigues" - Acq-Am		FDI Habitat (Croix Rouge)						0		40	40		
Fabrigues	Lotissement "La Fabrique"		FDI Habitat	(GGL)	27	13			40			40		
Fabrigues	Avenue Clémenceau	54 avenue Clémenceau	Nouveau Logis Méridional	LINKCITY	10	4			14			14		26
Grabels	"Font d'Aurèle"	rue de la valsière	Immobilier Méditerranée	Edouard Denis Promotion	19	9			28			28		
Grabels	"Le Pradas" - Lotissement "Las Pradas"		Nouveau Logis Méridional	(GGL)	20	9			29			29	5	

**Annexe à la programmation relative à la programmation du logement social public 2018 - Conseil du 26 avril 2018
Montpellier Méditerranée Métropole**

Commune	Opération	Adresse	Maître d'ouvrage opération ILS (gestionnaire)	Maître d'ouvrage promoteur (VEFA)	PLUS	PLAI à 32%	PLAI spécif.	PLS	TOTAL logis familiaux	PLS étudiants	PLS foyers	TOTAL logt local social	PSLA	LIJ
Juignac	Mas de "Courpouiran 2"		Promologis	BACOTEC	12	5			17			17		
Le Crès	"Le Belle Vue"		Immobilier Méditerranée	Hectare promotion	4	2			6			6		
Murviel-les-Montpellier	Route de St-Georges	Route de St-Georges	Promologis	PREMALIS	20	9			29			29		
Pérols	3 rue du docteur Servel	3 rue du docteur Servel	M. Cortial					2	2			2		
Prades-le-Lez	"In Side"	172 rue de la fontainette	Promologis	CORIM	5	3			8			8		
Prades-le-Lez	1440 de la route de Montpellier	1440 de la route de Montpellier	baillieur à identifier	Edouard Denis Promotion	10	4			14			14		
Prades-le-Lez	Route de Saint Vincent de Barbeyrargues	Route de Saint Vincent de Barbeyrargues	baillieur à identifier	AMETIS	22	10			32			32		
St Georges d'Orques	ZAC Cœur d'Orques	ZAC Cœur d'Orques	SFHE ARCADE	(SA3M)					0			0	15	
St-Brès	"Cantos"		Nouveau Logis Méridional	PITCH					0			0		17
St-Drézéry	"Le Parc"	Lotissement "Le Domaine du Parc" (RAMBIER)	Nouveau Logis Méridional	AMETIS	5	3			8			8		
St-Jean-de-Védas	11 rue des Coteaux		ACM	Real Immo	4	2			6			6		
St-Jean-de-Védas	"Oakly"	Cave coopérative	ACM	Angelotti	14	6			20			20		
St-Jean-de-Védas	Route de Béziers		Ciléo Habitat	Mr Pelissier				1	1			1		
St-Jean-de-Védas	Chemin de la Coustaude	Chemin de la Coustaude	Promologis	CORIM	22	10			32			32		
St-Jean-de-Védas	ZAC Roque Fraisse - Lot 27 A1	"Jardin des Grenadiers"	Un Toit Pour Tous	(SERM)	22	10			32			32		
St-Jean-de-Védas	ZAC Roque Fraisse - Lot 29 B2	rue de la Peyrière	Un Toit Pour Tous	(SERM)	18	8			26			26		
Vendargues	rue du Salalson		baillieur à identifier	PRAGMA	31	14			45			45		
Villeneuve-lès-Maguelone	"Soleya"	333 avenue de Mireval	Promologis	ICADE	9	4			13			13		
Villeneuve-lès-Maguelone	Route de Palavas - tranche 1		baillieur à identifier		14	6			20			20		
Villeneuve-lès-Maguelone	"Les vignes de Fred"	601 boulevard des Moures	baillieur à identifier	(GGL)	3	1			4			4		
Sous-total communes périphériques					549	253	27	3	832	0	190	1 022	20	70
												65%		
Montpellier	Rue du Pas du Loup	Rue du Pas du Loup	ACM	BOUYGUES	5	2			7			7		
Montpellier	Terrain FFB	Av Près d'Arènes	ACM	VINCI	7	3			10			10		

Annexe à la programmation relative à la programmation du logement social public 2018 - Conseil du 26 avril 2018
Montpellier Méditerranée Métropole

Commune	Opération	Adresse	Maitre d'ouvrage opération ILS (gestionnaire)	Maitre d'ouvrage promoteur (VEFA)	PLUS	PLAI à 33%	PLAI spécif.	PLS	TOTAL logts familiaux	PLS étudiants	PLS foyer	TOTAL logt locatif social	PLSA	LIJ
Montpellier	Terrain Caisse des Congés Payés	Av Près d'Arènes	ACM	VINCI	16	7			23			23		
Montpellier	Foncier Vinci	Av Mondial 98	ACM		15	7			22			22		
Montpellier	ZAC République lot A2	ZAC République lot A2	ACM	(SA3M)	36	17			53			53		
Montpellier	ZAC EAI - lot 3F	ZAC EAI - lot 3F	ACM	(SA3M)	24	12			36			36		
Montpellier	ZAC Cambacères lot B.1.1	ZAC Cambacères lot B.1.1	ACM	(SA3M)	22	10			32			32		
Montpellier	Domaine de la Providence	Av Mondial Rugby 2007	ACM	ACM	24	12			36			36		
Montpellier	Rue de Fontcarrade		Ciléo Habitat	Bpd Marignan				9	9			9		
Montpellier	Val Royal	13 Rue Boussairolles et 17 rue Alfred de Bruyas	Ciléo Habitat	BEC				8	8			8		
Montpellier	EHPAD La Rosaie	Avenue de Castelnau	Entreprendre pour Humaniser la Dépendance (EHD)						0		62	62		
Montpellier	"Saint Lazare" 3ème tranche	Saint Lazare	ERILIA	URBAT	3	2			5			5		
Montpellier	Rue Georges Denizot		FDI Habitat	FDI Promotion	10	5			15			15		
Montpellier	Ilôt Vergne	Rue Adam de Craponne	FDI Habitat	(SERM Grand Cœur)	18	8			26			26		
Montpellier	Route de Bionne	Route de Bionne	Hérault Habitat	AMETIS	10	4			14			14		
Montpellier	"Plaza Comédie"	Rue Du Guesclén	ICF	PRAGMA	21	10			31			31		
Montpellier	162 rue de la Marqueroise	162 rue de la Marqueroise	Immobilière Méditerranée	VINCI	7	3			10			10		
Montpellier	2715 avenue Etienne Méhul		Nouveau Logis Méridional	UNITI (SASU SEQUOIA)	14	6			20			20	20	45
Montpellier	839 rue de la Marqueroise	839 rue de la Marqueroise	Promologis	URBIS				5	5			5		
Montpellier	"Les Jardins de Jade"	201 rue de Saint-Hilaire	Promologis	EPURE Habitat/EDIFICE	5	2			7			7		
Montpellier	295-309 rue Jausserand	295-309 rue Jausserand	Promologis	Bpd Marignan	8	3		2	13			13		
Montpellier	"En Vogue"	72 avenue de Castelnau	Promologis	Bpd Marignan	3	2			5			5		
Montpellier	"Confidence"	rue des Eglantiers	Promologis	SPAG	4	2			6					
Montpellier	"NotaVerde"	116 rue des Perce Neige	Promologis	COGEDIM	9	4			13			13		
Montpellier	"Impulse"	Avenue de Toulouse	Promologis	COGEDIM	3	2			5			5		
Montpellier	155 av. Bernard Blier	155 av. Bernard Blier	bailleur à identifier	Les Nouveaux Constructeurs	6	3			9			9		

**Annexe à la programmation relative à la programmation du logement social public 2018 - Conseil du 26 avril 2018
Montpellier Méditerranée Métropole**

Commune	Opération	Adresse	Maître d'ouvrage opération LLS (gestionnaire)	Maître d'ouvrage promoteur (VEFA)	PLUS	PLAI à 31%	PLAI spécif.	PLS	TOTAL logts familiaux	PLS étudiants	PLS foyers	TOTAL logts locatif social	PSLA	LLU
Montpellier	Paul Bringuier - résidence étudiante	235 rue Paul Bringuier	baillieur à identifier	BOUYGUES	7	3			10			10		
Montpellier	Rue Bachelard	Rue Bachelard	baillieur à identifier	BOUYGUES	14	6			20			20		
Montpellier	"Home Inside"	412 avenue de la Justice de Castein	baillieur à identifier	Angelotti	7	3			10			10		
Montpellier	Avenue Major Flandres	Avenue Major Flandres	baillieur à identifier	CORIM	5	3			8			8		
Montpellier	Boulevard Paul Valéry	Boulevard Paul Valéry	baillieur à identifier	Les Nouveaux Constructeurs	4	2			6			6		
Montpellier	rue des Grèzes	rue des Grèzes	baillieur à identifier	Les Nouveaux Constructeurs	4	2			6			6		
Montpellier	Diocèse - quartier des Aubes tranche 1	Bld Ernest Renan	baillieur à identifier	Les Nouveaux Constructeurs	5	2			7			7		
Montpellier	Diocèse - quartier des Aubes tranche 2	Bld Ernest Renan	baillieur à identifier	Les Nouveaux Constructeurs	3	2			5			5		
Montpellier	ZAC Consuls de Mer Extension lot C1 / C2	rue des Frères Grimm	baillieur à identifier	(SERM) Nexity	8	4			12			12		
Sous-total Montpellier					927	153	0	24	504	0	62	560	20	45
												35%		
TOTAL					876	406	27	27	1 336	0	252	1 582	40	115



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Logement - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réfection des réseaux eau de la cité universitaire ' Colombière ' route de Ganges à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant leurs parcours résidentiels, notamment par la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des cités universitaires gérées par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Le CROUS de Montpellier possède le premier parc de logement social étudiant de France avec plus de 10 000 lits. C'est aussi le premier parc rapporté au nombre d'étudiants avec un taux d'équipement de 10,6 %. Les cités universitaires traditionnelles ont, pour la plupart, été construites dans les années 60 et 70. L'importance de ce parc nécessite une politique de réhabilitation et de maintenance adaptée.

Ainsi, le CROUS entreprend notamment des travaux de réfection des réseaux d'eau : alimentation en eau potable (AEP), eau pluvial (EP) et eaux usées (EU). L'objectif est d'améliorer le niveau de captation des EU-EP et de réduire les coûts de maintenance.

Dans ce cadre, le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours au remplacement des réseaux EU-EP / AEP de la cité universitaire « Colombière » de 972 logements située route de Ganges à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 335 812 € pour cette opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit ainsi comme suit :

- Coût total de l'opération : 1 086 500 €
- Fonds propres CROUS : 750 688 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 335 812 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention au CROUS de 335 812 € pour la réfection des réseaux d'eau de la Cité universitaire « Colombière » située route de Ganges à Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39706-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Logement - Construction de 30 logements sociaux - ZAC EAI tranche 1 à Montpellier - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 30 logements sociaux, ZAC EAI tranche 1 à Montpellier.

Le programme comprend 21 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 9 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpellierain KcomK, le programme développe une surface habitable de 2 500 m² selon la typologie suivante : 6 T2 – 17 T3 – 6 T4 – 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 3 994 536 €
- Subvention Etat déléguée : 70 068 €
- Subvention Région Occitanie : 78 000 €
- Prêt CDC : 3 682 468 €
- Prêt Action logement : 54 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 110 000 €.**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 110 000 € pour la réalisation de 30 logements sociaux, ZAC EAI tranche 1 à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 8 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-38182-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Logement - Construction de 71 logements sociaux - Résidence ' La Bergerie ', allée de l'Europe à Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Erilia a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 71 logements sociaux, résidence « La Bergerie » Allée de l'Europe à Juvignac.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage des promoteurs Agir Promotion et Océanis, comprend 50 logements sociaux financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 21 logements très sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Garcia Diaz.

La SA d'HLM Erilia demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 7 586 500 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 3 044 687 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 2 369 144 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 221 888 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 950 781 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	3 044 687 €	2 369 144 €	1 221 888 €	950 781 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de

	prêt + 0,60 %	prêt + 0,37%	prêt - 0,20 %	prêt + 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	Double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0.50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Erilia dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Erilia est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 5 689 875 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 71 logements sociaux, résidence « La Bergerie », Allée de l'Europe à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Erilia, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-33538-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Logement - Construction de 40 logements sociaux - Résidence ' L'Emeraude ', lot 6C ZAC Pierres Vives à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE / Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 40 logements locatifs sociaux, résidence « l'Emeraude », lot 6C « ZAC Pierres Vives » à Montpellier. Le programme comprend 40 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). L'opération, a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Cusy Maraval.

La résidence est destinée à des personnes souffrant de handicaps psychiques et en cours de stabilisation. Celles-ci bénéficieront d'un suivi spécifique par l'Association pour Personnes en Situation de Handicap de l'Hérault (APSH34) spécialisée depuis 1978 dans l'accompagnement, l'insertion et l'accès au logement des personnes en situation de handicap psychique.

La Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 2 225 624 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 473 357 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 752 267 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 473 357 €	752 267 €
Durée	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt	
	- 0,20 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction et de 60 ans pour le prêt PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Anonyme SFHE / Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la Société Anonyme d'HLM SFHE / Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 669 218 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 2 225 624 € sollicités par SA d'HLM la SFHE / Groupe Arcade auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, résidence « l'Eméraude », lot 6C « ZAC Pierres Vives » à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM la SFHE / Groupe Arcade, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39751-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Logement - Construction de 25 logements en location-accession - Résidence ' Arb'Or & Sens ' à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SCCV FABREGUES ECOPARC 4 - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Civile immobilière de Construction Neuve (SCCV) Fabrègues Ecoparc 4, gérée majoritairement par la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 25 logements en location-accession, résidence « Arb'or et Sens », ZAC Ecoparc lot n°4 à Fabrègues. Le projet sous maîtrise d'ouvrage de la SFHE Groupe Arcade a été conçu par le cabinet montpelliérain d'architecture Garcia Diaz.

La SCCV Fabrègues Ecoparc 4 demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 3 173 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	3 173 000 €
Durée totale du prêt :	30 ans (pas de différé)
Taux nominal et nature du taux (fixe ou variable, et index s'il y a lieu)	Taux d'intérêt actuariel annuel révisable : 1,75 % Indice de référence : taux de rémunération du livret A – Indice de base : 0,75 %
Taux Effectif Global (TEG)	1.75%
Périodicité et montant des échéances	Annuelle
Conditions de remboursement anticipé	<p>Remboursement anticipé volontaire : L'EMPRUNTEUR n'aura pas la faculté de rembourser par anticipation le PRET hors les cas de remboursements anticipés obligatoires.</p> <p>Remboursements anticipés obligatoires : <u>En cas de levée d'option par l'accédant et d'octroi à l'accédant par le PRETEUR d'un ou plusieurs prêts ayant pour objet le financement du transfert de propriété.</u> Les sommes provenant du décaissement du ou des prêts octroyés par le PRETEUR à l'accédant, pour financer le transfert de propriété du logement suite à la levée d'option, seront affectées au remboursement anticipé partiel du PRET à hauteur : - de la fraction du capital restant dû correspondant au logement pour lequel l'option a été levée et - le cas échéant, des intérêts courus non payés sur cette fraction du capital restant dû jusqu'à la date du remboursement anticipé. La date du remboursement anticipé du PRET correspondra à la date de</p>

	<p>décaissement du ou des prêts octroyés par le PRETEUR à l'accédant. Les remboursements anticipés obligatoires ne donneront pas lieu à la perception par le PRETEUR d'une indemnité.</p> <p><u>En cas de levée d'option par l'accédant et de financement du transfert de propriété sans l'aide d'un prêt consenti par le PRETEUR.</u> L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser par anticipation : - la fraction du capital restant dû, au titre du PRET, correspondant au logement pour lequel l'option a été levée ; et - le cas échéant, les intérêts courus non payés sur cette fraction du capital restant dû jusqu'à la date du remboursement anticipé. La date du remboursement anticipé du PRET correspondra à la date de la vente effective du logement. Ces remboursements anticipés ne donneront pas lieu à la perception par le PRETEUR d'une indemnité.</p> <p><u>Remboursement anticipé obligatoire en cas de non-levée d'option par un locataire-accédant au terme convenu au sein du contrat de location-accession.</u> L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser par anticipation la fraction du capital restant dû, au titre du PRET, correspondant au logement pour lequel l'option n'a pas été levée. Ce remboursement anticipé devra intervenir à la date de l'échéance annuelle suivant la date à laquelle le contrat de location-accession est arrivé à terme. Ces remboursements anticipés ne donneront pas lieu à la perception par le PRETEUR d'une indemnité.</p> <p><u>Remboursement anticipé obligatoire dans le cas où un ou plusieurs logement(s) ne bénéficie(nt) pas de l'agrément.</u> L'EMPRUNTEUR s'engage à rembourser par anticipation la fraction du capital restant dû, au titre du PRET, correspondant au(x) logement(s) ne bénéficiant pas de l'agrément définitif. Ce remboursement anticipé devra intervenir à la date de l'échéance annuelle suivant la date à laquelle l'EMPRUNTEUR a eu connaissance du défaut d'agrément définitif. Ces remboursements anticipés obligatoires donneront lieu au paiement par l'EMPRUNTEUR, au profit du PRETEUR, d'une indemnité fixée à 7% du montant des sommes remboursées par anticipation.</p>
--	--

Au cas où la SCCV Fabrègues Ecoparc 4, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 173 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SCCV Fabrègues Ecoparc 4, auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc pour la réalisation de 25 logements en location-accession, résidence « Arb'Or et Sens », ZAC Ecoparc lot n°4 à Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir au contrat de prêt qui

sera passé entre la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc et la SCCV Fabrègues Ecoparc 4, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-32831-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Logement - Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Este Nova ' - 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Unicil - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Unicil a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 14 logements sociaux, résidence « Este Nova » 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier. Le programme comprend 9 logements sociaux financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements très sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Carémoli Miramond.

La SA d'HLM Unicil demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 359 642 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 624 254 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 285 542 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 307 664 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 142 182 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	624 254 €	285 542 €	307 664 €	142 182 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,33%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,33%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			

Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalité de révision	Double révisabilité limitée
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0.50 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement pour les prêts PLUS construction et PLAI construction suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Unicil dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Unicil est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 019 731,50 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 14 logements sociaux, résidence "Este Nova", 2530 boulevard Paul Valéry à Montpellier;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Unicil, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-33736-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 71 logements situés dans diverses Communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de soixante et onze logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Courmonsec, Courmonterral, Fabrègues, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saussan, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, dont soixante-neuf sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et deux logements locatifs, pour un montant total de 224 407 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-38525-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Annexe PIG conseil 26.04.2018 V DEF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Annexe relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2013-2018
Conseil de Métropole du 26 avril 2018**

Commune	Nom du demandeur	Prénoms du demandeur ou mandataire	Adresse du logement	Type de demandeur	Revenu du demandeur	Précédent d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface finale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions Aides	TOTAL subventions Habitat Mieux	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole Base	dépt subvention base Métropole	dépt Eco-prime PO Métropole	Subvention Aides	TOTAL des subventions	Résidu à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Ballargues	CHOURAKI	Fatima	3 rue Vincent Scotti	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOME	Mise en place d'un monte escalier	T4	80,00	7 085 €	7 485 €	7 085 €	3 648 €	0 €	1 774 €	25%	1 774 €			8 332 €	2 163 €	75%
Castelnau le Laz	BOUCHET	Christian	80 impasse des pâquerettes	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Isolation du toit avec vaux et mise en place d'une VMC - Gain énergétique de 25% (Etiquette C à B)	T4	144,00	20 058 €	21 159 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	8 800 €	25%	5 000 €	500 €		17 500 €	3 659 €	83%
Cournonterral	CERVILLIN	Françoise	20 rue Armand Daney	Propriétaire occupant	Modestes	AUTONOME	Changement des menuiseries, Aménagement des passages, peinture, barres d'appuis, lavabo adapté, carrelage anti dérapant, rehausse W.C., adaptation de la salle de bain	T3	64,00	8 008 €	8 809 €	8 008 €	3 803 €	0 €	1 602 €	20%	1 602 €			4 405 €	4 404 €	50%
Cournonterral	CHAOUI	Bessau	6 rue des Bons Enfants	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOME	Reprise des sanitaires, mise en place d'un monte escalier, barres d'appuis anti dérapant, douche à l'italienne	T4	78,00	14 508 €	15 505 €	14 508 €	7 254 €	0 €	3 627 €	25%	3 627 €			10 881 €	4 714 €	70%
Cournonterral	SANCHEZ	Lucien	22 avenue Jean Jaurès	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOME	Mise en place d'un monte escalier	T3	141,00	10 171 €	10 730 €	8 153 €	3 077 €	0 €	1 638 €	25%	1 536 €	5 115 €		18 738 €	0 €	100%
Jeunesses	LUCAS	Elène	2 Impasse des arbusiers	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Changement de la porte d'entrée, des menuiseries et de la pompe à chaleur. Gain énergétique de 42% (Etiquette E à C)	T3	98,00	11 499 €	12 843 €	8 837 €	3 023 €	804 €	2 227 €	20%	1 727 €	500 €	4 000 €	18 114 €	2 729 €	70%
Fabrigues	PELOZUELO	Joel	6 rue du Lavandin	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des volets, des fenêtres, de la porte d'entrée et mise en place d'un extracteur hygroscopique - Gain énergétique de 20% (Etiquette C à B)	T4	165,00	20 693 €	21 869 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	8 800 €	25%	8 000 €	500 €	1 500 €	18 903 €	2 863 €	87%
Fabrigues	VIOUER	Audrey	25 rue des Gardiens	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la VMC, des menuiseries, isolation du plancher des combles, pompe à chaleur et volets avec motorisation - Gain énergétique 34% (Etiquette D à C)	T4	87,00	13 681 €	15 140 €	13 681 €	6 941 €	1 388 €	3 820 €	25%	3 420 €	500 €	1 500 €	13 828 €	1 511 €	90%
Juvignac	MONTES	Isabel	40 rue de la Rivière	Locataire	Très modestes	AUTONOME	rehausse des toitures	T3	64,00	800 €	851 €	600 €	300 €	0 €	160 €	25%	150 €			480 €	201 €	88%
Juvignac	BRESSON	Vincent	56 rue de l'Estragon	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs extérieurs - Gain énergétique de 25% (Etiquette D à C)	T6	132,00	20 160 €	21 367 €	19 679 €	8 883 €	1 800 €	4 410 €	20%	3 916 €	600 €	1 500 €	14 389 €	6 898 €	67%
Juvignac	BOURGANEL	Laetitia	20 rue des Grives	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Isolation des murs extérieurs et des rampants de toiture - Gain énergétique de 35% (Etiquette D à C)	T4	115,00	22 230 €	23 751 €	20 000 €	7 000 €	1 800 €	4 800 €	20%	4 000 €	500 €	1 500 €	14 600 €	9 151 €	61%
Juvignac	LEMPRE	Françoise	44 rue des santon Résidence Village Fontaude	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOME	Changement des menuiseries avec volets et motorisation	T3	50,00	8 250 €	8 827 €	7 161 €	3 800 €	0 €	1 790 €	25%	1 780 €			8 279 €	3 458 €	61%
Lattes	GENEREUX	Silvane	107 avenue de la Méditerranée	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Reprise de la plomberie et du carrelage, mise en place d'une barre d'appuis et d'une douche	T4	100,00	3 480 €	3 480 €	3 480 €	1 218 €	0 €	894 €	20%	698 €			1 914 €	1 565 €	55%
Lattes	SERRA et RENOUVEL	Françoise et Sylvie	9 rue Jean Bart	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries avec volets, pompe à chaleur et isolation des combles - Gain énergétique de 35% (Etiquette D à C)	T3	82,00	18 444 €	20 135 €	16 795 €	8 307 €	1 679 €	4 069 €	25%	4 199 €	500 €		14 778 €	5 360 €	73%

Annexe relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2013-2018
Conseil de Métropole du 26 avril 2018

Citoyenneté	Nom du demandeur	Prénoms du demandeur ou menutaire	Adresse du logement	Type de demandeur	Résidence du demandeur	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface habitée en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions AJAH	TOTAL subventions Habitat Mixte	TOTAL subventions Métropole	Autr Métropole basic	Coût subvention base Métropole	Coût éco-prime PG Métropole	Subvention autre	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC	
Le Crès	BASTY	Paul	13 rue des Lilas	Propriétaire occupant	Modestes	AUTONOMIE	Mise en place de barres d'appuis avec main courante, changement du lavabo, carrelage anti dérapant, hausse des toilettes	T4	95,00	4 149 €	4 561 €	4 149 €	1 491 €	0 €	829 €	20%	829 €				2 299 €	2 291 €	50%
Le Crès	SALTET	René	28 rue Georges Bizet	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la chaudière à gaz, isolation du plancher et changement des volets - Gain énergétique de 36% (Etiquette D & C)	T4	90,00	11 492 €	12 369 €	11 492 €	5 741 €	1 149 €	3 979 €	25%	2 870 €	500 €	2 130 €		10 269 €	-1 €	100%
Le Crès	LANDRY	Lucie	9 Impasse Frédéric Chopin	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T4	90,00	5 963 €	6 559 €	5 963 €	2 992 €	0 €	1 491 €	25%	1 491 €				4 473 €	2 086 €	68%
Montpellier	EL YAAKOUBI	Oriat	1 cour Del Riu Rés Del Riu Bât 1	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries avec volets, isolation des murs intérieurs, chaudière et robinets thermostatiques - Gain énergétique de 31% (Etiquette E & D)	T3	72,50	10 312 €	10 959 €	10 006 €	5 602 €	1 601 €	3 002 €	25%	2 502 €	500 €		8 339 €	1 964 €	82%	
Montpellier	BEL HOCINE	Amrouche	910 avenue de Maurin Bât 7 Résidence Val d'argent	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs intérieurs - Gain énergétique de 33% (Etiquette D & C)	T4	80,83	5 391 €	6 062 €	5 391 €	2 699 €	539 €	1 949 €	25%	1 349 €	500 €		3 398 €	1 499 €	77%	
Montpellier	PONCHON DE SAINT ANDRE	Marion	1275 rue d'Alco Bât 1 porte 54	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et du chauffage - Gain énergétique de 29% (Etiquette C & C)	T4	111,00	13 342 €	14 179 €	13 342 €	4 879 €	1 334 €	3 199 €	20%	2 669 €	500 €		3 479 €	5 006 €	65%	
Montpellier	BEN IAZZA	Ahmed	1 Impasse de la Belle Résidence Les Oliviers Bât D Apt 78	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et du chauffage - Gain énergétique de 36% (Etiquette E & C)	T4	78,00	16 220 €	17 112 €	15 591 €	7 799 €	1 699 €	4 499 €	25%	3 699 €	500 €	1 500 €	13 299 €	1 959 €	69%	
Montpellier	MANTEL	Angèle	22 BIS RUE DE L ABRIVADO BAT B APT 53	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T3	52,00	5 130 €	5 130 €	5 130 €	2 999 €	0 €	1 299 €	25%	1 299 €		1 292 €		3 199 €	1 €	100%
Montpellier	BRABIAN	Anny	188 Impasse Auguste Mourgues	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la chaudière, des menuiseries et des volets - Gain énergétique de 36% (Etiquette E & D)	T3	71,00	8 255 €	9 059 €	8 255 €	4 127 €	829 €	2 994 €	25%	2 064 €	600 €	1 500 €	3 994 €	42 €	100%	
Montpellier	MARRAS	Elisabeth	70 rue du plateau des violettes Appartement 273	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Mise aux normes de l'électricité, changement des menuiseries, isolation des murs et changement des volets - Gain énergétique 29% (Etiquette C & C)	T4	95,00	9 640 €	10 321 €	9 640 €	3 974 €	994 €	2 429 €	20%	1 929 €	600 €		3 799 €	3 055 €	66%	
Montpellier	FAR	Ghyslain	129 rue Savorgnan de Brazza Résidence Les Buttes Richemont Bât 1 Appartement B1	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain, barres d'appuis et douche à l'italienne	T3	67,00	6 236 €	6 960 €	6 236 €	3 119 €	0 €	1 699 €	25%	1 559 €		2 162 €		3 389 €	1 €	100%
Montpellier	PRUDHON	Séverine	2 allée des Grâzes - Les Oliviers Bât A appartements 15	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Acquisition-amélioration : Mise en place de robinets thermostatiques avec thermostat, changement de la chaudière, de la porte d'entrée, des menuiseries et des volets - Gain énergétique de 29% - (Etiquette D & C)	T3	65,00	16 229 €	16 169 €	15 000 €	7 800 €	1 600 €	4 299 €	25%	3 750 €	500 €	1 500 €	14 799 €	1 419 €	91%	
Montpellier	WAHID	Jamel	170 square de Surville Résidence Le Surville Bâtiment SS escalier 14	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Mise en place d'une chaudière et changement des menuiseries - Gain 36% (Etiquette D & C)	T2	89,00	13 451 €	14 306 €	13 451 €	8 729 €	1 349 €	3 999 €	25%	3 363 €	500 €	1 500 €	13 434 €	872 €	94%	

Annexe relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2013-2018
Conseil de Métropole du 26 avril 2018

Commune	Nom du demandeur	Prénoms du demandeur ou mandataire	Adresse du logement	Type de demandeur	Ressources du demandeur	Priorité d'intervention	Description des travaux	Type de travaux	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Coût de l'opération TTC	Coût de l'opération TTC	Coût de l'opération TTC	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions Mairie	TOTAL subventions Métropole	TOTAL subventions Métropole	TOTAL subventions Métropole	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Montpellier	TOURNAYAN	Patrice	2 rue Lavoisier Les Cèdres Bât C	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T2	58,00	8 518 €	6 518 €	8 518 €	2 359 €	0 €	1 630 €	25%	1 630 €			4 308 €	1 630 €	75%
Montpellier	HUA VAN	Fabrice	91 avenue de Vert Bois La Paquette Appartement 6	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la chaudière avec thermostat d'ambiance et changement des menuiseries - Gain énergétique 32% (Etiquette F à E)	T2	43,00	4 568 €	4 886 €	3 384 €	1 887 €	338 €	1 349 €	25%	849 €	500 €	1 500 €	4 886 €	0 €	100%
Montpellier	RAHATSOZ	Abnet	287 rue d'Alco	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain, bords d'appuis et murets courants, couche à l'isolation, volets roulants et motorisation	T3	65,00	5 882 €	6 480 €	5 882 €	2 841 €	0 €	1 470 €	25%	1 470 €			4 411 €	2 078 €	88%
Montpellier	BOULAJHAF	Miloud	117 avenue de Louisville Rés le Surville Bât 1 escalier 7	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des radiateurs avec robinetterie thermostatiques et thermostat, changement de la chaudière, des menuiseries, isolation des murs intérieurs et changement des volets roulants - Gain énergétique 48% (Etiquette D à C)	T4	94,00	17 885 €	18 040 €	17 704 €	8 852 €	1 770 €	4 829 €	25%	4 426 €	500 €	1 500 €	17 848 €	1 892 €	90%
Montpellier	EL HALEK	Mohamed	186 rue Mion Saint Michel Bât H	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des radiateurs avec robinetterie thermostatiques et thermostat, changement de la porte d'entrée des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique de 29% (Etiquette E à D)	T4	75,00	16 447 €	17 330 €	16 155 €	8 078 €	1 816 €	4 838 €	25%	4 038 €	500 €	1 500 €	18 732 €	1 681 €	90%
Montpellier	DERROUICHE	Malika	701 avenue des prés d'Arènes Bât 45	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Mise aux normes de l'électricité, changement de chauffage et des menuiseries, isolation des murs intérieurs et changement des volets roulants - Gain énergétique de 51% (Etiquette E à C)	T4	66,00	18 235 €	17 347 €	15 158 €	7 678 €	1 816 €	4 289 €	25%	3 769 €	500 €	1 500 €	18 883 €	2 454 €	86%
Montpellier	MILHIET	Amrick	100 rue des Prédiers Résidence Omega Bât D	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Isolation des murs et mise en place d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 38% (Etiquette E à D)	T2	61,00	4 423 €	5 066 €	4 520 €	2 280 €	482 €	1 630 €	25%	1 138 €	600 €		4 342 €	734 €	86%
Montpellier	DOI	Nasim	728 rue de Fontcarade Résidence Fontcarade 2 Bât 7	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries, de la porte d'entrée, isolation des murs intérieurs partiel et mise en place d'une pompe à chaleur - Gain énergétique 51% (Etiquette D à C)	T3	70,00	10 243 €	12 012 €	10 118 €	6 069 €	1 012 €	3 030 €	25%	2 530 €	500 €	1 500 €	10 850 €	1 412 €	88%
Montpellier	EL MORABET	Abdelmalek	3 cours del Riu Résidence Del Riu Bât 3	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la chaudière, de la porte d'entrée, des menuiseries et isolation des murs intérieurs partiel - Gain énergétique 28% (Etiquette C à C)	T5	100,00	10 992 €	11 957 €	10 943 €	6 471 €	1 084 €	3 238 €	25%	2 738 €	500 €	1 500 €	11 881 €	856 €	85%
Montpellier	RABOU	Omar	11 avenue Guilhaum de Poitiers Résidence Del Riu Bât 11	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs intérieurs partiellement - Gain énergétique 27% (Etiquette C à C)	T4	82,00	9 430 €	9 388 €	9 388 €	4 880 €	838 €	2 845 €	25%	2 345 €	500 €		8 473 €	907 €	90%
Montpellier	GILABERT	Maria	17 rue Saint Saise	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Isolation de la toiture et changement des menuiseries - Gain énergétique 31% - (Etiquette F à E)	T3	65,00	14 018 €	14 790 €	14 018 €	7 010 €	1 432 €	4 005 €	25%	3 505 €	500 €		15 417 €	2 373 €	94%
Montpellier	URRIEN	Maele	82 Impasse du Mas Argilliers	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Isolation du plancher des combles et des murs intérieurs et mise en place d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 57% - (Etiquette D à C)	T3	55,00	18 890 €	20 300 €	15 000 €	7 600 €	1 500 €	4 250 €	25%	3 750 €	500 €	1 500 €	14 750 €	5 650 €	73%
Montpellier	DARI	Fatima	879 avenue des Prés d'Arènes - 44 cité Saint Martin Appartement 310	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des radiateurs avec robinetterie thermostatiques et thermostat, changement des radiateurs, de la chaudière gaz, de la porte d'entrée, des menuiseries et des volets - Gain énergétique 40% (Etiquette D à C)	T4	90,00	21 226 €	22 756 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	8 600 €	25%	5 000 €	500 €	1 500 €	19 000 €	3 756 €	83%

Annexe relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2013-2018
Conseil de Métropole du 26 avril 2018

Commune	Nom du demandeur	Prénom du demandeur ou intermédiaire	Adresse du logement	Type de demandeur	Résidences du demandeur	Précision d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Coût des subventions	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions Habitat Mixte	TOTAL subventions Métropole	Coût Métropole base	Coût subvention base Métropole	Coût Eco-prime PO Métropole	Subvention autre	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC	
Montpellier	MORAGUES	Laurent	6 rue des Tonnelles	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Acquisition-amélioration Changement de la chaudière gaz des menuiseries avec volets et mise en place d'une pompe à chaleur - Gain énergétique 36% (Etiquette D à C)	T4	100,00	17 692 €	18 655 €	15 000 €	6 290 €	1 900 €	3 800 €	20%	3 000 €	500 €	1 500 €		11 790 €	6 915 €	83%
Montpellier	DUFOUR	Claire	58 Impasse Pierre Idace Clos Saint Guy Bât 90	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Acquisition-amélioration changement des menuiseries et de la pompe à chaleur - Gain énergétique de 43% (Etiquette E à C)	T2	51,00	10 261 €	11 050 €	5 471 €	3 734 €	847 €	1 880 €	25%	1 386 €	600 €	1 500 €		9 863 €	4 399 €	60%
Montpellier	BASSAIL	Patricia Christine	422 avenue Maurice Plane, Résidence Pusch d'Argent 1-entrée F4	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de chauffage avec système de programmation, changement de la porte d'entrée, des menuiseries, isolation des murs intérieurs et isolation d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 34% (Etiquette D à C)	T4	83,00	17 814 €	19 096 €	17 814 €	3 907 €	1 781 €	4 883 €	25%	4 453 €	500 €	1 500 €		17 142 €	1 827 €	90%
Montpellier	MOUSSA	Alche	3 rue de Chercheff, Cité Saint Martin Bât 3	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries, mise en place de robinets thermostatiques avec thermostat et isolation des murs - Gain énergétique de 27% (Etiquette D à C)	T3	71,00	12 991 €	13 786 €	12 496 €	6 340 €	1 280 €	3 825 €	25%	3 125 €	500 €	1 500 €		13 833 €	1 155 €	92%
Montpellier	LAKSSIR	Hamid	723 avenue des Prés d'Orléans Cité Saint Martin Bât 46	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Reprise de la ventilation, changement de la chaudière gaz, de la porte d'entrée, des menuiseries et des volets - Gain énergétique de 26% (Etiquette C à C)	T4	83,00	16 236 €	17 324 €	15 356 €	7 676 €	1 636 €	4 939 €	25%	3 839 €	500 €	1 500 €		14 883 €	2 271 €	87%
Montpellier	MRABET	Mohsen	728 rue de Frontcarnade Résidence Fortcarnade Bât 1	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	changement de la porte d'entrée, des menuiseries et des volets avec motorisation	T4	88,00	9 931 €	10 477 €	9 401 €	4 701 €	0 €	3 360 €	26%	2 300 €				7 861 €	3 426 €	67%
Montpellier	SOLIER	Françoise	36 allée Barrière de la Maison 40 rue de Salamagne	Propriétaire occupant	Modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain, douche à l'italienne avec carrelage anti dérapant et bords d'appui	T4	85,00	2 858 €	3 144 €	2 856 €	1 900 €	0 €	672 €	20%	572 €				1 872 €	1 872 €	50%
Montpellier	GHILACI	Amer et Nadia	200 rue Jean Baptiste Poquelin dit Molière	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Acquisition-amélioration Changement des menuiseries et volets, isolation du linteau des combles	T6	91,00	23 046 €	23 046 €	15 000 €	7 800 €	1 800 €	4 250 €	25%	3 750 €	500 €			13 300 €	9 796 €	57%
Montpellier	ANGUIGNAC	Isabelle	36 allée du Lubéron Résidence Saint Georges Bât 4	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs extérieurs - Gain énergétique de 27% (Etiquette D à C)	T2	47,00	6 116 €	7 260 €	6 116 €	2 141 €	612 €	1 723 €	20%	1 223 €	500 €	1 500 €		8 676 €	1 292 €	82%
Montpellier	HEIN	Robert	10 rue de l'Aramon	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des rampants et murs extérieurs, changement de la porte d'entrée, de la chaudière gaz et mise en place de robinets thermostatiques - Gain énergétique 59% (Etiquette D à C)	T5	128,00	19 532 €	21 422 €	16 532 €	9 789 €	1 853 €	8 383 €	25%	4 883 €	500 €	1 500 €		18 963 €	2 616 €	67%
Montpellier	VALETTE	Sylvie	100 rue des Prédiers	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Isolation des murs par l'extérieur et mise en place d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 37% (Etiquette D à C)	T3	72,00	5 817 €	6 346 €	5 817 €	2 809 €	882 €	1 954 €	25%	1 454 €	500 €			3 443 €	901 €	86%
Montpellier	CAMPOY	Marie Cermen	86 square de Surville - Le Surville escalier 16	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la chaudière avec thermostat et changement des menuiseries - Gain énergétique de 37% (Etiquette D à C)	T4	94,00	5 300 €	5 455 €	4 063 €	2 082 €	406 €	1 916 €	26%	1 016 €	500 €	1 500 €		4 484 €	1 €	100%
Montpellier	YAALA	Issaël et Hanae	7 avenue Guilhem de Poitiers Résidence Del Rio Bât 7 Etage 4, apt 8	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Acquisition/amélioration : changement des menuiseries et du système de chauffage - Gain énergétique de 38% (Etiquette D à C)	T4	80,00	12 333 €	13 011 €	12 333 €	6 198 €	1 233 €	3 383 €	25%	3 063 €	500 €			10 982 €	2 029 €	64%
Montpellier	ZEROUATI	Mohamed	10 allée Victor Schoelcher	Propriétaire occupant	Modestes	ENERGIE	Remplacement du système de production d'eau chaude, ballon thermodynamique, isolation des combles perdus - Gain énergétique de 50% (Etiquette E à C)	T5	91,78	16 764 €	19 010 €	16 764 €	6 867 €	1 800 €	3 183 €	20%	3 353 €	500 €	1 500 €		13 882 €	6 190 €	67%

Annexe relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018
Conseil de Métropole du 26 avril 2018

Cumulus	Nom du demandeur	Prénom du demandeur ou responsable	Adresse du logement	Type de demandeur	Ressources du demandeur	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface totale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions Habitat Hérault	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole base	Coût subvention base Métropole	Coût Etat-Métropole Métropole	Subvention autre	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Montpellier	AJOUCU	Mohamed	21 rue Elgüt	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Remplacement du système de chauffage et de production d'eau chaude, ballon thermodynamique, isolation des menuiseries, changement des menuiseries et VMC - Gain énergétique de 46% (Etiquette D à C)	T5	116,00	22 063 €	24 309 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	6 600 €	25%	5 000 €	500 €	1 500 €	18 600 €	5 308 €	78%
Montpellier	JADOU	Bernard	89 boulevard des Consuls de Mer - Résidence les Jardins du Pirée	Locataire	Très modestes	AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T2	54,70	4 015 €	4 416 €	4 015 €	2 007 €	0 €	1 004 €	26%	1 004 €			3 011 €	1 405 €	68%
Montpellier	KHALIFA	Freha	82 allée du Queyras	Propriétaire occupant	Modestes	AUTONOMIE	Mise en place de barres d'appui et main courante et création d'une douche à l'italienne	T3	81,00	1 352 €	3 248 €	2 852 €	1 053 €	0 €	800 €	20%	550 €			1 603 €	1 624 €	50%
Montpellier	GIROT	Michel	14 rue des Muriers	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Mise en place d'un poêle, menuiseries et isolation des murs intérieurs - Gain énergétique de 26% (Etiquette F à E)	T4	90,00	14 807 €	15 727 €	14 699 €	7 450 €	1 480 €	2 225 €	25%	3 725 €	500 €	1 500 €	10 600 €	1 062 €	93%
Montpellier	MONIER	Jérôme	30 rue des Orives	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Acquisition-Amélioration isolation des planchers des combles et du mur extérieur - Gain énergétique de 44% (Etiquette D à C)	T6	88,00	13 687 €	14 440 €	13 687 €	8 844 €	1 388 €	3 822 €	25%	3 422 €	500 €	1 500 €	13 834 €	805 €	84%
Montpellier	BOUCLADA	Faïk	8 allée de l'Oasis Résidence L'Oasis Bât F	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement de la chaudière, de la porte d'entrée et des menuiseries - Gain énergétique de 73% (Etiquette D à E)	T3	76,00	12 653 €	13 474 €	12 067 €	6 004 €	1 207 €	3 817 €	25%	3 017 €	500 €	1 500 €	12 288 €	1 215 €	91%
Pérols	LAC	Maysourabe et Jean-Claude	61 grand rue	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Mise en place d'un monte escalier	T4	110,00	7 618 €	8 353 €	7 618 €	3 808 €	0 €	1 979 €	25%	1 979 €			8 598 €	2 415 €	71%
Pérols	DEVALX	Véronique	15 rue Fernand de Magellan	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries avec volets, fenêtres et porte d'entrée, isolation des combles perdus - Gain énergétique de 29% (Etiquette E à D)	T4	86,00	20 143 €	21 251 €	16 548 €	9 274 €	1 865 €	6 887 €	25%	4 887 €	500 €	1 500 €	18 416 €	2 635 €	88%
Pignan	FAGES	Pierre	56 avenue du Général Grollier	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation du plancher des combles et VMC - Gain énergétique de 27% (Etiquette D à C)	T4	130,00	11 091 €	12 290 €	11 091 €	6 641 €	1 108 €	3 270 €	25%	2 770 €	500 €	1 500 €	11 819 €	871 €	93%
Prades le Laz	BEVIS	Heïen	21 rue des Erables	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Mise en place de la VMC, changement de la porte d'entrée des menuiseries et isolation des planchers	T4	105,00	19 719 €	21 087 €	18 222 €	8 611 €	1 622 €	6 900 €	25%	4 800 €	500 €	1 500 €	18 820 €	2 748 €	87%
Rausan	BERARD	Dominique	3 allée du Bleu	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries avec volets, mise en place d'une pompe à chaleur, isolation du plancher des combles changement de la porte d'entrée et VMC - Gain énergétique de 31% (Etiquette E à D)	T4	83,00	11 516 €	12 506 €	11 516 €	6 758 €	1 152 €	3 379 €	25%	2 878 €	500 €	1 500 €	11 980 €	718 €	94%
Saint Brès	GARCIA	Fabrice	407 rue des Aires	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Acquisition-Amélioration : changement des menuiseries et du système de chauffage - Gain énergétique de 44% (Etiquette E à D)	T4	80,64	16 355 €	17 849 €	15 000 €	7 620 €	1 600 €	4 250 €	25%	3 750 €	500 €		12 920 €	4 569 €	74%
St-Dréary	ISECOND	Elisabeth	252 lotissement les Romains	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries et du chauffage - Gain énergétique de 30% (Etiquette D à C)	T4	124,00	28 605 €	30 178 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	6 500 €	25%	5 000 €	500 €		17 600 €	12 678 €	58%
Saint Genès des Bourguies	DUMAS	Aurélien	85 rue de la Fontaine	Propriétaire occupant	Très modestes	AUTONOMIE	Elargissement des passages, mise en place de barres d'appui, lavabo adapté, carrelage anti dérapant et douche à l'italienne	T5	135,00	13 470 €	14 817 €	13 470 €	8 736 €	0 €	3 368 €	25%	3 368 €			18 138 €	4 715 €	68%

Annexe relative à l'opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2013-2018
Conseil de Métropole du 26 avril 2018

Commune	Nom du demandeur	Prénoms du demandeur ou mandataire	Adresse du logement	Type de demandeur	Ressources du demandeur	Préciser l'intervention	Description des travaux	Type de logement	Surface totale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépenses subventionnées	TOTAL subventions Aides	TOTAL subventions Habitat Mixte	TOTAL subvention Métropole	Sur Métropole base	dont subvention base Métropole	dont Eco-prime PM Métropole	Subvention autre	TOTAL des subventions	Part à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC	
Saint Jean de Védas	PLOCH	Sophie	8 rue Lou Pians	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des radiateurs, de la porte d'entrée des menuiseries et de la pompe à chaleur - Gain énergétique 34% (Etiquette D à C)	T5	165,00	28 551 €	30 122 €	20 000 €	7 600 €	1 600 €	4 600 €	20%	4 000 €	500 €	1 500 €		14 800 €	15 522 €	48%
Villeneuve-Maguelone	RUIZ	Gisèle	177 rue du Puits du Faïre	Propriétaire occupant	Modestes	AUTONOME	Changement du chauffage électrique, mise en place de barres d'appuis, carrelage anti dérapant, couche à l'isolation	T3	65,00	5 271 €	5 798 €	5 271 €	1 648 €	0 €	1 648 €	20%	1 054 €				1 648 €	2 899 €	50%
Villeneuve-Maguelone	SERDANI	Hanine	5 rue des Gebians	Propriétaire occupant	Très modestes	ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation du plancher des combles et rimpants, mise en place de la porte d'entrée, de la VMC, mise en place de volets roulants et robinets thermostatiques. Gain énergétique de 31% (Etiquette C à B)	T3	85,00	20 992 €	23 236 €	20 000 €	10 900 €	2 000 €	1 900 €	29%	5 000 €	500 €	1 500 €		14 800 €	4 236 €	82%
Total										800 556 €	866 189 €	828 767 €	300 031 €	60 788 €	224 407 €						781 416 €		

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Jean-Luc SAVY.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Cession du Domaine de la Providence à Montpellier

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a acquis entre 2003 et 2010 le domaine de la Providence situé 1784 avenue de Toulouse à Montpellier.

Ancien couvent, le domaine de la Providence se compose de deux bâtiments principaux de caractère patrimonial, une chapelle désacralisée d'environ 230 m² de surface utile et une maison de maître de 1040 m² de surface utile environ, implantés sur un parc d'un peu plus de 12 000 m².

Cet ensemble immobilier et son parc ont été utilisés pour les manifestations protocolaires de la collectivité et loués pour des réceptions privées pendant plusieurs années. Le cadre urbain qui enserrait désormais le lieu, à l'entrée de la ZAC Ovalie, ne permet plus librement de tels usages, notamment en nocturne. Il est situé à l'heure actuelle en zone 7AU- 2w au PLU et partiellement en espace boisé classé.

Dans le cadre d'une bonne gestion de son patrimoine, il est proposé que la Métropole cède ce bien appartenant à son domaine privé.

Dans un souci de valorisation, de transparence, et d'insertion qualitative dans un site patrimonial et un tissu urbain renouvelé, la vente potentielle du domaine a été soumise à une consultation de porteurs de projet sur la base d'un appel à candidatures publié dans la presse locale.

Cette consultation, qui s'est déroulée dans le courant de l'année 2017, a conduit au dépôt de six propositions de la part de différents groupements de promoteurs.

Deux propositions se sont démarquées, sur la base d'une analyse axée sur un critère de prix de cession offert à la collectivité et de l'aspect qualitatif du projet envisagé notamment au regard de la destination future du lieu, de la mise en valeur du bâti patrimonial, de la diversité et de l'attractivité urbaines envisagées, et du nécessaire respect des contraintes urbanistiques de la ZAC Ovalie. A ce titre, des prescriptions spécifiques, étudiées par l'architecte en chef de la ZAC et l'aménageur concessionnaire de l'opération, la SERM, ont été jointes à la consultation.

Les deux candidats potentiels ont été auditionnés en juin 2017 afin de s'assurer de la solidité de leur offre et de la cohérence de leur proposition eu égard aux enjeux et au site.

Par ailleurs, la consultation prévoyait dès le départ la nécessité d'intégrer de nouvelles contraintes et possibilités constructives liées aux études de modification des documents d'urbanisme actuels par modification du PLU et de révision dans le cadre du PLUi.

A l'issue des auditions, et en fonction de ces contraintes, la proposition qui est apparue la plus valorisante est celle du groupement constitué par la société Roxim, promoteur immobilier, et la Fédération Française du Bâtiment de l'Hérault (FFB 34), organisation professionnelle créée en 1904 en vue de la représentation, la valorisation de la filière et la défense des intérêts des entreprises du BTP. La FFB 34 regroupe 500 entreprises soit 50% des effectifs salariés du département.

Ce groupement propose un programme mixte et cohérent, force de centralité et de lieu, valorisant pour la Ville et la Métropole sur le plan de l'économie locale et pour la vie du quartier.

Sur un premier lot d'environ 5 614 m², intégrant le bâti patrimonial existant, la FFB 34 propose de créer un « pôle bâtiment » professionnel, garant du maintien durable de l'implantation des instances de représentation de la filière à Montpellier. Après aménagements intérieurs respectueux de la chapelle et de la maison de maître, le projet prévoit l'implantation du siège social de la FFB 34, de l'Institut de Formation et de Recherche du Bâtiment (IFRB – LR), du Groupement d'employeurs pour l'Insertion et la Qualification de la Filière BTP (GEIQ – BTP 34), de l'antenne de la FFB Région Occitanie, de la BTP Banque, et du pôle commercial de l'assurance professionnelle SMABTP.

En outre, la FFB propose la construction d'un immeuble neuf en R+2 en vue d'y accueillir une partie des bureaux et une dizaine de logements d'étudiants de l'IFRB.

En termes d'animation et de lieu de vie, hormis les activités professionnelles et séminaires ou réceptions

associés, la FFB propose l'accueil de manifestations culturelles et artistiques et une ouverture au public notamment pendant les journées du patrimoine.

Sur les deux autres lots, respectivement de 1 275 m² et 2957 m², Roxim prévoit la construction de deux résidences de logement mixtes en logement libre et logement social à hauteur de 30%, conformément aux prescriptions de la ZAC. La surface de plancher globale développée serait de 8850 m² soit 140 logements. Les architectes en charge de la conception et la réalisation de l'ensemble du programme est le cabinet Pierre Tourre et Serge Sanchis.

Le dernier lot ne fait pas l'objet d'une cession. Il est appelé à demeurer un espace vert, en espace boisé classé, dont la Métropole pourra envisager par suite l'aménagement en parc public. L'opération présente l'intérêt de la mixité, du respect du patrimoine tout en permettant une valorisation équilibrée du bien et du site. Elle doit s'intégrer pour partie dans les propositions et calendriers de modification et de révision du PLU.

Le prix total de l'acquisition est d'environ 6 383 736 € nets, soit environ 4 643 160 € pour la Métropole propriétaire prix capé sur un prix fixe au m² et 1 740 576 € de participation aux équipements publics dus à la SERM aménageur, du fait de son intégration au périmètre de ZAC.

Ce prix est réparti comme suit :

- pour la partie vendue à la FFB 34, un prix total de 1 816 936 € dont 1 550 060 € revenant à la Métropole, soit 1,3 M€ pour la cession en valeur vénale des bâtis existants et 234 € par m² de bureaux à bâtir (en ce compris 119 € par m² de participation) et 240 € par m² de logement social étudiant (en ce compris 142 € par m² de participation) ;
- pour le premier lot vendu à Roxim, un prix total de 3 170 000 € dont 2 285 000 € revenant à la Métropole soit 634 € par m² de logement libre (en ce compris 177 € par m² de participation) ;
- pour le second lot vendu à Roxim, un prix total de 1 396 800 € dont 808 100 € revenant à la Métropole soit 634 € par m² de logement libre et 240 € par m² de logement social (en ce compris respectivement 177 € et 142 € par m² de participation).

Les prix sont arrêtés au m² à bâtir et le prix total évoluera le cas échéant en fonction des m² réellement autorisés par les autorisations d'urbanisme. Ces prix sont conformes à l'évaluation produite par France Domaine.

Il est proposé sur cette base, de procéder à la cession du Domaine de la Providence en signant un avant-contrat sous les conditions suspensives usuelles et de droit en la matière, obtention des financements et garanties et des autorisations d'urbanisme pour l'ensemble des lots.

En outre, la constructibilité associée nécessite une modification du PLU pour lot 2, dont la procédure est en cours et une révision pour le lot 3 afin de s'assurer de la constructibilité de certains espaces eu égard aux objectifs de préservation des espaces boisés des parcelles que la Métropole entend protéger. Il est proposé une condition suspensive associée pour le lot 2 et une condition résolutoire pour le lot 3.

Enfin, l'aménagement cohérent, notamment de certains accès et de l'alignement des constructions sur la voirie, en conformité avec les prescriptions de la ZAC, nécessite en outre la régularisation de la vente entre l'aménageur SERM ou un tiers substitué d'une partie de la parcelle PB n°31 pour environ 548 m² au sol, qui seront également rétrocédés à Roxim pour 155 m² environ intégrés dans le lot 3, et à la FFB 34 à hauteur de 314 m² intégrés dans le lot 1.

Pour la réalisation de cette opération, la FFB 34 a créé une SCI Société Immobilière de la Maison du Bâtiment qui se substituera le cas échéant à la vente.

En conclusion, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de la cession du Domaine de la Providence ;
- autoriser la vente à la Fédération Française du Bâtiment de l'Hérault, ou la SCI Société Immobilière de la Maison du Bâtiment substituée, d'un lot 1 d'une contenance de 5300 m² à détacher des parcelles PB 159, PB 156p et PB 151p, dudit domaine, pour un prix de 1,3 millions d'euros pour la partie bâtie et 234 € le m² de bureau à bâtir et 240€ le m² de logement social étudiant, en ce compris les participations à revenir à l'aménageur de la ZAC Ovalie et les conditions particulières énoncées ci-avant ;
- autoriser la vente à la société Roxim de deux lots numérotés 2 et 3, à détacher des parcelles PB n°150p, 151p, 153p et 156p, d'une contenance respective de 2957 m² et 1120 m² au prix de 634 € le m² à bâtir de lo-

gement libre et 240 € le m² à bâtir le m² de logement social, en ce compris les participations à revenir à l'aménageur de la ZAC Ovalie et les conditions particulières énoncées ci-avant ;

- désigner Maître Cabanes-Gelly, notaire à Montpellier, en vue de la réitération des actes de vente et de leurs suites ;
- dire que les crédits correspondant à cette cession sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40341-AU

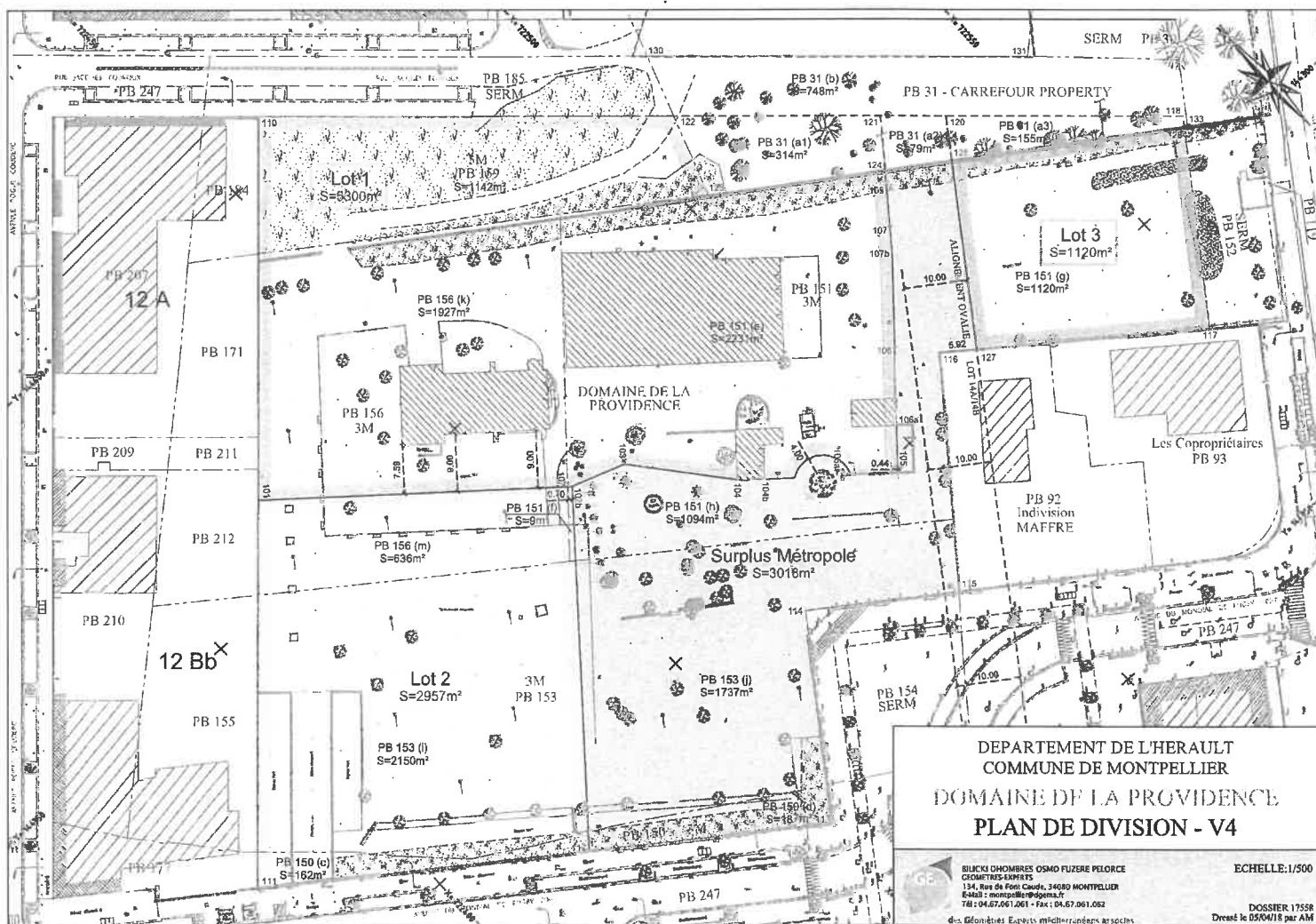
Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- plan foncier avec PB n°31.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Eric PETIT, Rabii YOUSSEF.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation du projet

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, par arrêté n°A2017-68 en date du 27 mars 2017, la 1^{re} modification simplifiée du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone afin de supprimer l'emplacement réservé n°2 organisant l'extension du cimetière, et de lui substituer un emplacement réservé n°34 en vue de la réalisation d'un programme de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale du Programme local de l'habitat 2013-2018.

L'objectif de cette modification simplifiée consiste à une modification de la finalité d'un emplacement réservé sans évolution de son emprise et n'affecte en aucune autre mesure les règles d'urbanisme applicables aux emprises intéressées.

Par délibération n°14532 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2017, les modalités de mise à disposition du public ont été définies et portées à la connaissance du public le 28 février 2018, soit plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition, par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en Mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de Villeneuve-lès-Maguelone a émis, par délibération en date du 24 juillet 2017, un avis simple favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, le projet de modification simplifiée du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 1^{er} septembre 2017.

Par courrier en date du 4 septembre 2017, la Région Occitanie a accusé réception du projet de modification simplifiée sans formuler de remarques.

Par courrier en date du 22 septembre 2017, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable au projet en précisant qu'il participait aux obligations légales de la Commune en matière de production de logements locatifs sociaux.

Enfin, par courrier en date du 20 octobre 2017, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault a émis un avis favorable à ce projet de modification simplifiée.

Par décision n°2018DK030 en date du 23 février 2018, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a précisé que la modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone n'était pas soumise à évaluation environnementale car elle n'était pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été mis à la disposition du public du 08 mars 2018 au 9 avril 2018 inclus à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Aucune remarque n'a été inscrite dans les registres prévus à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- mettre le dossier approuvé à disposition du public pour consultation à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34750 Villeneuve-lès-Maguelone) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus - 34961 Montpellier) à leurs jours et heures d'ouverture respectifs.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le **03 MAI 2018**

Pour extrait conforme,
le **Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : **17 MAI 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmise en préfecture:

- PLU Villeneuve-lès-Maguelone Modification n°1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pignan - Réalisation d'un pôle oléicole et diverses composantes - Engagement

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'opération « Pôle oléicole de Pignan » a pour objet l'aménagement d'une polarité économique réunissant sur un même site la nouvelle cave coopérative oléicole intercommunale de Pignan et le nouvel établissement du Crédit Agricole, articulant ainsi les éléments d'une organisation économique cohérente, de la production à la vente, en passant par un support financier et stratégique.

Inscrits dans le cœur du village, ces deux établissements, qui participent activement à la dynamique économique de Pignan, expriment aujourd'hui des besoins en terme de déploiement, d'adaptation et de modernisation.

Positionné dans un secteur en devenir du village, en vitrine de la route départementale, le site proposé, d'une emprise d'environ 8 000 m², remplit toutes les conditions de surface, de visibilité et d'accessibilité permettant à la cave oléicole et à l'établissement bancaire de délocaliser leurs locaux, de les moderniser pour répondre aux exigences légales et de performance économique, et de valoriser leurs activités.

Cette opération répond à la fois aux objectifs des enjeux métropolitains de développement économique et de ceux du pilier stratégique de la politique agro-alimentaire.

Les études préalables ont d'ores et déjà mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Pignan applicables au site ne sont pas aujourd'hui compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'adapter les règles du documents d'urbanisme de la Commune de Pignan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'engagement d'une procédure de Déclaration de Projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan afférent au projet d'installation d'un pôle oléicole et d'un établissement bancaire.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à la conduite de cette procédure.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39976-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Baillargues - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°MAR2018-0135 en date du 19 avril 2018, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°5 du PLU de la commune de Baillargues afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Baillargues et au siège de la Métropole, aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Baillargues et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Baillargues (www.ville-baillargues.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39577-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vendargues - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°MAR2018-0128 en date du 19 avril 2018, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de Vendargues afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- Mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Vendargues et au siège de la Métropole, aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Vendargues et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- Mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Vendargues (www.vendargues.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Vendargues telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39571-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Rabii YOUSSEF.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet de rénovation urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola) - Aménagement et restructuration des espaces commerciaux et artisanaux - Avenant à la convention entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA) - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) à Montpellier engagé depuis 2005 prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement.

La Ville de Montpellier a signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005. Cet avenant prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

La Ville de Montpellier a confié à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007 et prorogée par avenant jusqu'au 31 décembre 2021 cette opération portant sur 1 195 m² de surface commerciale.

Actuellement en cours de réalisation, elle comprend d'une part, la réorganisation des cellules commerciales situées en rez-de-chaussée de la résidence « Guillaume Apollinaire » : rachat de cellules et des baux par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public de la nouvelle place et de l'avenue du Petit Bard réaménagée, réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc...) ; d'autre part, le rachat au bailleur ACM par la SERM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée de la résidence « Les Jasmins ».

Ainsi, la résidence Apollinaire a pu engager sa résidentialisation et l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité de l'offre proposée.

En 2014, un partenariat a été engagé avec l'opérateur public EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux) qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation. Les études de marché ont confirmé un potentiel pour des perspectives de redéploiement d'une offre de commerces de proximité sur des activités non couvertes ou mal couvertes aujourd'hui.

Par décision de son conseil d'administration n°788/2015 en date du 29 septembre 2015, l'EPARECA a été autorisé à acquérir les volumes commerciaux réalisés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine du quartier des Cévennes confiée à la SERM et à signer la convention formalisant cet engagement. Le montant global de l'investissement de l'EPARECA est 1 850 000 € répartis comme suit :

- valorisation de la revente : 1 541 748 €
- autres apports complémentaires (COM 2009-2011) : 308 252 €

Le conseil d'administration a demandé à EPARECA de financer son investissement en engageant ses fonds propres à hauteur de 1 850 000€.

L'acquisition se ferait par la contractualisation, sous réserve des dispositions réglementaires en vigueur, d'un emprunt d'un montant maximum de 1 233 398 € auprès de la Caisse des dépôts pour une durée totale du prêt de 15 ans :

- type de prêt : Prêt Projets Urbains (PPU),
- périodicité des échéances : annuelle,
- durée totale du prêt : 15 ans,
- taux d'intérêt actuarial annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat + 100pdb,
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux d'intérêt du livret A.

L'EPARECA avait demandé à la Métropole, compétente en matière de développement économique, de se porter garant de l'emprunt contracté pour acquérir les locaux commerciaux auprès de la SERM, à hauteur de 50% de 1 233 398 euros (maximum de la somme empruntée). Cette acquisition auprès de la SERM devait intervenir au plus tard au 31 décembre 2018.

Dans ce cadre, une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de développement économique incluant le commerce de proximité, et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie, a été signée le 15 décembre 2016.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont ainsi engagées à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non développement d'une offre commerciale concurrentielle.

L'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) s'est engagé à apporter sa garantie à hauteur de 50% de l'emprunt contracté par l'EPARECA, plafonné à 80% du montant de l'acquisition soit 1 233 398 €, sous réserve que les caractéristiques de l'emprunt et de l'établissement prêteur respectent les contraintes réglementaires et les contraintes propres à l'EPCI.

L'EPARECA s'est quant à lui engagé à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

La convention initiale prévoyait également les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, à intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur prévisionnel de 1 540 000 €.

Cependant, l'état d'avancement de l'opération ne permet pas, à ce jour, de lever les conditions suspensives avant le 31 décembre 2018 conformément à la convention partenariale initiale.

Aussi, il est proposé au Conseil la signature d'un avenant à la convention initiale, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, visant à proroger ce délai d'un an, jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant à la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA signée le 15 décembre 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-38177-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Rabii YOUSOUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Quartier Cambacérès - Communes de Montpellier et de Lattes - Constitution d'une réserve foncière - Demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°10925 en date du 28 juin 2012, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire concernant la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des Communes de Lattes et de Montpellier délimitant le futur « Quartier Gare TGV » devenu « Quartier Cambacérès » et a sollicité Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de l'ouverture des enquêtes publiques correspondantes.

A l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 11 février au 15 mars 2013 et de l'avis favorable de la Commission d'Enquête, la constitution de la réserve foncière dans le secteur « Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier Gare TGV » sur le territoire des Communes de Lattes et de Montpellier a été déclarée d'utilité publique et les terrains déclarés cessibles, par arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013.

L'essentiel des transactions a été réalisé. Il reste toutefois à finaliser les dernières acquisitions foncières qui concernent trois propriétaires et cinq unités foncières. L'acte déclarant l'utilité publique, d'une durée de validité de cinq ans, arrive à échéance le 14 juin 2018. Il est donc proposé de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault la prorogation de la déclaration d'utilité publique conformément à l'article L. 121-5 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, en vue de finaliser l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, une prorogation de la déclaration d'utilité publique en vue de la constitution d'une réserve foncière dans le secteur « Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier Gare TGV » devenu « Quartier Cambacérès » sur le territoire des Communes de Lattes et de Montpellier, conformément aux dispositions de l'article L. 121-5 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39844-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Programme des équipements publics de la ZAC EAI - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de ZAC EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, la création de la ZAC a été précédée d'une étude d'impact. Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a approuvé les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact de la future ZAC. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'autorité environnementale et du carnet de réponses, et pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de la procédure de mise à disposition.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- L'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
- Le secteur des Chasseurs, composé d'îlots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme, constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) EAI relevant de ses compétences. Cette demande porte sur :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - Voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public,
 - Réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - Réseau d'eaux usées,
 - Réseau d'eau potable et défense incendie,
 - Réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - Réseau de télécommunications,
 - Réseau de chaleur urbain avec chaufferie biomasse,
 - Génie civil de vidéo-surveillance,
- Les équipements publics de superstructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - Une crèche de 48 berceaux,
 - Un groupe scolaire de 20 classes,
- Les équipements publics d'infrastructure situés hors du périmètre de la ZAC :
 - Le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable),
 - L'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaut vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable situés hors du périmètre de ZAC, le financement de l'extension du réseau sous la rue des Chasseurs sera pris en charge à 100% par l'opération : le montant de la participation de la ZAC a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 200 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas).

Par ailleurs, des travaux de renforcement des ouvrages de l'étage 80 du réseau d'eau potable (stockage et réseaux) sont programmés dans le schéma directeur d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ; un raccordement du réseau interne de la ZAC EAI sur l'étage 80 s'avère nécessaire pour desservir les futurs bâtiments avec une pression suffisante jusqu'aux derniers étages : le montant de la participation de la ZAC à ce renforcement du réseau AEP a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 600 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas), soit 50 % du coût total estimé, défini au prorata des besoins générés par la ZAC par rapport aux besoins totaux futurs identifiés de l'étage de pression.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 2 500 logements de la ZAC et les 30 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Un projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur précisera les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC (extension et renforcement des ouvrages d'eau potable), ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- approuver le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI ;

- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des équipements de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie qui seront réalisés ;
- approuver le principe du financement de ces équipements ;
- approuver la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte ;
- approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur qui précisera les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC, ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 16 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-32078-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire du littoral (Cdl) est un établissement public national créé en 1975. Il mène une politique foncière définie dans sa stratégie d'intervention 2015-2050, visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Il acquiert des terrains fragiles ou menacés à l'amiable, par préemption, ou exceptionnellement par expropriation. Des biens peuvent également lui être donnés ou légués. Cette action s'appuie sur une vision partagée et un partenariat de longue durée avec les collectivités territoriales, les associations d'usagers, les établissements publics et les administrations compétentes, des fondations et des entreprises qui lui apportent leur soutien.

Le Conservatoire du littoral assure la protection définitive de 14 600 hectares sur le littoral d'Occitanie. Les sites du Conservatoire abritent des espèces, des milieux naturels et des paysages remarquables. Ils forment un maillage au sein des territoires littoraux propice à la préservation définitive de ces richesses, contribuent à l'attractivité économique du territoire (tourisme, activités agricoles, pêche professionnelle...) et constituent un cadre de vie unique à proximité de centres urbains propices à l'exercice d'activités de loisir réglementées (randonnée, chasse, découverte de l'environnement...).

La gestion des terrains du Conservatoire est confiée à des collectivités ou leurs groupements, des établissements publics ou associations. Ces structures locales mettent en œuvre des moyens humains, techniques et financiers pour constituer, avec le Conservatoire, un dispositif partenarial équilibré et adapté à la vocation des sites et des territoires.

Dans le cadre de ces partenariats, le Conservatoire, en application du Code de l'environnement (L. 322-1 et suivants) et en sa qualité de propriétaire d'un vaste domaine public, en lien étroit avec le ou les gestionnaires :

- définit les orientations, encadre et évalue la gestion, à travers l'élaboration d'un plan de gestion, document cadre de planification défini sur chaque site, et la mise en place d'un comité de gestion associant les usagers et partenaires financiers ;
- assure ou contribue aux aménagements structurels nécessaires à la restauration écologique et à la valorisation des sites (accueil du public, paysage, patrimoine culturel...) ;
- autorise et contrôle les usages qui contribuent à la mise en valeur des sites et affecte le produit des redevances à la gestion des sites.

Le Conservatoire participe ou conduit, par ailleurs, de nombreuses opérations de restauration et d'aménagement sur ses sites visant la gestion douce du trait de côte, la préservation des espaces de mobilité et des milieux dunaires littoraux, la restauration des milieux naturels et des zones humides, la préservation des paysages et la gestion de la fréquentation et des usages.

Le périmètre d'intervention du Conservatoire du littoral sur le territoire de la Métropole s'étend sur environ 2600 hectares. Le Conservatoire du littoral préserve d'ores et déjà 704 hectares sur ce territoire, au 1^{er} janvier 2018.

Le Conservatoire poursuit son action foncière sur ce territoire, en application de sa stratégie d'intervention 2015 – 2050, avec notamment au cours des trois dernières années l'affectation de domaine privé de l'Etat sur l'étang de l'Arnel et l'attribution du Domaine Public Maritime du Lido des Aresquiers sur le site « Etang de Vic » (Commune de Villeneuve-lès-Maguelone).

Le domaine public du Conservatoire sur le territoire de la Métropole est réparti sur trois sites « opérationnels », c'est-à-dire disposant d'une emprise foncière cohérente, d'un plan de gestion et de moyens dédiés pour mettre en œuvre leur gestion :

- Etang de Vic – n° 34-132, qui comprend 2 secteurs : étang de Vic et « berges des Moures et de l'Arnel »
- Salines de Villeneuve – n° 34-295
- Le Méjean – n° 34-98

Ces sites sont de nature variée : anciens salins (Salines de Villeneuve), grands ensembles lagunaires (Etang de Vic), zones humides périphériques (Etang de Vic, Le Méjean), plages et milieux dunaires (Etang de Vic, secteur du lido des Aresquiers). Ils sont d'un grand intérêt écologique et paysager et ont été inscrits dans la trame écologique littorale définie dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Ils font l'objet de classements (site classé des Aresquiers et des étangs palavasiens, sites Natura 2000 Etangs palavasiens) et du label RAMSAR (Etangs palavasiens).

Ces sites accueillent les publics (habitants, touristes, scolaires, public en situation de handicap...), dans la limite de leur sensibilité écologique, pour des activités balnéaires et récréatives. Ainsi, chaque année environ 400 000 personnes fréquentent les trois sites du Conservatoire du littoral décrits plus haut.

Ils sont aussi le lieu d'usages variés, économiques ou traditionnels, pastoralisme, agriculture, pêche professionnelle et plaisancière, chasse et d'actions citoyennes contribuant à la gestion des sites telles que l'insertion de personne en difficultés, l'éducation à l'environnement ou le bénévolat. Ils constituent ainsi des lieux porteurs de sens s'insérant pleinement dans la dynamique et l'attractivité du territoire

Un certain nombre de bâtis sont également présents sur les propriétés du Conservatoire sur le territoire de la Métropole. Certains sont d'ores et déjà aménagés pour accueillir les gestionnaires et le public : espace de sensibilisation à l'environnement de la maison de la nature de Lattes, Maison de site des Salines de Villeneuve. D'autres font l'objet de projet de valorisation écotouristique (salines de Villeneuve...) ou sont sans usage identifiés à ce stade et pourraient soit être valorisés soit être déconstruits dans un objectif de restauration paysagère.

Un cadre de gestion intégrant les enjeux et les objectifs de gestion inhérents à la spécificité de chacun des trois sites du Conservatoire a été progressivement mis en place depuis les premières acquisitions à la fin des années soixante-dix avec les communes concernées :

- Une convention de gestion du site « Le Méjean » entre le Conservatoire du littoral et la Commune de Lattes a été mise en place dès 1980, renouvelée en décembre 2006, sur une surface de 148 ha;
- Une convention de gestion du site « Salines de Villeneuve » entre le Conservatoire du littoral et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est poursuivie, en 2009 par un dispositif conventionnel plus large associant le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc-Roussillon (CEN L-R), le Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (Siel) et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone adoptée en novembre 2009, sur une surface de 145 ha. Ce site, pour partie situé sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée (SAM), fait l'objet d'une deuxième convention de gestion associant le Conservatoire du littoral, le CEN L-R et le Siel, à cette collectivité pour ce qui est de la gestion du domaine situé sur son territoire, sur 147 ha.
- Le site Etang de Vic est situé pour partie sur le territoire de Sète Agglopôle Méditerranée (SAM) avec laquelle le Conservatoire du littoral a conclu une convention cadre de gestion, en 2005. Il fera l'objet d'une convention spécifique afin d'associer la Métropole à sa gestion, notamment sur le lido des Aresquiers et l'étang des Moures, sur 235 hectares.

Un dispositif conventionnel associant le Conservatoire du littoral, la SAM, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'espaces naturels Languedoc-Roussillon, est d'ores et déjà en cours de définition pour ce site.

- Enfin, toujours sur le site « Etang de Vic », le Secteur « Berges des Moures et de l'Arnel » fait l'objet, depuis 2012, d'une convention de gestion, portant également sur les terrains en propriété de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et associant le Conservatoire du littoral avec la Commune, le Siel et le CEN-LR, sur 16 ha. Sur l'étang de l'Arnel, le Conservatoire du littoral possède 134 hectares de plan d'eau ; cette emprise n'a pas nécessité la mise en place d'un dispositif de gestion à ce jour.

Des plans de gestion de ces sites ont également été élaborés de manière concertée au cours de cette période et ont été approuvés par le Conservatoire et les gestionnaires. Les derniers plans de gestion en vigueur sont les suivants :

- Plan de gestion du site « Le Méjean » en 2007,
- Plan de gestion du site « Salines de Villeneuve » en 2012,
- Plan de gestion simplifié du site « Berges des Moures et de l'Arnel » en 2014,
- Plan de gestion du site « Etang de Vic » en 2015.

Ces cadres de référence ont guidé les aménagements et la gestion des sites mise en œuvre par le Conservatoire et ses gestionnaires depuis lors. Ils sont révisés ou adaptés si besoin en fonction de l'évolution des emprises foncières du Conservatoire ou des enjeux sur les sites.

Les différents usages sur les sites font l'objet de conventions *ad hoc* : autorisations d'occupations temporaires pour usages agricoles ou pour la réalisation de travaux, conventions d'usages halieutiques ou cynégétiques. De même, l'existence de bâtiments sur les propriétés du Conservatoire fait l'objet de conventions particulières pour l'affectation de chaque bâti.

Ainsi, le Conservatoire du littoral et ses partenaires ont mis en place un partenariat et une gouvernance structurés et formalisés pour la gestion des sites.

Ce dispositif doit à présent être adapté afin de définir et d'intégrer le rôle et les missions de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de ses nouvelles compétences. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole met en œuvre la compétence GEMAPI dont elle a fixé l'organisation le 20 décembre 2017 par délibération n°15145 du conseil métropolitain.

Les actions développées par la Métropole sur ces espaces littoraux remarquables, seront portées au titre de la protection et de la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, dans la continuité des orientations fixées dans les plans de gestion existants. La Métropole pourra ainsi poursuivre et renforcer sur ces zones humides constituant des espaces naturels remarquables les actions de valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager et les opérations de sensibilisation et d'initiation à la préservation de l'environnement, en lien avec les acteurs publics et privés partenaires.

En conséquence, la Métropole a vocation à s'associer aux dispositifs de gestion des sites du Conservatoire situés sur son territoire. L'intégration de la Métropole, loin de remettre en cause l'engagement historique des gestionnaires actuels, va permettre d'élargir ce partenariat et d'apporter des nouvelles opportunités dans le respect des acteurs impliqués sur les sites.

C'est pourquoi les deux parties conviennent de l'opportunité de la signature d'une convention-cadre venant définir les principes généraux d'implication de la Métropole, sur son territoire, dans la gestion des sites du Conservatoire du littoral. Conformément à l'article L. 322-9 du Code de l'environnement, le Conservatoire du littoral associe ainsi Montpellier Méditerranée Métropole, en vertu de sa nouvelle compétence GEMAPI, aux dispositifs de gestion existants sur les trois sites terrestres et lagunaires qu'il a acquis et qui lui ont été affectés, attribués, confiés ou remis en gestion par l'Etat et qui sont situés sur le territoire administratif de la Métropole :

- Etang de Vic – n°34-132 (Communes de Villeneuve-lès-Maguelone)
- Salines de Villeneuve – n°34-295 (Commune de Villeneuve-lès-Maguelone)
- Le Méjean – n°34-98 (Commune de Lattes)

La présente convention s'applique de plein droit aux terrains et immeubles déjà acquis affectés ou attribués, confiés ou remis en gestion par l'Etat et à ceux qui le seront postérieurement à la signature de la convention dans la limite du programme d'acquisition accepté par le conseil d'administration du Conservatoire du littoral conformément aux cartes en annexe 1.

Afin de prendre en compte les particularités et enjeux spécifiques des sites, le Conservatoire du littoral et la Métropole adoptent, sur chaque site, des conventions de gestion particulières en application de la présente convention. Ces conventions particulières fixent les modalités détaillées de gestion des sites et permettent notamment d'assurer la continuité et la cohérence des actions. Elles associent les gestionnaires actuels (communes ou leurs groupements, associations) et précisent les rôles et missions des gestionnaires associés (police, animation, gestion forestière, entretien, suivi naturaliste, surveillance, etc.).

Le Conservatoire du littoral, la Métropole et les gestionnaires associés construisent de manière concertée un projet répondant aux enjeux spécifiques de chaque site. Ils définissent ensemble les orientations de gestion qui constituent le cœur des plans de gestion. Ils réunissent et animent les instances de gouvernance (comité de gestion) des sites.

Les actions développées par la Métropole pourront porter sur :

- la réalisation des opérations de restauration, protection et renaturation des zones humides contribuant à leur bon fonctionnement,
- la mise en œuvre des programmes structurant d'aménagement, travaux et ouvrages hydrauliques (lido, lagune, zones humides...),
- la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager présents sur ces espaces naturels remarquables,
- la contribution à l'entretien courant, la maintenance et la surveillance des terrains, ouvrages et bâtiments,
- la participation, l'organisation ou la promotion des dispositifs d'animation sur les sites proposés par les gestionnaires à l'attention du grand public ou des professionnels, à travers des événements nationaux (fête de la nature, journée du patrimoine, journées mondiales des zones humides..) et locaux (chantiers bénévoles, accueil scolaires...)

Ainsi, la Métropole peut intervenir en tant que maître d'ouvrage (par transfert de maîtrise d'ouvrage du Conservatoire du littoral, article L. 322-10 du Code de l'environnement), acteur financier et en appui technique pour la réalisation des études, travaux, actions de gestion afférents à ces opérations, préalablement inscrits au plan de gestion défini sur le site concerné.

La présente convention est établie pour 6 ans à compter de la date de signature. Des conventions similaires seront prochainement renouvelées avec notamment les EPCI voisins, Pays de l'Or Agglomération et Sète Agglopôle Méditerranée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 14 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40507-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Yvon PELLET.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Convention de gestion du domaine terrestre et maritime de Conservatoire du littoral - Site "Etang de Vic" - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

En application de la convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime avec le Conservatoire du littoral (Cdl), il est proposé la signature d'une convention de gestion pour le site « Etang de Vic »

Le site « Etang de Vic » comprend 2 secteurs : « Etang de Vic » et « Berges des Moures et de l'Arnel ». Le secteur « berges des Moures et de l'Arnel » fait l'objet, depuis 2012, d'une convention de gestion, portant sur les 16 ha de propriétés du Cdl, associant le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R), la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et le Siel. La convention ne porte pas sur ce secteur.

Le site « Etang de Vic » est constitué d'un vaste espace littoral naturel préservé de l'urbanisation. Il intègre les étangs de Vic, de Pierre Blanche et des Moures, la lagune de Gâchon et une étroite langue de sable, sur plus de 7 km de linéaire littoral, le Lido des Aresquiers. De part et d'autre, s'étendent les autres sites du Cdl, du Bois des Aresquiers, des Salins de Frontignan et des Salines de Villeneuve qui font également l'objet de plans et de convention de gestion spécifiques.

Le site est classé en zone Natura 2000 « étangs palavasiens » et au titre des paysages - site classé « Bois des Aresquiers, étangs de Vic, d'Ingril et de Pierre Blanche ». Il s'agit d'un espace au caractère sauvage et naturel se caractérisant par :

- Un lido et des berges encore peu artificialisés par l'Homme
- Des habitats naturels typiques des systèmes lagunaires et dunaires littoraux, accueillant une grande diversité d'espèces, notamment avifaunistique.

Il fait l'objet d'usage variés, au premier rang desquels la pêche professionnelle des coquillages et des poissons, exercée à pied ou embarquée, par les pêcheurs des prud'homies de Palavas et de Thau.

La pêche de loisir sur les plans d'eau, les activités agricoles sur les berges Nord, la chasse et les activités balnéaires sur la plage des Aresquiers, sont également des usages importants notamment pour les habitants de ce territoire. Le site est par ailleurs traversé par le canal du Rhône à Sète, siège d'une navigation fluviale pour le transport et le tourisme. La fréquentation annuelle sur ce site – localisée principalement sur le Lido des Aresquiers -, est évaluée à 315 000 personnes et se déroule toute l'année avec un pic estival.

Le Conservatoire du littoral a réalisé une première acquisition, en 1982, comprenant l'ensemble du plan d'eau de l'étang de Vic. Il a été depuis complété significativement, en 2015, par des acquisitions sur les berges Nord de l'étang et l'attribution du domaine public maritime de la plage des Aresquiers et l'affectation définitive du domaine privé de l'Etat de l'étang des Moures.

Au 1^{er} janvier 2018, le Conservatoire assure la préservation de 1 631 ha sur ce site.

La gestion du site « Etang de Vic » est d'ores et déjà cadrée par plusieurs documents de référence :

- Le Docob Natura 2000 « Etangs palavasiens »,
- Le plan de gestion du site, réalisé en concertation avec les acteurs du site et approuvé par le Conservatoire du littoral en janvier 2015,
- Le plan de gestion des Salines de Villeneuve, approuvé en 2012, et qui concerne une surface de 77 ha au nord-est de l'étang de Vic hydrauliquement lié au site des Salines.

Le plan de gestion du site Etang de Vic repose sur une vision partagée, répondant à la spécificité des trois grands espaces structurant le site :

- La lagune - un étang de qualité avec de multiples usages
- Le lido - une plage sauvage et naturelle
- Les berges nord - des espaces de transition et d'expression de l'étang.

Des objectifs et un programme d'action sont fixés pour chacun de ses espaces. Par ailleurs, un arrêté préfec-

toral cadre les accès, la navigation et les usages sur les plans d'eau.

Le site Etang de Vic est situé pour la majeure partie sur le territoire de Sète Agglopolé Méditerranée (Communes de Frontignan, Vic et Mireval) et pour partie - Lido et plage des Aresquiers -, sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sète Agglopolé Méditerranée assure la gestion de l'ensemble des sites du Cdl situé sur son territoire, conformément à la convention cadre signée à cet effet en 2005, renouvelée en 2018.

Cette convention prévoit notamment d'établir des conventions particulières pour chaque site afin de prendre en compte les spécificités, les enjeux locaux et, le cas échéant, d'associer des partenaires à la gestion du site. Cette démarche a été conduite à ce jour sur les sites des Salins de Frontignan, du Bois des Aresquiers, du Lido de Thau et de l'Etang de Thau. La convention spécifique « Etang de Vic », n'a pas été établie dans l'attente, notamment, du positionnement de Montpellier Méditerranée Métropole sur la nouvelle compétence GEMAPI.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI. Au titre de la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, elle a conclu une convention cadre de gestion avec le Cdl offrant ainsi l'opportunité de l'associer au dispositif de gestion des sites situés sur son territoire dont celui de l'Etang de Vic, sur le lido des Aresquiers.

Le CEN L-R, association loi 1901 créée en 1990, agréée au titre de la protection de l'environnement et au titre des Conservatoires régionaux d'espaces naturels (article L. 414-11 Code de l'environnement) par l'Etat et la Région depuis le 3 novembre 2015, œuvre dans l'intérêt général, pour la connaissance et la préservation des sites et milieux naturels. Le CEN L-R a eu le soin, depuis sa création, de structurer les compétences d'une équipe de 25 permanents sur l'expertise des domaines naturalistes (faune, flore, habitats naturels, systèmes d'information géographique), du fonctionnement et de la gestion des espaces naturels. Il accorde une place importante à la formation et à la mutualisation des savoirs et des compétences avec ses partenaires dans une démarche dite d'intendance du territoire. Son action est validée par son conseil scientifique.

Dans le cadre d'un partenariat engagé depuis 2005 avec le Cdl, le CEN L-R est associé à la gestion de plusieurs sites littoraux (Salines de Villeneuve, Camargue gardoise-secteur Médard, Espiguette, Bois du Boucanet, Prés du Bauge, Lido de Thau).

Ce positionnement correspond au souhait du CEN L-R de se porter aux côtés des collectivités gestionnaires pour les accompagner au plus près du terrain et à la volonté du Cdl de favoriser un excellent état écologique de son domaine à travers l'apport de compétences naturalistes fines et d'une expérience de gestionnaire d'espaces naturels sur plus de 14000ha en région dont près de 2000ha sur le littoral. Le CEN L-R intervient ponctuellement aux côtés de Sète Agglopolé Méditerranée sur le suivi des enjeux naturalistes du site Etang de Vic, depuis plus de 10 ans.

Il est aujourd'hui nécessaire de structurer le cadre partenarial de gestion du site « Etang de Vic » pour prendre en compte de nouveaux enjeux ou opportunités et de l'élargir à Montpellier Méditerranée Métropole, en vertu de ses nouvelles compétences.

Les partenaires souhaitent en outre associer le CEN L-R plus étroitement à la gestion du site dans l'objectif :

- de se doter d'une expertise naturaliste complémentaire et un suivi écologique nécessaires pour la gestion du site,
- de contribuer à la surveillance et à la police de la nature et à la capitalisation et la valorisation des expériences de gestion sur ce territoire.

La nouvelle convention de gestion proposée, concrétisant le souhait d'un engagement durable des parties, va ainsi permettre au Conservatoire du littoral de confier à Sète Agglopolé Méditerranée, à Montpellier Méditerranée Métropole et au CEN L-R, dans la limite des responsabilités de chacun, la gestion du site terrestre et maritime « Etang de Vic ». Elle s'applique de plein droit sur le site de l'Etang de Vic aux terrains et immeubles déjà acquis affectés ou attribués, confiés ou remis en gestion par l'Etat et à ceux qui le seront postérieurement à la signature de la convention dans la limite du programme d'acquisition accepté par le conseil d'administration du Conservatoire du littoral.

La durée de la présente convention est de six ans, reconductible une fois de façon expresse par courrier du Conservatoire du littoral à l'attention des Gestionnaires.

Les signataires s'engagent à construire de manière concertée un projet pour le site et mettent en œuvre le plan de gestion du site. Ils peuvent autoriser par voie de convention temporaire, un usage ou une occupation spécifique des immeubles dès lors que cet usage ou cette occupation sont compatibles avec la mission poursuivie par le Conservatoire du littoral. Ils sont co-signataires des conventions correspondantes. Ils proposent les arrêtés (municipaux ou préfectoraux) nécessaires visant à réglementer les conditions d'accès aux terrains ou à leurs usages.

Le Conservatoire du littoral assume les obligations de propriétaire, conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Il s'acquitte des impôts et charges foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens, objet de la convention.

Il arrête en collaboration avec les gestionnaires, dans le cadre du plan de gestion défini à l'article 5, les aménagements et les travaux nécessaires à la préservation, à la réhabilitation ainsi qu'à l'accueil du public sur le site et les études complémentaires nécessaires.

Dans le cadre de ce plan de gestion, il participe aux investissements nécessaires à la conservation, à la restauration et à l'accueil du public, dans la limite de ses disponibilités budgétaires.

Le Conservatoire du littoral contrôle la gestion du site au regard de ses objectifs statutaires et des conditions précisées dans la convention. Il procède à son évaluation et peut avoir recours à toutes expertises ou consultations extérieures. Il transmet aux gestionnaires toutes observations et suggestions nécessaires.

Sète Agglopol Méditerranée, désigné gestionnaire référent, assure la coordination générale entre les co-gestionnaires à l'échelle du site, le secrétariat du comité de gestion du site (convocation, compte-rendu) ainsi que la rédaction du rapport d'activités annuel.

Le CEN L-R est plus particulièrement en charge :

- des agents affectés à la gestion du site : accueil du public, surveillance, conduite d'animations et respect des limites de propriété,
- de la mise en œuvre du suivi de la connaissance et la contribution à l'évaluation du plan de gestion,
- de l'animation d'un pôle garderie afin de mutualiser et organiser l'intervention des gardes du littoral,
- de la mobilisation citoyenne et la médiation avec les usagers dans le cadre d'une démarche d'intendance territoriale environnementale et sociale
- de la mise en cohérence des interventions avec la gestion du site naturel protégé des Salines de Villeneuve et du lien avec les autres sites du Conservatoire du Littoral (échanges d'expérience, participation aux réseaux).

Montpellier Méditerranée Métropole, et de manière similaire à Sète Agglopol Méditerranée sur son territoire, est plus particulièrement en charge sur la partie située sur son territoire :

- de la responsabilité générale de gestionnaire sur les terrains localisés sur son périmètre de compétence,
- du suivi des conventions d'usages ou d'occupation et du recouvrement des recettes du domaine,
- de la mise en œuvre de travaux prévus au plan de gestion relatifs à la restauration écologique, la reconquête paysagère ou la gestion de la fréquentation du public,
- de l'entretien courant, de la maintenance et la surveillance des terrains.

Un comité de gestion, instance participative de suivi et d'évaluation de la gestion, sera mis en place sous l'autorité conjointe des signataires et regroupe, outre les signataires, des personnes et organismes associés à la gestion et susceptibles d'apporter des éléments d'information utiles au comité. Il se réunit en principe chaque année, à l'initiative du gestionnaire référent pour notamment évaluer la gestion sur la base de la méthode proposée par le Conservatoire :

- Apprécier l'état et la tendance d'évolution des enjeux identifiés d'un point de vue du patrimoine naturel, du patrimoine culturel et paysager et de l'accueil du public,
- Proposer toutes mesures propres à améliorer la situation,
- Valider la programmation budgétaire des actions et aménagements à réaliser.

Le gestionnaire référent assure le secrétariat du comité de gestion. Il adresse au Conservatoire du littoral,

avant le 30 mars de chaque année, au titre de l'année précédente un compte rendu de gestion pouvant se référer au modèle annexé à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral site « Étang de Vic » n°34-132,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 14 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40527-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Joël VERA.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens - Avenant n°1 - Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Acquisitions foncières - Demandes d'aides financières

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 sur le bassin versant Lez Mosson Etangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Après avis favorable de la Commission Mixte Inondations, réunie le 15 décembre 2016, cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

L'action 7.4, intitulée « Protection de Grabels contre les crues du Rieumassel », d'un montant total de 3 000 000 € HT, est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'État,
- 20% pour la Région Occitanie,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette action consiste à augmenter le volume du bassin de rétention existant dit « bassin G de l'arbre blanc » pour le porter de 27 500 m³ à 160 000 m³ et à supprimer quatre goulets d'étranglement du Rieumassel dans les secteurs : Pont des écoles, rue du Riou, Jardins des oiseaux et aval de la Route de Montpellier (RD127).

Par délibération n°14654 du 17 mai 2017, le Conseil de Métropole a sollicité des aides financières pour engager les études préliminaires (écologiques, géotechniques ...), les études de maîtrise d'œuvre et d'élaboration des dossiers règlementaires d'un montant total estimé à 150 000 € HT. Ces aides ont été accordées par l'Etat et la Région Occitanie.

Pour poursuivre cette opération, il convient désormais d'engager les négociations amiables avec les riverains et les propriétaires concernés en vue d'acquérir les emprises foncières nécessaires à la réalisation des futurs ouvrages hydrauliques. Le montant de ces acquisitions foncières est estimé à 1 300 000 €, dépenses éligibles aux aides financières.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des ouvrages de protection contre les inondations, acquisitions d'un montant prévisionnel de 1 300 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 14 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39683-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RELATIONS INTERANTIONALES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Zone D'aménagement Concerté CANNABE - Commune de Cournonterral - Désignation d'un aménageur dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence - Approbation du traité de concession d'aménagement

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) Métropolitain, approuvé en Conseil de Métropole le 24 novembre, identifie sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire par l'accueil d'entreprises exogènes d'envergure nationale et internationale.

Un des enjeux énoncés par le SAE Métropolitain réside dans le renforcement de l'offre de foncier à usage d'activités, notamment celles de type économie productive, créatrice de richesse et d'emploi, mais aussi pour les activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitances notamment) très importante. Les activités productives et de logistique ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activité.

De manière complémentaire, Montpellier Méditerranée Métropole, développe une politique ambitieuse en matière d'agroécologie et d'alimentation qui participe elle aussi activement à l'économie du territoire et au maintien ou à la création d'emplois. Celle-ci a notamment pour objectif de créer le socle de développement de la filière de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

Le projet d'aménagement du site Cannabe situé sur la Commune de Cournonterral s'inscrit donc à la fois dans les objectifs du SAE et dans ceux du pilier stratégique agroécologie et alimentation de Montpellier Méditerranée Métropole, car il intègre, au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités et un hameau agricole destiné à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles.

Cette opération d'aménagement permettra notamment de répondre aux demandes des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) artisanales ainsi qu'aux agriculteurs locaux. Elle contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de "proximité". De surcroît, ce projet répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable, définis dans le SAE, puisqu'il fera l'objet d'une certification Haute Qualité Environnementale Aménagement™.

Par délibération en date du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a défini les objectifs du projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sur le site Cannabe. Ils se déclinent de la manière suivante :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques proches (Frigoulet), par l'accueil d'activités artisanales et de service,
- conforter l'agriculture de proximité et permettre l'implantation de sièges d'exploitations agricoles,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante autorisant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère de qualité entre le secteur de projet et la plaine agricole de Cournonterral,
- imaginer des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...).

A l'issue d'une phase de concertation, le Conseil de Métropole a approuvé la création de la ZAC Cannabe à Cournonterral. Sur un périmètre d'environ 9 hectares, cette opération d'aménagement proposera environ 45 000 m² de surface cessible permettant la construction d'environ 18 000 m² de surface de plancher, répartis entre :

- la création d'un parc d'activités destiné à accueillir des petites et moyennes entreprises et des équipements publics de superstructure ;
- le développement d'un hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations et d'un équipement mutualisé à destination des agriculteurs ;
- l'aménagement d'une oliveraie/amanderaie qui permettra de préserver et développer la biodiversité tout en intégrant paysagèrement la ZAC Cannabe.

Par délibération n°14471 du 22 février 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC Cannabe dans le cadre d'une concession d'aménagement. Le même Conseil a procédé lors de sa séance du 29 mars 2017 à l'élection des représentants de la Métropole au sein de la commission d'examen conformément à l'article R.300-9 du Code de l'urbanisme ; Madame Chantal MARION a été désignée comme étant la personne habilitée à engager les discussions.

Les principales missions qui seront confiées au futur concessionnaire sont les suivantes :

- acquérir le foncier, soit auprès du concédant ou de son prestataire, soit directement auprès des propriétaires,
- assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération,
- obtenir l'accord des futurs gestionnaires des équipements publics,
- aménager et de réaliser les équipements d'infrastructure,
- assurer la commercialisation des biens et négocier les conventions de participation,
- négocier les moyens de financement les plus appropriés.

La présente consultation a été passée selon la procédure de concession d'aménagement transférant un risque économique au concessionnaire prévue par les articles R.300-4 et suivants du code de l'urbanisme, par l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession, ainsi que par les articles L. 1410-1 à L. 1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette procédure qui relève de l'article 10 du décret cité ci-avant est passée sous la forme d'une procédure restreinte dans la mesure où la valeur estimée de la concession est inférieure au seuil européen.

La procédure s'est déroulée de la manière suivante :

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans un journal d'annonces légales (Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics), au Journal Officiel de l'Union Européenne, dans un journal spécialisé dans le domaine de l'urbanisme et des travaux publics (le Moniteur des Travaux Publics), et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite de remise des candidatures était fixée au 24 mai 2017 à 12h.

Un seul dossier de candidature a été reçu, à savoir, celui de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Le dossier de consultation a été transmis au candidat le 21 août 2017 et la date limite de réception des offres a été fixée au 2 octobre 2017 à 12h.

Le candidat (SERM) a déposé son offre dans les délais.

Le 19 octobre 2017, la commission d'examen a procédé à l'ouverture de l'offre de la SERM et l'a mise à l'analyse.

Le 27 novembre 2017, la commission d'examen a eu présentation de l'analyse de l'offre de la SERM et a

validé les points soumis à précisions préalables et à négociation auprès du candidat, conformément à l'article R.300-8 du code de l'urbanisme.

Le candidat a reçu le 5 décembre 2017 un courrier signé par la Présidente de la commission d'examen l'invitant à une réunion de négociation fixée au 11 décembre 2017, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce courrier informait préalablement le candidat de la teneur des points soumis à précisions préalables et à négociation.

Le candidat a pu réceptionner le 14 décembre 2017, un courrier signé par la Présidente de la commission d'examen, l'invitant à remettre une offre définitive avant le 22 décembre 2017 à 12h.
L'offre définitive de la SERM a été reçue dans les délais.

L'offre définitive satisfait aux exigences de Montpellier Méditerranée Métropole telles que mentionnées dans le dossier de consultation. Le candidat a démontré ses capacités techniques et financières et son aptitude à conduire l'opération d'aménagement projetée. La note remise est claire, les enjeux sont bien appréhendés, les moyens humains affectés sont satisfaisants et cohérents au regard des prestations demandées. Le calendrier d'intervention est cohérent.

Les propositions d'amendement du traité sont pertinentes. Le candidat a optimisé le montant de la participation du concédant en intégrant un apport en nature du foncier ce qui conduit à limiter le montant de la participation en numéraire.

Le bilan financier pluriannuel est cohérent et les prix de cession envisagés conformes au prix du marché. Les produits figurant au bilan, proviennent essentiellement de la cession des parcelles une fois celles-ci viabilisées (3 695 000 €).

La rémunération est en adéquation avec l'ampleur et la complexité des tâches qui seront confiées au candidat. Celle-ci s'élève à 492 000 € (soit 10,7 % du pied de bilan), ce qui est tout à fait conforme avec ce qui se pratique habituellement et au regard des prestations demandées et de la nature de l'opération.

S'agissant de la prise en charge d'un risque, six risques ont été identifiés et seront portés par l'aménageur (soit en totalité, soit partagé avec le concédant) avec une provision sur marge de 72 500 € imputée au bilan. Dans l'hypothèse où l'aménageur maîtriserait parfaitement les risques à sa charge, la provision sur risque pourrait se transformer en une marge qu'il conserverait au terme de la concession.

Le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'il ressort dans l'offre définitive s'établit, en charges et en dépenses, à 4 590 000 € HT pour une durée prévisionnelle de la concession de 8 ans à compter de sa prise d'effet.

A la suite de négociations entre le concédant et le candidat, la participation d'équilibre à apporter par le concédant a été optimisée par rapport à sa proposition initiale et s'élève désormais à 895 000 € (contre 925 000 € dans la proposition initiale) dont 236 000 € en numéraire, le reste (659 000 € - estimation des Domaines) consistant en un apport en nature du foncier. La participation sera demandée en 2019 ce qui représente un échéancier de versement cohérent avec le maintien à l'équilibre de la trésorerie de l'opération.

Au regard de l'avis favorable émis le 05 avril 2018 par la commission d'examen chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues telle que prévue à l'article L.300-8 du Code de l'urbanisme, il est proposé à l'assemblée délibérante de désigner la SERM en tant que titulaire de la concession d'aménagement Cannabe et d'approuver le traité de concession.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, en tant qu'aménageur de la ZAC Cannabe à Cournonterral,
- approuver le traité de concession d'aménagement de la ZAC Cannabe,
- approuver l'apport d'une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole à la concession d'aménagement à hauteur de 895 000 €, hors champs d'application de la TVA,
- dire que la durée du traité de concession est de huit années à compter de sa notification,
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-34607-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Canton (Chine) du 17 au 20 mai 2018 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que Montpellier entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière Vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EUPIC.

Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé le million et demi d'euros. D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 19 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud).
- 29 producteurs sur 53 font partie de l'opération,
- 24 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 12 missions,
- En 2016 et 2017, **8 nouveaux viticulteurs** ont rejoint l'action,
- 7 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente (2 caves et 5 Domaines),
- Les 3 premiers sont des Domaines (de 154 000 € à 224 000 €),
- 7 ont un chiffre d'affaires (CA) supérieur à 100 000 €,
- Le CA de la moitié des acteurs de la filière qui suivent l'opération est compris entre 70 000 € et 224 k€.

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme. Ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine correspond à ce créneau.

Dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Canton avec la participation de 2 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Canton du 17 au 20 mai.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 9 m2 et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins professionnels chinois.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 3 400 € TTC. Il est proposé la participation de 2 domaines et/ou caves coopératives à la mission, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas.

Le coût estimé par participant est estimé à 1 700 €. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Canton du 17 au 20 mai 2018,
- approuver la participation de 2 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 3 400 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40134-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Organisation d'une mission d'affaires filière viticole à Pékin (Chine) du 20 au 24 mai 2018 - Participation à la foire des vins et spiritueux - Financement de la mission - Approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Dans ce cadre et dans la continuité des relations privilégiées que la Métropole entretient avec la Chine, depuis septembre 2011, un nouvel axe de développement dédié à la filière Vin a vu le jour avec Chengdu et ses partenaires, en particulier EUPIC.

Les résultats obtenus progressent avec un chiffre d'affaires directement généré qui a dépassé le million et demi d'euros. D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 19 communes sont impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues, Montaud).
- 29 producteurs sur 53 font partie de l'opération,
- 24 producteurs ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 12 missions,
- En 2016 et 2017, 8 nouveaux viticulteurs ont rejoint l'action,
- 7 producteurs ont dépassé les 100 000 € de vente (2 caves et 5 Domaines),
- Les 3 premiers sont des Domaines (de 154 000 € à 224 000 €),
- 7 ont un chiffre d'affaires (CA) supérieur à 100 000 €,
- Le CA de la moitié des acteurs de la filière qui suivent l'opération est compris entre 70 000 € et 224 k€.

La maturité du marché chinois porte en avant une tendance vers le milieu de gamme. Ce qui augure des retombées supplémentaires puisque le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine correspond à ce créneau.

Dans ce cadre-là, il est proposé, la mise en place d'une nouvelle mission d'affaires à Pékin avec la participation de 3 domaines et/ou caves coopératives à la Foire internationale des vins et spiritueux de Pékin du 20 au 24 mai.

Cette mission a pour objectif la promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole. La délégation sera présente sur un stand de 9 m2 et participera à des rencontres et événements de promotion ciblés avec des acheteurs de vins professionnels chinois.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 5 100 € T.T.C. Il est proposé la participation de 3 domaines et/ou caves coopératives à la mission, seuls seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas.

Le coût estimé par participant est estimé à 1 700 €. La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire filière viticole à Pékin du 20 au 24 mai 2018,
- approuver la participation de 3 domaines viticoles,
- approuver la prise en charge financière sur la base des frais réels de la mission estimée à 5 100 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40131-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Noël SEGURA, Annie YAGUE.

Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Mission Belgique - Forum Européen Alimentaire et Agricole - Les 29 et 30 mai 2018 - approbation

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Depuis début 2016, IPES Food, un Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, coprésidé par Olivier De Schutter (ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation) et Olivia Yambi (ancienne représentante de l'UNICEF au Kenya), a lancé un processus participatif de construction d'une politique alimentaire intégrée à l'échelle de l'Union Européenne.

Dans ce cadre, des « laboratoires locaux » ont été organisés dans des grandes villes européennes. Ces laboratoires avaient pour objectif de comprendre l'impact de différentes politiques sur la construction de systèmes alimentaires durables à l'échelle des métropoles. L'ambitieuse politique agroécologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole en fait un lieu idéal pour un tel laboratoire.

Dans la continuité de ces ateliers, les 29 et 30 mai 2018, IPES-Food organise un événement délibératif majeur, qui se déroulera à Bruxelles et réunira notamment des décideurs européens, des représentants d'ONG, des chercheurs et des acteurs du secteur agricole et alimentaire. Ce Forum Européen Alimentaire et Agricole sera l'occasion d'élaborer une « feuille de route » afin que l'Union Européenne puisse s'en inspirer pour concevoir une stratégie préparant la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Lors de ce forum, IPES Food, souhaite réunir en séance plénière un panel de représentants des grandes collectivités ayant contribué à cette réflexion (Montpellier, Turin, Milan, Fribourg, Gand...). Cette séance sera l'occasion de comparer les différentes expériences de ces collectivités et de s'interroger sur la nature du soutien que l'Union Européenne peut apporter à ce processus de reterritorialisation et de relocalisation des systèmes alimentaires.

A ce titre, il est proposé une participation d'un élu et d'un technicien de Montpellier Méditerranée Métropole à ce Forum Européen Alimentaire et Agricole de Bruxelles. Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 1 500 euros. La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 29 au 30 Mai 2018 au Forum Européen Alimentaire et Agricole,
- approuver la participation d'un élu et d'un technicien de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 1 500 euros sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39623-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

I-Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 1** ci-jointe après avis du Comité Technique du 17 avril 2018.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des transformations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40097-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- ANNEXE 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet / non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet / non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
2016-151	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Rédacteur territorial	Chargé(e) de gestion administrative et comptable	2018-011	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et de l'Assainissement	Temps complet	Technicien territorial	Technicien études travaux et assistance à l'exploitation
2004-184	Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des déchets	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Messenger DEMETER	2018-012	Département Culture et sports	Ecolothèque	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Assistante administrative
2017-282	Département Développement et Aménagement durable du Territoire	Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Agent d'accueil gestion administrative du FSL	2017-282	Département Développement et Aménagement durable du Territoire	Direction de l'Habitat et des Parcours Résidentiels	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Assistante pour les aides à la pierre
2008-003	Département Développement et Aménagement durable du Territoire	Direction de la Transition Energétique et Ecologique	Temps complet	Technicien territorial	Technicien concept maintenance espaces naturels, agricoles, parcs d'activités.	2018-013	Département Développement et Aménagement durable du Territoire	Direction de la Transition Energétique et Ecologique	Temps complet	Ingénieur territorial	Responsable de l'unité Agro écologie et alimentation



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Ressources Humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Ressources Humaines - Elections Professionnelles 2018 - Composition du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) - Approbation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Les articles 8 à 10-1 et 28 à 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 organisent au sein de la Fonction Publique Territoriale la création et le fonctionnement des instances paritaires consultatives permettant la mise en œuvre du droit de participation des fonctionnaires notamment pour les Comités Techniques et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces dispositions ont été modifiées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

1 – Le Comité Technique

Un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement affilié ou non à un centre de gestion, et employant au moins 50 agents titulaires ou non titulaires (à temps complet ou non).

Son rôle est de permettre aux fonctionnaires de participer, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Le Comité Technique est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des services de Montpellier Méditerranée Métropole,
- aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel,
- à l'examen des grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences de Montpellier Méditerranée Métropole,
- à l'établissement du plan de formation et sa mise en œuvre, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle,
- à des sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail,
- à l'action sociale,
- aux modifications en hausse ou en baisse du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi à temps non complet,
- aux suppressions d'emploi,
- aux demandes d'agrément en matière de contrat d'apprentissage,
- aux questions relatives au régime indemnitaire.

Le Comité Technique doit également avoir connaissance d'un certain nombre de matières :

- le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations,
- l'emploi des handicapés,
- le déroulement des contrats aidés,
- le rapport sur l'état de la collectivité.

Le Comité Technique est composé de deux collèges, celui des représentants de la collectivité et celui des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants. Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Le Comité Technique est présidé par le Président de l'établissement ou son représentant. Il ne peut être désigné que parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres représentant sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le Comité Technique doit tenir au moins deux séances dans l'année.

Les élections professionnelles auront lieu le 6 décembre 2018.

Compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2018, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Après avoir réuni les organisations syndicales représentées au sein de Montpellier Méditerranée Métropole le 23 janvier et le 23 mars 2018, et après avis du Comité Technique en date du 17 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité Technique :

- de fixer à 12 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 12 le nombre de représentants suppléants élus au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité Technique, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Comité Technique	12	12	12	12

Par ailleurs, conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 46,17 % et la part d'hommes à 53,83 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

2 – Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

En application de l'article 33-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, les collectivités sont tenues de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité Technique par l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été créé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, par la délibération n°5928 du 29 juin 2004. Il est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents,
- à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité,
- à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières,
- à des projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail,
- à des projets d'introduction de nouvelles technologies lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents,
- à des projets relatifs à la remise ou au maintien au travail des accidentés ou des travailleurs reconnus handicapés, en particulier, sur les mesures destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- au rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail du ou des services et des actions menées au cours de l'année écoulée,

- au programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- au rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

Le renouvellement des représentants du personnel se fera lors des élections professionnelles du 6 décembre 2018. La désignation des représentants du personnel s'établira sur la base des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique.

Les organisations syndicales désigneront librement les représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité au Comité Technique.

Les opérations de désignation devront être achevées dans le délai d'un mois suivant la date des élections des représentants du personnel au Comité Technique, soit le 6 janvier 2019.

Le nombre de membres titulaires des représentants du personnel doit être compris entre 3 et 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents, ce qui est le cas de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a autant de représentants titulaires que de suppléants.

Après avoir réuni les organisations syndicales représentées au sein de Montpellier Méditerranée Métropole le 23 janvier et le 23 mars 2018, et après avis du Comité Technique en date du 17 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- de fixer à 10 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 10 le nombre de représentants suppléants désignés par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
CHSCT	10	10	10	10

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le nombre de représentants du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- maintenir pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- recueillir, par le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les avis des représentants de la collectivité ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à établir ou compléter par arrêté la composition de ces différentes instances paritaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40115-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Ressources Humaines - Elections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires - Approbation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

1 – Commissions Administratives Paritaires

Conformément à la délibération n°6230 du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole, assure directement la gestion et le fonctionnement de ses commissions administratives paritaires.

La CAP est un organisme paritaire consultatif, où s'exerce le droit à la participation des fonctionnaires territoriaux. Il existe une CAP par catégorie hiérarchique de fonctionnaires (A, B, C). Tous les grades et emplois des collectivités sont classés dans un groupe hiérarchique rattaché à une catégorie. Chaque catégorie comprend deux groupes hiérarchiques :

- catégorie A : groupes 5 et 6
- catégorie B : groupes 3 et 4
- catégorie C : groupes 1 et 2

Les CAP connaissent des questions d'ordre individuel. Elles sont compétentes à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires et des stagiaires de la catégorie hiérarchique concernée. Lorsqu'elles sont saisies de questions disciplinaires, elles se réunissent en conseil de discipline.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant. Ils comprennent, en nombre égal au nombre de représentants du personnel, des titulaires et des suppléants. En outre, l'article 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 prévoit que la désignation de ces membres doit respecter une proportion minimale de 40 % de chaque sexe.

Les membres représentant le personnel sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le nombre de représentants du personnel est lié aux effectifs.

Le mandat des représentants du personnel prendra fin lors des prochaines élections professionnelles prévues en décembre 2018. Il appartiendra à l'autorité territoriale de désigner les nouveaux représentants de la collectivité au sein de ces instances.

Les élections professionnelles ayant lieu le 6 décembre 2018, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole et conformément à l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CAP C, compte tenu des effectifs supérieurs à 1 000, elle est constituée de 8 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 43,07 % et la part d'hommes à 56,93 %.

Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et

d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CAP B, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 47,87 % et la part d'hommes à 52,13 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CAP A, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 53,72 % et la part d'hommes à 46,28 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
CAP A	5	5	5	5
CAP B	5	5	5	5
CAP C	8	8	8	8

2 – Les Commissions Consultatives Paritaires

Pour la Fonction Publique Territoriale, des Commissions Consultatives Paritaires ont été créées par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique puis modifiées par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la Déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Leur mise en place interviendra pour la première fois à l'occasion du renouvellement général des instances consultatives de décembre 2018. Les Commissions Consultatives Paritaires seront saisies des décisions individuelles prises à l'égard des agents contractuels et de toute question d'ordre individuel concernant leur situation professionnelle.

Il existe une commission consultative paritaire pour les agents contractuels de droit public relevant de chaque catégorie A, B et C. La commission comprend, en nombre égal, des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics et des représentants du personnel. Elle est composée de membres titulaires et d'un nombre égal de membres suppléants. La commission consultative paritaire compte un nombre de représentants titulaires du personnel déterminé en proportion de l'effectif d'agents contractuels relevant de chaque catégorie.

Les élections professionnelles ayant lieu le 6 décembre 2018, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole et conformément à l'article 4 du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CCP C, compte tenu des effectifs compris entre 100 et 250, elle est constituée de 4 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 34,63 % et la part d'hommes à 65,37 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CCP B, compte tenu des effectifs compris entre 100 et 250, elle est constituée de 4 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 45,96 % et la part d'hommes à 54,04 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CCP A, compte tenu des effectifs inférieurs à 100, elle est constituée de 3 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 59,15 % et la part d'hommes à 40,85 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
CCP A	3	3	3	3
CCP B	4	4	4	4
CCP C	4	4	4	4

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de représentants de la collectivité et du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à établir et à compléter par arrêté la composition de ces différentes instances paritaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40117-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Joël VERA.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Économies d'eau - Opération AQUAMETRO - Convention de partenariat 2018 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC) - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Montpellier œuvre depuis 2007 sur son territoire d'action pour mettre en place des actions de sensibilisation, de conseils et d'accompagnement sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de proposer un programme plus complet sur le volet « économie d'eau ».

Ce programme, baptisé **AquaméTRO**, était inscrit au Contrat de Métropole et à sa convention d'application pour la "gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques" signé le 28 janvier 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

A la suite de l'avis favorable du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, il a été approuvé, en Conseil du 30 juin 2016, par délibération n°13946, les modalités du partenariat avec l'ALEC pour l'année 2016, au travers de la signature d'une convention. Ce partenariat a été reconduit le 25 janvier 2017 par délibération n°14445.

Il convient désormais d'approuver pour la troisième année ce partenariat qui comporte plusieurs actions :

- Les actions - Consommations d'eau du patrimoine communal et métropolitain - Base de données des consommations d'eau dans les communes de Montpellier Méditerranée Métropole visent à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions.

Cela comprend l'analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts, la création d'une base de données et d'indicateurs, la comparaison à des indicateurs nationaux et locaux élaborés grâce à cette base de données et la définition d'un plan d'actions par commune. Il est nécessaire de poursuivre cette action d'analyse et de suivi des consommations pour aller jusqu'à la mise en œuvre systématique d'actions correctives ou préventives.

- L'action - Défi des éco'minots. Cette action vise le public scolaire en mettant en œuvre des défis éco-écoles pour travailler sur des comportements économes en énergie et en eau. Une vingtaine d'écoles par an soit 3 000 enfants ont adhéré à ce défi en 2016 et 2017 pour des économies d'eau de l'ordre de 15 à 20%. Cette action permet, outre la sensibilisation des enfants et des personnels éducatifs, de créer du lien et une meilleure dynamique de travail dans les communes avec les agents et les élus.

La poursuite de ce défi permettra de toucher la dizaine de communes non encore participante au défi pour gagner en efficacité sur l'ensemble du territoire de la Métropole. L'ADEME co-finance cette action.

- L'action - Espace Info Eau concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau qui est le pendant de l'espace Info Energie actuel : conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques. Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie des Eaux avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet pour améliorer les conseils, trucs et astuces et la création d'un module eau pédagogique.

- L'action - Copr'Eau, cette action permet de travailler avec des copropriétés en les accompagnant pour la mise en œuvre de bilan simplifié de leur consommation en eau, en analysant leur niveau de consommation, en sensibilisant et en distribuant des kits économes et en diffusant largement les retours d'expériences.

L'opération d'équipement et de suivi des consommations sur une copropriété, particulièrement efficace et appréciée, sera développée sur 3 copropriétés.

A contrario, l'action de Bilan Eau Simplifié ne remportant que peu de succès, le travail sera orienté vers les bailleurs sociaux

Ces actions concourent à la préservation des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. Ainsi, les actions AquaméTRO ont été reprises dans leur totalité dans le cadre des actions proposées, pour l'atteinte du bon état quantitatif des eaux au sein des Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) en cours de finalisation du bassin du Lez – Mosson – Etangs Palavasiens, dont l'animation est

faite par le SYBLE et de l'aquifère Molassique de Castries (entité 556B2), dont l'animation est assurée par le Syndicat Garrigues-Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat 2018 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC),
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 11, pour un montant de 69 449 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat 2018 avec l'ALEC et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39997-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauvreur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Prades-le-Lez - Extension des réseaux d'assainissement et d'eau potable route de Vendargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez prévoit que le secteur de la route de Vendargues, actuellement en assainissement non collectif, soit équipé en assainissement collectif. La pose de nouveaux réseaux de collecte est nécessaire pour cela.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole prévoit parallèlement l'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le haut de la route de Vendargues pour desservir quelques parcelles.

Ces travaux consistent en :

- la pose de canalisations d'eau potable de diamètre 100 mm sur 120 ml et la création de 4 nouveaux branchements,
- la pose de canalisations d'eaux usées de diamètre 200 mm et 150 mm sur 1020 ml et la création de 45 nouveaux branchements.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux hors rémunération du mandataire) s'élève à :

- **55 904,20 € HT** pour la part eau potable à la charge la Régie des eaux,
- **905 183,40 € HT** pour la part assainissement à la charge de la Métropole.

Compte tenu des contraintes de circulation dans ce secteur, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des projets d'assainissement et d'eau potable, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et le coût financier ainsi que pour limiter au maximum la gêne aux usagers.

C'est pourquoi il est proposé la signature d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et la Métropole prévoyant que la Régie délègue à la Métropole la réalisation des travaux d'eau potable.

Dans ce cadre, la Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et sera mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques mis à la charge de chaque entité.

Enfin, la Métropole percevra au titre de son rôle de mandataire une rémunération fixée à 5% HT du montant HT de la part eau potable de l'opération.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Les études et travaux seront menés sur la période 2018-2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole relatif à l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement route de Vendargues sur la commune de Prades-le-Lez
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39728-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Sports et Traditions sportives - Clubs de jeu de balle au tambourin - Affectation de subventions - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient activement les sports traditionnels qui font la spécificité et la richesse de son territoire.

Dans ce contexte Montpellier Méditerranée Métropole se positionne comme un acteur du développement du jeu de balle au tambourin, discipline considérée aujourd'hui comme un véritable sport moderne qui compte près de 3500 pratiquants au niveau national.

Compte tenu de l'intérêt métropolitain que représente ce sport séculaire, il est proposé d'affecter la subvention votée au budget primitif de la Métropole comme suit :

1/ 500 € par club de tambourin pour les aider dans leur fonctionnement associatif :

- Le Tambourin Club Cournonsecois,
- Le Tambourin Club Cournonterralais,
- L'US Grabels Tambourin,
- Le Tambourin Club Jacou,
- Le Tambourin Club Lavérunois,
- Le Sport Tambourin Club de Montpellier,
- Le Tambourin Club Pignanaï,
- Le Sport Club Saint Georges d'Orques,
- Tambourin Club Vendarguais.

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ces clubs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susvisées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39908-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

Sports et Traditions sportives - Montpellier Volley-ball Université Club - Attribution d'une subvention exceptionnelle - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

De par les résultats sportifs de ses clubs, ses équipements sportifs d'envergure internationale et les événements qu'elle accueille chaque année, Montpellier Méditerranée Métropole est incontestablement identifiée comme une capitale du sport en France.

A ce titre, conformément à la délibération n°4846 du 26 septembre 2002, Montpellier Méditerranée Métropole accompagne les clubs et associations sportives de son territoire évoluant au plus haut niveau national qui contribuent au rayonnement de l'image dynamique de notre Métropole et qui participent au développement des pratiques sportives.

Véritable exemple de cette excellence sportive montpelliéraine, le Montpellier Volley Université Club (MVUC) évolue, depuis sa création, au sein de l'élite nationale. Composé de près de 190 licenciés le MVUC dispose d'un centre de formation reconnu nationalement et d'une équipe professionnelle masculine évoluant au plus haut niveau, la ligue A.

Au cours de son histoire le MVUC a remporté 14 championnats de France (masculin et féminin confondus) et son équipe professionnelle masculine est actuellement à la sixième place du championnat de France.

Cette saison, le club s'est distingué au cours de la coupe de la Confédération Européenne de Volley masculine (CEV Cup) en atteignant les quarts de finale, arrêté par les italiens de Vérone aux portes du carré final.

Parallèlement l'équipe professionnelle du MVUC s'est qualifié pour les quarts de finale de play-off, pour la seconde saison consécutive, qui réunit les 8 meilleurs équipes de la ligue A masculine de volley-ball (Tours, Sète, Chaumont, Tourcoing, Paris, Ajaccio, Poitiers et Montpellier).

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole d'autoriser l'affectation d'une subvention exceptionnelle de 30 000 € au club MVUC afin de l'accompagner financièrement dans les dépenses de fonctionnement inhérentes à l'organisation de phases finales de compétitions nationale et européenne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de cette subvention, dont le versement sera conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39954-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de travaux avec RTE - Demande de subvention par le 1^{er} paysage - Convention de remboursement avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers et des pôles d'activités de Port Marianne, du Millénaire et d'Eureka (Parc Marianne, République, Hippocrate, Odysseum, Millénaire I et II, Eureka et Eureka-Extension) sur les Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire d'étudier, dans un objectif de qualité environnementale, paysager et urbaine, la dépose et la mise en souterrain des lignes de hautes tension qui les traversent. Il s'agit des lignes à haute et très haute tensions qui surplombent actuellement l'est de Montpellier, depuis le poste de Pont Trinquat au Sud de l'A709, jusqu'au Nord vers Eureka-Extension d'une part et le domaine de Verchant d'autre part.

Plus précisément, les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade,
- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol,
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel,
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation).

Ces enfouissements permettent de recomposer le paysage urbain et végétal de ces quartiers en finalisant leur composition dans un souci de santé publique, de cohérence urbaine et d'optimisation environnementale et paysagère.

Ainsi, l'aménagement de ces quartiers peut être envisagé sur une partie des bandes foncières jusqu'à présent contraintes par ces lignes de haute tension. Les projets d'aménagement menés par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et leurs aménageurs, la SERM et la SA3M, ont été revus et améliorés dans la totalité de ce vaste territoire, sur le périmètre des opérations d'aménagement sus-citées, auxquelles s'ajoute les secteurs, en cours d'étude, J. Miro et sud-Hippocrate. Des études ont été menées sur chacun de ces secteurs pour déterminer les schémas d'aménagement pertinents permettant de tirer parti de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine et paysagère.

Ainsi, la commercialisation des lots gelés du fait de la présence de ces lignes peut être envisagée, ainsi qu'une meilleure valorisation des terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en termes de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à la fois à une meilleure qualité environnementale et à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement.

Ces lignes à haute tension font partie du Réseau Public de Transport situées à l'Est de Montpellier. Aussi la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est nécessairement le maître d'ouvrage de l'opération.

Une convention de réalisation et de financement, entre la Métropole et RTE, pour l'ensemble du projet d'enfouissement, a été approuvée par le Conseil de Métropole le 27 janvier 2016 et signée le 22 mars 2016. Cette convention a fixé le coût prévisionnel maximum d'opération à 18 418 240 € sauf aléas majeurs, dont 1 371 050 € d'études, et fixé la participation financière de RTE à hauteur de 16,8% (sur les études et les travaux) soit un montant maximum de 3 097 260 €. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Cette convention a permis de mener les procédures d'autorisations administratives et les études de détails. L'Approbation du Projet d'Ouvrage (APO), autorisant l'opération, a été obtenue par arrêté du 28 août 2017.

En outre, une Déclaration d'Utilité Publique n'est pas nécessaire puisque toutes les autorisations ont été obtenues à l'amiable.

Une consultation d'entreprises menée fin 2017 ayant permis d'arrêter le coût prévisionnel de travaux, RTE propose maintenant à la Métropole de signer une convention de travaux afin d'engager l'opération. Elle fixe le coût prévisionnel de travaux, maîtrise d'œuvre inclus, à 17 022 230 €, dont 2 853 062 € de participation de RTE et 1 140 490 € d'études déjà réalisées, soit un total ramené à 18 162 720 €.

Le coût travaux à la charge de la Métropole est donc de 14 169 168 €, auquel s'ajoute la somme de 1 140 490 € d'études qu'elle a déjà réglée, soit un total net de 15 309 658 €. A cette somme il convient d'ajouter les frais des replantations à réaliser par la Ville de Montpellier, estimés à 186 000 € TTC, afin de respecter la charte de l'arbre, soit un total de 15 495 658 €.

Cette opération est éligible à une subvention de 1 276 100 € au titre du 1% paysage du déplacement de l'A9, portant sur la partie de l'enfouissement située en co-visibilité avec l'autoroute, suite à l'avis du Comité National 1% Paysage du 23 février 2018.

De plus, une offre de concours de la SCA du Mas de Verchant, selon une convention conclue le 28 septembre 2016, s'élève à 620 244 €, pour la partie du projet qui optimise le paysage de ce domaine.

Ainsi le solde à répartir entre la Métropole et la Ville de Montpellier est de 13 413 314 €.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 €.

Une convention de reversement de la Ville de Montpellier à la Métropole est proposée, concernant les opérations d'aménagement sous compétence communale, pour reversement de la part des études et des travaux qui leur bénéficient directement, soit un montant de 6 568 000 €.

Parallèlement les opérations d'aménagement sous compétence de la Métropole participeront au financement de l'opération à hauteur de 5 702 000 €.

La Ville et la Métropole ont décidé de participer à part égale au solde à financer, 1 329 314 €, soit 664 657 € chacune. Cette somme inclut 186 000 € de replantations à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier.

La durée des travaux prévisionnelle est d'environ deux ans, et il est proposé qu'ils soient réalisés par tranches de juin 2018 à août 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de travaux avec RTE afin d'engager l'opération pour un montant de travaux prévisionnel de 17 022 230 €,
- approuver la demande de subvention 1% paysage pour un montant de 1 276 100 €,
- approuver la convention de reversement entre la Ville et la Métropole pour un montant prévisionnel correspondant à la participation des opérations d'aménagement communales, 6 568 000 €, et à la moitié du solde à financer, 664 657 €, soit un total de 7 232 657 €,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget de la Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39622-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) relatif à la gestion et l'exploitation de l'Aquarium Mare Nostrum et du Planétarium Galilée - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13676 en date du 24 février 2016, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public unique pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée, et le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales, dans la perspective de la désignation du futur exploitant.

Par délibération n°14278 en date du 24 novembre 2016, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée ainsi que le choix du délégataire, la société Planetocanworld Montpellier, et autorisé la signature dudit contrat.

Le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée a été signé par les parties et enregistré à la préfecture de l'Hérault en date du 23 décembre 2016. Il est entré en vigueur au 2 janvier 2017 pour une durée de 10 ans et 2 mois, soit jusqu'au 28 février 2027.

Le choix d'une délégation de service public unique pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée avait pour objectif et motivation le rapprochement et le développement de synergies entre les deux établissements et leur offres scientifiques et culturelles respectives. Cet objectif s'est notamment traduit par une modification de la grille tarifaire afin d'offrir aux visiteurs de manière systématique un accès aux deux équipements, ainsi que par la mise en œuvre d'un important programme de réhabilitation du hall du planétarium, permettant de l'intégrer dans un parcours de visite commun, dans le prolongement naturel de celui de l'aquarium et au sein d'une thématique partagée, « l'exploration ».

Afin de poursuivre et renforcer ce rapprochement, d'affirmer la complémentarité des deux établissements et de donner plus de lisibilité au public quant à cette offre culturelle et scientifique unifiée, est aujourd'hui proposé de réunir les deux établissements sous l'appellation « Planet Ocean Montpellier », en remplacement des termes actuellement utilisés « Aquarium Mare Nostrum » et « Planétarium Galilée ».

Le délégataire ayant été consulté et n'ayant émis aucune objection à cette proposition, un avenant n°2 au contrat de délégation de service public est conclu afin d'acter ce changement de dénomination.

Un accord de coexistence est par ailleurs établi afin de préciser les modalités d'enregistrement, de renouvellement et d'utilisation par les signataires des marques et termes « OCEANWORLD », dont sont titulaires les sociétés Aspro, qui regroupent les sociétés Aspro Ocio, Aquariums Oceanworld et Planetocanworld Montpellier, l'actuel délégataire, et des termes « Planet Ocean Montpellier ». Les sociétés Aspro y consentent notamment au dépôt de demandes d'enregistrement en France et à l'étranger, au renouvellement, et à l'utilisation, à quelque titre que ce soit par Montpellier Méditerranée Métropole de tout signe comportant les termes « Planet Ocean Montpellier ». Elles s'engagent également, à l'issue de la présente délégation de service public, à cesser toute utilisation des termes « Planet Ocean ».

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée et l'accord de coexistence avec les sociétés Aspro ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant et l'accord de coexistence susmentionnés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-40166-CC
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Avenant n°2 DSP Aquarium Planetarium v2.docx
- Accord de coexistence v03 rdl.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Rabii YOUSSEUS.

Transports et Mobilité - Tramway - Ligne 5 : Bilan intermédiaire de la concertation et redéfinition du périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) modificative

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5ème ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la ligne 4, inauguré le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale.

En effet, dans le cadre de la reconversion de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), la Ville de Montpellier et la Métropole souhaitent aménager le Parc Montcalm en un vaste espace vert de loisir de 20 hectares ouvert à la population. Le tracé initial de la ligne 5 dans ce secteur est par conséquent incompatible avec cette ambition.

Par délibération n°14926, du 27 septembre 2017, la Métropole définissait les objectifs et les modalités de la concertation pour un nouveau tracé entre le carrefour route de Lavérune/ avenue de Vanières et la place de 8 mai 1945.

Déroulement de la concertation

Du 6 au 27 novembre 2017, une exposition présentant les différents tracés a été tenue. Ont été exposés :

- un rappel du tracé de la ligne 5 déclaré d'utilité publique ;
- un plan et, sous forme de tableau les caractéristiques de chacun des 5 scénarii (numérotés de 1 à 5) présentés à la concertation ;
- un plan d'ensemble des différents 5 scénarii.

Cette présentation a été mise en ligne également sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

Durant la même période et sur le même lieu, un registre à feuillets non mobiles a été mis à disposition afin de recueillir les observations du public.

Ces modalités de concertation ont été portées à la connaissance du public par voie de presse (La Gazette, Midi Libre et 20 mn).

De plus, une réunion publique s'est tenue le 28 novembre 2017 à 18h, en salle Pelloutier à l'Hôtel de Métropole. Cette réunion publique a été annoncée par voie de presse (Midi Libre, la Gazette et 20 mn) ainsi

que sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le numéro de novembre du MMMag diffusé à 212 000 exemplaires.

Pour cette réunion, la Métropole a également informé les habitants du périmètre concerné par la distribution, dans les boîtes aux lettres, de cartons d'invitation.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et la Chambre d'Agriculture ont été invitées à une réunion le 7 février 2018 au cours de laquelle les différents scénarii de tracés ont été présentés.

Enfin, une nouvelle réunion publique s'est tenue le 4 avril 2018, en salle Pelloutier à l'Hôtel de Métropole.

Cette réunion a été annoncée par voie de presse (Midi Libre, La Gazette et 20 mn) ainsi que via le site internet de la Métropole.

Analyse des observations du public

Registre d'observations :

Le registre mis à disposition en Mairie de Montpellier a consigné 24 commentaires. Ces commentaires ont porté essentiellement sur l'urgence de faire cette ligne de tramway, le souhait de maintenir une desserte du quartier Ovalie et les inquiétudes quant à la circulation sur les axes structurants (avenue de Toulouse, route de Lavérune, rue des Chasseurs).

Réunion publique du 28 novembre 2017 :

Plus de 600 personnes ont assisté à cette réunion publique. 20 citoyens ont pris la parole et donné leur avis sur les scénarii de tracés proposés. En séance, l'une de ces personnes a proposé une nouvelle variante qui emprunte le boulevard Paul Valéry pour se rapprocher du quartier Ovalie. Cette proposition a été plébiscitée par le public.

Il ressort de la réunion publique les points suivants :

- Nécessité d'approfondir les scénarii n°2 (tracé empruntant la route de Lavérune ou la rue du Pas du Loup puis la rue du Lavandin, le futur quartier de l'EAI et la rue Lepic) et n°4 (tracé empruntant la route de Lavérune ou la rue du Pas du Loup puis la route de Lavérune, la rue des Chasseurs, le futur quartier de l'EAI et la rue Lepic), tracés préférés par le public parmi les 5 variantes proposées,
- Nécessité d'étudier une nouvelle variante, à la demande d'une grande partie des personnes présentes, empruntant l'Avenue de Vanières, le boulevard Paul Valéry pour ensuite rejoindre les tracés des scénarii 2 et 4.

Cette réunion a fait l'objet un compte rendu synthétique consultable sur le site internet de la Métropole : <http://www.montpellier3m.fr/actualite/ligne-5-de-tramway-les-riverains-donnent-leur-avis>.

Concernant la réunion de présentation aux chambres consulaires, La Chambre d'Agriculture n'est pas venue à la présentation du 7 février et s'est excusé. La CCI a fait parvenir un courrier, en date du 13 avril 2018, dans lequel elle émet un avis positif sur les variantes n°2 et 4 qui présentent les solutions plus optimales de desserte. Enfin, la Chambre des Métiers ne s'est pas prononcée officiellement quant à ses préférences.

Réunion publique du 4 avril 2018 :

Plus de 350 personnes ont assisté à cette deuxième réunion publique au cours de laquelle ont été présentées les variantes n°2 et 4, mises à l'étude et la variante par le boulevard Paul Valéry.

Les personnes qui se sont exprimées ont très majoritairement manifesté leur préférence pour un tracé qui emprunte le boulevard Paul Valéry, la route de Lavérune, la rue des Chasseurs, le futur quartier EAI et la rue Lepic.

Parmi les tracés proposés, c'est celui qui dessert le mieux mais partiellement le quartier Ovalie et les quartiers populaires de la Ville (Paul Valéry, Estanove, cité Gely...).

Bilan intermédiaire de la concertation

A ce stade, il est possible d'établir le bilan suivant :

L'objectif de préservation du parc Montcalm a été largement approuvé par la population.

Le passage par la rue Lepic et la traversée de l'EAI sont confirmés jusqu'à la rue des Chasseurs ; le tracé de la DUP sur ce tronçon n'est en conséquence pas modifié.

La variante par l'avenue de Vanières et le boulevard Paul Valéry n'assure que très partiellement la desserte du quartier Ovalie. Les tracés proposés par la rue du Pas de Loup et la route de Lavérune en sont encore plus éloignés.

Le tracé par le boulevard Paul Valéry doit donc être poursuivi au-delà de l'avenue de Vanières pour a minima maintenir la desserte du quartier Ovalie et améliorer la desserte du quartier Val de Croze (Quartier Prioritaire de la Ville).

Il est donc proposé de revoir le périmètre de la concertation pour le fixer entre la rue des Chasseurs et le rond-point Paul Fajon afin de poursuivre la concertation sur ce nouveau périmètre selon les modalités et objectifs définis dans la délibération n°14926, du 27 septembre 2017.

A l'issue de ce bilan intermédiaire, des études complémentaires sont nécessaires pour définir les variantes possibles sur le nouveau périmètre en tenant compte des 2 scénarii préférentiels définis entre le carrefour Lavandin/Lavérune et l'EAI.

Les scénarii préférentiels et les tracés variantes sont et seront toujours à l'étude, dans le cadre des phases suivantes de la concertation qui se poursuivra jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme.

A l'issue de la concertation, un bilan sera présenté et débattu au Conseil de Métropole. Le dossier définitif du projet sera alors arrêté par le Conseil et tenu à disposition du public.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan intermédiaire de la concertation préalable ;
- approuver la modification du périmètre de la concertation, défini par la délibération n°14926 en date du 27 septembre 2017 et poursuivre la concertation entre le rond-point Paul Fajon et la rue des Chasseurs, sans modifier les objectifs et les modalités définis dans cette délibération ;
- dire que le Conseil aura à délibérer ultérieurement sur le bilan de la concertation, celle-ci se poursuivant jusqu'à l'arrêt du dossier définitif du projet, conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur de Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39206-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Rabii YOUSSEUS.

Transports et Mobilité - Tramway - Ligne 5 Lavérune/Clapiers - Demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la ligne 4, inaugurée le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm et l'aménager en un vaste espace vert de loisir de 20 ha ouvert à la population.

Cette modification non substantielle fait l'objet d'une concertation, ouverte par la délibération n°14926 du 27 septembre 2017, et ne remet en cause ni l'économie du projet ni les objectifs de l'opération.

Pour rappel, les objectifs de la ligne 5 de tramway s'inscrivent pleinement en cohérence avec les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU), dans l'optique de :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et les pôles d'emplois,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la Métropole.

Ainsi, avec cette 5^{ème} ligne, le futur réseau de tramway renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Métropole et préservera l'attractivité du centre de Montpellier tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

La réalisation de l'opération dans son ensemble au-delà du 28 août 2018, date d'expiration de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet, nécessite de saisir Monsieur le Préfet d'une demande de prorogation de cette DUP pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique de la Ligne 5 de tramway entre Lavérune et Clapiers pour une durée de 5 ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39186-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Voirie, Espace public - Programmation 2018 - Travaux d'enfouissement, d'aménagement ou de rénovation de l'éclairage public sur les communes de Beaulieu, Montaud, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Grabels et Saint Georges d'Orques - Modification du plan de financement des travaux sur Saint Jean de Védas - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2018, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité, d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

- 1) La programmation métropolitaine de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public 2018 comporte les opérations suivantes :

Pôle Territorial de Cadoule et Bérange :

Commune de Beaulieu :

Travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Beaulieu, rue du Stade.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	49 343 ,52	7 709,92		29 143,52	12 490
Eclairage public	22 537,46		14 085,92		8 451,54
Télécommunication	15 027,47			6 100	8 927,47

Commune de Castries :

Travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Castries, rue du Cours complémentaire.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	185 235,94	30 167,89	50 000		105 068,05
Eclairage public	60 900,02		20 000		40 900,02
Télécommunication	35 441,86				35 441,86

- 2) La programmation métropolitaine de travaux d'aménagement des réseaux d'éclairage public 2018 comporte les opérations suivantes :

Pôle Territorial de Cadoule et Bérange :

Commune de Montaud :

Travaux d'aménagement de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Montaud, rue des Genêts.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Aménagement éclairage public	4 855,40		3 641,55		1 213,85

Pôle Territorial de Piémont et Garrigues :

Commune de Juvignac :

Travaux d'aménagement de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Juvignac, impasse des Uranies.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Aménagement éclairage public	3 378,80				

- 3) La programmation métropolitaine des travaux de rénovation sur les réseaux d'éclairage public 2018 comporte les opérations suivantes :

Pôle Territorial de Piémont et Garrigues :

Commune de Murviel-lès-Montpellier :

Travaux de rénovation de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Murviel-lès-Montpellier, Avenue du Clapas, rue des Clauzes, et lotissement les jardins ainsi que la rénovation d'une armoire électrique.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Rénovation éclairage public	18 264,70				

Commune de Grabels :

Travaux de rénovation de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Grabels, rues du Grillon et Calixte et rue des Genêts lotissement Rieumassel

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Rénovation éclairage public	41 550,38				

Commune de Saint Georges d'Orques :

Travaux de rénovation de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint Georges d'Orques, rues de Courpouyan, Clairdouy, Bel Air et Amandiers ainsi que la pose d'horloges astronomiques.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Rénovation éclairage public	37 776,09				

A la suite d'une demande de travaux de réfections supplémentaires, la délibération n°M2018-143 du 29 mars 2018 relative aux travaux de mise en discrétion des réseaux sur la commune de Saint Jean de Védas doit être modifiée comme suit :

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	49 515,87	7 813,57		16 680,92	25 021,38
Eclairage public					
Télécommunication	37 560,70				37 560,70

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux d'enfouissement des réseaux de l'éclairage public situés sur les communes de Beaulieu et de Castries ;
- approuver les travaux d'aménagement des réseaux de l'éclairage public situés sur les communes de Montaud et de Juvignac ;
- approuver les travaux de rénovation des réseaux de l'éclairage public situés sur les communes de Murviel-lès-Montpellier, Grabels et Saint Georges d'Orques ;
- approuver le plan de financement dédié à ces opérations ;

- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- solliciter Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif cette affaire et à son exécution dont les demandes de subvention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 13 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-34082-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Joël VERA.

Voirie, Espace public - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez pour le prolongement de la fibre optique - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit pour la Ville de Castelnau-le-Lez les différentes phases du plan quinquennal d'aménagement des voiries du quartier du Devois, consacrées aux aménagements et à la réfection des espaces publics.

Après une première phase de travaux, la Ville souhaite voir terminer le réaménagement du quartier du Devois, et plus particulièrement l'avenue des Vénus en phase 2 et les avenues des Apollons et de Sabines, les rues des Consuls et des Gladiateurs en phase 3. À cette occasion, elle envisage la réalisation des travaux de génie civil nécessaires sur le domaine public pour permettre l'extension ultérieure de son réseau de fibre optique.

Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez se sont rapprochées pour définir les modalités de réalisation et de financement des ouvrages nécessaires qu'il convient d'acter par la signature d'une convention.

La convention de co-maîtrise d'ouvrage a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de prolongement du réseau de communication électronique dans le cadre des travaux d'aménagement de l'avenue des Apollons et de l'avenue de Vénus.

La Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux nécessaires au prolongement de la fibre optique pour la commune de Castelnau-le-Lez.

Le montant de la participation financière de la commune de Castelnau-le-Lez correspond à la réalisation des tranchées, à la fourniture et pose des fourreaux et chambres de fibre optique, à savoir :

- 12 580 € HT soit 15 096 € TTC, pour l'avenue des Apollons,
- 24 675 € HT soit 29 610 € TTC, pour l'avenue de Vénus.

Le montant définitif sera ajusté au vu du décompte des dépenses réalisées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez relative au prolongement de la fibre optique de la commune;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget général, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-29401-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-015.....	Décision relative à une convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier	269
MD2018-041.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AD 148 appartenant à la copropriété "L'Enclos des Acanthes" rue de l'Enclos - Commune de Pignan	272
MD2018-043.....	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries des lotissements "La Plaine" "Les Coteaux" et "Les Palombes" appartenant à GGL - Commune de Montferrier-sur-Lez	274
MD2018-044.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AT 642, auprès des époux GUERIN, située rue de Bonadona - Commune de Pérols	276
MD2018-045.....	Décision relative au transfert d'office et valant classement dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698 partie privée de l'allée Adrienne Bolland - Commune de Montpellier	278
MD2018-046.....	Décision relative à une convention de prestations de service de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Prestations de travaux d'imprimerie - Autorisation de signature	280
MD2018-067.....	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 538 m² à extraire du domaine public située Route Départementale 106 - Commune de Saint-Brès	282
MD2018-077.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BB 399 appartenant à Monsieur Serge HERMET - Commune de VENDARGUES	284
MD2018-094.....	Décision relative à la convention avec l'Union des Groupements d'Achat Public (UGAP) pour l'acquisition de véhicules et autres segments d'achat - Autorisation de signature	286
MD2018-103.....	Décision relative à la signature de l'accord-cadre n°4961AT17 de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 à 6 relatifs à la maîtrise d'œuvre	288

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 26 avril 2018
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-108.....	Décision relative à une convention de partenariat avec la société Adventure Line Productions relative à l'émission ' La Carte au trésor 2018 '	291
MD2018-110.....	Décision relative à la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°3365 de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques	293
MD2018-112.....	Décision relative à une convention de prêt d'œuvres de l'artiste Raphaël Zarka dans le cadre d'une exposition temporaire au musée archéologique Henri Prades	295
MD2018-118.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AZ 228 appartenant à la SA d'HLM Nouveau logis Méridional - Commune de Baillargues	297
MD2018-122.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AD 193 située chemin de la Capouillère - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	299
MD2018-131.....	Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale relative à une prestation d'accompagnement pour l'adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles	301
MD2018-132.....	Décision relative au marché complémentaire n°9.132 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare	303
MD2018-133.....	Décision relative à une autorisation d'occupation temporaire de terrains publics pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le site du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier	305
MD2018-139.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LA FEUILLE D'ÉRABLE dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	307
MD2018-148.....	Décision relative à un marché n°4726EA17 - Mission de contrôle technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration de MAERA	309
MD2018-154.....	Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 113 et AS 115 situées chemin des Ormes - Commune de Cournonsec	311

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-155.....	Décision relative au marché n°4994CO17 Fabrication - Pose et dépose d'articles de pavé	313
MD2018-157.....	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries des lotissements de "L'Euze" et du "Clapierois" appartenant à la SARL TERRA NOSTRA - Commune de Clapiers	315
MD2018-158.....	Décision relative au choix du prestataire pour le marché 4713UH17 : Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole	317
MD2018-164.....	Décision relative au marché n°5050DS17 concernant la maintenance et l'entretien des ascenseurs des équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole	319
MD2018-169.....	Décision relative au marché n°4928EP17 - Aménagement de l'avenue du Professeur Emile JEANBRAU et du parvis Georges RICHARD à MONTPELLIER - Attribution du marché - Autorisation de signature	322
MD2018-171.....	Décision relative à une convention constitutive de groupement de commandes pour les travaux de réfection des tranchées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	324
MD2018-173.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée A 2869 chemin de Beaulieu "Résidence Opale" - Commune de Sussargues Décision relative à l'avenant n°4 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Saporta sur la commune de Lattes	326
MD2018-180.....	Décision relative à l'avenant n°4 au mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Saporta sur la commune de Lattes	328
MD2018-181.....	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AC 413 et AC 415 auprès des époux TRONEL-PEYROZ rue des Anguilles - Commune de Pérols	330
MD2018-189.....	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BT n°57 sise commune de Montpellier - Implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional	332
MD2018-190.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AMAPLACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	334

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-191.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMWATT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	336
MD2018-192.....	Décision relative à la cession pour pièces d'un ensemble de véhicules vétustes et économiquement irréparables à réformer	338
MD2018-193.....	Décision relative à un avenant de transfert du marché n°3521DC13 d'interventions de restauration-conservation sur des œuvres du musée Fabre - Lot n° 2	340
MD2018-194.....	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec la société FRUITION SCIENCES pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	342
MD2018-196.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BECLOOD dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	344
MD2018-197.....	Décision relative à l'attribution du marché n°5033 EP 17 de travaux et maintenance des dispositifs de retenue routiers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (hors Montpellier et routes départementales)	346
MD2018-198.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société HELIAD dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	348
MD2018-199.....	Décision relative au prêt de deux œuvres en provenance du Berggruen Museum de Berlin pour l'exposition "Picasso - Donner à voir"	350
MD2018-200.....	Décision d'ester en justice "Aire de grand passage de Lattes - Procédure d'expulsion"	352
MD2018-203.....	Décision relative aux organismes extérieurs - Association Finances GESTion Évaluation (AFIGESE), Assemblée des Communautés de France (AdCF), Association France Urbaine - Cotisations 2018 – Approbation	354
MD2018-208.....	Décision relative à une convention de mise à disposition de l'orgue de l'église Saint-Etienne de Castries au bénéfice du Conservatoire à Rayonnement Régional	356
MD2018-210.....	Décision relative à l'avenant n°1 du marché à bons de commande n°3767GD14 - Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-	358

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales
 collecte sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-212.....	Décision relative à la location de l'ARENA SUD DE FRANCE pour l'organisation de matchs de championnat de division I de FUTSAL	360
MD2018-213.....	Décision relative à un accord-cadre de prestations d'études d'impact et prestations connexes - Secteur de la Cavallade/Hippocrate - Commune de Montpellier - Mandat d'études confié à la SA3M - Autorisation de signature	362
MD2018-214.....	Décision relative à la cession pour cause de vétusté d'un véhicule Citroën Berlingo immatriculé 217-ACJ-34 et d'un véhicule Renault Mégane immatriculé 291-APX-34 - Hôtel des ventes de Montpellier	364
MD2018-219.....	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier concernant un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier	366
MD2018-222.....	Décision relative à un marché n°4906bis RI 17 d'études des besoins en réseaux et en logiciels pour les services sur place du réseau des médiathèques	368
MD2018-225.....	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la voie dénommée « Rue Cité du Mas de Tesse » voie privée ouverte à la circulation publique cadastrée KS 40 - Commune de Montpellier	370
MD2018-226.....	Décision relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'études urbaines sur le secteur dit "Saporta" situé sur la commune de Lattes	372
MD2018-227.....	Décision relative au marché n°4959VD17 de fourniture de colonnes métalliques sérigraphiées aériennes pour les collectes en apport volontaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	374
MD2018-228.....	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	376
MD2018-231.....	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et M. Philippe ANDRE - 637 rue de la Cavallade à Montpellier	378
MD2018-233.....	Décision relative à la cession de la parcelle cadastrée AC n°238 située dans le parc d'activités Marcel Dassault à Saint Jean de Védas	380

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 26 avril 2018
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-234.....	Décision relative à l'attribution du marché n°5052DF18 de mise en place d'un outil de gestion de la dette propre et de prestations de conseil en gestion active de la dette pour Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Montpellier et Pérols	382
MD2018-235.....	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de réseaux de rejet des eaux pluviales - parcelle AC n°239 sise commune de Saint Jean de Védas	384
MD2018-236.....	Décision relative à l'acquisition des parcelles KR 614 et IS 434 rue des Coronilles et rue Croix de Figuerolles - Commune de Montpellier	386
MD2018-237.....	Décision relative à un contrat n°2018-01-01/1 d'assistance à la prestation pour les logiciels de gestion des Ressources Humaines - Gestion Financière - Gestion du patrimoine et gestion des régies - Attribution de marché - Autorisation de signature	388
MD2018-239.....	Décision relative à l'agrément de candidature de l' Association pour Personnes en Situation de Handicap (APSH 34) dans la ZAC Garosud extension à Montpellier/Lattes	390
MD2018-240.....	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GABEN dans la ZAC Marcel DASSAULT à Saint Jean de Védas	392
MD2018-244.....	Décision relative à la cession pour pièces de véhicules du Pôle Littoral à réformer en raison de leur grande vétusté à l'Hôtel des Ventes de Montpellier	394
MD2018-245.....	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4590DC16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude de positionnement stratégique du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier	396
MD2018-247.....	Décision modificative de la régie de recettes CADA de Montpellier Méditerranée Métropole	398
MD2018-248.....	Décision relative à la cession d'une épareuse vétuste à réformer de marque Rousseau type Agora 500 PA	401
MD2018-251.....	Décision relative à la cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier de véhicules vétustes à réformer du pôle Littoral	403

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-253.....	Décision relative au marché n°4984EP17 - Inventaire et évaluation de l'état du patrimoine des ouvrages d'art (ponts) - Décision de déclaration sans suite	405
MD2018-254.....	Décision relative à l'accord-cadre n°4938EA17 - Travaux de renouvellement de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	407
MD2018-255.....	Décision relative à la cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier d'une camionnette-fourgonnette vétuste à réformer de marque Citroën immatriculée EL-420-TR du pôle Piémonts et Garrigues	410
MD2018-256.....	Décision relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre Arkea Banque Entreprises et Institutionnels et Montpellier Méditerranée Métropole	412
MD2018-257.....	Décision relative à une ouverture de crédit de Trésorerie conclue entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole	415
MD2018-258.....	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage de réseaux électrique sur le lot volume n°1 de la parcelle SK n°161 sise commune de Montpellier - Enfouissement des lignes haute tension sur le territoire métropolitain	418
MD2018-259.....	Décision relative à la cession pour pièces d'une camionnette-benne vétuste à réformer de marque Peugeot immatriculée 3730 ZE 34	420
MD2018-262.....	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES)	422
MD2018-265.....	Décision annule et remplace la décision n°D2017-918 relative à l'attribution du marché n°4790 - Prestations d'exécution graphique pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Déclaration sans suite	424
MD2018-266.....	Décision relative au marché n°5040DC18 de location et installation de tentes scènes et matériels de réception pour la Comédie du Livre 2018	426
MD2018-268.....	Décision relative au marché n°3999VD17 de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation du quai de transfert des déchets ménagers de Pignan - Avenant n°1 - Fixation de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et à l'établissement du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre - Autorisation de signature	428

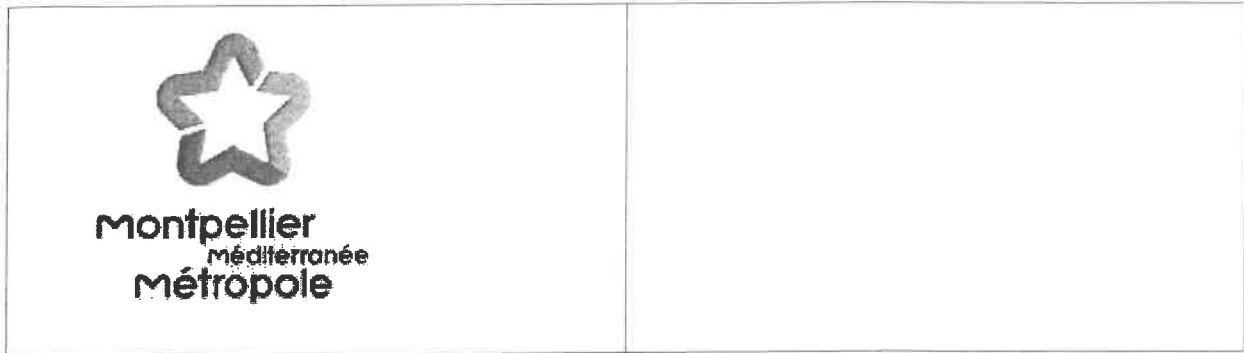
PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-270.....	Décision de constitution de partie civile	430
MD2018-271.....	Décision d'ester en justice "Requête TA n°1801176-3"	432
MD2018-276.....	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commande relatifs à la réalisation d'une mission d'études urbaines sur le secteur "Comédie-Lez" - Commune de Montpellier - Autorisation de signature	434
MD2018-279.....	Décision relative au marché n°4362EP16 - Maintenance - Entretien - Modifications et petites extensions du réseau pluvial - Avenant n°2 - Autorisation de signature	436
MD2018-280.....	Décision relative à la cession pour pièces d'une camionnette Peugeot vétuste à réformer immatriculée 9651 YN 34 et d'une camionnette Iveco vétuste à réformer immatriculée 3355 ZR 34	438
MD2018-283.....	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commande relatif à la réalisation d'une mission de sondages et d'études de structures sur le secteur Comédie-Lez - Commune de Montpellier - Autorisation de signature	440
MD2018-285.....	Décision relative à l'agrément de candidature de l'École Supérieure de Formation en Alternance - ESFA dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	443
MD2018-290.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPOT TO LAB au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	445
MD2018-292.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IDEALYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	447
MD2018-293.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TOUCHMODS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	449
MD2018-295.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société imaGeau au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	451
MD2018-296.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	453

Conseil du 26 avril 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N° DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-299.....	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Office Public d'Aménagement et Construction de Montpellier - ACM - sur la Zac Parc 2000 2ème extension à Montpellier	455
MD2018-300.....	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Office Public d'Aménagement et Construction de Montpellier - ACM - dans la Zac Parc 2000 2ème extension à Montpellier	457
MD2018-303.....	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga	459
MD2018-311.....	Décision d'ester en justice "Association Saint Jean Environnement - Requête n°1801308-5 TA"	461
MD2018-314.....	Décision d'ester en justice "Association Saint Jean Environnement - Requête n°1801307-5 TA"	463
MD2018-315.....	Décision d'ester en justice "Occupation illicite parkings de l'Aréna"	465



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mandat avec la Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole
(SA3M) pour la réalisation de la première
phase du projet de création d'un cimetière
métropolitain dans le prolongement du
cimetière communal Saint Etienne sur le
site de Grammont à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;

- VU la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant :

- Qu'en vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,
- Que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier,
- Que conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), il est proposé de déléguer à la SA3M la réalisation de la première phase de ce projet,
- Qu'à cet effet, il sera confié à la SA3M le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accomplissement des actes relevant des attributions du maître d'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, pour un montant prévisionnel global estimé de 20 784 181,02 euros HT (valeur novembre 2017). Le contrat de mandat prendra effet à la date de notification par Montpellier Méditerranée Métropole au mandataire du contrat signé et de la date de sa réception par le représentant de l'Etat, et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire. La rémunération attribuée au mandataire pour cette mission est fixée à 927 300 euros HT.

Article 2 : D'autoriser le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi que le dépôt d'une demande de permis de construire pour cette opération.

Article 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

Article 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL

Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-26460-CC-1-1

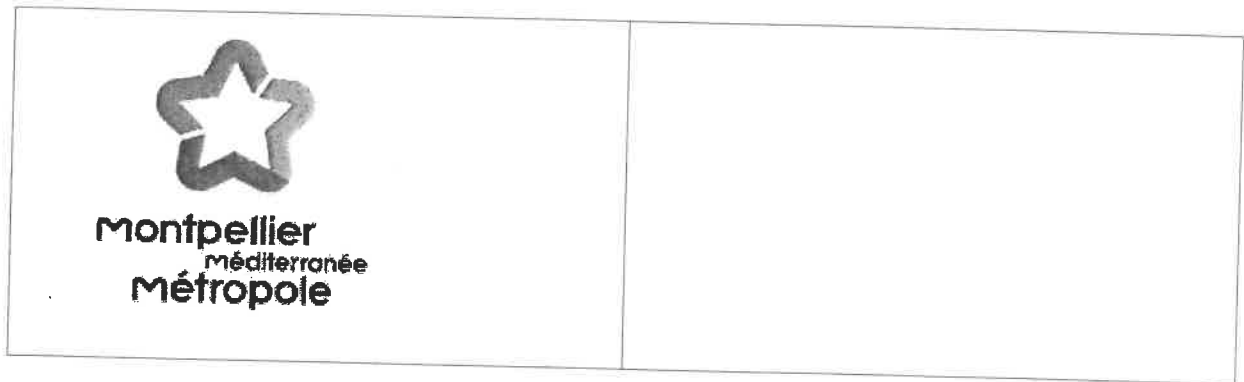
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AD 148 appartenant à la
copropriété "L'Enclos des Acanthes" rue
de l'Enclos - Commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de la copropriété "L'Enclos des Acanthes" du 11 décembre 2017, acceptant la cession de la parcelle AD 148 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AD 148 "à usage public" située dans la copropriété "L'Enclos des Acanthes", rue de l'Enclos à Pignan.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété "L'Enclos des Acanthes", représentée par Rafaël Immobilier en sa qualité de syndic, la parcelle cadastrée AD 148 à Pignan d'une superficie de 1488 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Agnès BILLET-LLORCA, notaire à Pignan, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

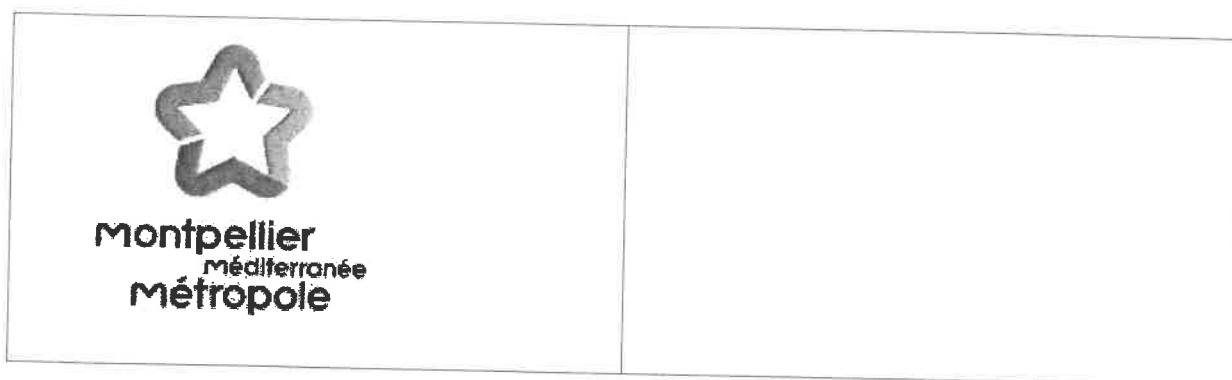
034-243400017-20180101-26714-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries des
lotissements "La Plaine" "Les Coteaux" et
"Les Palombes" appartenant à GGL -
Commune de Montferrier-sur-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la demande de cession des voiries des lotissements "La Plaine", "Les Coteaux" et "Les Palombes" formulée par la société Guiraudon Guipponi Leygues Aménagement (GGL Aménagement) le 25 septembre 2017 à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis favorable du service pôle Vallée du Lez en date du 9 janvier 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries des lotissements "La Plaine", "Les Coteaux" et "Les Palombes" situés sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement, ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries du lotissement "La Plaine", à savoir les parcelles cadastrées AC 152 (373 m²), AC 153 (1271 m²), AC 159 (746 m²) et AC 160 (1583 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement ou toute autre personne venant en substitution de cette société, la parcelle en nature de voirie du lotissement "Les Coteaux", à savoir la parcelle cadastrée AC 55 (30 m²), en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement ou toute autre personne venant en substitution de cette société, qui a accepté de céder la parcelle en nature de voirie du lotissement "Les Palombes", à savoir la parcelle cadastrée AL 122 (112 m²), en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les transactions sont consenties à l'euro symbolique compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Maître Delphine PORTALES FALOTICO, notaire à Saint-Gély-du-Fesc, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

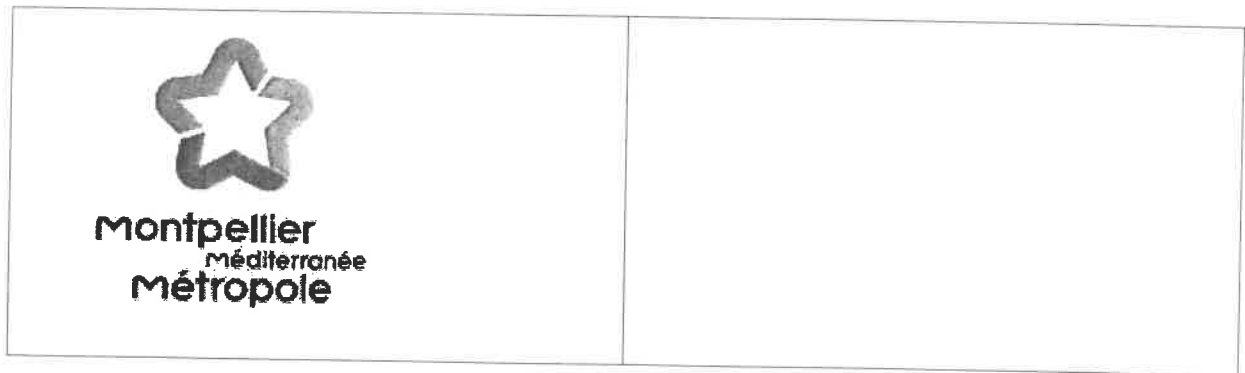
034-243400017-20180101-26748-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AT 642, auprès des
époux GUERIN, située rue de Bonadona -
Commune de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de vente avec prise de jouissance anticipée en date du 20 novembre 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AT 642 déjà aménagée en voirie rue de Bonadona à Pérols,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux GUERIN la parcelle cadastrée AT 642 d'une superficie de 96 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 60€/m², soit un montant total de 5 760€ (*cinq mille sept cent soixante euros*) pour 96 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : La SCP SUTILS-HERRERO-CADERAS DE KERLEAU, étude notariale à Mauguio, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

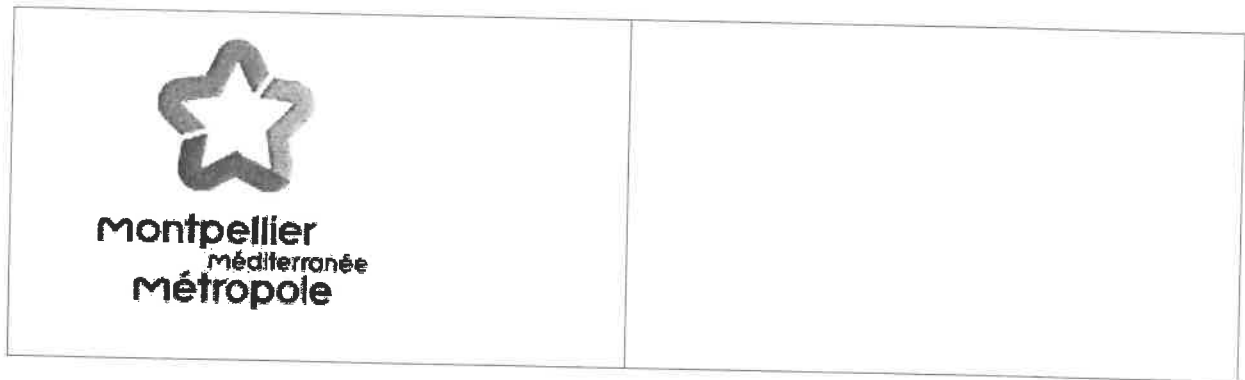
034-243400017-20180101-26792-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'office et
valant classement dans le domaine public
métropolitain de la parcelle cadastrée DS
698 partie privée de l'allée Adrienne
Bolland - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, et notamment ses articles L.141-3, L.141-12 et R.141-4 à R.141-10,
- VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision métropolitaine n°D2016-492 en date du 13 juillet 2016 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée DS 698 dans le domaine public métropolitain – Commune de Montpellier,
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-293 en date du 21 décembre 2017 prescrivant l'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public métropolitain, parcelle cadastrée DS 698, partie privée de l'allée Adrienne Bolland – Commune de Montpellier,

- VU la décision métropolitaine n°D2017-1046 en date du 17 janvier 2018 relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698, correspondant à la partie privée de l'allée Adrienne Bolland – Commune de Montpellier,
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} au 15 février 2018,
- VU le rapport, les conclusions et l'avis très favorable du commissaire-enquêteur en date du 19 février 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de finaliser ce dossier de transfert d'office dans le domaine public de l'allée Adrienne Bolland sur la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée DS 698 correspondant à la partie privée de l'allée Adrienne Bolland, sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Il est rappelé que cette décision portant transfert d'office de la parcelle susvisée vaudra classement dans le domaine public métropolitain, que ce classement interviendra sans indemnité et éteindra tous droits réels et personnels sur la parcelle transférée, conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert sera dûment enregistré au fichier de la Conservation des Hypothèques de Montpellier I.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

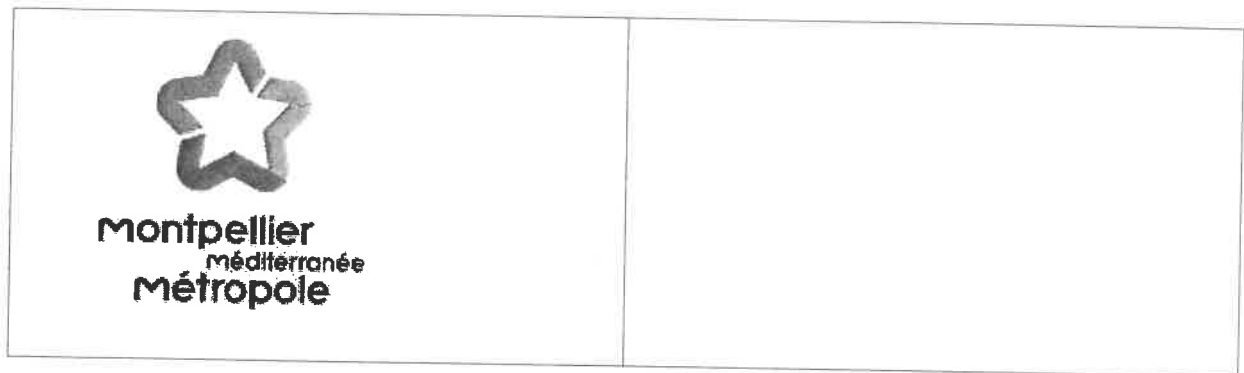
034-243400017-20180101-26815-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
prestations de service de la commune de
Montpellier au bénéfice de Montpellier
Méditerranée Métropole - Prestations de
travaux d'imprimerie - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine « Ressources Humaines » ;

CONSIDÉRANT :

- Que la Ville de Montpellier a développé depuis de nombreuses années un service en charge de la réalisation de travaux d'imprimerie nécessaires à l'exercice de ses compétences,
- Que ce service démontre son efficacité opérationnelle tout autant que sa maîtrise des coûts,

- Que dans le principe de rationalisation des services publics et dans un esprit de convergence entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, il apparaît opportun et économique que des prestations de travaux d'imprimerie puissent être réalisés par le service imprimerie de la Ville de Montpellier.

- Que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidés de conclure une convention de prestations de service présentant les principales caractéristiques suivantes :

- Une durée de convention de 2 ans à compter de la date exécutoire de la décision, reconductible annuellement et tacitement trois fois (durée maximale 5 ans).
- Montpellier Méditerranée Métropole pourra choisir de faire réaliser tout ou partie de ses travaux d'imprimerie, sous réserve de disponibilité et faisabilité technique, par l'imprimerie de la Ville de Montpellier.
- La Ville de Montpellier assumera l'avance des frais et facturera à Montpellier Méditerranée Métropole le coût correspondant des fournitures et prestations fournies à l'euro près.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la Convention de prestations de service de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux d'imprimerie.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Mme Régine ILLAIRE ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

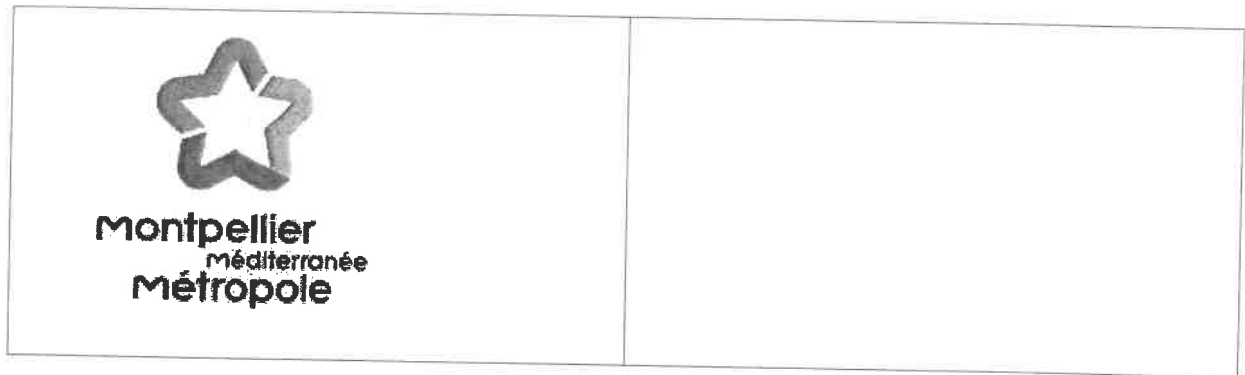
034-243400017-20180101-27365-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 538 m² à
extraire du domaine public située Route
Départementale 106 - commune de Saint-
Brès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-1-1361 du 27 décembre 2016 portant constatation du transfert des routes départementales de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **CONSIDERANT** qu'une emprise d'une superficie de 538 m² à extraire du domaine public située Route Départementale 106 à Saint-Brès n'est pas affectée à l'usage public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise de 538 m² à extraire du domaine public avant de pouvoir la déclasser et la céder,

- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 538 m² à extraire du domaine public, située Route Départementale 106 à Saint-Brès et constituant un délaissé de voirie.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 538 m² à extraire du domaine public, située Route Départementale 106 à Saint-Brès.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

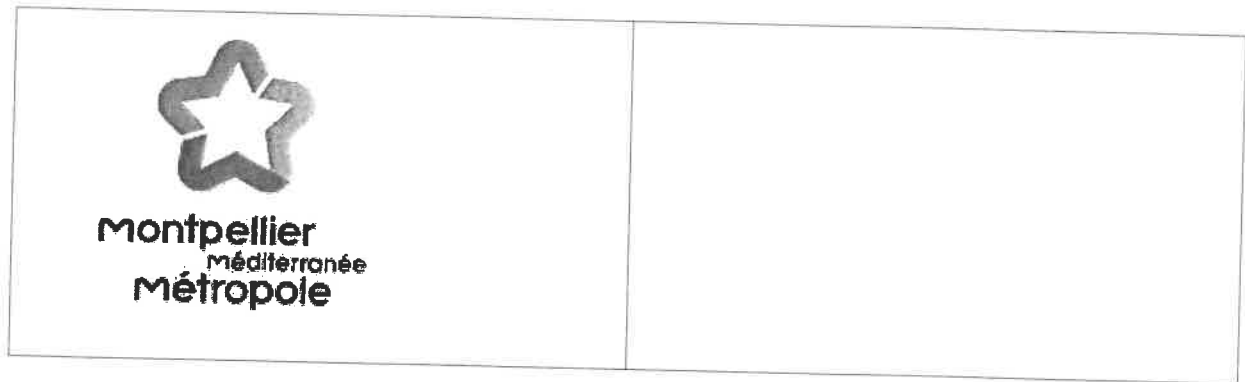
034-243400017-20180101-27210-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BB 399 appartenant à Monsieur
Serge HERMET - Commune de
VENDARGUES

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse de vente en date du 30 juin 2017 acceptant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle BB 399 d'une superficie de 8 m², située Chemin des Carrières à Vendargues,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et affectée à la circulation publique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle BB 399 d'une superficie de 8 m² située Chemin des Carrières auprès de Monsieur Serge HERMET.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 10 € le m² TCC soit un total de 80 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

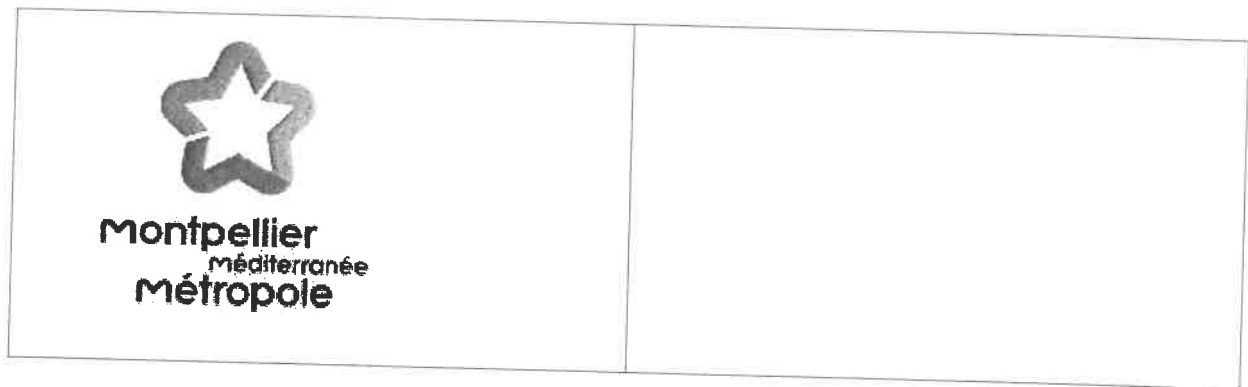
034-243400017-20180101-97260-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la convention avec
l'Union des Groupements d'Achat Public
(UGAP) pour l'acquisition de véhicules et
autres segments d'achat - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun de recourir à une commande de nouveaux bus auprès de l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics ;
- Que dans le cadre de sa politique de mutualisation des achats et du développement de son activité avec l'UGAP, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de conclure un partenariat avec l'UGAP dans les domaines des véhicules et/ou de l'informatique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention avec l'UGAP pour une durée de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal et sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

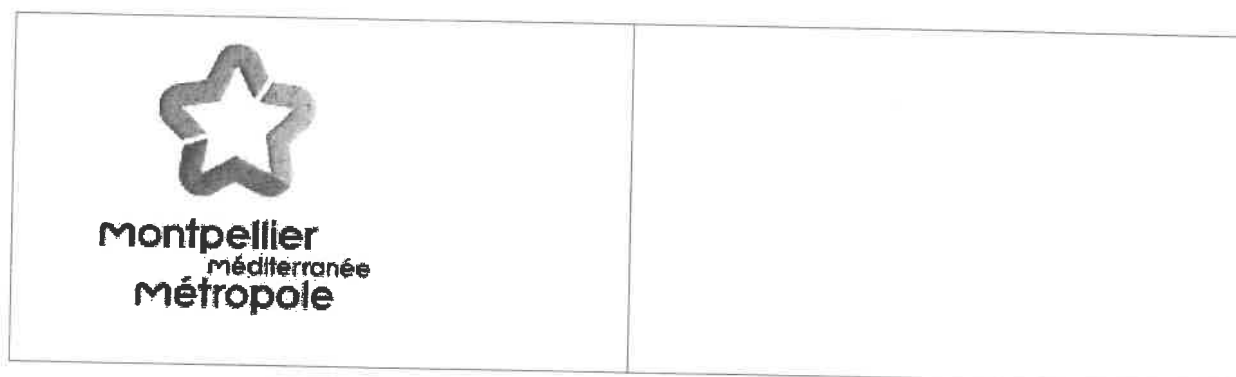
034-24360017-20180101-28783-CC -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à la signature de l'accord-cadre n°4961AT17 de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 à 6 relatifs à la maîtrise d'œuvre

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole, une programmation de travaux globalisée sur le domaine de la voirie métropolitaine (historique, transférée par les communes et par le Département) entraîne d'une part un besoin de maîtrise d'œuvre portant sur la

conception et la réalisation de travaux de voirie, et d'autre part un besoin d'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'établissement des programmes jusqu'à la remise d'ouvrage.

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouverte a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires exécuté par l'émission de bons de commande, avec un allotissement par pôle pour les lots 1 à 6 relatifs à la maîtrise d'œuvre, et un lot n°7 assistance à maîtrise d'ouvrage couvrant tous les pôles, cela pour une durée d'un an renouvelable trois fois. Le lot n°7 fera l'objet d'une attribution ultérieure.

- Que pour les lots n°1 à 6 relatifs à la maîtrise d'œuvre, les offres ont été analysées sur la base de quatre cas pratiques couvrant les principales commandes susceptibles d'être faites au cours du marché, en application des critères d'analyse suivants :

- La valeur technique, à hauteur de 68 %, appréciée au regard de la qualité des réponses aux cas pratiques.
- Le prix, à hauteur de 32 %, noté au regard du détail quantitatif estimatif issu des cas pratiques.

- Que deux attributaires ont été désignés sur chacun des lots 1 à 6 portant sur la maîtrise d'œuvre.
- Que l'attribution étant limitée à deux lots par candidat, ceux-ci se sont vu attribuer, le cas échéant, en priorité les lots bénéficiant de l'estimation la plus importante. La procédure d'attribution de chaque lot s'est donc déroulée dans l'ordre suivant :

- Lot 3 « MOE - Pôle Vallée du Lez » (80 000, 00 € HT /an)
- Lot 4 « MOE - Pôle Cadoule et Bérange » (75 000, 00 € HT /an)
- Lot 5 « MOE - Pôle Littoral » (65 000, 00 € HT /an)
- Lot 2 « MOE - Pôle Piémonts et Garrigues » (60 000, 00 € HT /an)
- Lot 1 « MOE - Pôle Plaine Ouest » (45 000, 00 € HT /an)
- Lot 6 « MOE - Pôle Montpellier » (40 000, 00 € HT /an)

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 décembre 2017 a attribué les lots n°1 à 6 aux entreprises suivantes :

Lot n°3 « MOE - Pôle Vallée du Lez » :

- **CABINET GAXIEU**, sis 418 rue du Mas de Verchant à MONTPELLIER, classé 1^{er},
- **PRIMA INGENIERIE**, sise 4 rue de Dublin Parc Aquatechnique Immeuble les 3 sommets à SETE, classé 2^{ème}.

Lot n°4 « MOE - Pôle Cadoule et Bérange » :

- **CABINET GAXIEU**, sis 418 rue du Mas de Verchant à MONTPELLIER, classé 1^{er},
- **Groupeement LS INGENIERIE / SITETUDES**, sis 1949 bvd François Xavier Fafeur à CARCASSONNE, classé 2^{ème}.

Lot n°5 « MOE - Pôle Littoral » :

- **Groupeement INFRAMED / LS INGENIERIE**, sis Immeuble le Saint Antoine 625 Avenue de la Saladelle à SAINT AUNES, classé 2^{ème},
 - **SERI**, sise 134 rue de Fontcaude à MONTPELLIER, classé 3^{ème}.
- Le candidat GAXIEU, classé 1^{er}, s'étant vu attribuer les lots 3 et 4 dont l'estimation est plus importante.

Lot n°2 « MOE - Pôle Piémonts et Garrigues » :

- **SERI**, sise 134 rue de Fontcaude à MONTPELLIER, classé 2^{ème},
 - **MEDIAE**, sise ZAC de la Petite Camargue 352 chemin des Oliviers à LUNEL, classé 3^{ème}.
- Le candidat GAXIEU, classé 1^{er}, s'étant vu attribuer les lots 3 et 4 dont l'estimation est plus importante.

Lot n°1 « MOE - Pôle Plaine Ouest » :

- **MEDIAE**, sise ZAC de la petite Camargue 352 chemin des Oliviers à LUNEL, classé 3^{ème},
- **BnB INGENIERIE**, sise bât. Air Littoral Aéroport Montpellier Méditerranée, classé 4^{ème}.

Le candidat GAXIEU, classé 1^{er}, s'étant vu attribuer les lots 3 et 4, et le candidat SERI, classé 2^{ème}, s'étant vu attribuer les lots 2 et 5, dont les estimations sont plus importantes.

Lot n°6 « MOE - Pôle Montpellier » :

- **SAFEGE**, sise La Bruyère 2000 bât. 1 le Millénaire 650 rue H. Becquerel à MONTPELLIER, classé 4^{ème},
- **SEGC INGENIERIE**, sise à MEZE, classé 5^{ème}.

Le candidat GAXIEU, classé 1^{er}, s'étant vu attribuer les lots 3 et 4, le candidat SERI, classé 2^{ème}, s'étant vu attribuer les lots 2 et 5, et le candidat MEDIAE, classé 4^{ème}, s'étant vu attribuer les lots 2 et 3 dont les estimations sont plus importantes.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature des accords-cadres suivants, sans montant minimum ni maximum :

- Lot n°1 « MOE - Pôle Plaine Ouest » aux entreprises MEDIAE et BnB INGENIERIE.
- Lot n°2 « MOE - Pôle Piémonts et Garrigues » aux entreprises SERI et MEDIAE.
- Lot n°3 « MOE - Pôle Vallée du Lez » au CABINET GAXIEU et à l'entreprise PRIMA INGENIERIE.
- Lot n°4 « MOE - Pôle Cadoule et Bérange » au CABINET GAXIEU et au groupement LS INGENIERIE / SITETUDES.
- Lot n°5 « MOE - Pôle Littoral » au groupement INFRAMED / LS INGENIERIE et à la SARL SERI.
- Lot n°6 « MOE - Pôle Montpellier » aux entreprises SAFEGE et SEGC INGENIERIE.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE



Publiée le : 19 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

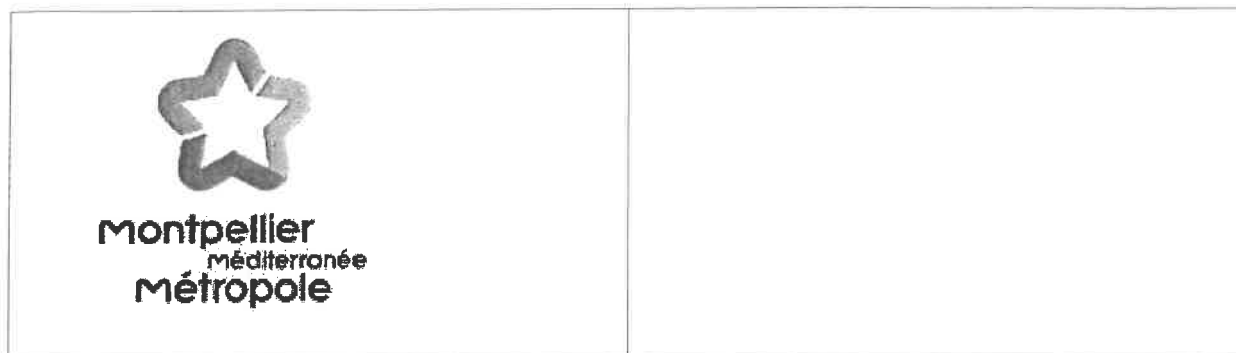
034-243400017-20180101-27808-CC .

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **19 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat avec la société Adventure Line
Productions relative à l'émission ' La Carte
au trésor 2018 '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

Considérant :

- Que la société Adventure Line Productions, en sa qualité de producteur, souhaite produire une des émissions de la série audiovisuelle de jeu intitulée « La Carte au trésor 2018 », autour de la métropole ;

- Que la société 99% en sa qualité de producteur exécutif du Programme, est notamment chargée, pour le compte de la société Adventure Line Productions, de démarcher les collectivités locales susceptibles d'être intéressées par une participation au financement du programme, et s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce cadre ;
- Que compte tenu des lieux de tournages de l'émission (Saint Guilhem le Désert et gorges de l'Hérault, Pic Saint-Loup, littoral de Frontignan ou Sète à Aigues-Mortes, Saint Jean de Fos et Aspiran, et sur le territoire métropolitain : anciennes salines et Cathédrale de Villeneuve-lès-Maguelone, place du Peyrou, faculté de médecine, aqueduc, jardin des plantes etc., à Montpellier, survol de Montpellier et de l'ouest de la métropole), et des retombées économiques et médiatiques attendues sur le territoire (accueil de l'équipe de tournage, logo métropole sur les hélicoptères et au générique de l'émission, 3,5 millions de téléspectateurs attendus), Montpellier Méditerranée Métropole souhaite répondre favorablement à cette sollicitation et participer au financement de l'émission, en contrepartie de l'acquisition des droits d'exploitation des images aériennes filmées pour l'émission, et de la valorisation du soutien apporté.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de partenariat avec la société Adventure Line Production relative à l'émission « La Carte au trésor 2018 ». Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à ce titre à verser au cosignataire une participation financière au projet d'un montant de 30 000 € HT, soit 36 000 € TTC, réparti comme suit : 20 000 € HT, soit 24 000 € TTC, en contrepartie de la concession des droits d'exploitation non commerciale des images aériennes tournées dans le cadre de l'émission, et 10 000 € HT, soit 12 000 € TTC, en contrepartie de la mise en avant de la Métropole dans le cadre des présentes.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention susmentionnée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 03 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

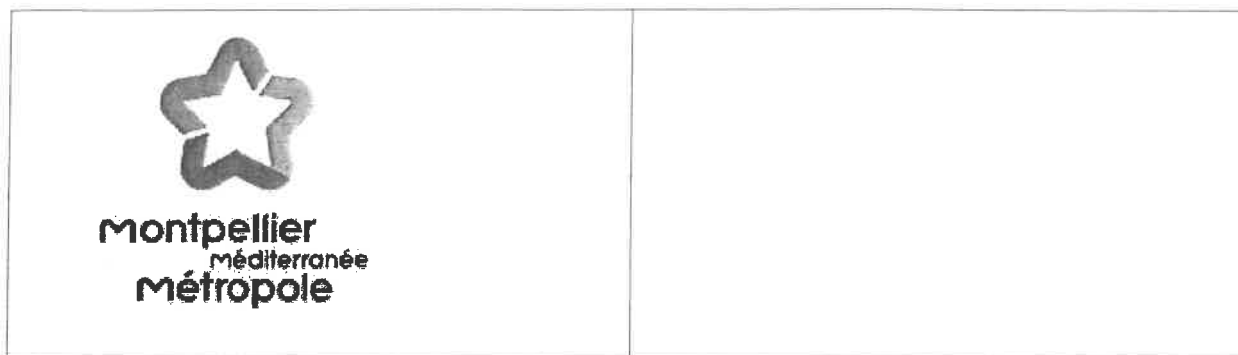
034-243400017-20180101-27862-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 AVR. 2018

Réception en Préfecture : 03 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion de
l'avenant n°1 au marché n°3365 de
maîtrise d'œuvre pour la construction de la
station d'épuration de Saint Georges
d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2014-627 attribuant le marché n°3365 de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques au groupement Bureau d'études

EYSSERIC ENVIRONNEMENT/GOAVEC dont le mandataire est l'entreprise Bureau d'études EYSSERIC ENVIRONNEMENT, sise 51 Traverse du Moulin à Vent 13015 Marseille pour un montant de 81 082 Euros HT et pour une durée prévisionnelle de 60 mois ;

Considérant :

- Que des modifications de programme sont apparues nécessaires en cours d'études et demandées par la maîtrise d'ouvrage,
- Que ces modifications nécessitent de prolonger le délai du marché,
- Que la rémunération définitive du maître d'œuvre doit être approuvée.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3365 de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques avec le groupement Bureau d'études EYSSERIC ENVIRONNEMENT/GOAVEC dont le mandataire est l'entreprise Bureau d'études EYSSERIC ENVIRONNEMENT, sise 51 Traverse du Moulin à Vent 13015 Marseille, avenant d'un montant de 9 690 euros HT.

Article 2 : De dire que le délai global est augmenté de 5 mois, pour passer de 60 à 65 mois.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 29 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 24340007- 20180101-27885-CC-1-1

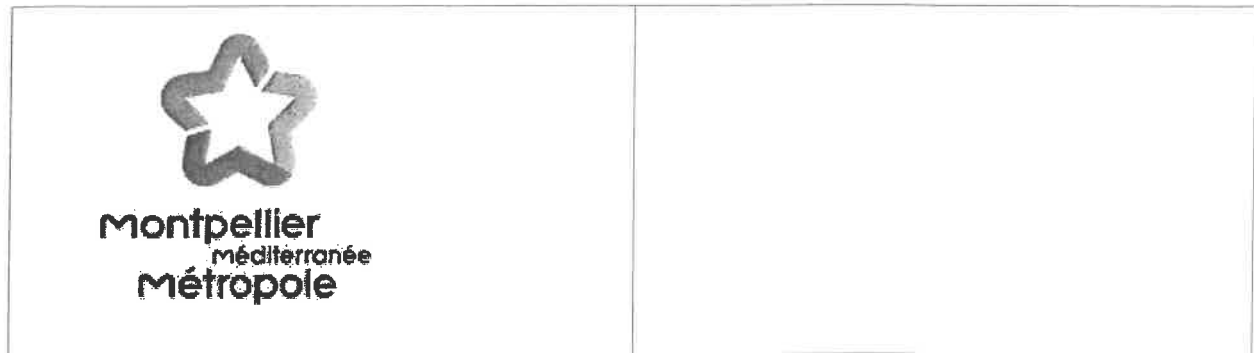
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2018

Réception en Préfecture : 29 MARS 2018



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'œuvres de l'artiste Raphaël Zarka dans
le cadre d'une exposition temporaire au
musée archéologique Henri Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture ».

Considérant :

- Que dans le cadre de l'organisation régulière d'expositions d'art contemporain au musée archéologique Henri Prades, qui permettent de créer un dialogue singulier entre les œuvres et les époques et d'élargir le propos de l'établissement tout en intéressant un public diversifié, une exposition de l'artiste Raphaël Zarka est organisée dans les espaces des collections temporaires du musée du 13 octobre 2018 au 18 février 2019.

D É C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prêt d'œuvres est passée avec Monsieur Raphaël Zarka pour la mise à disposition de productions artistiques qui seront présentées lors de cette exposition temporaire.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de sa signature et prendra fin au terme de l'exposition, après le retour des œuvres chez l'artiste, soit jusqu'au 31 mars 2019.

ARTICLE 3 : De dire qu'un montant de 6 000 € TTC sera versé à Monsieur Raphaël Zarka pour l'élaboration du concept de l'exposition et le prêt d'un ensemble d'œuvres. Par ailleurs, le transport des œuvres sera pris en charge par la Métropole, dans la limite d'un montant de 4 000 € TTC. Ces dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

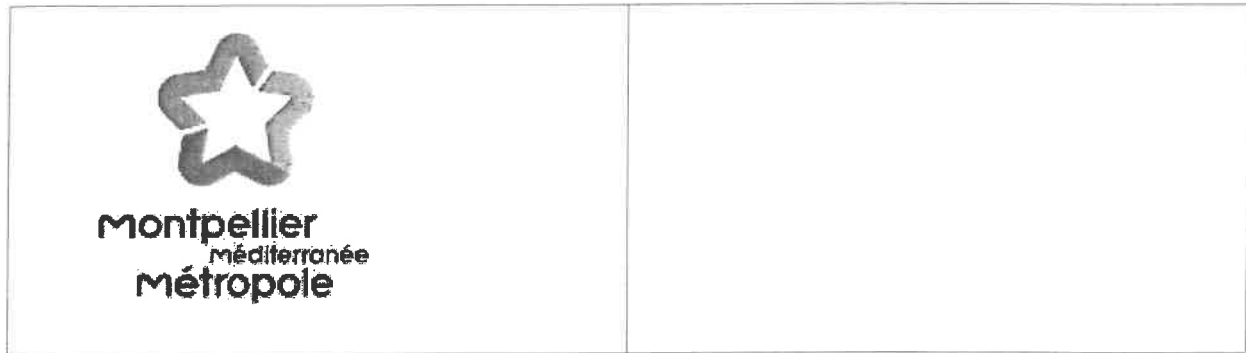
034-243400017-20180101-27922-CC.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AZ 228 appartenant à la SA
d'HLM Nouveau logis Méridional -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal du conseil d'Administration de la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional en date du 19 décembre 2017 acceptant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AZ 228 d'une superficie de 133 m² située rue Christian André Benoit à BAILLARGUES.
- **CONSIDERANT** la nécessité de réaliser un cheminement piétonnier entre la ZAE AFTALION et le Pôle d'Echanges Multimodal,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AZ 228 d'une superficie de 133 m² située rue Christian André Benoit à BAILLARGUES auprès de la SA d'HLM Le Nouveau Logis Méridional.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu. Les frais d'acte seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

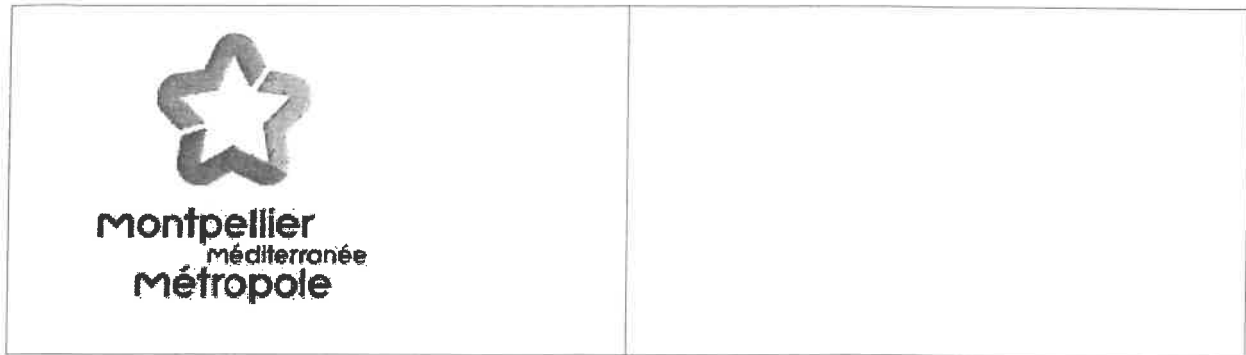
034-243400017-20180101-28037-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AD 193 située chemin de
la Capouillère - Commune de Villeneuve-
lès-Maguelone

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle AD 193 afin d'élargir le chemin de la Capouillère sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone,
- **CONSIDERANT** l'accord de Monsieur David PICAS, propriétaire de ladite parcelle, sur les termes de la négociation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur David PICAS la parcelle cadastrée AD 193 (8 m²) en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 60€/m², soit un montant total de 480€ (*quatre cent quatre-vingts euros*).

ARTICLE 3 : L'étude notariale de Villeneuve-lès-Maguelone se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

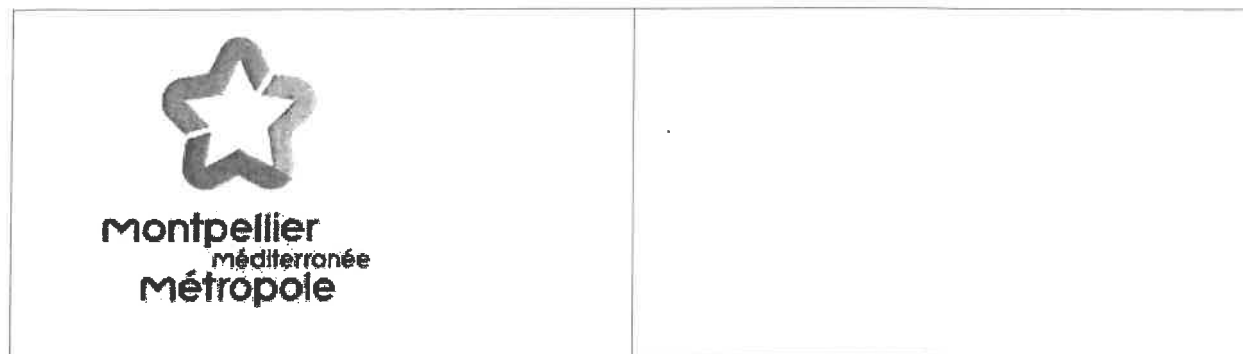
034-243400017-20180101-28114-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes publiques
conclue entre Montpellier Méditerranée
Métropole, la Ville de Montpellier et le
Centre Communal d'Action Sociale
relative à une prestation
d'accompagnement pour l'adaptation au
Règlement général pour la protection des
données personnelles**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification » ;

- **CONSIDERANT**, la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics (article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- **CONSIDERANT**, le souhait de la Ville de Montpellier, du CCAS de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de prestation d'accompagnement pour l'adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché de prestation d'accompagnement pour l'adaptation au Règlement général pour la protection des données personnelles, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : La Ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, au sens de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 4 AVR. 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : - 4 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

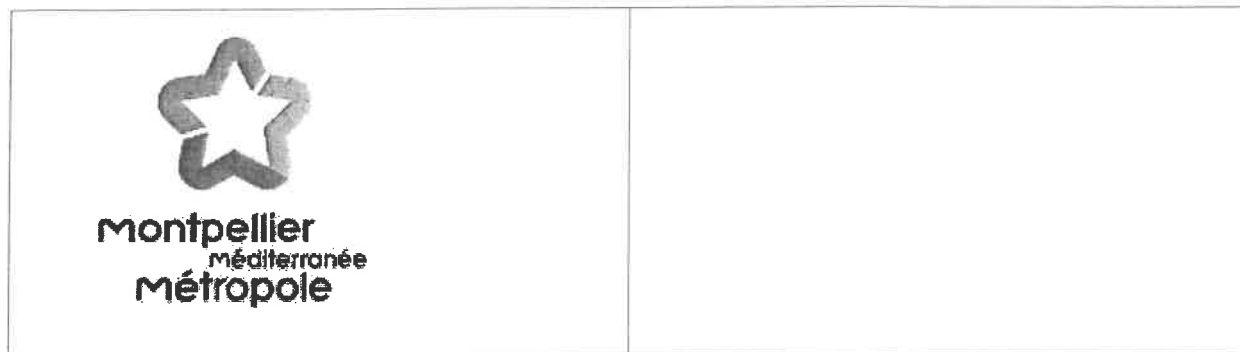
0742434001A-20180101-28326-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 AVR. 2018

Réception en Préfecture : - 4 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
complémentaire n°9.132 portant sur la
mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et
la réalisation de l'extension de la ligne 1 de
tramway vers la nouvelle gare**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU que dans le cadre de l'aménagement Quartier Cambacérès à Montpellier, la SA3M est intervenu comme mandataire de la Métropole pour l'opération de l'extension de la Ligne 1 de tramway intégrée dans le mandat d'études générales du nouveau quartier ;

- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la Ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision n°D2017-800 du 4 décembre 2017 transférant le marché de maîtrise d'œuvre, relatif à l'extension Est de la ligne 1 de tramway lancé par la SA3M, à TaM ;

Considérant :

- Que le marché initial de maîtrise d'œuvre attribué, par délibération n°11818 du 24 septembre 2013, au groupement INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) / RICHEZ Associés a été établi pour s'insérer dans le programme initial de travaux de la ZAC « Oz » rebaptisée « Cambacérès » qui a évolué.
- Les modifications de programme concernent notamment l'insertion centrale du tramway sur le Cours de la Gare, initialement prévue en latérale, la modification du tracé le long du boulevard Pénélope et la modification de l'implantation de la traversée de l'A709. Ces modifications imposent la reprise d'une grande partie des études déjà réalisées.
- qu'une procédure négociée sans mise en concurrence préalable a été lancée conformément à l'article 144-II-6 du Code des Marchés Publics.
 - que l'offre du groupement a été analysée d'un point de vue technique et financier.
 - les résultats de la consultation portant sur le marché complémentaire de maîtrise d'œuvre dont la Commission d'Appel d'Offres réunie le 9 janvier 2018 a été informée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché complémentaire n°9.132 de maîtrise d'œuvre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle Gare avec le groupement INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) / RICHEZ Associés pour un montant global et forfaitaire de 374 750 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 AVR. 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **03 AVR. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

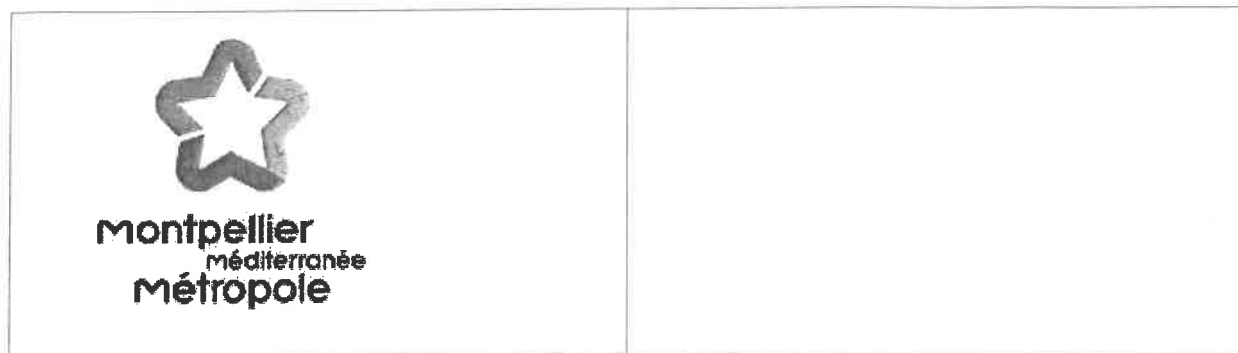
034-243400017-20180101-28413-AU-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 AVR. 2018**

Réception en Préfecture : **03 AVR. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation
d'occupation temporaire de terrains
publics pour la réalisation d'un diagnostic
d'archéologie préventive sur le site du
Castellas à Murviel-lès-Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en tant que Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ; ainsi que celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole va faire réaliser des travaux pour mettre en place une couverture du forum du site archéologique du Castellas, de manière à sauvegarder et valoriser les éléments patrimoniaux remarquables de l'agglomération antique de Murviel-lès-Montpellier.
- Que préalablement à cette opération, il est nécessaire d'effectuer un diagnostic d'archéologie préventive qui aura pour objectif de rechercher des vestiges antiques en lien ou antérieurs au forum du site du Castellas.

- Que le diagnostic sera effectué par l'Inrap (Institut National de recherches archéologiques préventives) sur une période de 8 jours, dans le cadre d'une convention passée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

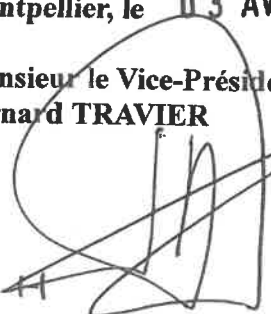
ARTICLE 1 : D'autoriser l'occupation temporaire de terrains publics pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le site archéologique du Castellàs, à Murviel-lès-Montpellier, afin que le rendu d'un rapport de diagnostic intervienne au plus tard au 22 juin 2018.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention autorisant cette occupation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 03 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

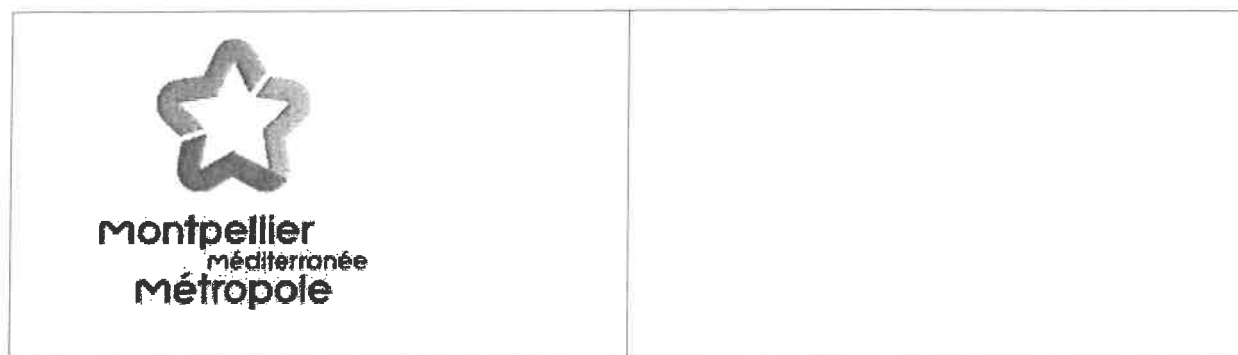
034-243409017-20180101-284SS-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 AVR. 2018

Réception en Préfecture : 03 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société LA FEUILLE
D'ÉRABLE dans le VEAS Parc 2000 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,

CONSIDERANT :

- La demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société LE FEUILLE D'ÉRABLE, représentée par Monsieur Jean-Pierre GUILBERT a pour activité la collecte et le recyclage de papiers.
- Qu'elle est candidate à la location du lot A09 de 221.64 m² pour une période 36 mois.
- Que l'entreprise projette un effectif de 12 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société LA FEUILLE D'ERABLE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

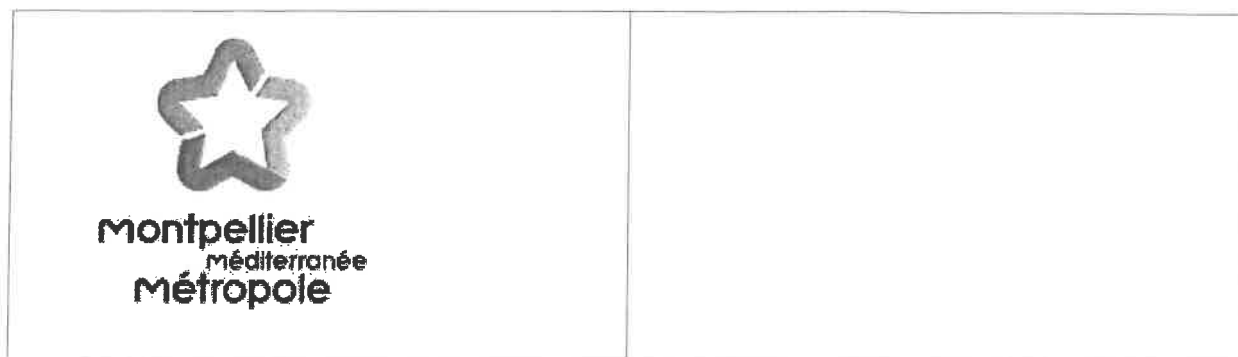
034-243400017-20180101-29017-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché n°4726EA17
- Mission de contrôle technique relative au
projet d'extension et d'adaptation de la
station d'épuration de MAERA

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement »,

Considérant :

- Qu'une mission de Contrôle Technique est nécessaire, dans le cadre des travaux d'extension et d'adaptation de la station d'épuration MAERA,
 - Qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, pour un marché d'une durée de 84 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
1. Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire (40%)

2. Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
- Qu'après analyse, la Commission d'appel d'Offres a choisi l'entreprise QUALICONSLT sise Parc Club du Millénaire – Bât 18 – 1025, rue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°4726EA17 – Mission de Contrôle Technique relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration MAERA à l'entreprise QUALICONSLT, pour un montant de 155 800 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-28843-AU-1-1

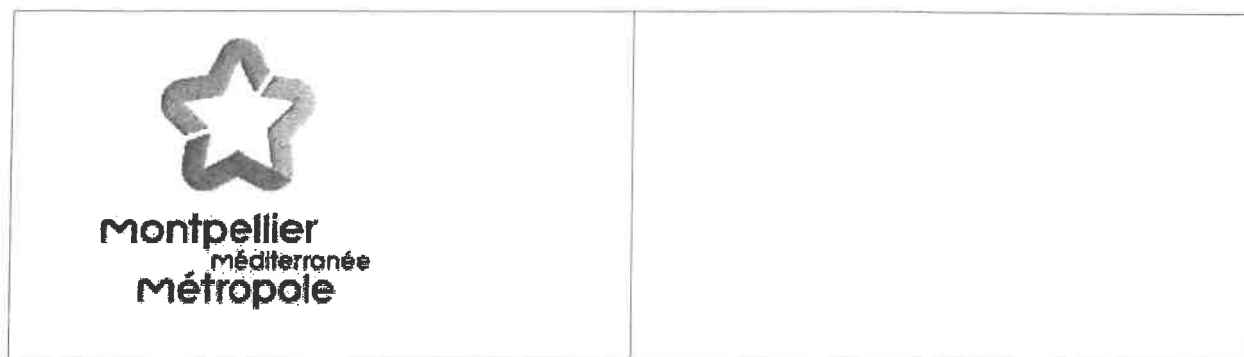
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles AS 113 et AS 115 situées chemin
des Ormes - Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole
- VU la promesse de vente en date du 25 janvier 2018 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles AS 113 et AS 115 d'une superficie respective de 126 m² et 39 m² situées chemin des Ormes à Cournonsec,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont en nature de voirie et affectées à la circulation publique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles AS 113 et AS 115 situées chemin des Ormes à Cournonsec, auprès de Monsieur DECOUX Jean Luc et Madame DECOUX Lyne.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

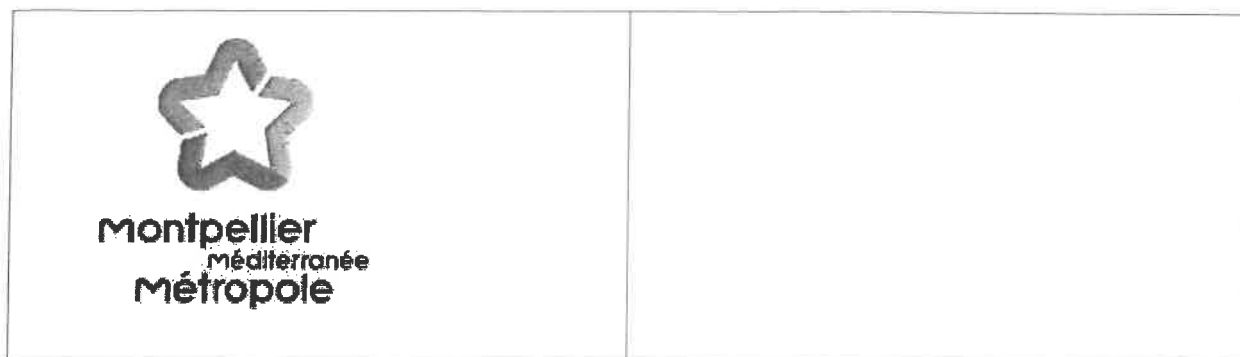
034-243400017-20180101-28959-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4994CO17
Fabrication - Pose et dépose d'articles de
paviment**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI,

CONSIDÉRANT :

- Que l'ancien marché se termine suite à un avenant de prolongation le 30/04/2018,
- Que cette consultation fait l'objet d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier afin de satisfaire aux besoins de la direction de la communication,
- Qu'elle a pour objet la fabrication, la pose et la dépose de supports de communication pour le paviment de différents sites afin de promouvoir les événements ayant lieu pour l'un et/ou l'autre membre du groupement de commandes.

- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I 1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique pour une durée de 1 an à compter du 01/05/2018 reconductible tacitement trois fois.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40%.

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du mardi 20 février 2018 a attribué le marché à l'entreprise CA C FAIT.COM domiciliée MONTPELLIER (34070) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n°4994 Fabrication, pose et dépose de pavoisement à l'entreprise CA C FAIT.COM pour un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

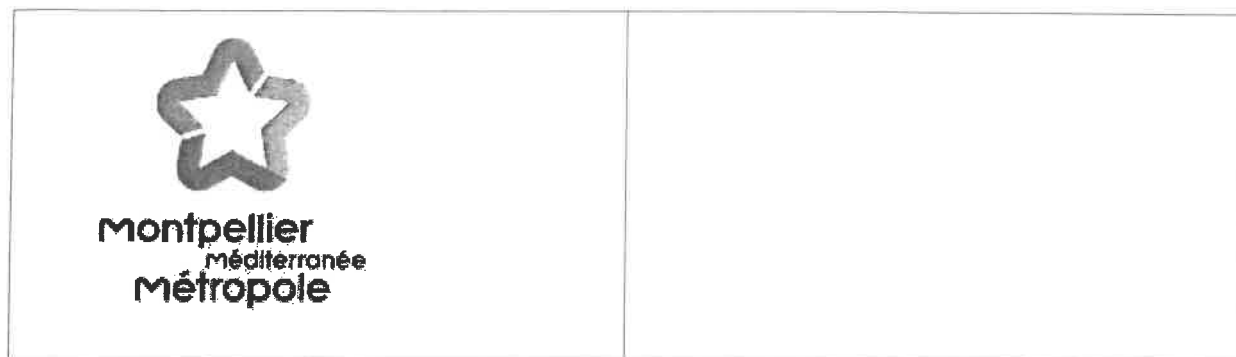
034-243400017-20180101-29065-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries des
lotissements de "L'Euze" et du
"Clapierois" appartenant à la SARL
TERRA NOSTRA - Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de rétrocession des voiries des lotissements « l'Euze » et « le Clapierois » formulée par la SARL Terra Nostra, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole,
- VU l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 5 février 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries des lotissements « L'Euze » et « Le Clapierois », situés sur la commune de Clapiers.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL Terra Nostra, qui a accepté, les voiries du lotissement « L'Euze », à savoir la parcelle cadastrée BN 342 (283 m²), en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de SARL Terra Nostra, qui a accepté, les voiries du lotissement « Le Clapierois », à savoir les parcelles cadastrées BN 344 (126 m²) et BN 356 (95 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les transactions sont consenties à l'euro symbolique compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

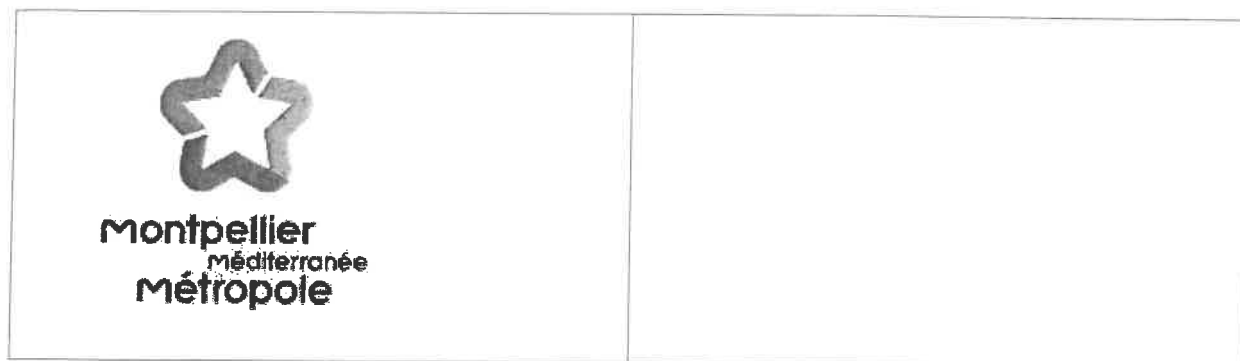
034-243400017-20180101-29085-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service Déplacement / Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au choix du prestataire
pour le marché 4713UH17 : Mission
d'étude et d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de
Déplacements Urbains 2010-2020 et
élaboration du Plan de Déplacements
Urbains 2020-2030 de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité,

Considérant :

- Que le PDU 2010-2020 doit réglementairement être évalué 5 ans après son approbation, conformément à l'article L 1214-8 du Code des transports et au Décret n° 2016-753 du 7 juin 2016 et qu'il a été décidé que cette évaluation sera suivie d'une élaboration du futur PDU 2020-2030, afin de faire face aux évolutions du territoire et aux transformations du cadre législatif et réglementaire tout en intégrant de nouveaux défis en inscrivant le territoire dans la transition énergétique.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 et 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à prix mixtes pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique : 70 %, et prix des prestations au regard du total du montant forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et du montant du DQE : 30 %.
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 5 décembre 2017 a attribué le marché à l'entreprise TRANSITEC sise 172 - 174 avenue F. Roosevelt, 69500 BRON, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise TRANSITEC, pour un montant de 399 075 euros HT (386 825 € H.T pour la tranche ferme et 12 250 € H.T pour la tranche conditionnelle) pour les prestations rémunérées par un prix forfaitaire et pour un montant maximum de 50 000 € H.T pour les prestations rémunérées par un prix unitaires (prestations rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires)

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 AVR. 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



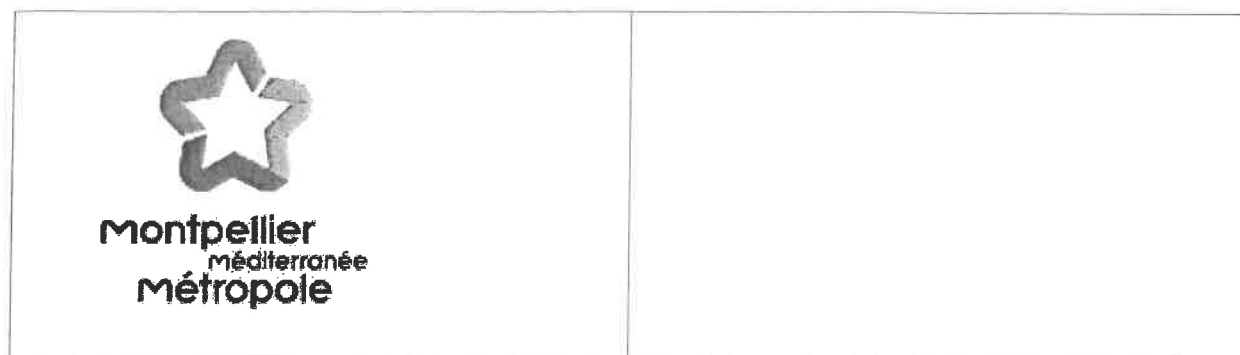
Publiée le : **03 AVR. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-24340017-20180101-29646-AU-1-1.

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **03 AVR. 2018**

Réception en Préfecture : **03 AVR. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5050DS17
concernant la maintenance et l'entretien
des ascenseurs des équipements sportifs de
Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « sports et traditions sportives » ;
- VU le rapport d'analyse des offres du 19 janvier 2018 ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la maintenance et l'entretien des ascenseurs des bâtiments sportifs Montpellier Méditerranée Métropole ;

- la durée du marché est de trois ans ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- le marché est composé de deux lots :
 - lot n°1 : maintenance et entretien des ascenseurs du complexe sportif Yves-du-Manoir de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - lot n°2 : maintenance et entretien des ascenseurs du stade de la Mosson, stade Jules Rimet, du Palais des Sports René Bournol, du Gymnase Pitot et de la base de canoë kayak Lavalette de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique : 60%.
- Qu'après analyse, l'entreprise PACA Ascenseurs Services, sise ZAC de l'Agavon – 4 avenue Lamartine, 34170 Les Pennes Mirabeau, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le Lot n°1 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise OTIS, sise 164 rue Maurice Le Boucher – ZAC de Tournezy – 34090 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le Lot n°2.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5050DS17 - Lot n°1 « maintenance et entretien des ascenseurs du complexe sportif Yves-du-Manoir de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise PACA Ascenseurs Services.

ARTICLE 2 : Le montant du marché pour le Lot n°1 s'élève à 32 940 € HT. Cette dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'attribuer le marché n°5050DS17 - Lot n°2 « maintenance et entretien des ascenseurs du stade de la Mosson, du stade Jules Rimet, du Palais des Sports René Bournol, du Gymnase Pitot et de la base de canoë kayak Lavalette de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise OTIS.

ARTICLE 4 : Le montant du marché pour le Lot n°2 s'élève à 27 640 € HT. Cette dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29261-CC-H

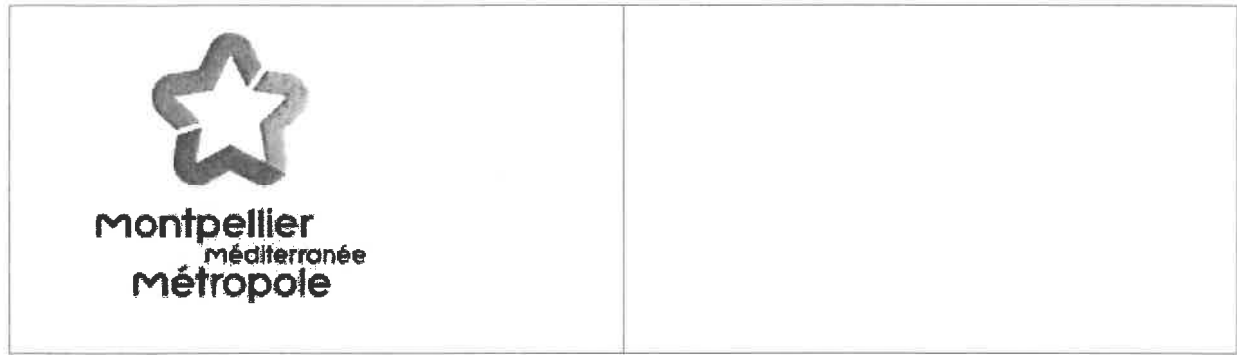
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4928EP17 -
Aménagement de l'avenue du Professeur
Emile JEANBRAU et du parvis Georges
RICHARD à MONTPELLIER -
Attribution du marché - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en tant que Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace Public ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'il est nécessaire de procéder à des travaux d'aménagement du Parvis Georges Richard et de l'avenue du Professeur Emile Jeanbrau,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 7 mois,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique de l'offre (60%) et Prix des prestations (40%),
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 janvier 2018 a été informée de l'attribution :
 - du lot 1 voirie à l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée sise RD 613 - Lieu-dit le Deves à Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - du lot 2 réseaux humides à l'entreprise SOLATRAG sise ZI - BP 50056 à Agde présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - du lot 3 éclairage public à l'entreprise SPIE City Networks sise PA Marcel Dassault - 170 rue Henri Farman à Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : - D'autoriser la signature du lot 1 du marché d'aménagement de l'avenue du Professeur Jeanbrau et du parvis Georges Richard à l'entreprise EIFFAGE, pour un montant estimatif sur la base du détail quantitatif estimatif de 479 717 euros HT,
- D'autoriser la signature du lot 2 du marché d'aménagement de l'avenue du Professeur Jeanbrau et du parvis Georges Richard à l'entreprise SOLATRAG, pour un montant estimatif sur la base du détail quantitatif estimatif de 295 730 euros HT,
- D'autoriser la signature du lot 3 du marché d'aménagement de l'avenue du Professeur Jeanbrau et du parvis Georges Richard à l'entreprise SPIE City Networks, pour un montant estimatif sur la base du détail quantitatif estimatif de 168 657,45 euros HT.

Le délai d'exécution des travaux est de 7 mois dont 1 mois de préparation à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE



Publiée le : - 5 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

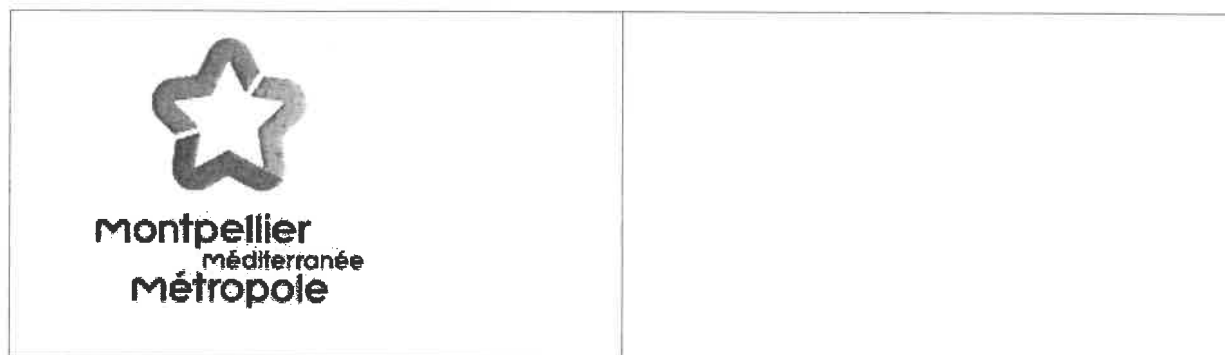
034-24340017-20180101-2928 AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 AVR. 2018

Réception en Préfecture : - 5 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
constitutive de groupement de commandes
pour les travaux de réfection des tranchées
sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace Public,

CONSIDERANT :

- que la coordination des achats est source d'économies d'échelle et de bonne gestion des deniers publics,

- que Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de la Montpellier Méditerranée Métropole, ENEDIS, Gaz Réseau Distribution France, la Coopérative d'Electricité de Saint-Martin-de-Londres, VEOLIA Eau, VEOLIA Eau Ruas, la SERM et Energies du Sud, ont décidé de créer un groupement de commandes ayant pour objet la passation d'un accord cadre de travaux de réfection de tranchées et de réalisations d'investigations complémentaires.

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est donc constitué un groupement de commandes entre ces divers organismes, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et relatif à la conclusion d'un accord-cadre de travaux portant sur la réfection de tranchées et réalisations d'investigations complémentaires.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive du groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonatrice du groupement, sa commission d'appel d'offres étant celle du groupement. Montpellier Méditerranée Métropole lancera donc la procédure de mise en concurrence conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics afin de passer et conclure l'accord-cadre nécessaire aux travaux de réfections des tranchées et d'investigations complémentaires. Montpellier Méditerranée Métropole sera également chargé de notifier et d'exécuter cet accord cadre au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée allant de la passation de l'accord-cadre de travaux à conclure jusqu'à la date d'expiration de la dernière année d'exécution de cet accord-cadre de travaux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE



Publiée le : - 5 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

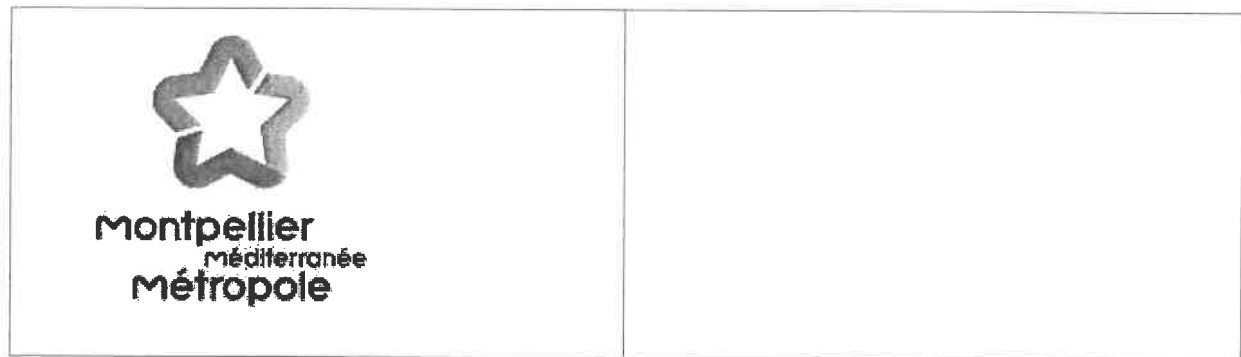
034-243400017-20180101-29455-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 AVR. 2018

Réception en Préfecture : - 5 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée A 2869 chemin de
Beaulieu "Résidence Opale" - Commune
de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la convention de projet urbain partenarial (PUP) "Résidence Opale" conclue entre FDI Promotion et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 1^{er} octobre 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle A 2869, correspondant à l'emplacement réservé C2 du PLU pour l'élargissement et l'aménagement du chemin de Beaulieu à Sussargues,
- **CONSIDERANT** la nécessité de créer une servitude d'accès pour assurer l'entretien du mur de soutènement édifié en limite de propriété,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires de la résidence Opale, représentés par la société FDI Promotion, la parcelle cadastrée A 2869 d'une superficie de 176 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le montant de cette acquisition s'élève au prix de 8 800€, soit 50€/m², sans versement de numéraire car déduit des participations dues au titre de la convention de PUP signée le 1^{er} octobre 2015.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une servitude de passage à travers la résidence Opale afin d'accéder au mur de soutènement édifié en limite de propriété, pour permettre le contrôle, l'entretien et les réparations de l'ouvrage.

ARTICLE 4 : Maître Pierre-Marie LASCOMBES, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété et de constitution de servitude aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29329-AU -

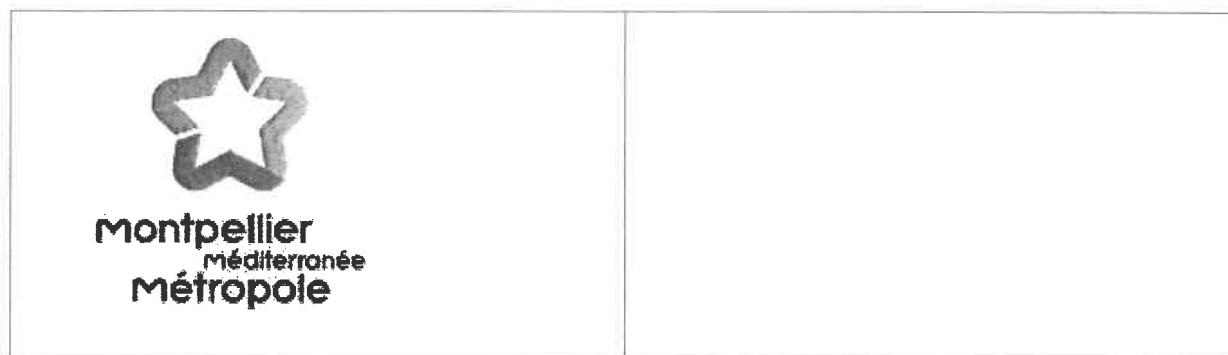
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°4 au
mandat d'études préalables à
l'aménagement du secteur Saporta sur la
commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2014 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4ème Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- VU la convention de mandat d'études préalables, à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue avec la SAAM devenue SA3M le 14 août 2013,
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat d'études préalables, à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue avec la SAAM le 4 février 2014,
- VU l'avenant n°2 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement, du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue la SAAM devenue SA3M le 9 décembre 2015,

-VU l'avenant n°3 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement, du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes, conclue la SAAM devenue SA3M le 13 mars 2017,

-**CONSIDÉRANT** que la mise en œuvre des études et des missions du mandataire, prévues dans le cadre du présent mandat, doit s'échelonner sur 75 mois jusqu'en 2019,

-**CONSIDÉRANT** que pour permettre l'échelonnement de la mise en œuvre des études et des missions du mandataire, prévues dans la convention de mandat, celle-ci doit faire l'objet d'un avenant afin de prendre en compte ce nouveau délai,

-**CONSIDÉRANT** qu'il convient de passer un avenant à la convention de mandat pour acter l'allongement de la durée du mandat de 24 mois et adapter l'annexe n°2 de la convention de mandat relative au calendrier prévisionnel des études à faire réaliser.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°4 au mandat relatif aux études préalables à l'aménagement du secteur « Saporta » sur la Commune de Lattes est passé avec la SA3M.

ARTICLE 2 : La durée prévisionnelle du mandat initial, égale à 51 mois, est portée à 75 mois.

ARTICLE 3 : Le montant global du contrat est inchangé et est égal à 405 000 € HT.

ARTICLE 4 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert Pastor est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté susvisé portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 AVR. 2018**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR**



Publiée le : 03 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

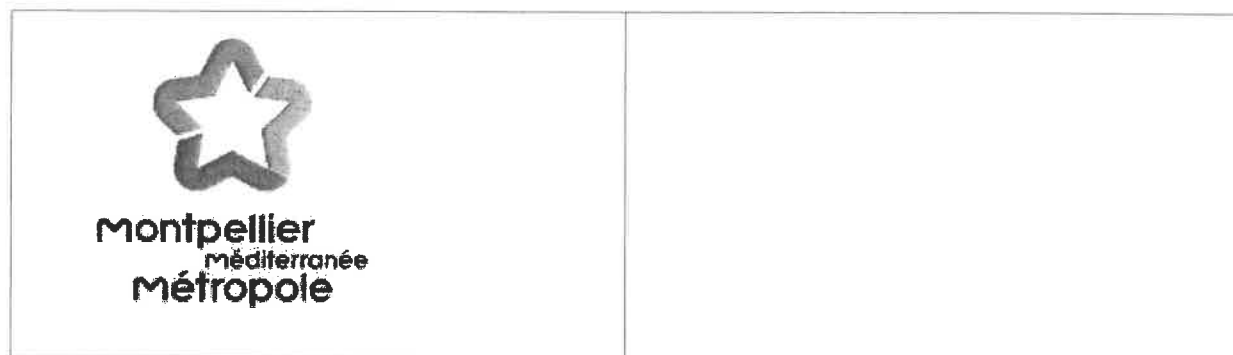
034-243409017-20180101-29593AR-1-1.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 AVR. 2018**

Réception en Préfecture : **03 AVR. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AC 413 et AC 415
auprès des époux TRONEL-PEYROZ rue
des Anguilles - Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des époux TRONEL-PEYROZ sur les termes de la négociation en date du 2 février 2018,
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles AC 413 et AC 415, afin de permettre la régularisation foncière de l'emprise de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux TRONEL-PEYROZ, les parcelles cadastrées AC 413 (41 m²) et AC 415 (125 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis, à charge pour la collectivité de classer ces deux parcelles dans son domaine public.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : La SCP SUTILS, HERRERO, CADERAS DE KERLEAU, étude notariale à Mauguio, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

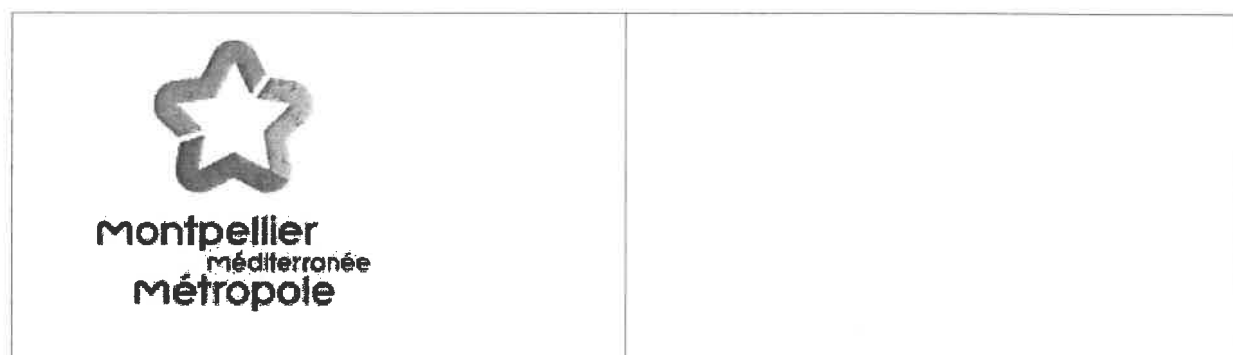
034- 243 400017 - 20180101 - 29628 - AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BT n°57 sise commune
de Montpellier - Implantation du
Conservatoire à Rayonnement Régional**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la culture,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°D2017-671 en date du 1er septembre 2017 entérinant l'achat par Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble immobilier cadastré BT n°366, sise commune de Montpellier, appartenant au CHU de Montpellier pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR),

- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°V2017-428 en date du 21 décembre 2017, approuvant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole moyennant le prix de 1 860 € de la parcelle BT n°57, sise commune de Montpellier et appartenant à la Ville de Montpellier,

- VU l'avis des services de France Domaine en date du 11 octobre 2017,

- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée BT n°57, sise commune de Montpellier, d'une superficie de 31 m² appartenant à la Ville de Montpellier, moyennant le prix de 1 860 €, est nécessaire dans le cadre de l'implantation du futur CRR,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de la Ville de Montpellier, la parcelle cadastrée BT n°57, sise 13 avenue du Professeur Grasset commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale totale de 31 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 1 860 € (mille huit cent soixante euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

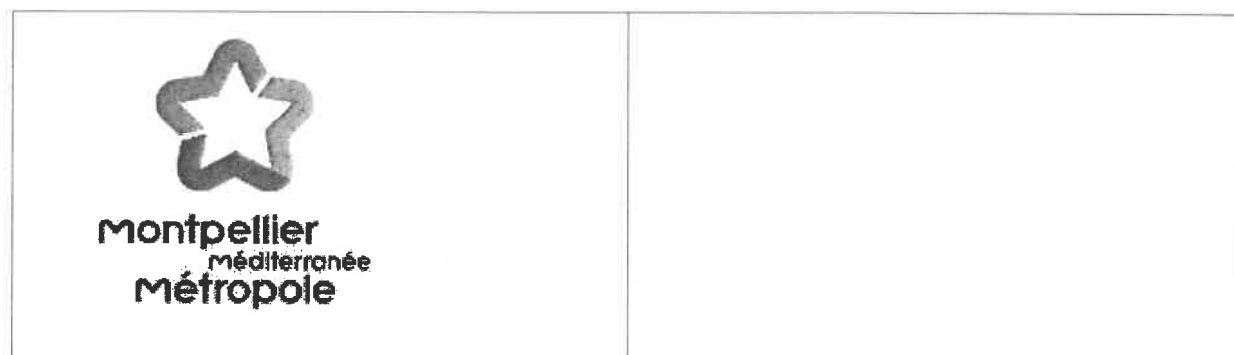
034- 243400017- 20180101- 30011- AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
AMAPLACE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société AMAPLACE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière

d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 2 mai 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société AMAPLACE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AMAPLACE pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 juillet 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AMAPLACE pour la surface de 37,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 547,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

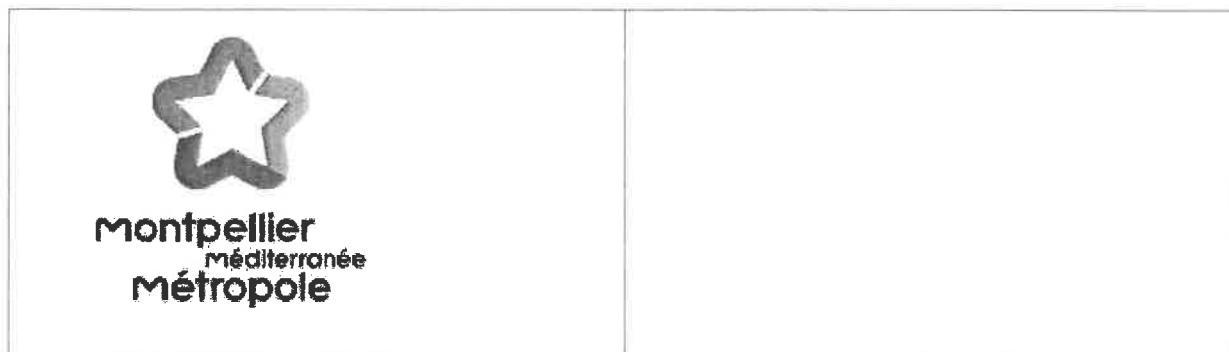
034-243400017-20180101-30145-CC.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COMWATT au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 17 janvier 2014 passée entre la Métropole et la société COMWATT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 6 février 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société COMWATT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMWATT pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 janvier 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMWATT pour la surface de 178,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 622,55 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

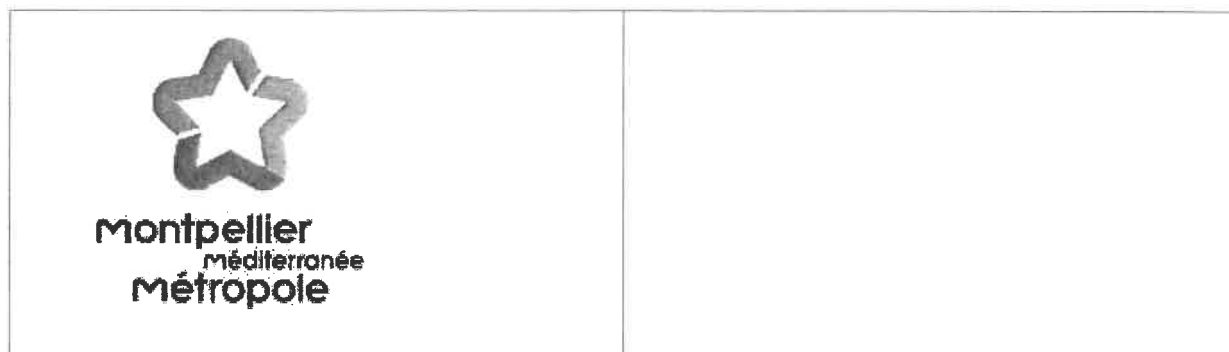
034-26360017-20180101-30014-CC.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour pièces
d'un ensemble de véhicules vétustes et
économiquement irréparables à réformer**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes économiquement irréparables et qu'il convient de les réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour pièces cinq véhicules vétustes économiquement irréparables à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis Chemin de Poutingon (34 070).

ARTICLE 2 : Les véhicules vétustes économiquement irréparables cédés pour pièces sont les suivants : Une benne à ordures Piaggio immatriculée 753 ADW 34, une balayeuse Vasp Scrab immatriculée 4506 ZT 34, un camion benne immatriculé 8813 VV 34, une camionnette Peugeot Boxer immatriculée 2207 ZN 34, une camionnette benne Renault immatriculée 3713 XW 34.

ARTICLE 3 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

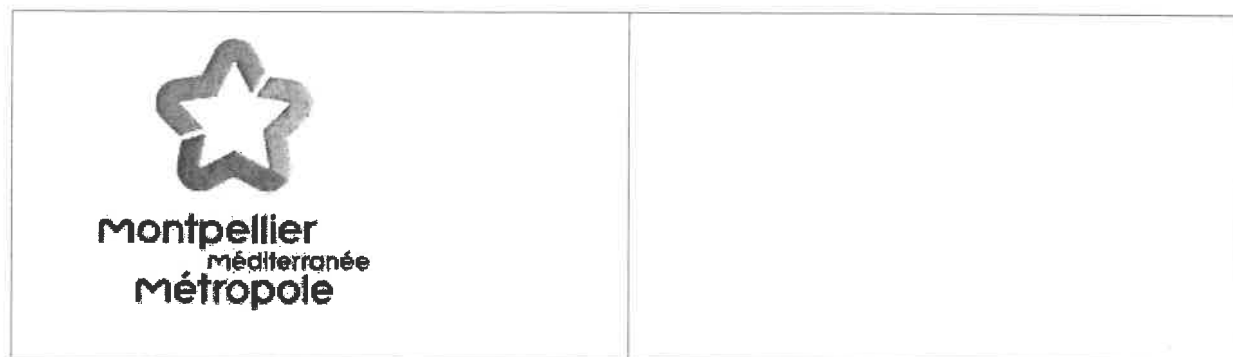
034-243400017-20180101-30104-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant de transfert
du marché n°3521DC13 d'interventions de
restauration-conservation sur des œuvres
du musée Fabre - Lot n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,
- VU le marché n°3521DC13 d'interventions de restauration-conservation sur des œuvres du musée Fabre - lot n° 2 attribué sous forme de groupement conjoint à Madame Marina WEISSMAN, mandataire, pour un montant de 60 000 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 48 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant de transfert suite au changement de statut juridique du mandataire solidaire du groupement conjoint, Madame Marina WEISSMAN,
- Que l'entreprise individuelle de Madame Marina WEISSMAN devient une société par actions simplifiée à associé unique,
- Que le marché s'exécutera dans les mêmes conditions administratives, techniques et financières que celles prévues au cahier des charges initial.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n° 3521DC13 d'interventions de restauration-conservation sur des œuvres du musée Fabre - lot n° 2 qui doit être passé en vue du transfert à l'Entreprise REVERSIBLE des prestations exercées jusqu'alors par Madame Marina WEISSMAN. Ce transfert prendra effet à la date de notification de l'avenant.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président Délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 28 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

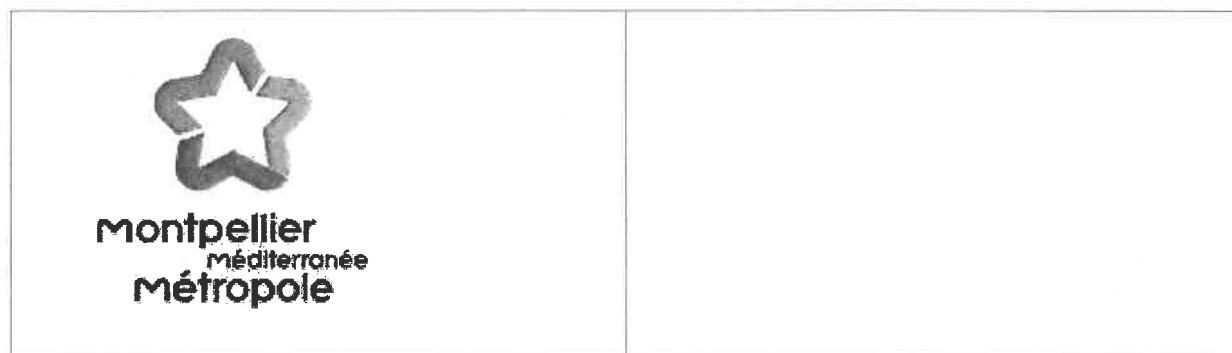
034-243400017-20180101-30169-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **27 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public passée avec la société FRUITION
SCIENCES pour une extension de la
surface de ses locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2018 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juillet 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier date du 1^{er} juillet 2016,

- **CONSIDERANT** que la société FRUITION SCIENCES a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,

- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour une extension au sein du bâtiment MIBI sur une surface de 19,60 m² constituée du module B2.7.

ARTICLE 2 : La surface occupée par la société FRUITION SCIENCES passe de 87,70 m² à 107,30 m² au sein du bâtiment MIBI.

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation, soit jusqu'au 30 juin 2019.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 107,30 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 461,42 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30171-CC

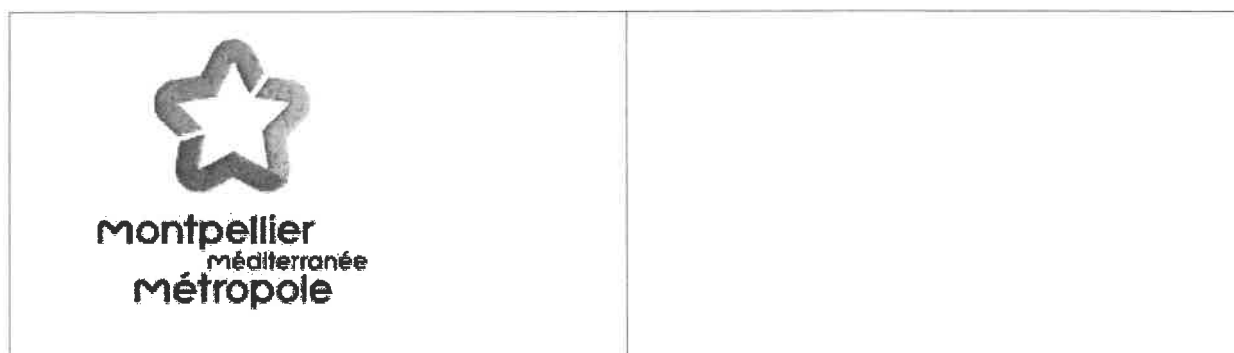
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BECLOOD dans
l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment Totem dédié au numérique : la société BECLOOD, représentée par Monsieur Laurent ESPOSITO est une SARL dont l'activité est le conseil en système et logiciel informatique.
- Que, locataire des lots 2.2 et 2.3 représentant 98.56 m², elle est candidate à la location du lot 2.5 de 30 m² pour une période de 4 ans.
- Que l'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BECLOOD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat est autorisée à signer l'avenant à la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

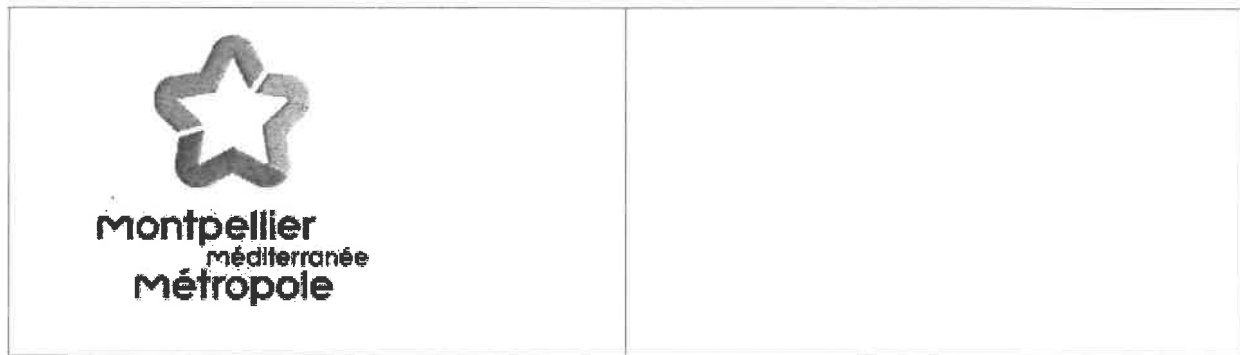
034- 96340017-20180101-30263-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°5033 EP 17 de travaux et maintenance
des dispositifs de retenue routiers sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole (hors Montpellier et routes
départementales)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public,

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer les travaux d'installation, de renouvellement et de maintenance des dispositifs de retenue routiers sur le réseau viaire de cinq pôles territoriaux de la Métropole (hors Montpellier et routes départementales),
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée à bons de commande pour une durée de 12 mois,
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique (60%) et prix des prestations (40%),
- Qu'après analyse, l'entreprise AXIMUM sise ZI du Salaison - 340, avenue des Bigos à Vendargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché de travaux et de maintenance des dispositifs de retenue routiers à l'entreprise AXIMUM, pour un montant maximum de 85000€ HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE



Publiée le : **19 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

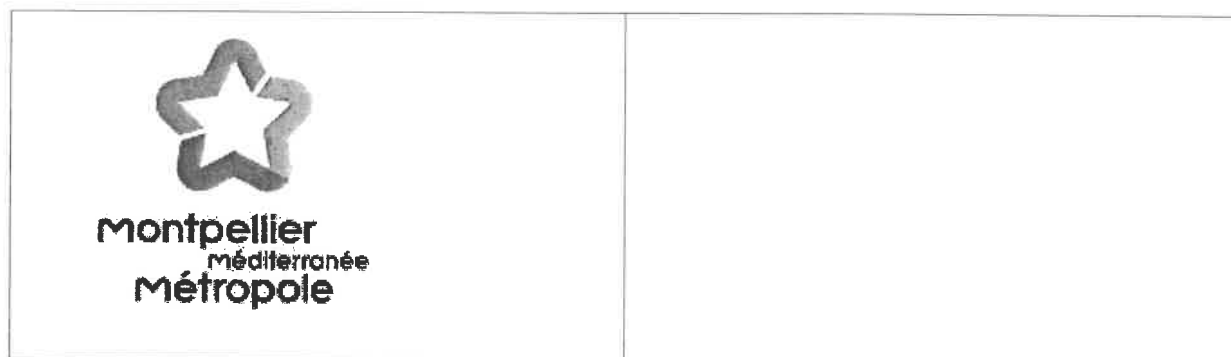
034-243400017-20180101-30295-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **19 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société HELIAD dans le
Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Quartier EUREKA à Castelnau-le-Lez : la SARL HELIAD, représentée par Monsieur Didier DELMAS, est candidate à l'acquisition du lot 3B1 de 2 320 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux et locaux d'activités de 1 125 m² de surface de plancher (bureaux, espaces communs). Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 180 m². L'utilisateur final sera la société MEDIPATH INVEST, cabinet médical spécialisé en anatomie et cytologie pathologiques. Les sociétés prévoient un effectif de 40 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SARL HELIAD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

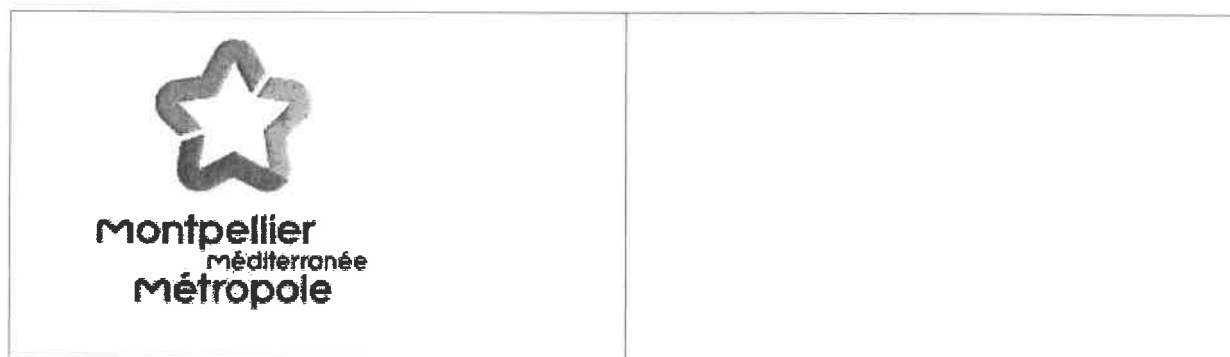
034-24340017-20180101-30276-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au prêt de deux oeuvres
en provenance du Berggruen Museum de
Berlin pour l'exposition "Picasso - Donner
à voir"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- **Considérant** que dans le cadre de l'exposition « Picasso. Donner à voir », qui se déroulera du 15 juin au 23 septembre 2018 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter deux œuvres en provenance du Berggruen Museum de Berlin ;

D E C I D E

Article 1 : Le prêt est consenti du 15 mai au 23 octobre 2018, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

Article 2 : Les œuvres prêtées par le Berggruen Museum sont les suivantes : « Das Absinth-Glas » et « Flasche, Absinthglas, Fächer, Pfeife, Geige, Klarinette auf einem Klavier » et sont estimées à la valeur de 70 000 000 euros.

Article 3 : En contrepartie de ce prêt à titre gratuit, le Berggruen Museum souhaite que les œuvres soient assurées par sa propre compagnie d'assurances, soit Kuhn & Bülow, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à payer à Kuhn & Bülow, Kurfürstendamm 62, 10707 Berlin, la somme de 28 140 € TTC correspondant à la prime d'assurance des deux œuvres prêtées par le Berggruen Museum.

Article 5 : Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30385-AU

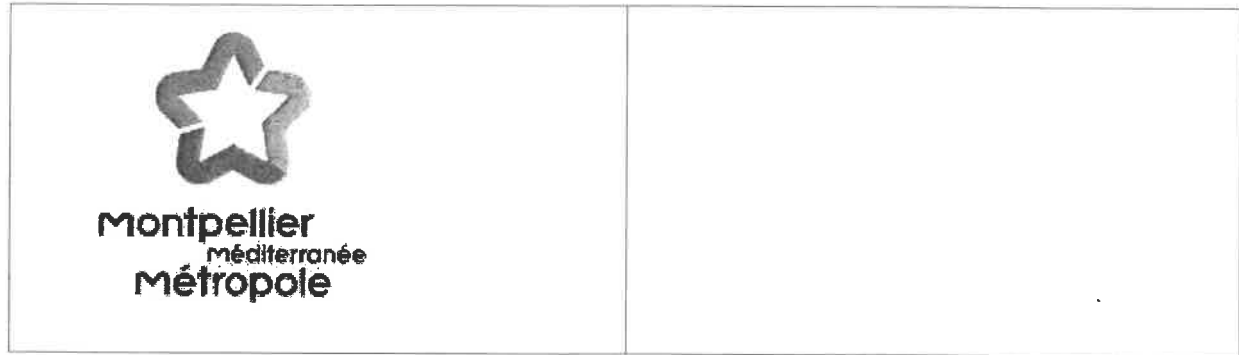
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice "Aire de grand
passage de Lattes - Procédure d'expulsion"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illégalement l'aire de grand Passage « SAPORTA » sise sur la commune de Lattes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « VINSONNEAU-PALIÈS, NOY, GAUER ET ASSOCIÉS ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

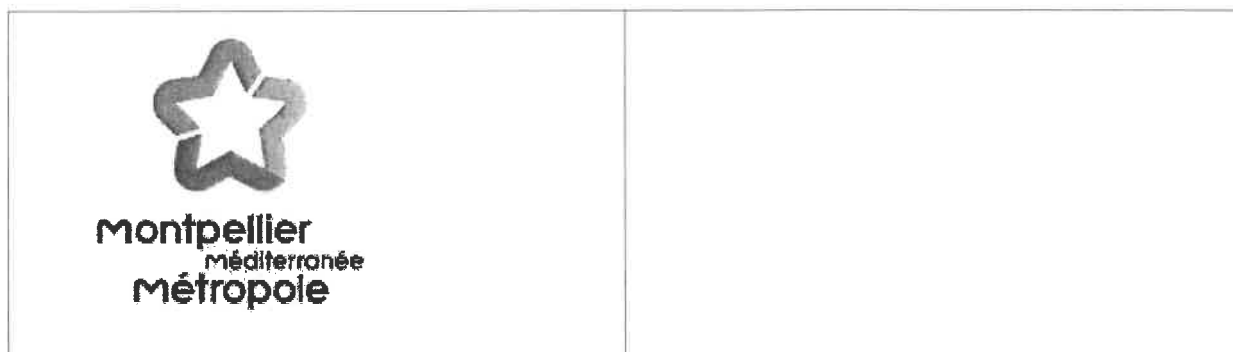
034-243400017-20180101-30397-AU-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 MARS 2018

Réception en Préfecture : 27 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Gestion Budgétaire et Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux organisme extérieurs
- Association Finances GESTion Évaluation
(AFIGESE), Assemblée des Communautés
de France (AdCF), Association France
Urbaine - Cotisations 2018 - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par la Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **CONSIDERANT**, l'adhésion en 2017 aux associations AFIGESE, AdCF, France Urbaine et vue l'intérêt pour la Métropole de renouveler ces adhésions.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement du pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et compétences en finances et contrôle de gestion.

C'est pourquoi, elle souhaite poursuivre sa collaboration avec l'association AFIGESE dont le siège social est localisé à Saint-Herblain.

L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents.
Le montant annuel de la cotisation pour 2018 s'élève à 986 euros.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer aux grands débats relatifs à l'organisation territoriale française. A ce titre, elle désire prolonger son adhésion à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) qui représente la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.
Le montant annuel de la cotisation pour 2018 s'élève à 9 000 euros.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à l'Association France Urbaine, l'association des élus urbains, issue de la fusion de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF) et de l'Association des Maires de Grande Villes de France (AMGVF). Cette association compte 99 membres répartis en 4 collèges représentatifs de la diversité urbaine dont la population avoisine 30 millions d'habitants. Elle se fixe pour objectif de défendre le monde urbain au bénéfice de l'ensemble du pays et de ses habitants et ainsi de peser dans la mise en œuvre de la réforme territoriale et dans les négociations à venir avec l'exécutif sur les grandes réformes.
Le montant de la cotisation s'élève à 59 508,80 euros, soit 0,13 € par habitant rapporté à la population exacte résultant du dernier recensement, à savoir 457 760 habitants.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

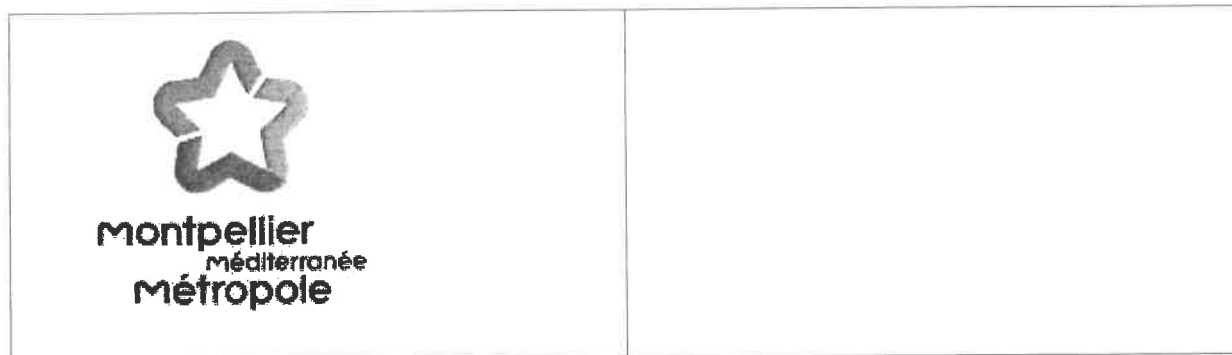
034-243400017-20180101-30512-AU .

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de l'orgue de l'église Saint-
Etienne de Castries au bénéfice du
Conservatoire à Rayonnement Régional**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de permettre aux élèves des classes d'orgue et de clavecin du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après dénommé CRR, de disposer d'espaces et de partenariats de qualité dans le cadre de leurs pratiques artistiques et pédagogiques, afin de favoriser leur apprentissage de la scène.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est établie entre la paroisse Saint-Joseph de Castries, l'association « Un orgue pour Castries » et le CRR, afin de mettre à disposition des élèves et de leurs professeurs, pour un concert et les répétitions correspondantes, l'orgue sis en l'église Saint Etienne de Castries.

ARTICLE 2 : Le concert donné par les professeurs et les élèves, des classes d'orgue et de clavecin aura lieu le samedi 14 avril 2018 à 19h00, en l'église précitée. Les répétitions auront lieu la semaine précédant le concert conformément aux dates et heures définis par l'association et le prêtre de la paroisse Saint-Joseph de Castries.

ARTICLE 3 : Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 MARS 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 16 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

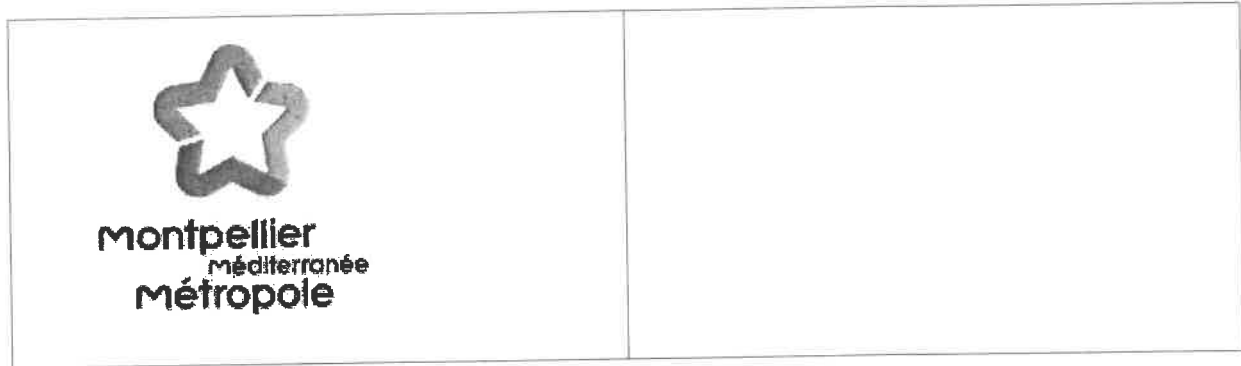
034-213400017-20180101-30733-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MARS 2018

Réception en Préfecture : 16 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 du
marché à bons de commande n°3767GD14
- Achat et maintenance de bacs roulants et
de dispositifs de pré-collecte sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la notification du 3 avril 2015 autorisant à débiter la période de préparation du marché à bons de commande n°3767GD14 - Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - avec l'entreprise CITEC Environnement, pour un montant minimum de 3 500 000,00 euros HT et un montant maximum de 8 000 000,00 euros HT pour une durée de 3 ans, durée totale du marché.

CONSIDERANT :

- Que le marché se termine le 24 avril 2018,
- Que la Métropole doit procéder à l'extension des consignes de tri à de nouveaux matériaux pouvant entraîner une augmentation de 10 à 30 % des volumes triés par les ménages dans leur poubelle jaune,
- Que la Direction Propreté et Valorisation des Déchets engage une étude pour mesurer l'impact de ces futurs changements et notamment la nécessité de procéder à l'augmentation des volumes de bacs,
- Que dans l'attente des résultats de cette étude et afin de prendre en compte, au mieux, les quantités qui seront nécessaires, il est indispensable de prolonger le marché d'une durée de 5 mois, soit du 25 avril 2018 au 24 septembre 2018, sans incidence financière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'entreprise CITEC Environnement, domiciliée à Crissey (71530), prolongeant ainsi le marché de 5 mois, soit du 25 avril 2018 au 24 septembre 2018, sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAT



Publiée le : **2 8 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

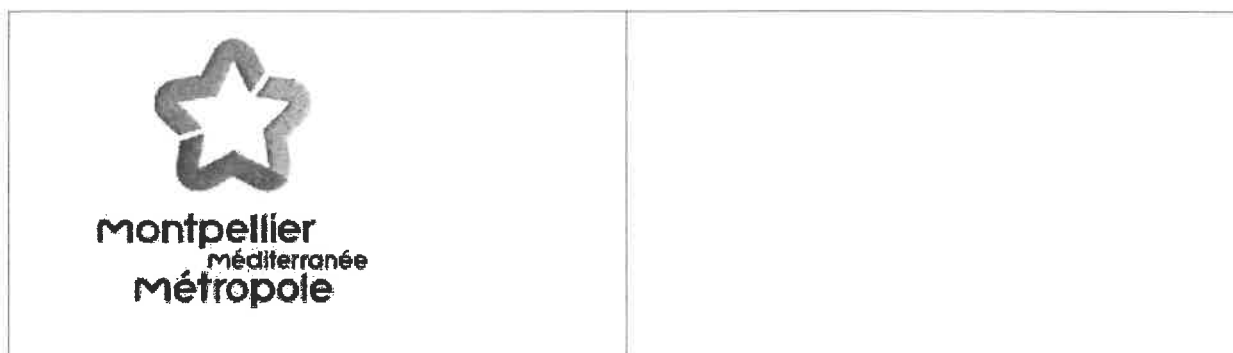
034-243400017-20180101-30725-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 8 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **2 8 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la location de l'ARENA
SUD DE FRANCE pour l'organisation de
matchs de championnat de division I de
FUTSAL**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole «Montpellier Méditerranée Métropole» par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives» ;
- VU le rôle important que joue l'ARENA Sud de France dans le paysage sportif de la Montpellier Méditerranée Métropole, à travers l'accueil de manifestations sportives comme les matchs de championnat de France de Handball ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur incontournable en matière de soutien aux manifestations sportives dont l'audience et les retombées médiatiques présentent un intérêt national et qu'à ce titre Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre ce développement sportif à travers des activités sportives innovantes tel que le Futsal ;

- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas en capacité d'accueillir l'ensemble des matchs du championnat de France de Futsal au sein des installations dont elle est propriétaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De louer l'ARENA Sud de France, ainsi que des prestations de service afférentes, à MONTPELLIER EVENTS dans le cadre d'un forfait de mise à disposition valable pour l'organisation d'un maximum de cinq matchs de division I de Futsal qui se tiendront au premier semestre 2018.

ARTICLE 2 : Une convention de location est conclue pour chaque match avec la société MONTPELLIER EVENTS pour un montant forfaitaire de 21 861,60 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : La convention détaille l'ensemble des prestations de location y compris la mise en configuration de l'aire de jeu, les prestations son/vidéo/lumière, les fluides, le nettoyage et le dispositif de sécurité.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tous documents visés aux articles ci dessus conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : **29 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20180101-30793-AU-H

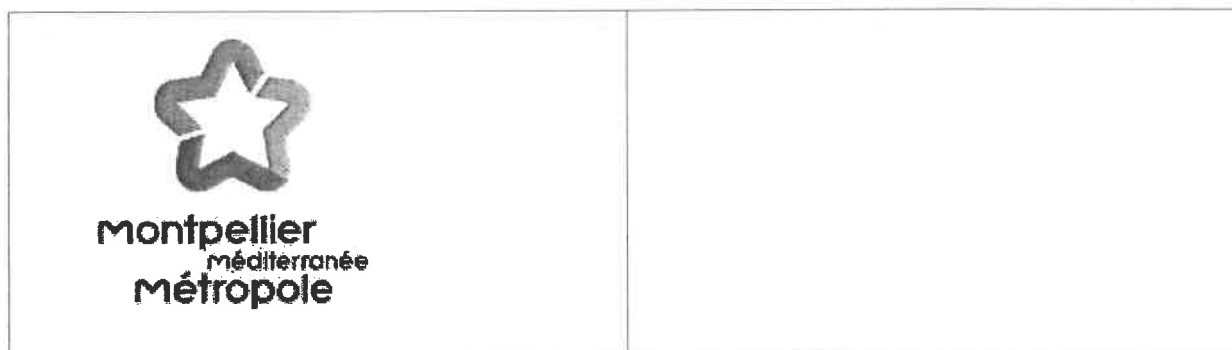
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **29 MARS 2018**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre de
prestations d'études d'impact et
prestations connexes - Secteur de la
Cavalade/Hippocrate - Commune de
Montpellier - Mandat d'études confié à la
SA3M - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;
- VU la convention de mandat en date du 03 avril 2014 au bénéfice de la SA3M, mandat prolongé par avenant suite à la décision n°D2016-691 du 05 octobre 2016 ;

Considérant :

- Que le mandat d'études confié à la SA3M vise à la réalisation des études nécessaires à l'extension de la ZAC Hippocrate sur le secteur dit de la Cavallade,
- Qu'une consultation en procédure adaptée ouverte sans négociation a été lancée conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 24 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 40% qualité financière de l'offre,
 - 60% valeur technique de l'offre :
 - Moyens techniques et humains affectés pour la réalisation de la mission (2 points)
 - Expérience du directeur de projet et des intervenants (CV) (2 points)
 - Analyse et compréhension du contexte : 4 pages max (3 points)
 - Méthodologie globale des missions décrites au CCTP (3 points)
- Qu'après analyse, l'entreprise MORANCY Conseil Environnement, sis 263 avenue St Antoine, 13015 Marseille, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer l'accord-cadre de réalisation d'études d'impact et prestations connexes à l'entreprise MORANCY Conseil Environnement, pour un montant de 18 500 € HT (phase 1) et 2 800 € HT pour chaque mise à jour, dans la limite de 3 mises à jour (phase 2).

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 23 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

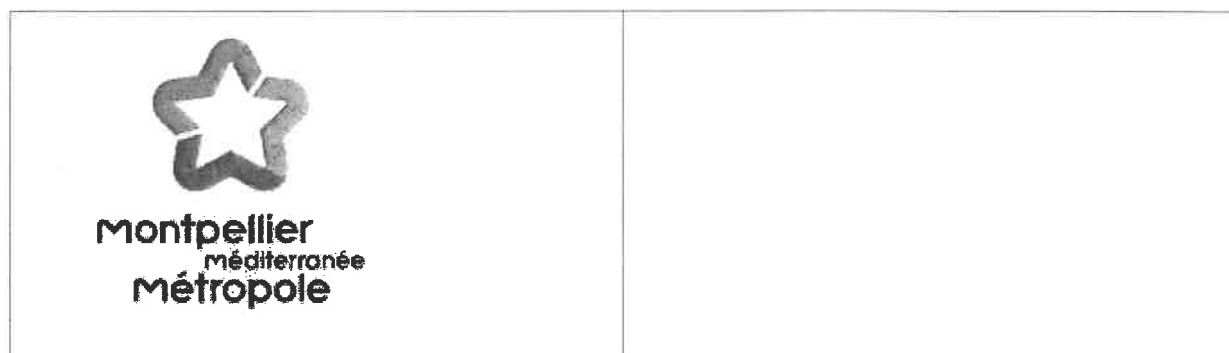
034-26300017-20180101-30824-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **23 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession pour cause de
vétusté d'un véhicule Citroën Berlingo
immatriculé 217-ACJ-34 et d'un véhicule
Renault Mégane immatriculé 291-APX-34
- Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes et qu'il convient de les réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède en raison de leur vétusté le véhicule Renault Mégane immatriculé 291 APX 34 et le véhicule Citroën Berlingo immatriculé 217 ACJ 34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs aux cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

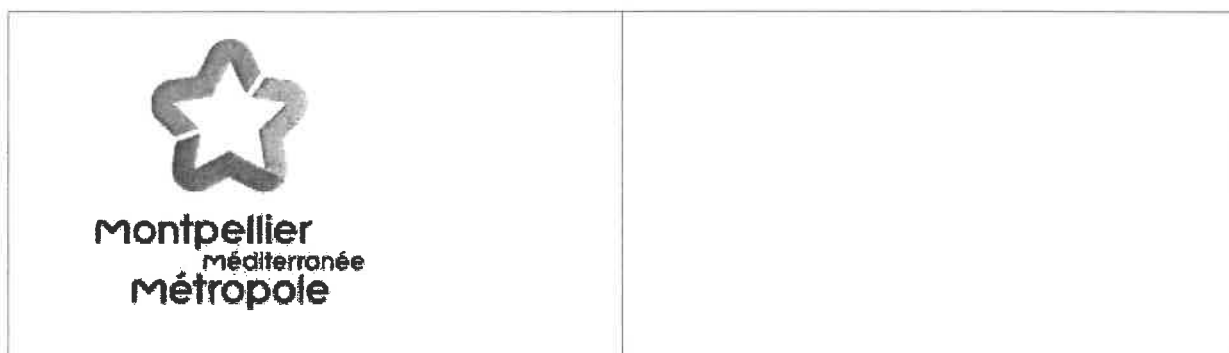
034-243400017-20180101-31747-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier concernant un local situé au 19
rue Lallemand à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole donne en location à la ville de Montpellier un local situé au 19 rue Lallemand à Montpellier servant à accueillir des associations de quartier,
- **CONSIDERANT** que le contrat en cours arrive à échéance et qu'il convient de le renouveler.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier signent un contrat de location concernant un local d'environ 70 m² situé au 19 rue Lallemand à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter du 7 avril 2018.

ARTICLE 3 : Le loyer annuel est de 8 308 euros hors charges.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

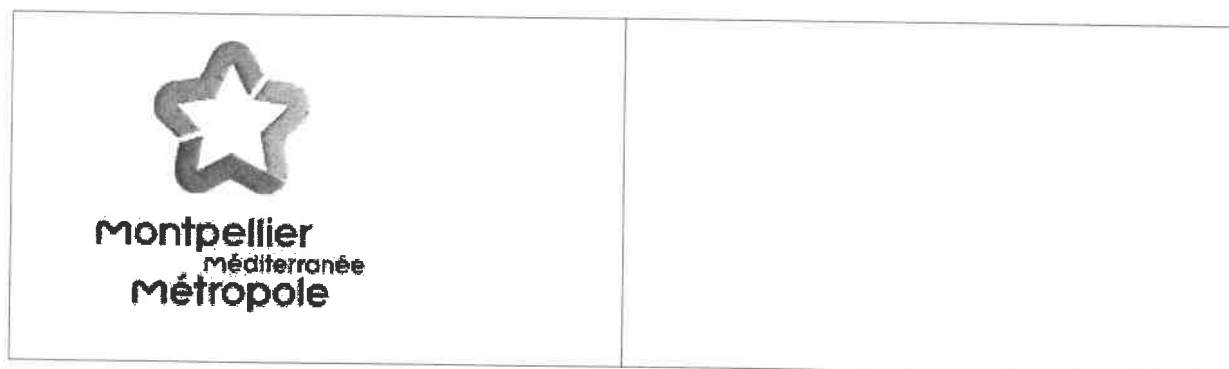
034-243400017-20180101-31024-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°4906bis RI
17 d'études des besoins en réseaux et en
logiciels pour les services sur place du
réseau des médiathèques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de quantifier les besoins réseau correspondant à l'évolution de l'offre de services sur place du réseau des médiathèques et préconiser les solutions techniques pour y parvenir, et déterminer les fonctionnalités d'un logiciel de gestion de parc incluant tous les usages et matériels liés à cette nouvelle offre et préconiser les solutions techniques couvrant ces besoins fonctionnels ;

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché pour une durée de maximale d'un an à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - valeur technique (60 %)
 - 2 - prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement (40 %) ;
- Qu'après l'analyse, l'entreprise SAVOIR SPHERE, 366 ter rue de Vaugirard, 75015 PARIS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°4906bisRI17 d'études des besoins en réseaux et en logiciels pour les services sur place du réseau des médiathèques à l'entreprise SAVOIR SPHERE, sise à PARIS (75015), pour un montant forfaitaire de 39 930 € H.T. Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée maximale d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 23 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

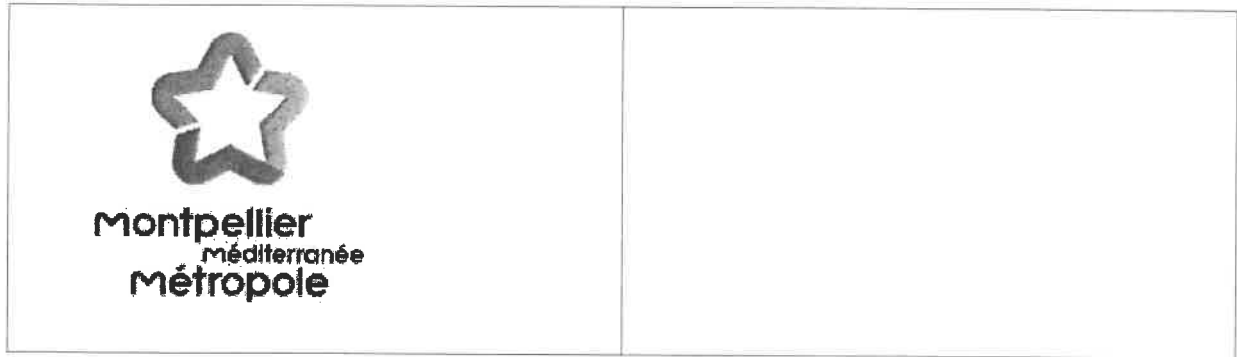
084- 24300017-20180101-31117-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **23 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la poursuite de la
procédure de transfert d'office dans le
domaine public métropolitain de la voie
dénommée ' Rue Cité du Mas de Tesse '
voie privée ouverte à la circulation
publique cadastrée KS 40 - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R.141-4 à R.141-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la décision du Président n°D2017-1051 en date du 15 janvier 2018 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la voie dénommée « rue Cité du Mas de Tesse » voie privée ouverte à la circulation publique, cadastrée KS 40, commune de Montpellier, dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de

l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté n°MAR2018-059 en date du 21 février 2018 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office de la voie dénommée « rue Cité du Mas de Tesse » voie privée ouverte à la circulation publique, cadastrée KS 40, commune de Montpellier,

- VU le rapport des services techniques sur l'état du bien à intégrer au domaine public,

- VU l'accord de la Clinique Clémentville via la société OC Santé de contribuer, sous forme d'offre de concours à la remise en état du bien,

- **CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la voie dénommée « rue Cité du Mas de Tesse ».

DECIDE

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R.318-10 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la voie dénommée « rue Cité du Mas de Tesse » voie privée ouverte à la circulation publique, cadastrée KS 40, commune de Montpellier. Par conséquent, la procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 2 : Le dossier mis à l'enquête publique est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à l'affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

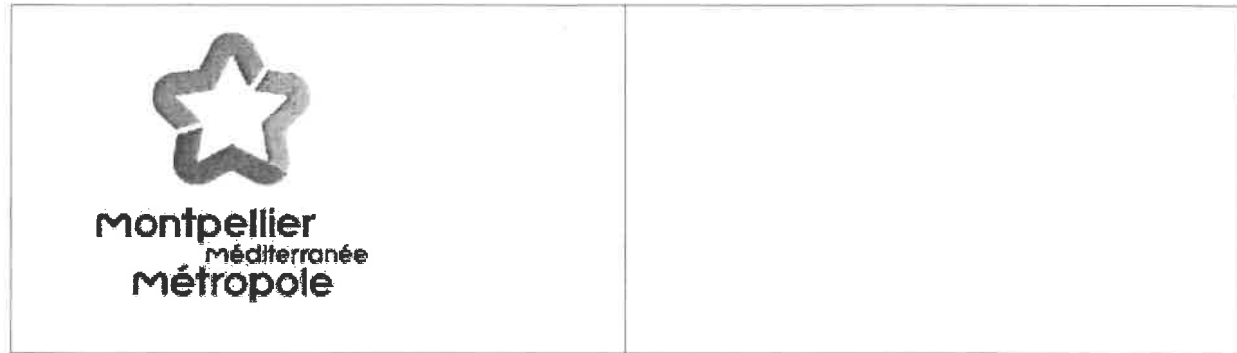
034-243400017-20180101-31183-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 MARS 2018

Réception en Préfecture : 16 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché pour la réalisation d'études
urbaines sur le secteur dit "Saporta" situé
sur la Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité » ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 14 août 2013 au bénéfice de la SA3M, et ses différents avenants, relative à l'engagement et au suivi des études de faisabilité d'une opération d'aménagement sur le secteur dit « SAPORTA » situé sur la Commune de LATTES.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition d'un projet d'aménagement de parc d'activités portant sur le site de « SAPORTA » situé sur la Commune de LATTES, de réaliser des études urbaines.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique pour une durée de 24 mois sans reconduction.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 25% attribués aux moyens affectés à la réalisation de la mission et 75% à l'organisation et la méthodologie proposées ainsi que l'adaptation au contexte et aux enjeux.

- qu'après analyse, le groupement AREP Ville SAS (Mandataire domicilié au 16 avenue d'Ivry – 75647 Paris cedex 13) / APRES LA PLUIE Renard Tissot Verriest paysagistes présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « étude urbaine portant sur le site de SAPORTA » au groupement AREP Ville SAS (Mandataire)/ APRES LA PLUIE Renard Tissot Verriest paysagistes, pour un montant de 150 125,00 € HT (180 150,00 € TTC). Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Sa durée est de 24 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR



Publiée le : - 5 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

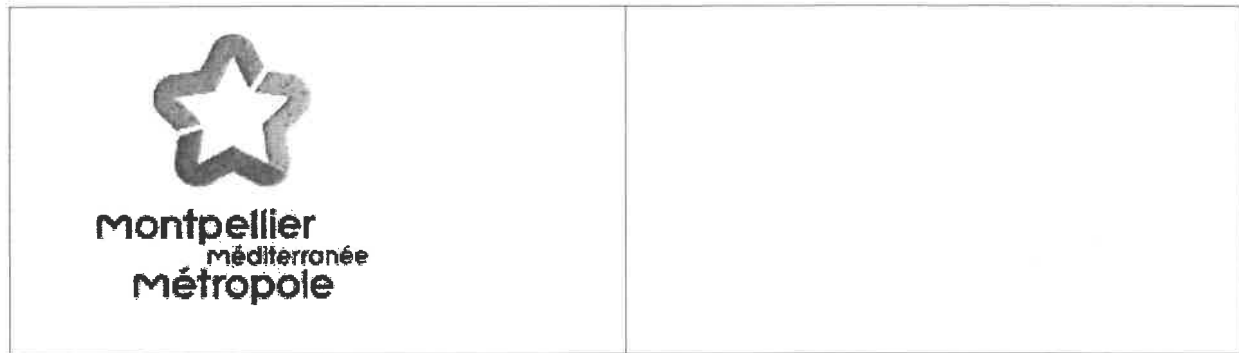
034-243400017-20180101-31257-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 AVR. 2018

Réception en Préfecture : - 5 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4959VD17
de fourniture de colonnes métalliques
sérigraphiées aériennes pour les collectes
en apport volontaire sur la territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché de fourniture de colonnes métalliques sérigraphiées aériennes pour les collectes en apport volontaire de la Métropole de Montpellier.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

- qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique, d'une durée de 4 ans à compter de sa notification.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%).

- que l'entreprise UTPM Réalisation sise 51 rue du Montoir, 02380 Coucy-le-Château présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché 4959VD17 à l'entreprise UTPM Réalisation, sans mini, ni maxi. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 AVR. 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 03 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31272-DE-1-1

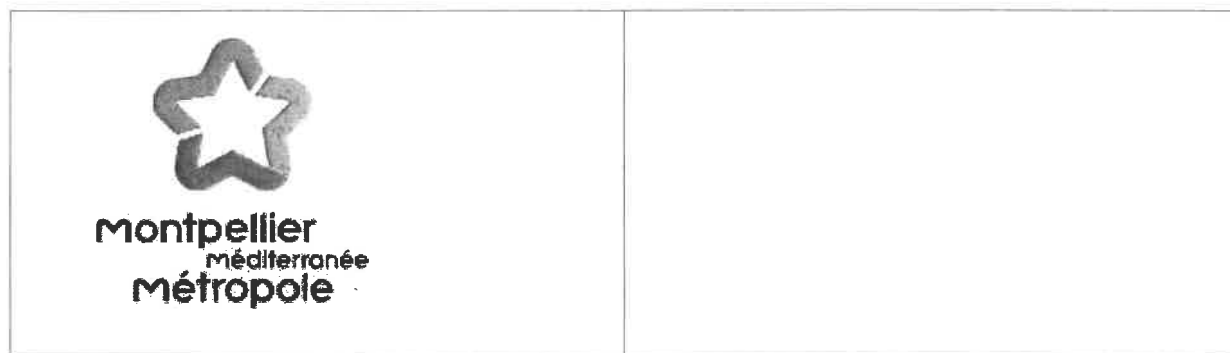
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 AVR. 2018

Réception en Préfecture : 03 AVR. 2018



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la
convention du domaine public passée avec
la société DP TECHNOLOGY EUROPE
pour une extension de la surface de ses
locaux au sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2018 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi),
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour l'occupation

de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier date du 1^{er} novembre 2016,

- CONSIDERANT :

- que la société DP TECHNOLOGY EUROPE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour la location d'une surface supplémentaire de 145,30 m² constituée des modules B1.16, B1.17, B1.18 et B1.19, B1.23 et B1.24 contigus aux siens.

ARTICLE 2 : La surface occupée par la société DP TECHNOLOGY EUROPE passe de 230,60 m² à 375,90 m² au sein du bâtiment MIBI.

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 30 avril 2019.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 375,90 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 5 119,75 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

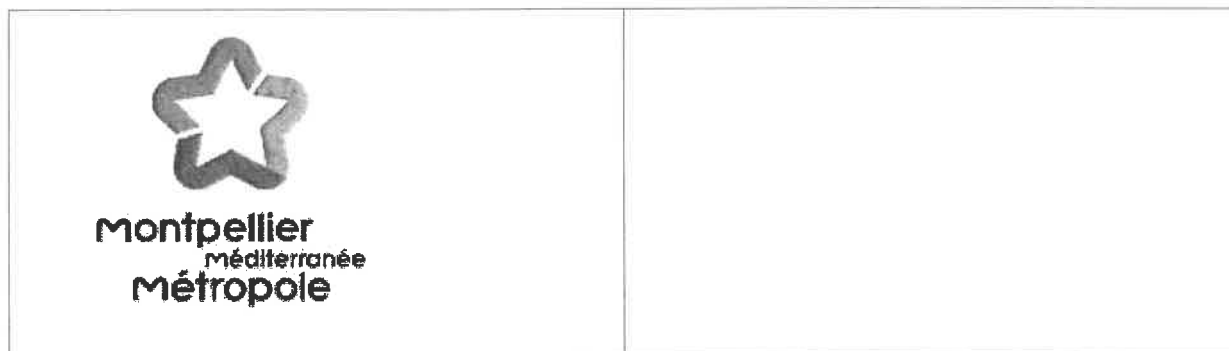
034-243400017-20180101-31303-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et M. Philippe
ANDRE - 637 rue de la Cavallade à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un logement situé 637 rue de la Cavallade à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'afin de valoriser cette propriété, il convient de conclure un bail d'habitation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur ANDRE Philippe signent un contrat de location concernant un logement d'environ 90 m² situé au 637 rue de la Cavallade à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat est conclu pour une durée de 6 ans renouvelable 1 fois à compter de sa signature.

ARTICLE 3 : Le loyer annuel est de 9000 euros hors charges, indexé.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

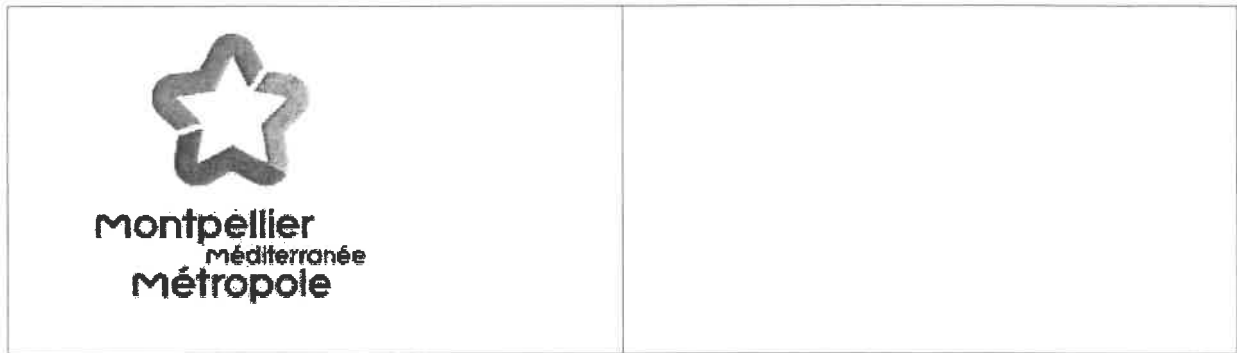
034-24340017-20180101-31521-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle
cadastrée AC n°238 située dans le parc
d'activités Marcel Dassault à Saint Jean de
Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté n°2017-25 du 27 février 2017 portant délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- VU la décision n°2016-832 entérinant la vente par Montpellier Méditerranée Métropole à la SCI GABEN de la parcelle cadastrée AC n°238, d'une superficie de 128 m², sise commune de Saint Jean de Védas, moyennant le prix de 8 960 € HT,
- VU l'avis de France Domaine en date du 5 mars 2018,
- **CONSIDERANT** que le montage financier du projet d'implantation d'un truck services sur les parcelles AC n°184, 186 et 168, sises commune de Saint Jean de Védas a évolué et que l'acquisition sera désormais effectuée par un crédit bailleur, la société SOGEFIMUR, mais que les conditions de prix de cession restent inchangées,

- **CONSIDERANT** que la décision n°2016-832 ne peut être utilisée pour effectuer la vente de la parcelle cadastrée AC n°238, sise commune de Saint-Jean-de-Védas au profit de la société SOGEFIMUR.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision 2016-832 du 214 novembre 2016 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société SOGEFIMUR, domiciliée 29 boulevard Haussmann à PARIS (75009), immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 339 993 214, la parcelle cadastrée AC n°238, sise commune de Saint Jean de Védas, d'une superficie cadastrale de 128 m², issue d'un plus grand corps cadastré AC n°185.

ARTICLE 3 : Cette cession a lieu moyennant le prix de huit mille neuf cent soixante euros (8 960 €) hors taxes. Les frais d'actes sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique de vente ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

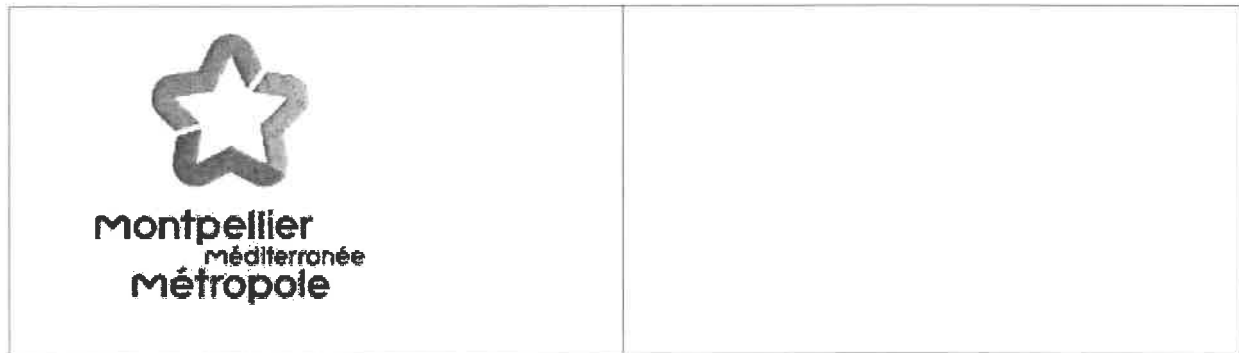
034-243400017-20180101-31599-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Ressources et Prospective Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°5052DF18 de mise en place d'un outil de
gestion de la dette propre et de prestations
de conseil en gestion active de la dette pour
Montpellier Méditerranée Métropole et les
communes de Jacou Montpellier et Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;
- VU la décision n°2017-997 du 19 décembre 2017 relative au groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour la mise en place d'une solution de gestion de dette ;

Considérant :

- La nécessité de passer un marché de services pour la mise en place d'un outil de gestion de la dette propre et de prestations de conseil en gestion active de la dette
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum et un opérateur économique passé en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour une durée d'un an renouvelable deux fois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise Seldon Finance SAS, sise Technopole Izarbel, Espace Hanami, 2 allée Théodore Monod, 64 210 Bidart, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché « Groupement de commandes - Mise en place d'un outil de gestion de la dette propre et de prestations de conseil en gestion active de la dette » à l'entreprise Seldon Finance SAS, pour un montant de 23 000 euros HT la première année, et 65 000 € HT sur la durée totale du marché, réparti comme suit pour chacun des membres du groupement :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 10 100 € HT la première année, et 29 300 € HT sur la durée totale du marché
- Commune de Jacou : 2 100 € HT la première année, et 5 300 € HT sur la durée totale du marché
- Commune de Montpellier : 8 300 € HT la première année, et 23 900 € HT sur la durée totale du marché
- Commune de Pérols : 2 500 € HT la première année, et 6 500 € HT sur la durée totale du marché

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de chacune des collectivités membres du groupement et notamment au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **23 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

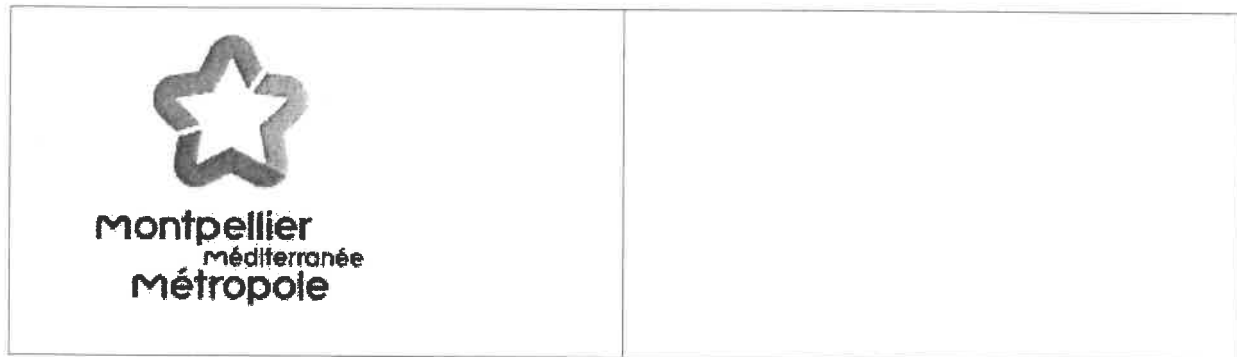
034-243400017-20180101-31597-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **23 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage de réseaux de rejet
des eaux pluviales - parcelle AC n°239 sise
commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la décision 2016-846 du 9 décembre 2016 autorisant la création d'une servitude de passage de rejet des eaux pluviales sur la parcelle AC n°239, sise commune de Saint Jean de Védas, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la SCI GABEN moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 165 €,
- **CONSIDERANT** que la décision 2016-846 ne peut être utilisée pour constituer sur la parcelle AC n°239 appartenant à la Métropole la servitude de passage de rejet des eaux pluviales au profit des parcelles AC n°184, 186 et 168, appartenant à la société SOGEFIMUR, nécessaire dans le cadre de l'implantation du truck services.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision 2016-846 du 9 décembre 2016 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole constitue sur la parcelle cadastrée AC n°239, sise commune de Saint Jean de Védas, lui appartenant, une servitude de passage de rejet des eaux pluviales au profit des parcelles AC n°184, 186 et 168, sise commune de Saint Jean de Védas et appartenant à la société SOGEFIMUR, domiciliée 29 boulevard Haussmann à Paris (75009) immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 339 993 214.

ARTICLE 3 : La constitution de la servitude est consentie moyennant le prix de global et forfaitaire de 165 € (cent soixante cinq euros).

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique de constitution de servitude sur la parcelle visée à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

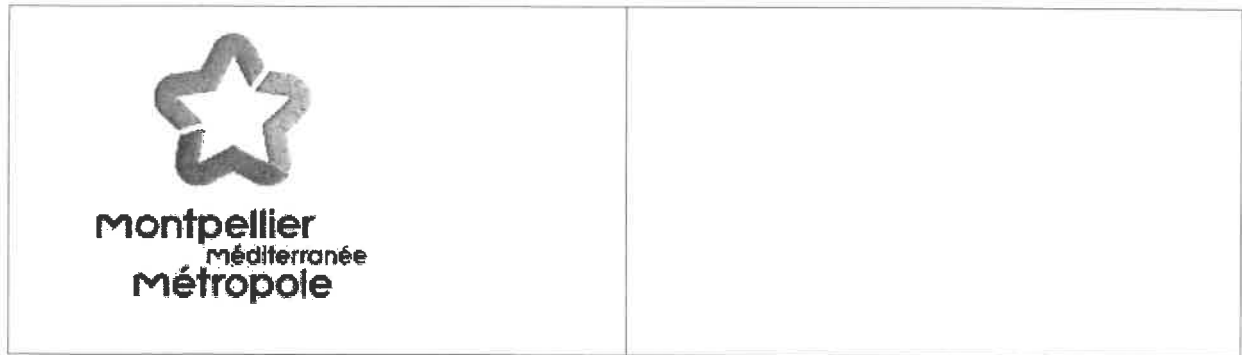
034-243400017-20180101-31640-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles KR 614 et IS 434 rue des
Coronilles et rue Croix de Figuerolles -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'accord de Nouveau Logis Méridional (Groupe SNI), pour céder les parcelles KR 614 et IS 434 rue des Coronilles et rue Croix de Figuerolles à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir ces parcelles en vue d'élargir les trottoirs au droit des deux immeubles d'habitations.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Nouveau Logis Méridional Groupe SNI les parcelles KR 614 d'une superficie de 19 m² et IS 434 d'une superficie de 60 m² situées respectivement rue des Coronilles et rue Croix de Figuerolles sur la commune de Montpellier, afin d'élargir le trottoir au droit des deux immeubles d'habitations.

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie au prix de 60 € / m², soit un montant de 4 740 € pour 79 m².

ARTICLE 4 : Maître CABANES GELLY, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

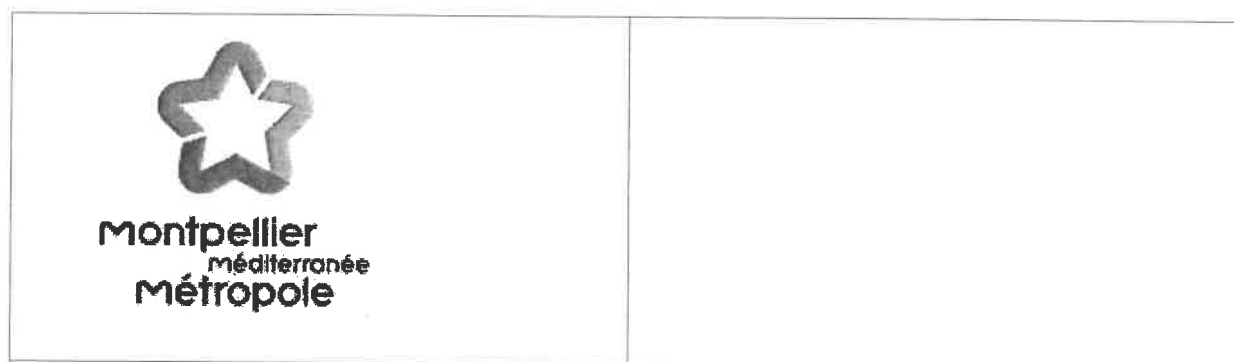
034-243408017-20180101-31669-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un contrat n°2018-01-01/1 d'assistance à la prestation pour les logiciels de gestion des Ressources Humaines - Gestion Financière - Gestion du patrimoine et gestion des régies - Attribution de marché - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION En tant que Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;

- **VU** l'acquisition des logiciels de gestion des Ressources Humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer l'assistance fonctionnelle et technique de ces logiciels ;
- **CONSIDÉRANT** que seule la société BERGER-LEVRAULT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du contrat n°2018-01-01/1 d'assistance à la prestation pour des logiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies avec la société BERGER-LEVRAULT, 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE, d'un montant compris entre un minimum de neuf mille huit cent soixante dix Euros HT (9 870 € HT) et un maximum de trente neuf mille quatre cent quatre vingt Euros HT (39 480 € HT). Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 4 AVR. 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : - 4 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

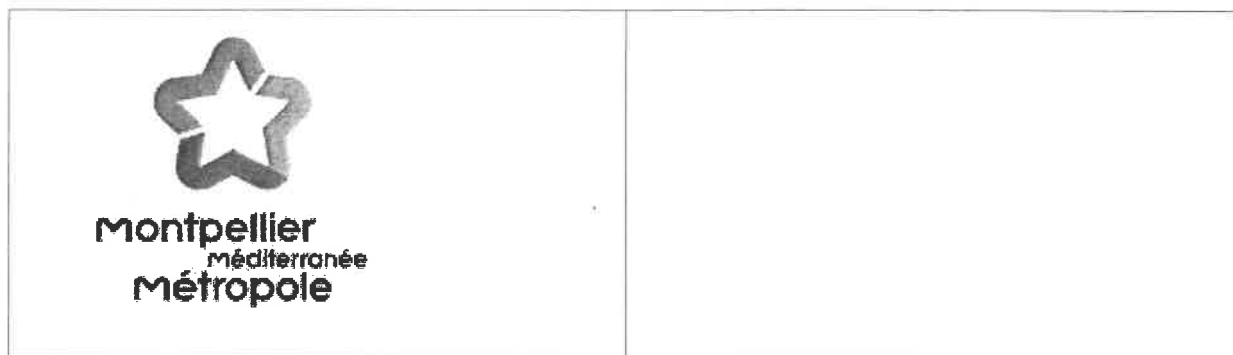
034-243400017-20180101-31665_AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 AVR. 2018

Réception en Préfecture : - 4 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'Association pour
Personnes en Situation de Handicap
(APSH 34) dans la ZAC Garosud extension
à Montpellier/Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en tant que Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier/Lattes : l'Association pour Personnes en Situation de Handicap (APSH 34), représentée par sa Présidente Madame Line ROMERO, est candidate à l'acquisition du macro lot B (parcelle cadastrée section BR 245, 250 et 242) de 7 884 m² pour la réalisation d'un pôle logistique (bureaux, restaurant, ateliers et entrepôt/stockage) de 2 181 m². L'APSH 34 prévoit 85 emplois sur site au démarrage et 105 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2017-911 est abrogée pour erreur matérielle

ARTICLE 2 : La candidature de l'association ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

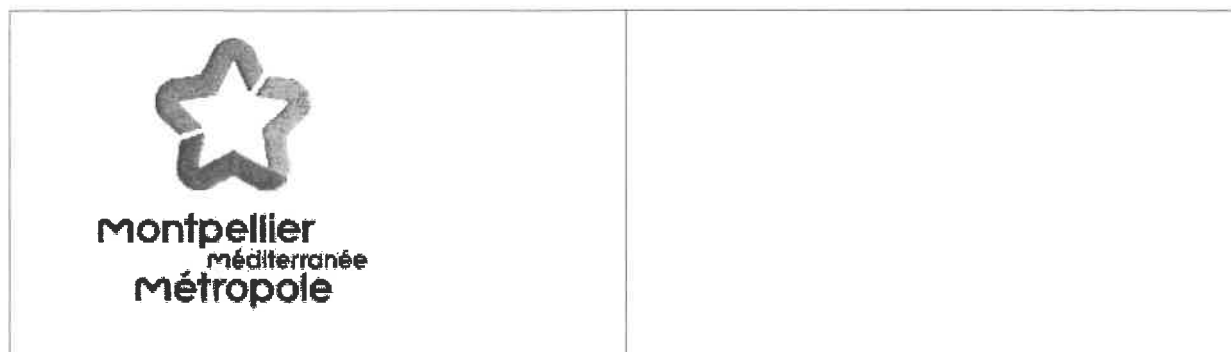
036-243400017-20180101-31812-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'agrément relative à l'agrément
de candidature de la société GABEN dans
la ZAC Marcel DASSAULT à Saint Jean
de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en tant que Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Marcel DASSAULT à Saint Jean de Védas : la SCI GABEN est candidate à l'acquisition des parcelles AC 236 et AC 153 de 499 m². Ces parcelles sont destinées à la réalisation d'un chemin d'accès à un futur programme situé hors périmètre ZAC (parcelles AC 184 – AC 168 et AC 186).
L'utilisateur final sera le Groupe TRUCKS SERVICES (réparation poids lourds utilitaires, garage).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2017-788 est abrogée pour erreur matérielle.

ARTICLE 2 : La candidature de la société ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

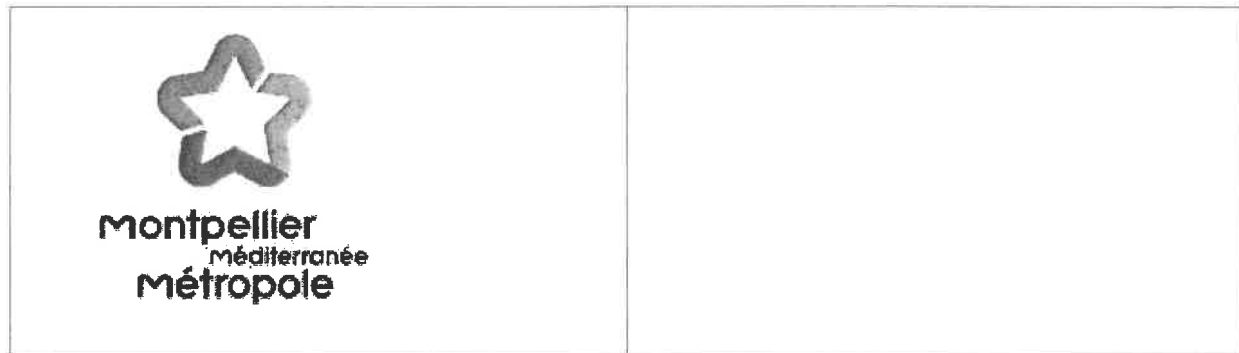
034-243400017-20180101-31817-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession pour pièces de
véhicules du Pôle Littoral à réformer en
raison de leur grande vétusté à l'Hôtel des
Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicule dans un état de grande vétusté,
- CONSIDERANT** qu'il convient de les réformer en les cédant pour pièces.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier un ensemble de véhicules en l'état de grande vétusté.

ARTICLE 2 : Les véhicules concernés cédés pour pièces sont les suivants : une camionnette plateau électrique de marque Piaggio immatriculé 837 BHD 34, une camionnette de marque Piaggio immatriculée 5630 ZS 34, une camionnette de marque Renault immatriculée 565 ADZ 34, un véhicule de marque Peugeot immatriculé 464 YT 34, un véhicule de marque Citroën immatriculé 3484 YQ 34 et une camionnette plateau électrique de marque Micro Vett immatriculée 958 BAK 34.

ARTICLE 3 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs aux cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

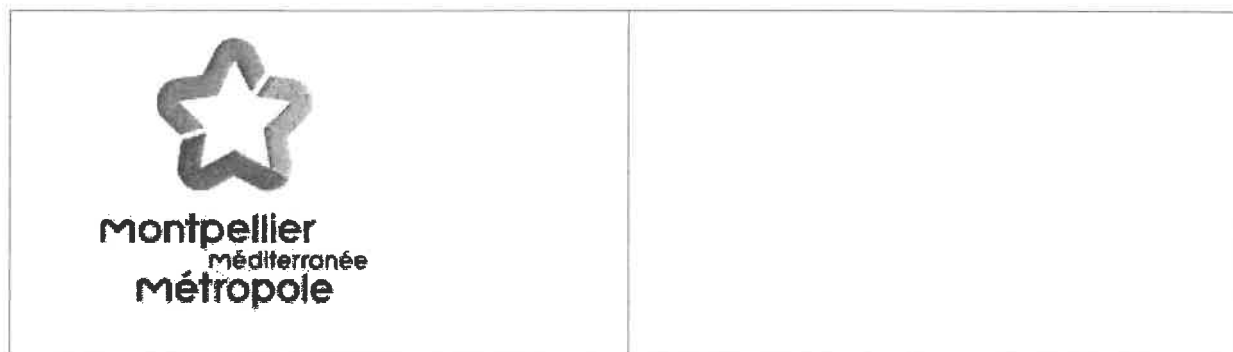
034-243400017-20180101-31987 AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4590DC16 d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour l'étude de
positionnement stratégique du site
archéologique du Castellàs à
Murviel-lès-Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la décision n°D2017-79 attribuant le marché n°4590DC16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude de positionnement stratégique du site archéologique du Castellàs, à Murviel-lès-Montpellier, à l'entreprise In Extenso TCH, pour un montant de 43 045 euros HT et pour une durée de 12 mois.

Considérant :

- Que le périmètre étendu et la complexité des études objets du présent marché rendent nécessaire l'augmentation générale de la durée de validité du marché et des délais d'études des différentes phases par le titulaire, notamment de façon à :
 - . Intégrer tous les paramètres de l'opération, sur les plans culturels, techniques, archéologiques, touristiques, environnementaux, économiques...,
 - . Consulter les nombreux partenaires, institutionnels ou autres, concernés par l'opération (Commune de Murviel-lès-Montpellier, DRAC, CNRS-UMR 5140...) et intégrer les résultats des différentes études menées sur le territoire de la Commune,
 - . Comptabiliser et prendre en compte les impacts sur la fréquentation du site des travaux de couverture des vestiges de l'aile nord du forum, qui s'achèveront au second semestre 2018.
- Qu'en conséquence, et afin de planifier dans le temps l'exécution des différentes phases de la mission, la durée globale du marché, initialement de 12 mois, est prolongée de 24 mois, portant celle-ci à 36 mois.
- Qu'il apparait également nécessaire, pour les raisons évoquées ci-avant, de porter le délai d'exécution de chaque phase d'études, initialement de 2 mois, à 3 mois, portant ainsi le délai maximum de livraison des prestations de 6 à 9 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations de la phase concernée, hors délais de validation.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4590DC16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude de positionnement stratégique du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier, attribué à l'entreprise In Extenso TCH. Cet avenant est sans incidence financière. Il porte la durée du marché à 36 mois et les délais d'exécution de chacune des trois phases d'études à 3 mois.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

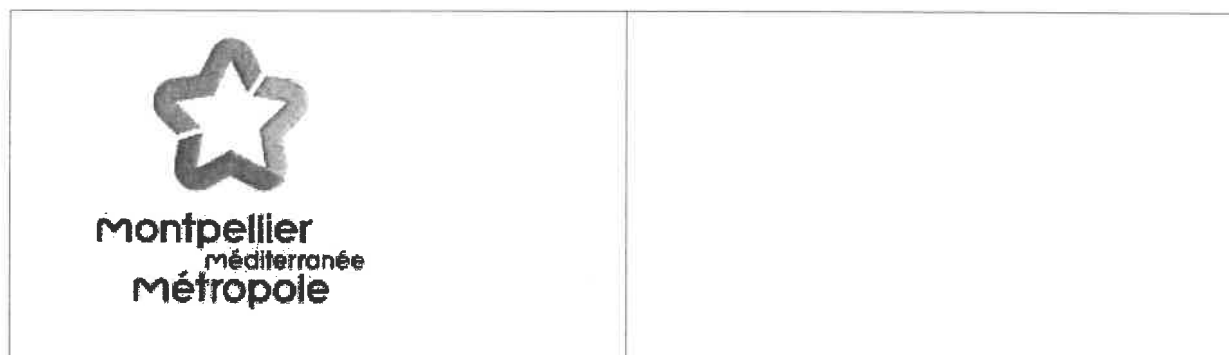
034-243409017 - 20180101-31958-2511

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **27 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Gestion Budgétaire et Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la régie de
recettes du CADA de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil accordées au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la délibération modifiée n°4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001, instituant une régie de recettes pour la Communication des Actes et Documents Administratifs (CADA) auprès de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 6 mars 2018,

CONSIDERANT le déménagement de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole dans les locaux de l'Hôtel de Ville.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délibération modifiée n°4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001 a institué une régie de recettes (CADA) auprès de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique de Montpellier Méditerranée Métropole ; elle est corrigée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Encaissement du tarif relatif aux photocopies et à l'édition de documents administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole, sur papier ou support électronique (disquette et cédérom).
- Encaissement du tarif du livre du Schéma de Cohérence Territoriale.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- au moyen de chèques bancaires.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de d'un ticket ou formule assimilée, facture ou quittance.

ARTICLE 5 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à CINQ CENT EUROS.

ARTICLE 7 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par trimestre.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse à l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les trimestres et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

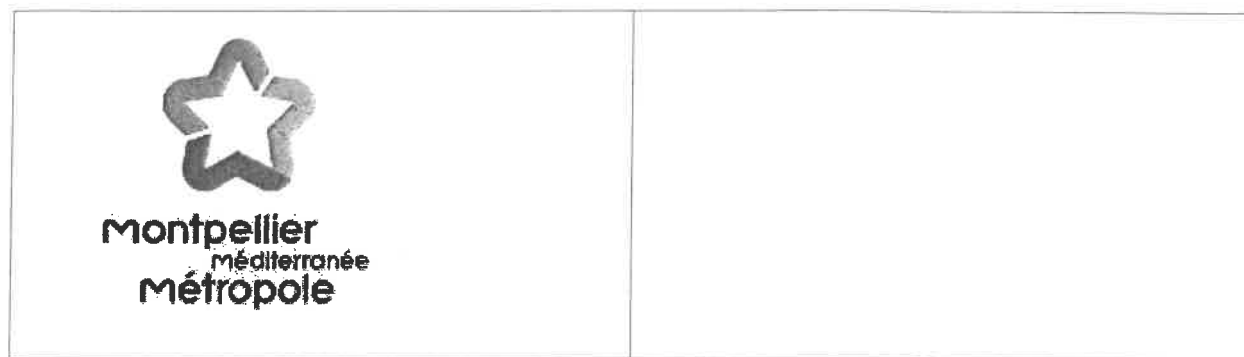
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-B1996-Au -
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une
épareuse vétuste à réformer de marque
Rousseau type Agora 500 PA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une épareuse vétuste de marque Rousseau, type Agora 500 PA et qu'il convient de la réformer.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société Norematt, sise ZI Grézan, 2 rue Jean Perronet, 30 000 Nîmes, une épareuse vétuste à réformer, de marque Rousseau Type Agora 500 PA n° de série AAAA.B05E02.

ARTICLE 2 : Le prix de cession est de 4000 euros TTC.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

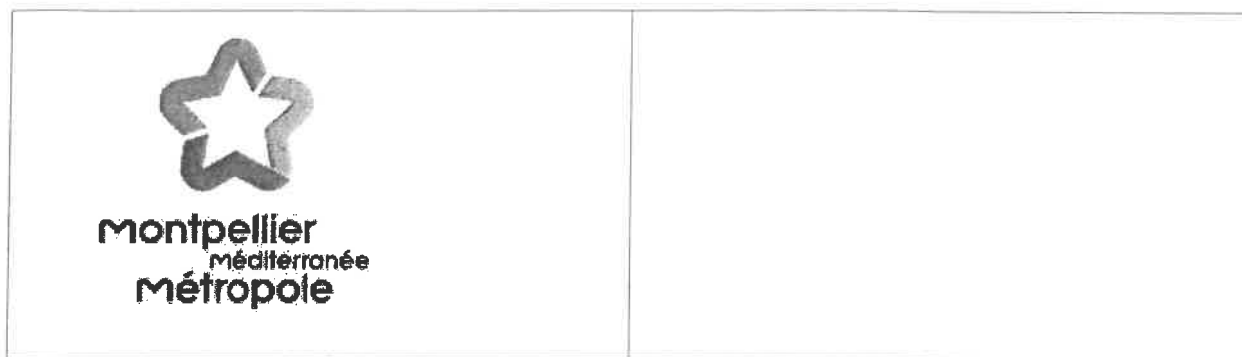
034-263409017-20180101-32056-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à l'Hôtel des
Ventes de Montpellier de véhicules vétustes
à réformer du pôle Littoral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes du pôle Littoral et qu'il convient les réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis Chemin de Poutingon à Montpellier (34 000) des véhicules vétustes à réformer du pôle Littoral.

ARTICLE 2 : Les véhicules concernés sont les suivants : Un tracteur de marque Landini immatriculé EG-462-FY, une camionnette plateau de marque Piaggio immatriculée EL-220-HJ, une tondeuse auto-portée de marque Kubota, n° de série 10 597, un rouleau compresseur de marque Bomag type BW120AD3, n° de série 101170513796.

ARTICLE 3 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs aux cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

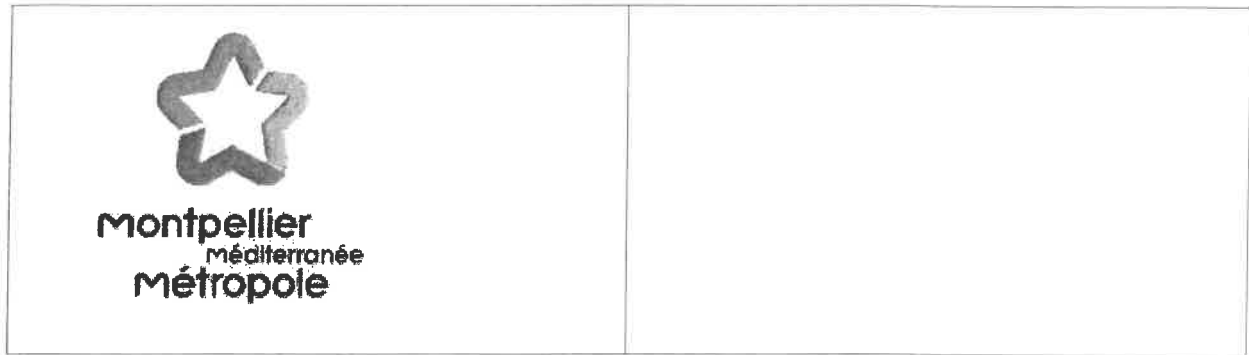
034- 24340017-20180101-32121-AU

Acte Certifié exécutoire 26 MARS 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4984EP17 -
Inventaire et évaluation de l'état du
patrimoine des ouvrages d'art (ponts) -
Décision de déclaration sans suite**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public;
- VU la consultation lancée le 30 octobre 2017 sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour « l'inventaire et l'évaluation de l'état du patrimoine des ouvrages d'art (ponts) »;

CONSIDERANT :

- Que l'analyse du montant des offres des candidats fait ressortir des disparités importantes, lesquelles résultent manifestement d'imprécisions dans le cahier des charges ;
- Que ces disparités de montant rendent impossible l'analyse des offres.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De déclarer sans suite, pour motif d'intérêt général cette procédure d'appel d'offres, et de relancer une nouvelle procédure, sur la base d'un cahier des charges affiné, afin de présenter une meilleure définition des besoins. Cette nouvelle consultation sera lancée sur la base d'une estimation revue, permettant le recours à une procédure adaptée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président ~~délégué~~
Pierre DUDIEUZERE



Publiée le : **22 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

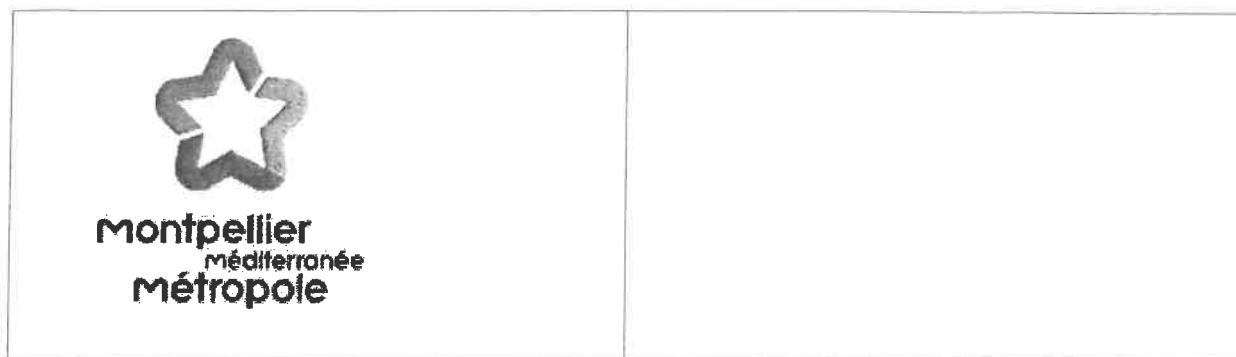
034-243400017-20180101-32148-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **22 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre
n°4938EA17 - Travaux de renouvellement
de renforcement ou d'extension des
réseaux d'eau potable et d'assainissement
des communes du territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en tant que Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- Qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eaux potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre en appel d'offres ouvert, les marchés subséquents issus de cet accord étant attribués après mise en concurrence de tous les titulaires de l'accord cadre, à survenance des besoins ;
- Qu'après analyse, la Commission d'appel d'Offres du 23 janvier 2018 a choisi de retenir les 5 offres suivantes :
 - groupement SADE CGTH / RAZEL-BEC
 - groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE / RAMPA TP
 - groupement SCAM TP / FAURIE
 - groupement EHTP / MALET
 - société SOLATRAG.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer cet accord-cadre, conclu sans montants minimum ni maximum, aux candidats suivants :

- le groupement SADE CGTH (mandataire) / RAZEL BEC sis ZI – 820 rue de la Marbrerie – BP 33 – 34741 VENDARGUES,
- le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE (mandataire) / RAMPA TP, sis 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER cedex 3,
- le groupement SCAM TP (mandataire) / FAURIE sis 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC,
- le groupement EHTP (mandataire) / MALET sis route de Vauguières – la Mogère – RD 172 – 34130 MAUGUIO,
- et la société SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE cedex.

ARTICLE 2 : Que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification et peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 29 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

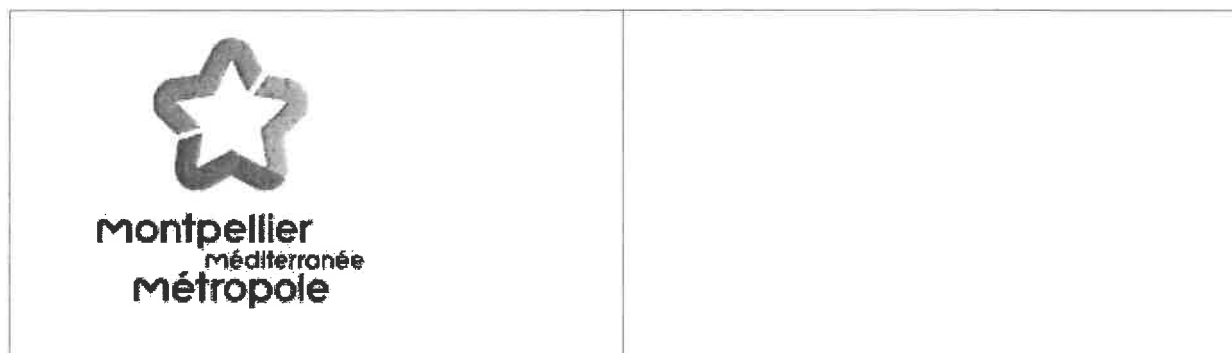
034-24340017- 20180101-32144-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2018

Réception en Préfecture : 29 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à l'Hôtel des
Ventes de Montpellier d'une camionnette-
fourgonnette vétuste à réformer de marque
Citroën immatriculée EL-420-TR du pôle
Piémonts et Garrigues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une camionnette fourgonnette vétuste du pôle Piémonts et Garrigues et qu'il convient de la réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à l'Hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier (34 000) une camionnette fourgonnette vétuste à réformer, de marque Citroën immatriculée EL-420-TR.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

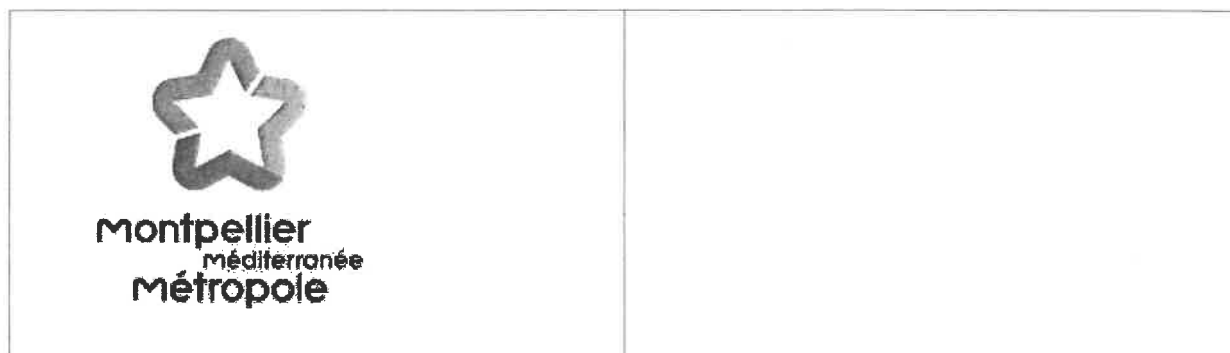
034- 24340017- 20180101-32200-AU .

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Ressources et Prospective Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une ouverture de crédit
de Trésorerie conclue entre Arkea Banque
Entreprises et Institutionnels et
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,

- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des « Finances »,

- **CONSIDERANT** qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec Arkea Banque Entreprises et Institutionnels, dont le siège social est situé à Allée Louis Lichou, 29 480 Le Relecq Kerhuon.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 Euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Montant : 10 000 000 Euros,
- Durée : 1 an,
- Index : Moyenne mensuelle des Euribor 3 mois, flooré à 0
- Marge sur indice : 0.38%
- Base de calcul des intérêts : exact/360,
- Délais de mise à disposition des fonds : J si demande avant 15h,
- Montant minimum des tirages : 10 000€,
- Remboursement des fonds : J si demande avant 11h30,
- Commission d'engagement : 0.05% du montant,
- Modalités d'utilisation : par le service de banque à distance Domiweb Collectivités.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

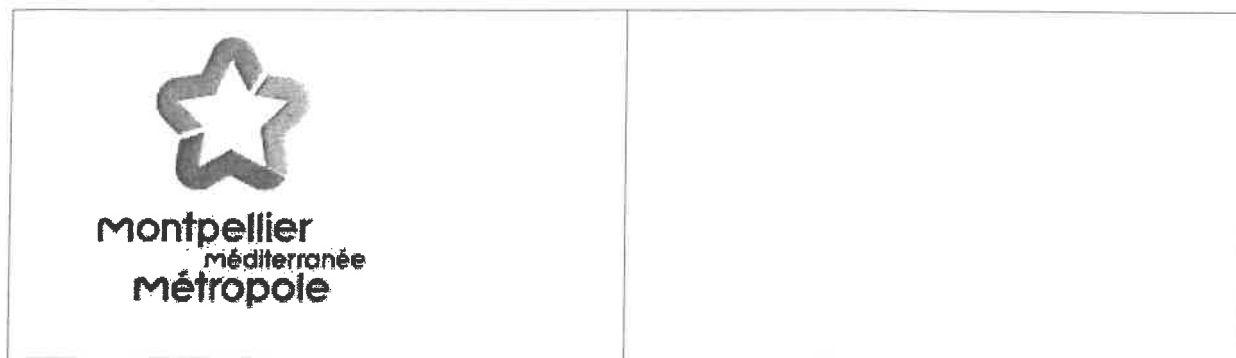
034-243400017-20180101-32166-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Ressources et Prospective Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une ouverture de crédit
de Trésorerie conclue entre la Société
Générale et Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA,

- **CONSIDERANT** qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de réservation de ligne de trésorerie est conclue avec la Société Générale, dont le siège social est situé à 115 rue de Sèvres, 75 275 Paris Cedex 06.

ARTICLE 2 : La ligne de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention de réservation de ligne de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 Euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- ✓ Montant : 10 000 000 Euros,
- ✓ Durée : 1 an à compter de la date de signature du contrat,
- ✓ Index : Euribor moyen mensuel 1 mois + marge de 0,40% l'an (en présence d'un index négatif, l'index égal à zéro s'applique)
- ✓ Base de calcul des intérêts : exact/360,
- ✓ Modalités de remboursement : Paiement mensuel des intérêts à terme échu.
- ✓ A chaque demande de fonds la durée du tirage est indéterminée et limitée à l'échéance de la ligne.
- ✓ Forfait de gestion : 1 300 euros.
- ✓ Commission de confirmation : calculée au taux de 0.07% l'an sur le montant total de la ligne, perçue trimestriellement d'avance. Le décompte de la commission s'effectue sur la base d'un nombre exact de jours du trimestre rapporté à une année de 360 jours.
- ✓ Modalités d'utilisation des tirages : Le versement des fonds s'effectue par virement au Trésor Public, à la date de compensation souhaitée par le client, pour autant que la demande parvienne à l'Agence Société Générale avant 10 heures. Le montant minimum des tirages est de 500 000€.
- ✓ Modalités d'utilisation des remboursements : Les remboursements sont effectués par virement sur le compte Société Générale. L'emprunteur informe l'Agence Société Générale avant 10 heures de sa demande de remboursement. Le décompte des intérêts est arrêté à la date de compensation effective des fonds.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

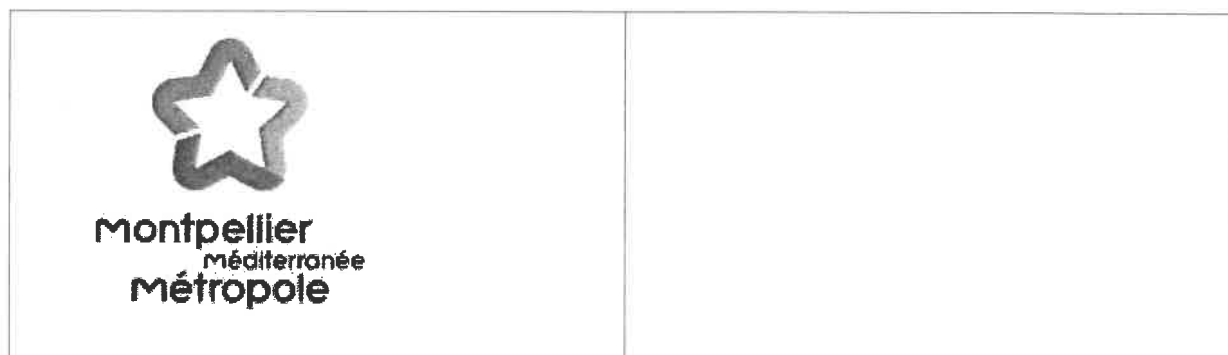
034-24340017-20180101-32183-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage de réseaux électrique
sur le lot volume n°1 de la parcelle SK
n°161 sise commune de Montpellier -
Enfouissement des lignes haute tension sur
le territoire métropolitain**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ; et de la Planification urbaine »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la convention de servitudes annexée à la présente,

- **CONSIDERANT** la nécessité de constituer sur le lot volume n°1 de la parcelle SK n°161, sise commune de Montpellier, une servitude de passage en tréfonds de réseaux électriques conformément à l'article L2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, sur une emprise de 2 343 m² environ telle que définie sur le plan joint, pour permettre la réalisation des liaisons aéro-souterraines à 1 circuit 225.000 volts MONTPELLIER - ST CHRISTOL Z PONT TRINQUAT, à 1 circuit 225.000 volts LA CASTELLE - SAUMADE et à 1 circuit 63.000 volts CASTELNAU – MONTPELLIER Z PASTOUREL Z FREJORGUES.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constitue, conformément à l'article L. 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, au profit de Réseau Transport d'Electricité (RTE), dont le siège social est situé Tour Initiale, 1 Terrasse Bellini – TSA 41000 à LA DEFENSE (92 919), une servitude de passage en tréfonds de réseaux électriques sur le lot volume n°1 de la parcelle cadastrée SK n°161, sise commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La constitution de la servitude est consentie à titre gratuit. Les frais de constitution sont à la charge de RTE.

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique de constitution de servitude sur le lot volume n°1 de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 .AVR. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 03 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

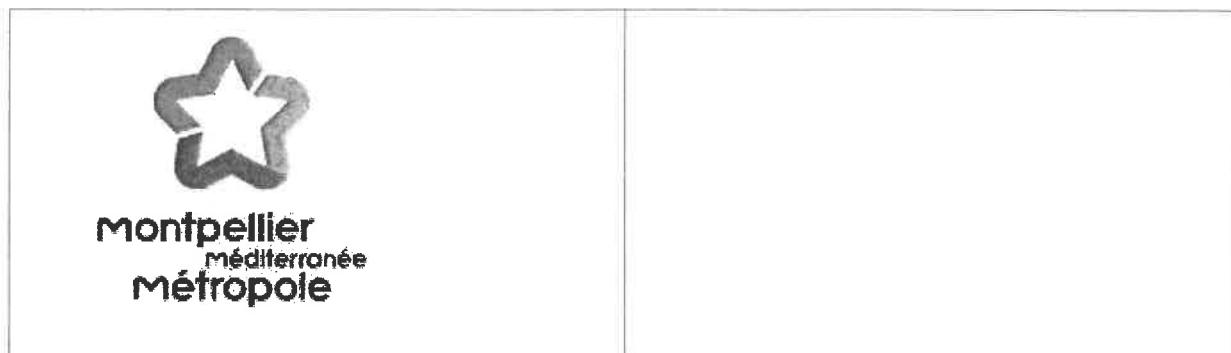
034-243400017-20180101-32185-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 AVR. 2018

Réception en Préfecture : 03 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour pièces
d'une camionnette-benne vétuste à
réformer de marque Peugeot immatriculée
3730 ZE 34**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une camionnette benne vétuste de marque Peugeot immatriculée 3730 ZE 34 et qu'il convient de la céder pour pièces.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour pièces à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier (34 000) une camionnette benne vétuste de marque Peugeot immatriculée 3730 ZE 34.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

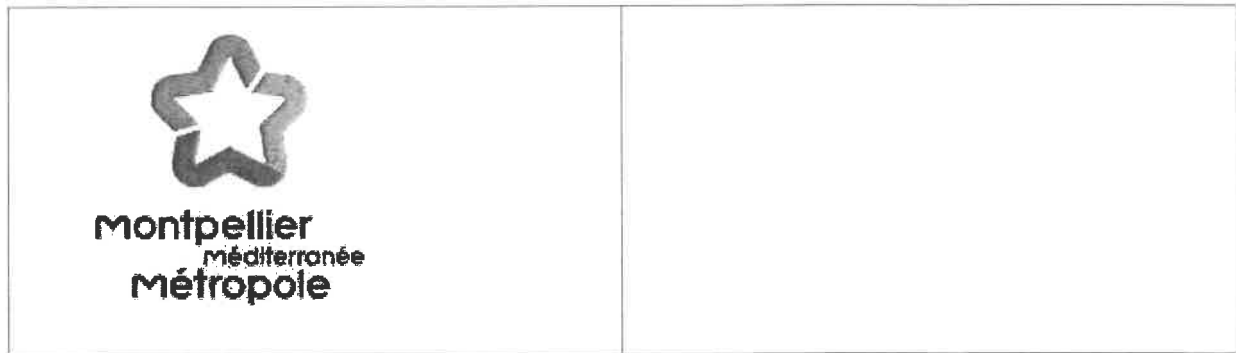
034-243400017-20180101-32231-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2018

Réception en Préfecture : 26 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association nationale des
élus en charge du sport (ANDES)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- **CONSIDERANT** que le sport en général, et le sport professionnel en particulier, sont en constante évolution, leur approche par les collectivités territoriales et leurs groupements nécessite par conséquent d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) dont la cotisation pour 2018, calculée en fonction du nombre d'habitants des communes membres de la Métropole, est fixée à 4 700 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tous documents relatifs à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

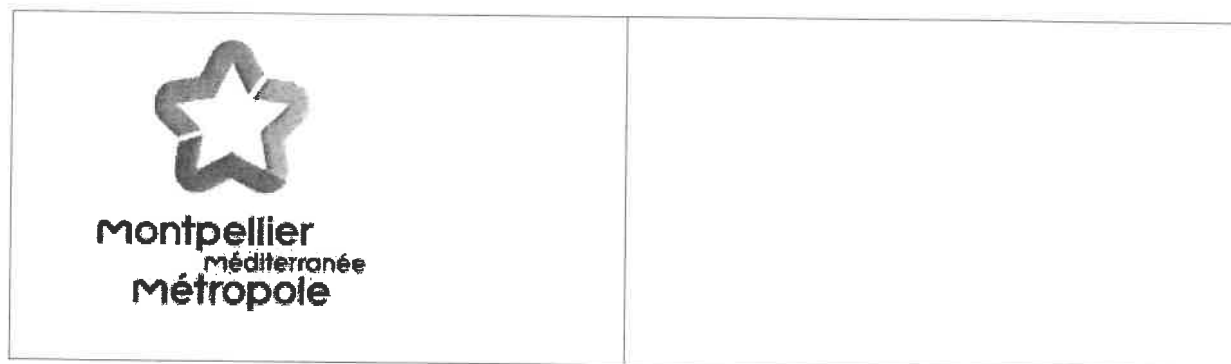
034- 2434 00017 - 20180101- 32352- AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision annule et remplace la décision
n°D2017-918 relative à l'attribution du
marché n°4790 - Prestations d'exécution
graphique pour Montpellier Méditerranée
Métropole et la ville de Montpellier -
Déclaration sans suite**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en tant que Conseiller délégué, membre du Bureau dans le domaine de « la Communication, du développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la direction de la communication a besoin de prestations d'exécution graphique pour la réalisation des supports de communication écrite conformément aux chartes graphiques,

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles 27 et 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

D É C I D E

ARTICLE 1 : La procédure de passation du marché n°4790 « Prestations d'exécution graphique » est déclaré sans suite pour un motif d'intérêt général tenant à l'évolution des besoins.

ARTICLE 2 : La présente décision sera notifiée à l'ensemble des candidats.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

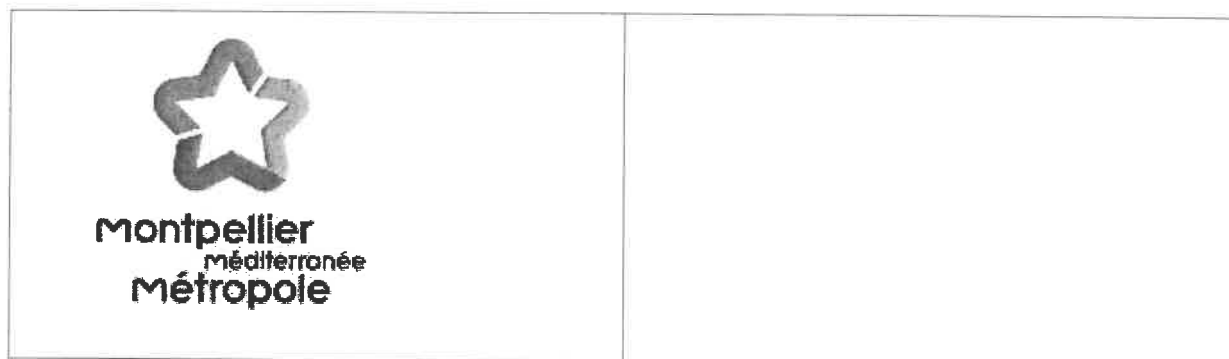
034-243400017-20180101-32539-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5040DC18
de location et installation de tentes scènes
et matériels de réception pour la Comédie
du Livre 2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT :

- Que compte tenu des besoins en tentes, scènes et matériels de réception nécessaires à l'organisation de la Comédie du Livre 2018, il y a lieu de formaliser les commandes de location et d'installation de ce type d'équipement par le biais d'un marché à procédure adaptée,

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT, pour une durée comprise entre la date de la notification à l'enlèvement des matériels.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- Le critère prix 40%,
- Le critère valeur technique (60% de la note) apprécié au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique sur les points suivants : Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution du marché : 10% ; Moyens techniques dont dispose le prestataire pour l'exécution du marché : 30% ; Organisation, réactivité et capacité d'intervention : 20% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Spectacle Méditerranée Location, située 17 chemin du four à chaux à Courmonterral (34660) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché location et installation de tentes, scènes et matériels de réception pour la Comédie du Livre 2018 à l'entreprise Spectacle Méditerranée Location, pour un montant maximal de 85 000 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 03 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

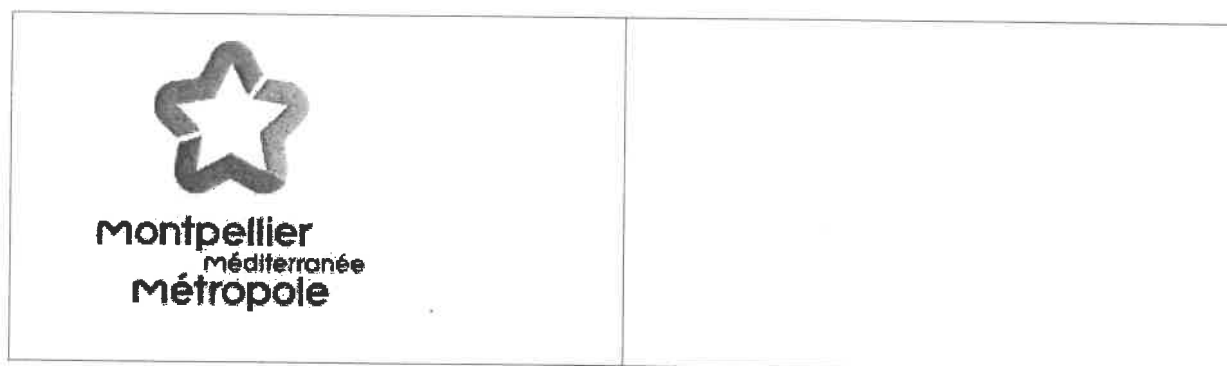
034-243400017-20180101-32480-AU-EL

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 AVR. 2018

Réception en Préfecture : 03 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3999VD17
de maîtrise d'œuvre relative à la
réhabilitation du quai de transfert des
déchets ménagers de Pignan - Avenant n°1
- Fixation de l'estimation définitive du coût
prévisionnel des travaux et à
l'établissement du forfait définitif de
rémunération du maître d'œuvre -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en tant que Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans les domaines de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

Considérant :

- Que la marché n°3999VD17 de maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation du quai de transfert des déchets ménagers de Pignan a été attribué au cabinet d'études René GAXIEU pour un taux de rémunération de 4,855% du montant prévisionnel des travaux de 650 000 € HT soit 31 560 € HT.
- Que les études d'avant-projet ont démontré qu'il était économiquement opportun d'intégrer aux travaux de réhabilitation du quai de transfert de Pignan une part des travaux de réhabilitation de la déchèterie voisine afin de traiter les accès et la mitoyenneté, portant l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux de 650 000 à 748 610 € HT.
- Que les échanges avec le cabinet d'études René GAXIEU ont permis de convenir d'un taux de rémunération ramené de 4.855% à 4.675% de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, soit un forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre de 35 000 € HT.

D É C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3999VD17 de maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation du quai de transfert de Pignan est passé avec le cabinet d'études René GAXIEU.

ARTICLE 2 : Cet avenant fixe l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux à 748 610,00 € HT, et la rémunération du cabinet Gaxieu à 4.675% de ce montant soit 35 000 € HT. Cette dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 9 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : **2 9 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

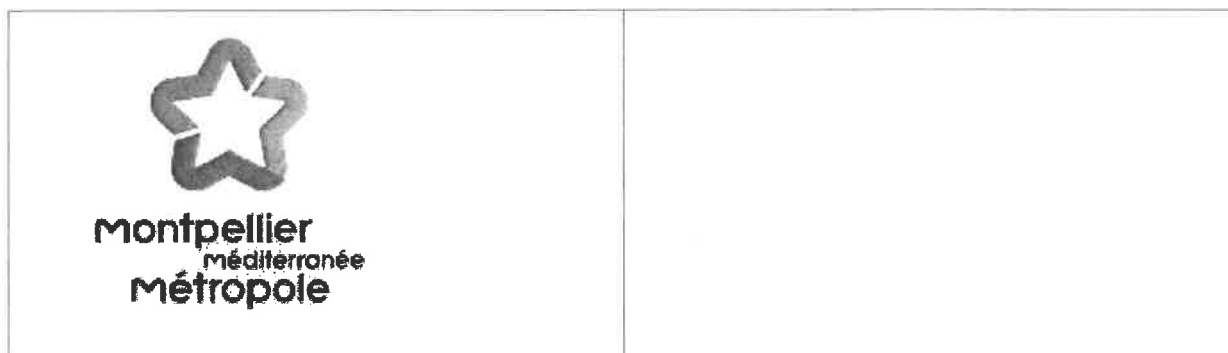
034-243400017-20180101-32575-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 9 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **2 9 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Assurances / CADA

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision de constitution de partie civile

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°18039000206 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 6 487,20 € TTC.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 4 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

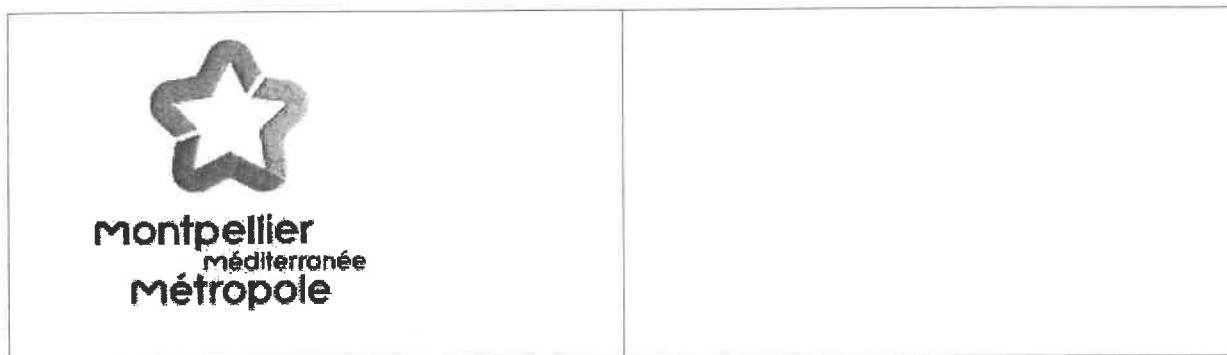
034-243600017-20180101-32736-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 MARS 2018

Réception en Préfecture : 27 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête TA
n°1801176-3"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1801176-3, le 12 mars 2018, par Monsieur Christian MALDONADO tendant à une reconstitution de carrière de sapeur-pompier professionnel avec demande expresse de prise en compte du grade de caporal-chef.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « VINSONNEAU-PALIÈS, NOY, GAUER ET ASSOCIÉS ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

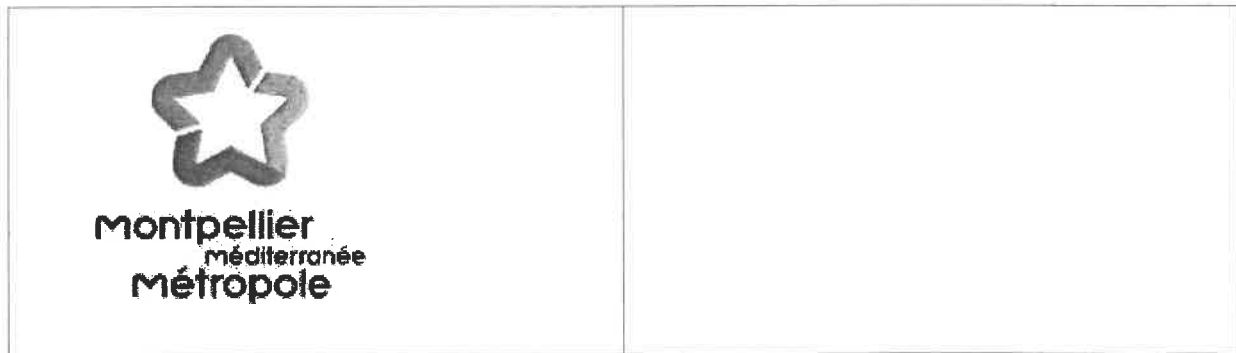
034- 243 400017-20180101-39753-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 MARS 2018

Réception en Préfecture : 27 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre de
prestations intellectuelles à bons de
commande relatifs à la réalisation d'une
mission d'études urbaines sur le secteur
"Comédie-Lez" - Commune de
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en tant que Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,
- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

- CONSIDÉRANT :

- qu'une mission d'études urbaines sur le secteur Comédie-Lez est nécessaire.

Le territoire de projet est situé sur la commune de Montpellier, il couvre un périmètre de 130 hectares entre la Place de la Comédie et le Lez d'une part et les Lycées Joffre et Mermoz et l'avenue du Pont Juvénal d'autre part.

- Qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commande pour une durée de 4 ans à compter de sa notification. Il s'agit d'un accord-cadre avec un montant minimum de 96 657,50 € HT (diagnostic orienté, établissement d'orientations d'aménagement à l'échelle du grand périmètre d'étude et établissement d'un plan programme à l'échelle du petit périmètre) et un montant maximum de 180 000 € HT.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations (40%) apprécié au regard du détail quantitatif estimatif DQE,
- Valeur technique de l'offre (60 %) appréciée au regard du mémoire méthodologique et organisationnel demandé concernant l'appréhension du contexte, ainsi que de la cohérence des propositions et la capacité du candidat à mener à bien des projets complexes.

- Qu'après analyse, le groupement AME (mandataire domicilié au 90-96 avenue du Bas-Meudon – 92130 Issy-les-Moulineaux), CUSHMAN & WAKEFIEL, ADEQUATION, TRAIT CLAIR et LOMBARDI présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'accord cadre de mission de prestations intellectuelles à bons de commande pour une mission d'études urbaines au groupement AME (mandataire), CUSHMAN & WAKEFIEL, ADEQUATION, TRAIT CLAIR et LOMBARDI pour un montant minimum de 96 657,50 € HT et un montant maximum de 180 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 4 AVR. 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : - 4 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

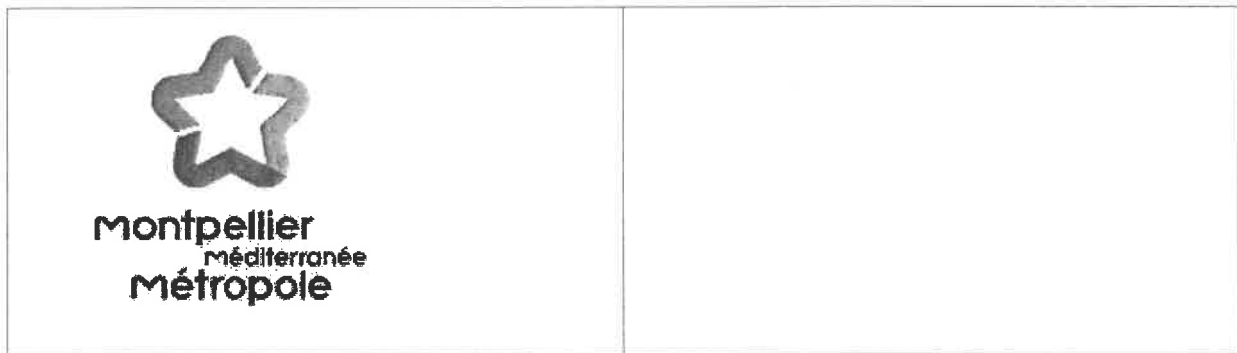
034-2434000 17-20180101 32862 AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 AVR. 2018

Réception en Préfecture : - 4 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pluvial Urbain

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4362EP16 -
Maintenance - Entretien - Modifications et
petites extensions du réseau pluvial -
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2016-489 attribuant le marché n°4362 EP 16 à l'entreprise SCAM TP, pour un montant total compris entre 800 000 et 3 200 000 euros HT et pour une durée de 4 années.

Considérant :

- Que suite à des circonstances exceptionnelles (augmentation non prévisible des travaux de raccordement des logements neufs), le seuil maximum du marché sera atteint avant la fin de la deuxième année d'exercice du marché. Une augmentation du seuil doit être faite pour permettre d'atteindre la fin de cette période.

D É C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de maintenance, entretien, modifications et petites extensions du réseau pluvial à l'entreprise SCAM TP, avenant n°2 d'un montant de 39 920,00 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le – 5 AVR. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE



Publiée le : – 5 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

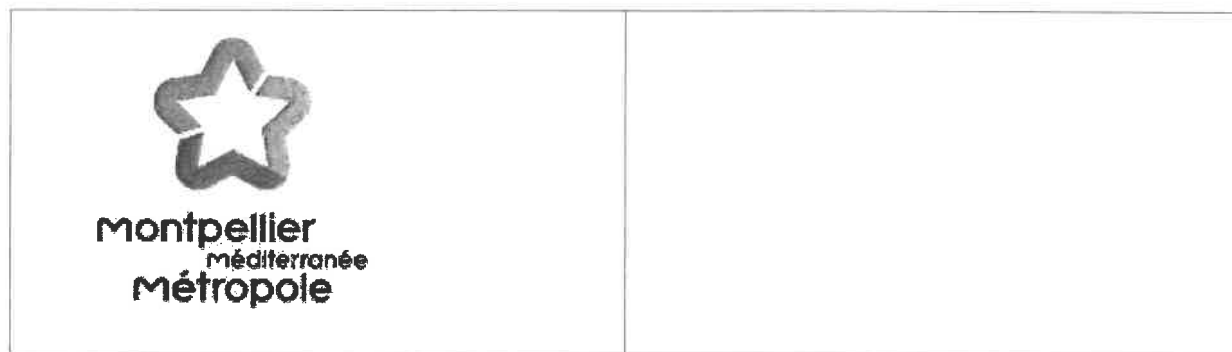
034 - 2M3400017 - 20180101 - 32942.AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : – 5 AVR. 2018

Réception en Préfecture : – 5 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour pièces
d'une camionnette Peugeot vétuste à
réformer immatriculée 9651 YN 34 et
d'une camionnette Iveco vétuste à
réformer immatriculée 3355 ZR 34**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes et qu'il convient de les réformer en les cédant pour pièces.

D E C I D E

ARTICLE 1 Montpellier Méditerranée métropole cède pour pièces à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier (34 000) une camionnette vétuste de marque Peugeot immatriculée 9651 YN 34 et une camionnette vétuste de marque Iveco immatriculée 3355 ZR 34.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs aux cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **26 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

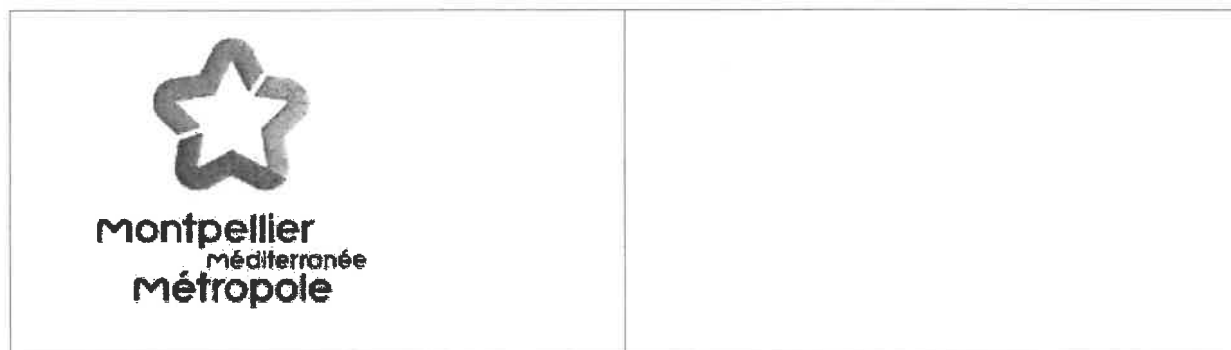
034-243400017-20180101-33017-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture **26 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **26 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre de
prestations intellectuelles à bons de
commande relatif à la réalisation d'une
mission de sondages et d'études de
structures sur le secteur Comédie-Lez -
Commune de Montpellier - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »;

- VU la convention de mandat Comédie-Lez en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

CONSIDÉRANT :

- que la mise en place d'un accord-cadre portant sur l'exécution de sondages et d'études de structures sur le secteur Comédie-Lez est nécessaire.

Le territoire de projet est situé sur la commune de Montpellier. Il couvre un périmètre de 130 hectares entre la Place de la Comédie et le Lez d'une part et les Lycées Joffre et Mermoz et l'avenue du Pont Juvénal d'autre part,

- qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commande pour une durée de 4 ans à compter de sa notification. Il s'agit d'un accord-cadre d'un montant de 38 000 € HT (sondages structurels, impacts et chiffrage sur les structures des scénarii urbains sommaires, étude de faisabilité technique et financière des travaux prévu au plan programme et mise à jour d'une fiche projet).

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations (40%) apprécié au regard du détail quantitatif estimatif DQE).

- Valeur technique de l'offre (60 %) appréciée au regard du mémoire méthodologique et organisationnel demandé concernant la compréhension des enjeux et méthodologie d'études, ainsi que du temps prévisionnel par profil et délais de réalisations des missions.

- qu'après analyse, le groupe SOCOTEC INFRASTRUCTURE (1140 avenue Albert Einstein 34000 Montpellier) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'accord-cadre de mission de prestations intellectuelles à bons de commande pour une mission de comptages et d'études déplacements avec le groupe SOCOTEC INFRASTRUCTURE sans montant minimal et avec un montant maximal de 38 000 € HT, soit 45 600 € TTC, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le – 4 AVR. 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : – 4 AVR. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

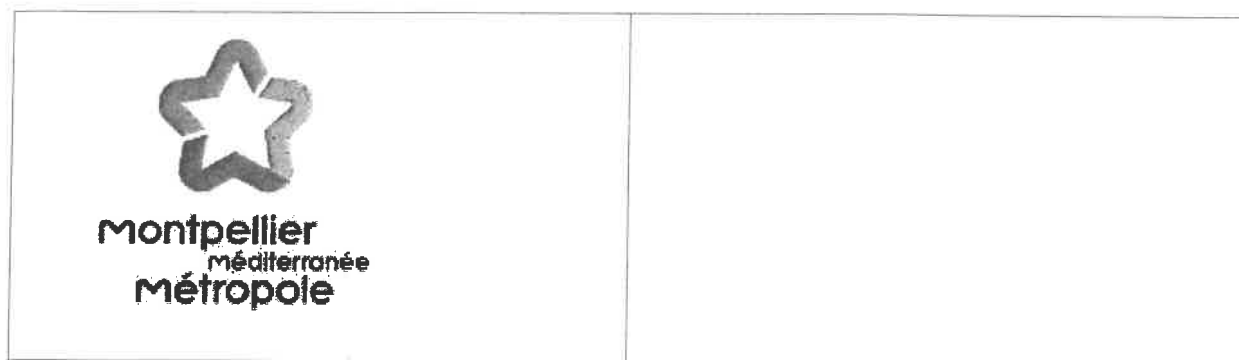
084 - 243400017 - 20180101 - 33099-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : – 4 AVR. 2018

Réception en Préfecture : – 4 AVR. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de l'École Supérieure de
Formation en Alternance - ESFA dans le
VEAS Hannibal à Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : l'École Supérieure de formation en Alternance (ESFA), représentée par Madame JEHANNO a pour activité la formation professionnelle. Actuellement locataire du lot B08 représentant 40.04 m², elle est candidate au renouvellement de son bail. ESFA emploie actuellement 1 personne.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ESFA représentée par Madame JEHANNO, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail ainsi que tout commercial document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

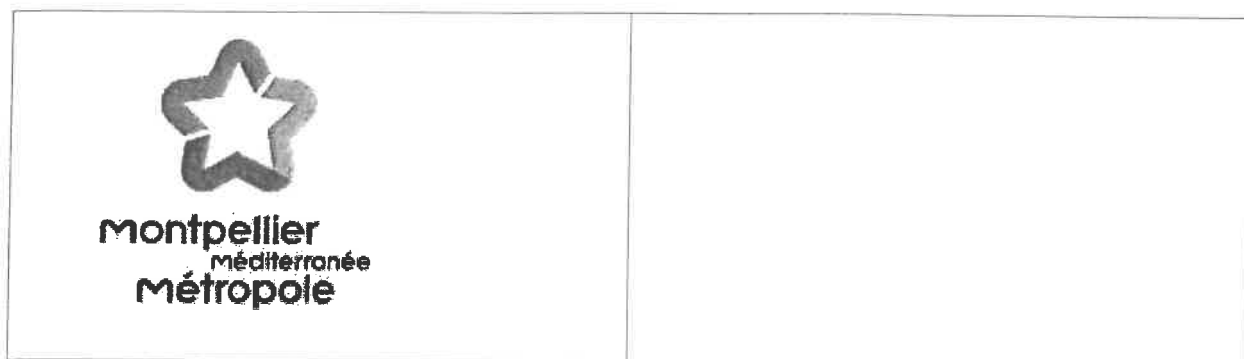
034-243400017-20180101-33080-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société SPOT
TO LAB au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi),
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 17 mars 2014, passée entre la Métropole et la société SPOT TO LAB pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 2 mai 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société SPOT TO LAB n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPOT TO LAB pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPOT TO LAB pour la surface de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 431,88 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 15124 du conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

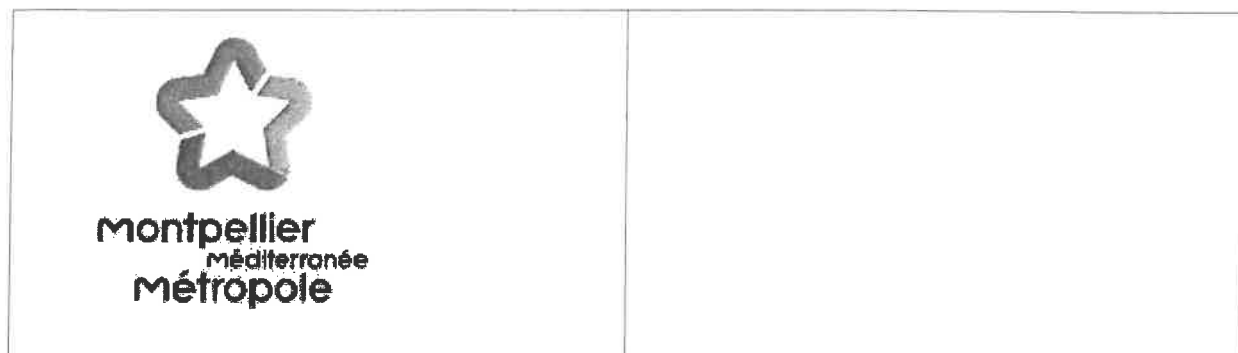
034- 243400017-20180101-33563-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IDEALYS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 8 avril 2015 passée entre la Métropole et la société IDEALYS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 février 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IDEALYS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IDEALYS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2019.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IDEALYS pour la surface de 44,40 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 604,72 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

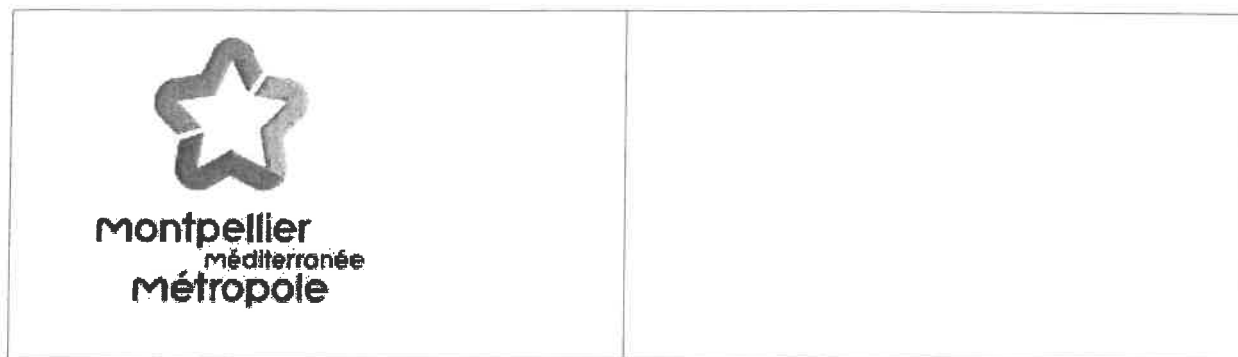
034-24340007-20180101-33569-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
TOUCHMODS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 4 avril 2013 passée entre La Métropole et la société TOUCHMODS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 novembre 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société TOUCHMODS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TOUCHMODS pour une période de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 juin 2018.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TOUCHMODS pour la surface de 74,36 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 090,86 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

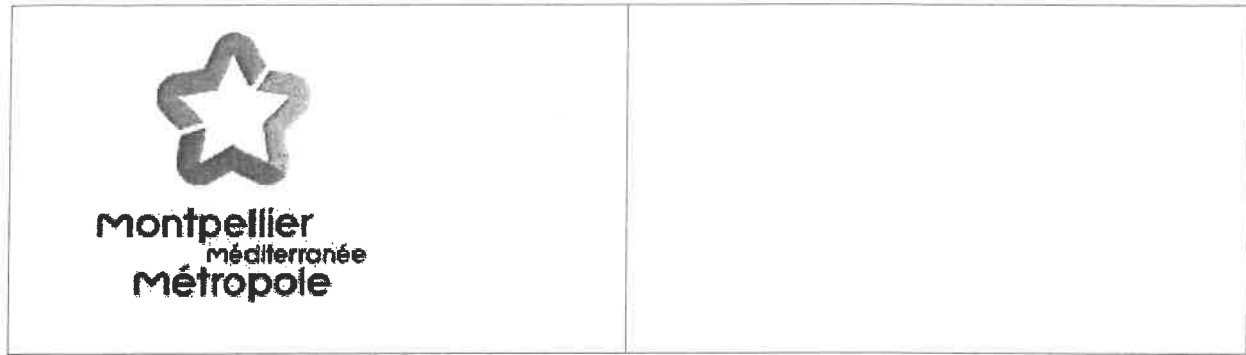
034-243400017-20180101-33580-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
imaGeau au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi »),
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 23 octobre 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de trois mois à compter de sa notification et jusqu'au 30 juin 2018

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 161,55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 266,78 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

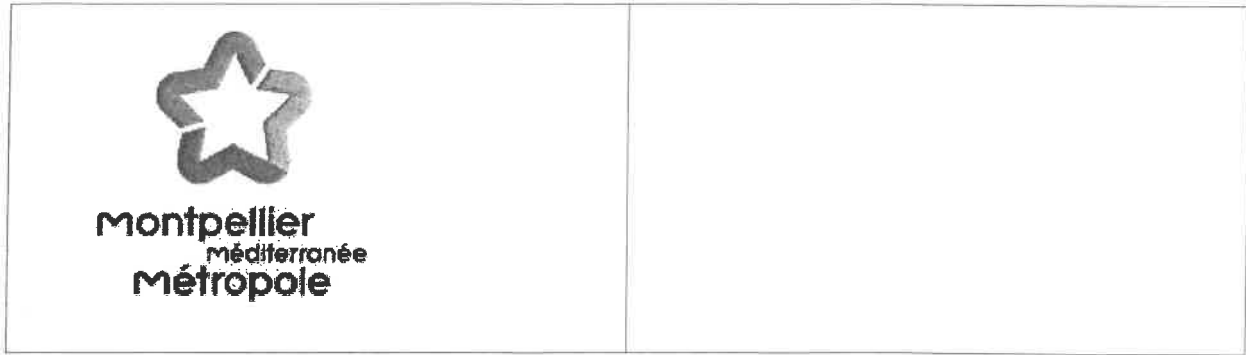
034-943400017-20180101-33626-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société ITK
au sein de la pépinière d'entreprises Cap
Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 novembre 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 472,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 5 711,93 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

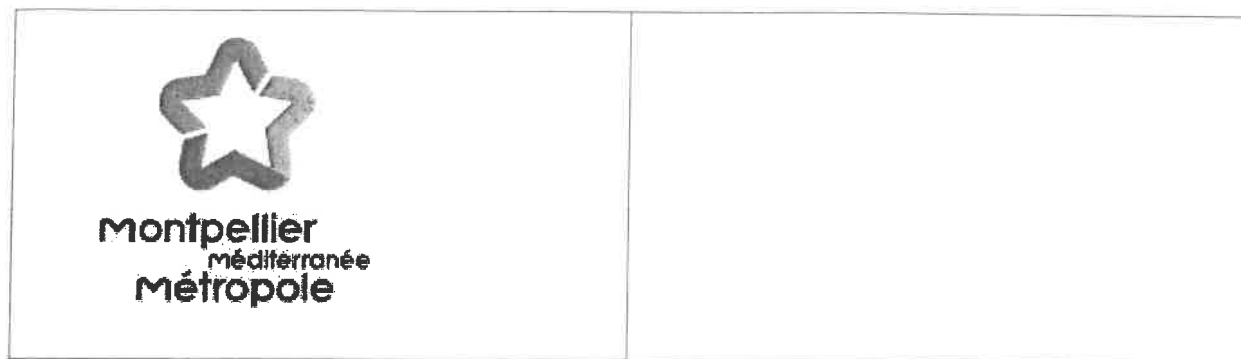
034-24340017-20180101-33635-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'Office Public
d'Aménagement et Construction de
Montpellier - ACM - sur la Zac Parc 2000
2ème extension à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'organisme ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension à Montpellier : l'Office Public d'Aménagement et Construction de Montpellier – ACM - est candidat à l'acquisition du lot 12 de 1 490 m² pour la réalisation de 37 logements collectifs sociaux de 2 720 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 720 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'Office Public d'Aménagement et Construction de Montpellier – ACM ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

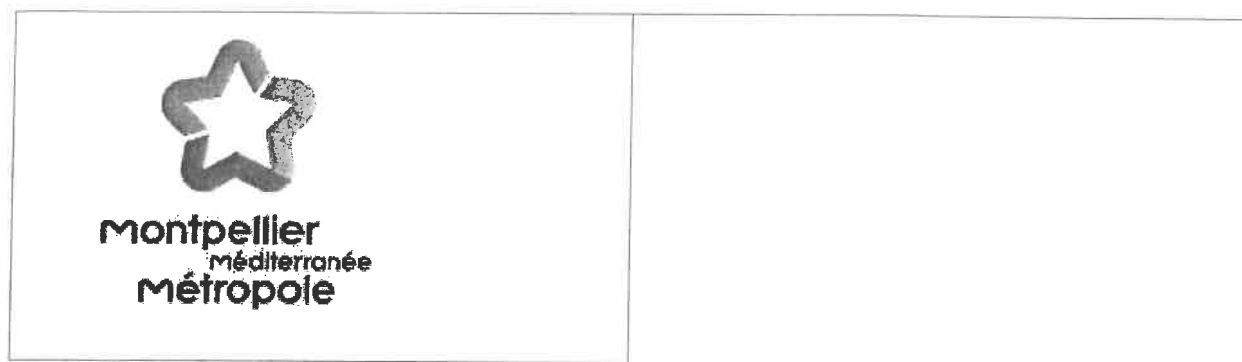
034-26340017-20180101-33662-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de l'Office Public
d'Aménagement et Construction de
Montpellier - ACM - dans la Zac Parc 2000
2ème extension à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'organisme ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension à Montpellier : l'Office Public d'Aménagement et Construction de Montpellier – ACM est candidat à l'acquisition du lot 13 de 1 893 m² pour la réalisation 46 logements collectifs sociaux de 3 144 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 150 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'Office Public d'Aménagement et Construction de Montpellier – ACM ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

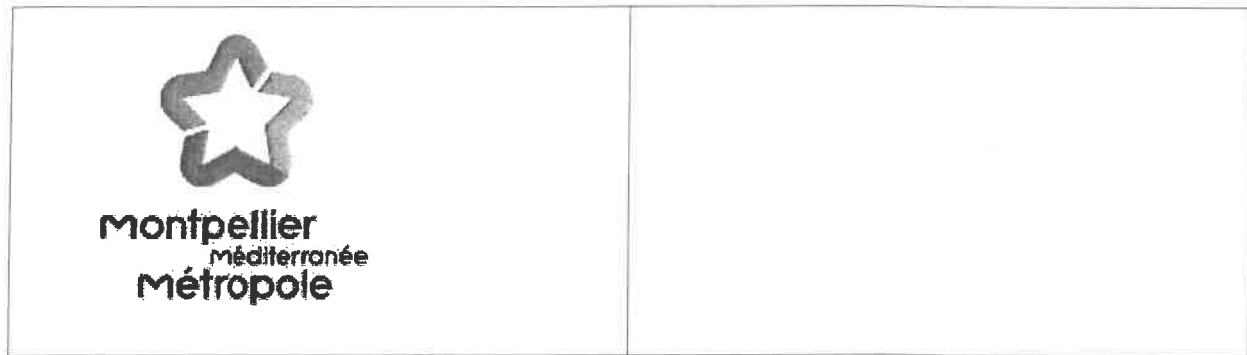
034-243400017-20180101-33666-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 MARS 2018

Réception en Préfecture : 28 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par l'association
FRENCHSOUTH DIGITAL au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Oméga**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 6 août 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants dont le dernier en date du 14 février 2017,

- **CONSIDERANT** : que la gouvernance du nouveau grand cluster régional n'est pas totalement finalisée et que l'association FRENCHSOUTH DIGITAL continue à œuvrer au sein des locaux qu'elle occupe à Cap Oméga pour le développement du secteur du numérique sur le territoire de la Métropole et qu'il convient par conséquent de proroger la convention d'occupation pour une courte durée,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour une courte période de trois mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2: la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association pour les 89,90 m² quelle occupe au rez de chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 1 145,32 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: Compte tenu des services d'intérêt collectif que l'association rend aux entreprises du numérique implantées à Cap Oméga cette redevance ne sera pas due. Elle sera valorisée par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

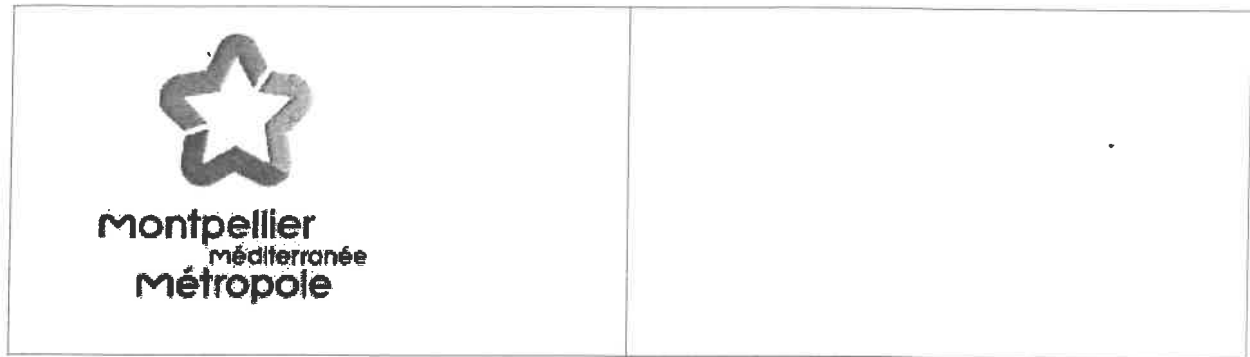
034-243400017-20180101-33687-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **28 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Association
Saint Jean Environnement - Requête
n°1801308-5 TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé n°1801308-5 " près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 mars 2018 par l'association Saint Jean Environnement contre la décision implicite de Madame le Maire de Saint Jean de Védas prise par arrêté municipal du 9 mars 2018 interdisant la circulation rue des Roudères à Saint Jean de Védas le 20 mars 2018 pour abattage des arbres.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER ET ASSOCIES ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **27 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

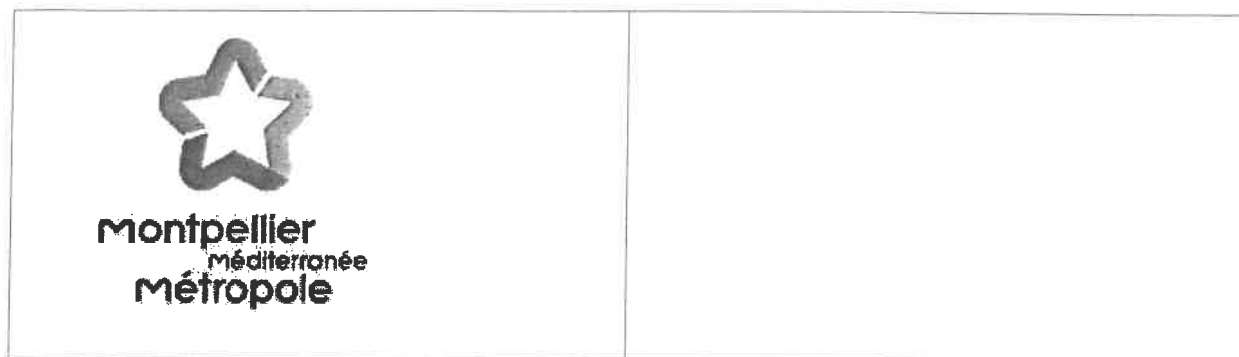
034-24340017-20180101-34059-AU-I-I

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **27 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Association
Saint Jean Environnement - Requête
n°1801307-5 TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1801307-5 près le Tribunal Administratif le 19 mars 2018 par l'Association Saint Jean Environnement contre la décision implicite de Madame le Maire de Saint Jean de Védas par arrêté municipal du 9 mars 2018 interdisant la circulation rue de Roudères pour procéder à l'abattage des arbres.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « VINSONNEAU-PALIÈS, NOY, GAUER ET ASSOCIÉS ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **27 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

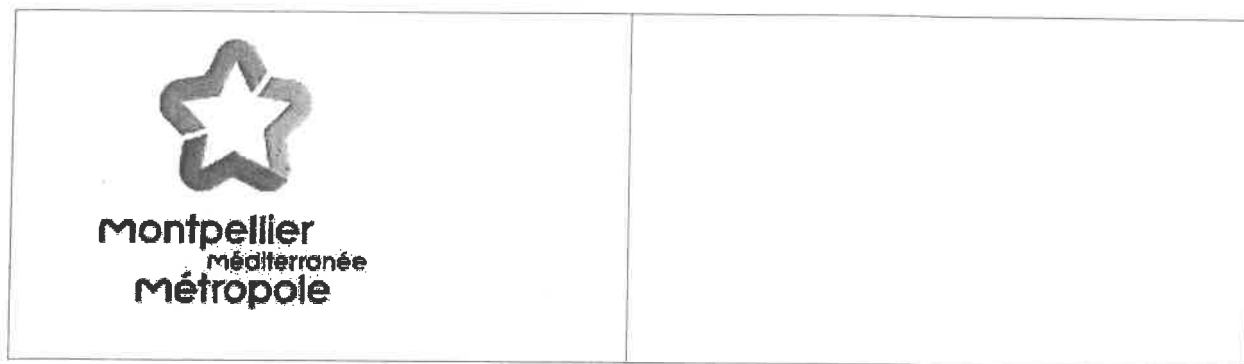
034-24340017-20180101-34136-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **27 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **27 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Occupation
illicite parkings de l'Aréna"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illégalement les parkings du complexe Aréna sis à Pérois.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « VINSONNEAU-PALIÈS, NOY, GAUER ET ASSOCIÉS ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340017-20180101-34139-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 MARS 2018

Réception en Préfecture : 27 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

REGLEMENTAIRES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES
AVRIL 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0041.....	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas	471
MAR2018-0042.....	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Jean de Védas	473
MAR2018-0043.....	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers	475
MAR2018-0077.....	Délégations de signature relatives au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET)	477
MAR2018-0105.....	Délégations de signature - Département Développement Economique - Emploi et Insertion (DDEEI)	498
MAR2018-0111.....	Délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA - 15ème Vice-Président	503
MAR2018-0116.....	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) du monument historique ' Chapelle Notre Dame-de-la-Pitié '	506
MAR2018-0118.....	Délégation de fonction à Madame Eliane LLORET - 20ème Vice-Présidente	511
MAR2018-0119.....	Délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE - 17ème Vice-Président	513
MAR2018-0121.....	Délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES - Première Vice-Présidente	516
MAR2018-0122.....	Délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA - 2ème Vice-Président	519
MAR2018-0123.....	Délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR - 4ème Vice-Président	522
MAR2018-0124.....	Délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD - 5ème Vice-Présidente	525
MAR2018-0125.....	Délégations de signature relatives au Département Administration générale et Finances (DAGF)	527

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES
AVRIL 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0126.....	Fonctionnement et tarification du parking du Prévost- Villeneuve-lès-Maguelone	533
MAR2018-0127.....	Délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL - 6ème Vice-Président	535
MAR2018-0128.....	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues	538
MAR2018-0129.....	Délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER - 7ème Vice-Président	540
MAR2018-0130.....	Délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO - 8ème Vice-Président	542
MAR2018-0131.....	Délégation de fonction à Madame Rosy BUONO - 9ème Vice-Présidente	544
MAR2018-0132.....	Délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONIER - 10ème Vice-Président	547
MAR2018-0133.....	Délégation de fonction à Madame Annie YAGUE - 11ème Vice-Présidente	549
MAR2018-0134.....	Délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT - 12ème Vice-Président	552
MAR2018-0135.....	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues	554
MAR2018-0136.....	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 40-42 Rue Faubourg du Courreau - Parcelle BX 119 - Interdiction d'habiter pour l'ensemble des logements	557
MAR2018-0137.....	MAINLEVÉE de l'arrêté de péril imminent n°A2017-126 - Commune de Montpellier immeuble sis 12 rue de Metz - Parcelle IZ 240	560
MAR2018-0138.....	Délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE - 13ème Vice-Présidente	562
MAR2018-0139.....	Délégation de fonction à Madame Chantal MARION - 14ème Vice-Présidente	564

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES
AVRIL 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0140.....	Délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE - 16ème Vice-Présidente	567
MAR2018-0141.....	Délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL - 18ème Vice-Présidente	570
MAR2018-0142.....	Arrêté portant modification des membres du comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole	572
MAR2018-0143.....	Délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE - 19ème Vice-Président	574
MAR2018-0144.....	Délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI - Membre du Bureau, Conseiller délégué	576
MAR2018-0146.....	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec	579
MAR2018-0151.....	Délégations de signature relatives au Département Culture et Sports (DCS)	583



Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
Service Urbanisme/Environnement

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.151-51, R.151-52, R.153-18, R.424-24 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas approuvé le 21 janvier 2008, mis à jour le 28 juillet 2008, modifié le 30 juin 2009, le 13 juillet 2010 et le 6 septembre 2011, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié de manière simplifiée le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 21 octobre 2016, mis à jour le 25 janvier 2017, modifié le 27 septembre 2017 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « du développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, de la planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°14955 du Conseil de Métropole en date du 2 novembre 2017 instituant le périmètre d'étude au sein de la zone d'activités économiques Lauze Est au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas est mis à jour pour reporter le périmètre d'étude instauré sur la zone d'activités économiques Lauze Est.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint Jean de Védas (4 rue de la Mairie, 34430 Saint-Jean-de-Védas) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Jean de Védas sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 04/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-27548-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/04/18

Réception en Préfecture : 04/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
Service Urbanisme/Environnement

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.151-51, R.153-18 ;
- VU le Code du Patrimoine, notamment les articles L.621-30 à L.621-32 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas approuvé le 21 janvier 2008, mis à jour le 28 juillet 2008, modifié le 30 juin 2009, le 13 juillet 2010 et le 6 septembre 2011, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié de manière simplifiée le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 21 octobre 2016, mis à jour le 25 janvier 2017, modifié le 27 septembre 2017 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines de la planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme ;
- VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, par laquelle les « périmètres de protection modifiés » ont été remplacés par les « périmètres délimités des abords » ;

- VU l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 2017 portant création du périmètre délimité des abords du Pont sur la Mosson protégé au titre des monuments historiques sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre délimité des abords du Pont sur la Mosson.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint Jean de Védas (4 rue de la Mairie, 34430 Saint-Jean-de-Védas) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Jean de Védas sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 04/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-27550-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/04/18

Réception en Préfecture : 04/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
Service Urbanisme/Environnement

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.151-51, R.151-52, R.153-18, R.424-24 ;

- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers approuvé le 24 janvier 2013, mis à jour le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, mis à jour le 07 mars 2014, mis en compatibilité le 15 décembre 2014, modifié le 29 juin 2015, modifié le 28 septembre 2016, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 25 août 2017, mis à jour le 7 septembre 2017 ;

- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;

- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines de la planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme ;

- VU la délibération du conseil municipal de la Commune de Clapiers en date du 16 novembre 2017, instituant un périmètre d'étude sur le secteur du cœur de village au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Clapiers sont mises à jour pour reporter le périmètre d'étude instauré sur le secteur du cœur du village.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Clapiers (5, Grand-rue Marie Lacroix - 34830 Clapiers) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Clapiers.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Clapiers sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 04/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-27555-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/04/18

Réception en Préfecture : 04/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Services Publics de
l'Environnement et des Transports (SPET)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des

collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT),

- Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion ;
- Pôle Territorial de Montpellier ;
- Etudes Voiries urbaines ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, à l'exception de la signature des bons de commande, sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur adjoint et responsable du service de Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Chef de service adjoint, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous sa surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur. Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

ARTICLE 2-4 : Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
- Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
-
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 2-6 : Monsieur Stéphane PIC, Responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain HURARD, responsable de l'unité feux/bornes/tunnel de la comédie.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gilles LAVAUD et Monsieur Alain HURARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gilles LAVAUD, Monsieur Alain HURARD et Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa Direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Risques pluvial et inondation ;
- Service administratif et financier.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa Direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 5-2 : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
 - Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, Responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 5-5 : Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6 : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Service Ressources Transversales ;
- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.
- Les réseaux structurants

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa Direction :

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus, à l'exception de la signature des bons de commande, sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-2 : Madame Caroline MICHALAKIS, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-3 : Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-4 : Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-5 : Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-6 : Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-7 :

Monsieur Thomas COMTE, responsable des Réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines situées hors agglomération.

- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées hors agglomération.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR .

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 25/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30007-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/04/18

Réception en Préfecture : 25/04/18

Notifié le : 25/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Développement Economique
Emploi et Insertion (DDEEI)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Le Département Développement économique, Emploi et Insertion est composé de :

- La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE),
- La Direction Attractivité, Tourisme et Relations internationales (DATRI)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE) est composée des services :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation
- Unité BIC- Création entreprises innovantes
- Unité implantation
- Accélérateur de croissance dont l'Unité Emploi et Insertion.

Le Directeur de l'Economie et de l'Emploi (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur du Développement économique et de l'Emploi, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUILLERMO, Directeur de projets et Directeur adjoint du Développement économique et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur du Développement économique et de l'Emploi et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui les concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 :

Madame Chantal DUMAS, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal DUMAS, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 :

Madame Isabelle PREVOT, responsable de l'Unité BIC- Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 :

Monsieur Benoit ILLINGER, responsable de l'Unité implantation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoit ILLINGER, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ILLINGER et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ILLINGER, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-5 :

Le responsable du service Accélérateur de croissance (poste vacant) dont l'Unité Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Accélérateur de croissance, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sabrina GUARRERA, responsable de l'Unité Emploi et Insertion.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance et de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance, de Madame Sabrina GUARRERA, et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance, de Madame Sabrina GUARRERA, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et du Directeur du Développement économique et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 :

Madame Sophie SALELLES, Directrice par intérim de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations internationales reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 03/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-33028-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/04/18

Réception en Préfecture : 03/04/18

Notifié le : 03/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction à Monsieur Noël
SEGURA
15ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SEGURA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2017-301 portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA.

ARTICLE 2 : Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine du Logement.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Noël SEGURA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Noël SEGURA n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SEGURA concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat, en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SEGURA concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'État, à l'exception de ceux qui concernent l'une des sociétés de FDI Groupe ou la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SEGURA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SEGURA et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 03/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-33840-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/04/18

Réception en Préfecture : 03/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
unique portant sur la modification n°3 du
Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la
Commune de Restinclières et sur la
création d'un périmètre délimité des
abords (PDA) du monument historique '
Chapelle Notre Dame-de-la-Pitié '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er}/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté n°A2017-273 du 02/11/2017 portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet de Région à la Commune de Restinclières en date du 15/10/2015 concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords du monument historique « Chapelle Notre Dame-de-la-Pitié » proposé par l'Architecte des Bâtiments de France ;

- VU la délibération n°2017-030 du conseil municipal de la Commune de Restinclières en date du 20/09/2017 émettant un avis favorable à la création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la délibération n°14864 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 27/09/2017 émettant un avis favorable au projet de création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU l'arrêté n°A2017-66 en date du 17/08/2017 engageant la procédure de modification n°3 du PLU afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment de permettre la réalisation du projet d'aménagement de l'espace « Mercier » et de réaliser quelques adaptations réglementaires mineures ;
- VU la délibération n°2017-022 du conseil municipal de la Commune de Restinclières en date du 27/07/2017 émettant un avis favorable au projet de modification n°3 du PLU ;
- VU la notification aux personnes publiques associées en date du 8/12/2017, du projet de modification n°3 du PLU et du projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 22/02/2018 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Restinclières et au projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la décision n°E18000036/34 en date du 19/03/2018 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Eric BAILLOT en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique unique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique « Chapelle Notre Dame-de-la-Pitié » et sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières visant à permettre la réalisation du projet d'aménagement de l'espace « Mercier » et à procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU. Cette enquête publique se tiendra du 27/04/2018 au 28/05/2018, pour une durée de 32 jours consécutifs.

ARTICLE 2 : Par décision n°E18000036/34 en date du 19/03/2018, Monsieur Eric BAILLOT, lieutenant-colonel de l'Armée de Terre, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Restinclières (1, place de la République - 34160 Restinclières) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Restinclières, du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 18h,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques> et sur le site internet de la Commune de Restinclières, à l'adresse suivante : <http://www.restinclieres.com/>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°3 du PLU de Restinclières et projet de PDA « Chapelle Notre Dame-de-la-Pitié » - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : restinclièresm3@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions à la Mairie de Restinclières (1, place de la République - 34160 Restinclières) :

- le 04/05/2018 de 9h à 12h ;
- le 16/05/2018 de 15h à 18h ;
- le 28/05/2018 de 15h à 18h.

ARTICLE 5 : Conformément à la décision n°MRAe 2018DKO52 de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 26/03/2018, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Restinclières est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT) (tél. : 04 67 13 60 24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique « Chapelle Notre Dame-de-la-Pitié » est présenté concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du Code du patrimoine et L.123-6 du Code de l'environnement. La personne responsable du projet de création de périmètre délimité des abords est l'architecte des bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création de périmètre délimité des abords auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36 ou 04 67 02 35 41).

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier convoquera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en les invitant à produire, dans un délai de quinze jours, leur mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront transmis à Montpellier Méditerranée Métropole en trois exemplaires papiers et en un exemplaire numérique. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Restinclières, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci :

- Panneau d'info n°1: place de la République, panneau d'affichage devant la Mairie
- Panneau d'info n°2: Grand rue, panneau d'affichage
- Panneau d'info n°3: chemin du thym, panneau d'affichage devant l'école
- Panneau d'info n°4: allée de la Coste, panneau d'affichage
- Panneau d'info n°5: rue des Lauriers roses, panneau d'affichage au niveau du parking
- Panneau d'info n°6: rue des Chênes, panneau d'affichage au niveau du carrefour de la rue des Chênes et de la rue du Belvédère
- Panneau d'info n°7: route de Montpellier, au niveau de la parcelle du projet de "l'Espace Mercier"
- Panneau d'info n°8: route de Montpellier, à l'entrée du quartier des Plans - au niveau du rond-point

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et de la Commune de Restinclières (<http://www.restinclières.com/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Restinclières, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°3 du PLU de Restinclières sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du patrimoine, et de son annexion au PLU de Restinclières au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Restinclières et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 06/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-39851-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/04/18

Réception en Préfecture : 06/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Eliane LLORET
20ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-299 portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET.

ARTICLE 2 : Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Energie et la Transition énergétique.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Eliane LLORET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Eliane LLORET n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Eliane LLORET et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40006-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Thierry BREYSSE
17ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2017-304 portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE.

ARTICLE 2 : Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Participation citoyenne,
- Performance et évaluation des politiques publiques,
- Mixité dans le parc de logement social public, notamment l'élaboration du « Plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs ».

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Thierry BREYSSE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Thierry BREYSSE n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry BREYSSE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry BREYSSE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40126-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Jackie GALABRUN-
BOULBES
Première Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-310 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 2 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 1^{ère} Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine du Service public de l'eau et de l'Assainissement.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est habilitée à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est autorisée à signer les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40180-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Max LEVITA
2ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-300 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA.

ARTICLE 2 : Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Finances.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Max LEVITA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Max LEVITA n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LEVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- Les admissions en non-valeur,
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, les délégations prévues à l'article 6 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Juliette BEREGLI, Madame Céline FERRIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA, de Madame Juliette BEREGLI et de Madame Céline FERRIE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40182-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Gilbert PASTOR
4ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- **VU** la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-307 portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR.

ARTICLE 2 : Monsieur Gilbert PASTOR, 4^{ème} Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Relations internationales,
- Tourisme,
- Création, aménagement et gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Gilbert PASTOR reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Gilbert PASTOR n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilbert PASTOR, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilbert PASTOR et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40184-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Isabelle GUIRAUD
5ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-296 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD.

ARTICLE 2 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Administration générale, du Contentieux, des Affaires juridiques et du Protocole.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Isabelle GUIRAUD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Isabelle GUIRAUD n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GUIRAUD et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40186-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Administration générale et
Finances (DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le département Administration Générale et Finances est composé de :

- La Direction des Finances
- La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Madame Juliette BEREGI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services :

- Gestion Budgétaire et Financière
- Gestion comptable
- Ressources et Prospective Financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, Directeur des Finances à compter du 1^{er} mars 2018, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 2-1 : Madame Emilie DREUX, chef du service Gestion budgétaire et Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 2-2 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-3 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Ressources et Prospective Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Moyens généraux et patrimoine
- Energie Télécom
- Administratif et Financier

Madame Isabelle LE VANNIER, Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe des Moyens généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, les délégations ci-dessus concernant le service Moyens Généraux et Patrimoine, le service Energie Télécom et le service Administratif et Financier, sont accordées à Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Moyens généraux et patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS (et de Monsieur Frédéric RICO pour les services listés dans le paragraphe précédent), les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS (et de Monsieur Frédéric RICO

pour les services listés dans le paragraphe précédent), la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-1 : Madame Mary-Laure DUPUIS, chef du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mary-Laure DUPUIS et Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Moyens généraux et patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-3 : Le responsable du service Energie Télécom (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Energie Télécom, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Energie Télécom et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Frédéric RICO, responsable par intérim du service Administratif et financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4 : La direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée de deux directions adjointes :

- La Direction adjointe des Affaires Juridiques, elle-même composée du service Etudes juridiques, documentation et archives,
- La Direction adjointe de la Commande Publique, elle-même composée du service Procédures et marchés.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées chacun en ce qui concerne leur direction adjointe à Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Madame Laurence BONNET ou de Monsieur Fabrice MOURET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-1 : Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BONNET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 23/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40227-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/18

Réception en Préfecture : 23/04/18

Notifié le : 23/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Fonctionnement et tarification du parking du Prévost- Villeneuve-lès-Maguelone

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la loi du 05 avril 1884, article 94,
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-3, L 2213-1, L2213-2, L 2213-3, L 2213-4, L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de la route, notamment ses articles R225, R285 et R417,
- VU l'arrêté préfectoral du 14/05/1980 des Services Maritimes et de la Navigation du Languedoc Roussillon réglementant la circulation des véhicules de toute sorte sur le rivage de la mer,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les arrêtés municipaux de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone des 16/06/1981 et 03/06/1983 réglementant le stationnement des véhicules sur le chemin d'accès à la Cathédrale de Maguelone,

Considérant qu'il convient d'assurer une meilleure gestion du stationnement du parking payant de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone,

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement payant, compte-tenu de la mise en place d'horodateur permettant l'acquittement du stationnement payant du parking dit du « Prévost »,

ARRETE

ARTICLE 1 : Un stationnement payant avec horodateur est mis en place durant la saison estivale (jusqu'au 16 septembre 2018 inclus, 7J/7), pour une meilleure gestion du parking payant dit « du Prévost » sis CD62E2.

ARTICLE 2 : Les plages horaires du stationnement réglementé et la tarification, sont les suivantes :

- ✓ Plein tarif de 8h00 à 18h00,
- ✓ Demi-tarif de 18h00 à 20h00.

La délibération n°13782 du 14 avril 2016 du Conseil de Métropole a reconduit la tarification qui s'appliquait à la période estivale 2015.

ARTICLE 3 : Le ticket constatant le paiement et délivré par un horodateur doit être apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule.

ARTICLE 4 : Le parking payant sera matérialisé par panneaux réglementaires de type « C1c ».

ARTICLE 5 : Tout conducteur de véhicule ayant contrevenu aux dispositions susvisées du présent arrêté est passible des sanctions prévues par le Code de la route. Tout stationnement de véhicule au-delà de 24 heures sur un emplacement géré par horodateur est considéré comme « abusif » au sens du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté remplace les arrêtés antérieurs relatifs au stationnement payant sur le parking plage dit du « Prévost ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve lès Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40247-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Laurent JAOUL
6ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2017-308 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL.

ARTICLE 2 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Sécurité,
- Proximité,
- Relations avec les usagers,
- Complexe funéraire,
- Chasse et pêche.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Laurent JAOUL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Laurent JAOUL n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent JAOUL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent JAOUL et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40262-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté prescrivant l'engagement de la
modification simplifiée n°3 du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** le PLU de la Commune de Vendargues approuvé le 27/06/2013, modifié le 12/12/2013, modifié le 09/10/2014, mis à jour le 28/06/2017, modifié le 26/07/2017 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :

- de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- de diminuer ces possibilités de construire,
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,
- d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues est engagée.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°3 du PLU seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune de Vendargues préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Vendargues. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

Montpellier, le 19 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 19/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40363-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/04/18

Réception en Préfecture : 19/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Bernard TRAVIER
7ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-297 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER.

ARTICLE 2 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Culture.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Bernard TRAVIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Bernard TRAVIER n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard TRAVIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bernard TRAVIER et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40292-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Jean-Pierre RICO
8ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-312 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Transports et de la Mobilité.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Pierre RICO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Jean-Pierre RICO n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre RICO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Pierre RICO et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40299-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Rosy BUONO
9ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14850 du 27 septembre 2017 relative à l'élection de Madame Rosy BUONO en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° MAR2018-0045 portant délégation de fonction à Madame Rosy BUONO.

ARTICLE 2 : Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Fonds de Solidarité pour le Logement,
- Protection animale (complexe animalier Noé).

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Rosy BUONO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Rosy BUONO n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Rosy BUONO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Rosy BUONO et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40307-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER
10ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°A2017-311 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Sports et des Traditions sportives.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40333-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Annie YAGUE
11ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-303 portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE.

ARTICLE 2 : Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Cohésion sociale,
- Politique de la Ville,
- Lutte contre les discriminations,
- Insertion par l'emploi,
- Aires d'accueil des gens du voyage,
- Gestion des temps,
- Accessibilité et handicap.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Annie YAGUE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Annie YAGUE n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Annie YAGUE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Annie YAGUE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40339-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Jean-Marc LUSSERT
12ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-305 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et la Gestion des milieux aquatiques.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Marc LUSSERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Jean-Marc LUSSERT n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc LUSSERT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Marc LUSSERT et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-40351-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté prescrivant l'engagement de la
modification simplifiée n°5 du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- VU le PLU de la Commune de Baillargues approuvé le 06/02/2006, modifié le 18/12/2006, révisé le 05/04/2007, modifié le 27/09/2007, mis à jour le 15/06/2009, mis à jour le 16/06/2009, modifié le 17/12/2009, modifié le 11/05/2010, modifié le 06/09/2010, révisé le 17/11/2011, mis à jour le 30/05/2012, modifié le 12/07/2012, modifié le 26/07/2013, mis à jour le 30/07/2013, mis à jour le 24/11/2014, modifié le 05/03/2015, mis à jour le 28/06/2017, mis en compatibilité le 10/01/2018 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU l'arrêté n°A2015-191 en date du 21/09/2015 prescrivant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°5 du PLU de Baillargues ; afin de réduire l'emprise de l'emplacement réservé C26 ;

- VU la délibération n°13251 du 30/09/2015 définissant les modalités de mise à disposition du public ;
- VU la délibération municipale n°2015-76 du 05/11/2015 émettant un avis simple favorable au projet de modification simplifiée n°5 du PLU ;
- VU la mise à disposition du public qui s'est déroulée du 14/12/2015 au 15/01/2016 inclus ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de modifier le projet afin de procéder à de nouvelles modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
 - de diminuer ces possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,
 - d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2015-191 en date du 21/09/2015 est abrogé.

ARTICLE 2 : Une nouvelle procédure de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues est engagée.

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition du public du nouveau projet de modification simplifiée n°5 du PLU seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 4 : Le nouveau projet de modification simplifiée n°5 du PLU sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune de Baillargues, préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Baillargues. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

Montpellier, le 19 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 19/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40365-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/04/18

Réception en Préfecture : 19/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**ARRETE DE PERIL ORDINAIRE -
Commune de Montpellier - Immeuble sis
40-42 Rue Faubourg du Courreau -
Parcelle BX 119 - Interdiction d'habiter
pour l'ensemble des logements**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'arrêté de péril imminent A 2017-321, notifié le 13 décembre 2017, concernant l'immeuble sis 40-42 rue Faubourg du Courreau à Montpellier (34000) (parcelle BX 119), susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et celles des occupants ;
- VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de M Jacques PUCH, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 2 décembre 2017 afin de lever tout péril ;
- VU le diagnostic géotechnique présenté par EGSA BTP, en date du 24 novembre 2017 ;
- VU le rapport d'avis technique du bureau d'études SOCOTEC du 30 janvier 2018 ;
- **CONSIDERANT** que les mesures conservatoires prises ont pallié l'imminence du péril, il convient d'engager une procédure de péril ordinaire afin d'écarter définitivement tout danger pour les occupants et sauvegarder la sécurité publique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par le Syndic HUGON REDON demeurant Immeuble le Thélème, 500 rue Léon Blum à Montpellier (34000), devra, dans un délai de **10 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, procéder à la stabilisation de la structure du bâtiment susvisé, en réalisant les travaux minimums suivants :

- Réaliser les compléments d'injection préconisés par EGSA BTP.
- Conforter les murs de la cage d'escalier.
- Renforcer la voûte et diverses structures du sous-sol.
- Reprendre les joints de maçonnerie de la zone.

ARTICLE 2 : Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, **l'immeuble est interdit temporairement à l'habitation et à toute utilisation** à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de péril.

Les copropriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont fait aux occupants en application des articles L.521-1 et L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, dans les 8 jours suivants la notification du présent arrêté.

A défaut, pour les copropriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des copropriétaires.

ARTICLE 3 : Le syndicat de copropriété et les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 : Faute pour le syndicat de copropriété et les copropriétaires d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à leurs frais, ou à ceux de leurs ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le syndicat de copropriété et les copropriétaires ou leurs ayants droits, tiennent à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié au syndic de copropriété qui en informera les copropriétaires dans un délai qui ne peut excéder vingt et un jours, conformément à l'article R511-6 du code de la construction et de l'habitat. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

Montpellier, le 25 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 25/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40392-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/04/18

Réception en Préfecture : 25/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent n°A2017-126
Commune de Montpellier
immeuble sis 12 rue de Metz
Parcelle IZ 240**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- Vu l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- Vu l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- Vu la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- Vu le rapport dressé par Monsieur Jacques PUCH, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 8 mai 2017, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- Vu l'avertissement envoyé à Monsieur Eric PASTOR, demeurant au 6 rue Délos à Lattes (34970), propriétaire de l'immeuble, parcelle cadastrée IZ 240, sis 12 rue de Metz à Montpellier (34000) ;
- Vu l'attestation dressée par l'entreprise VILLENEUVE en la personne de Monsieur Jean-Pierre VOYER, attestant de la conformité des travaux réalisés ;

A R R E T E

ARTICLE 1

Sur la base des éléments fournis par l'entreprise VILLENEUVE, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n°A2017-126 pris le 1^{er} Juin 2017, pour l'immeuble sis 12 rue de Metz (parcelle IZ 240) dont le propriétaire est Monsieur Eric PASTOR demeurant 6 rue Délos à Lattes (34970).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 23 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40415-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/18

Réception en Préfecture : 23/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Mylène FOURCADE
13ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-302 portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE.

ARTICLE 2 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'Alimentation.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Mylène FOURCADE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène FOURCADE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène FOURCADE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-40714-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Chantal MARION
14ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-273 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Le Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat ;
- La Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Chantal MARION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Chantal MARION n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal MARION, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal MARION et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40793-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Régine ILLAIRE
16ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-309 portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE.

ARTICLE 2 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Ressources humaines.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Régine ILLAIRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Régine ILLAIRE n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine ILLAIRE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Régine ILLAIRE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40798-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL
18ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-306 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL.

ARTICLE 2 : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Prévention et valorisation des déchets et la Propreté de l'espace public

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5: En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-40833-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant modification des membres
du comité d'Hygiène, de Sécurité et des
Conditions de Travail de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics modifiés ;
- Vu le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié ;
- Vu le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- Vu l'élection municipale partielle de la commune de Pignan en date du 31 mai 2015,
- Vu la délibération du Conseil de communauté n° 12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,
- Vu l'arrêté n°MAR2018-0097 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole,

AR R E T E :

ARTICLE 1 : L'arrêté n°MAR2018-0097 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont désignés en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail placé auprès de l'administration les membres ci-après :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Régine ILLAIRE, Présidente	Mme Jacqueline GALABRUN-BOULBES
Mme Rosy BUONO	M. Jérémie MALEK
M. Guy BARRAL	Mme Eliane LLORET
M. Abdi EL KANDOUSSI	M. Thierry BREYSSE
M. Christian FINA	M. Yves NURIT
M. Jean-Claude HEMAIN	M. Fabrice MANUEL

ARTICLE 3 : Les représentants du personnel désignés par les organisations syndicales suite aux résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014 pour siéger au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sont les suivants :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Rosalie BOULANGHIEN, Syndicat UNSA	Mme Sandrine CAMPOS, Syndicat UNSA
M. Abdelkader AMLOUK, Syndicat UNSA	M. Daniel BARCELO, Syndicat UNSA
M. Laurent BERNARD, Syndicat UNSA	Mme Hanane ZIANI, Syndicat UNSA
M. Frédéric DOLADILLE, Syndicat FO	M. Christian FABARON, Syndicat FO
M. Rémy MOREAU, Syndicat FO	Mme Karine BERNARD, Syndicat FO
M. Hervé BONNEAU, Syndicat SUD	Mme Françoise TILLY, Syndicat SUD

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 23/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-40884-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/18

Réception en Préfecture : 23/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction
à Monsieur Pierre DUDIEUZERE
19ème Vice-Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-313 portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE.

ARTICLE 2 : Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Pierre DUDIEUZERE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Pierre DUDIEUZERE n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DUDIEUZERE et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40912-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/04/18

Réception en Préfecture : 18/04/18

Notifié le : 18/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature à Monsieur Abdi
EL KANDOUSSI - Membre du Bureau,
Conseiller délégué**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'Innovation et de l'Artisanat,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n° 153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° A2017-314 portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

ARTICLE 2 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, membre du Bureau, reçoit délégation à la Communication auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI reçoit délégation au Développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique auprès de Madame Chantal MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Dans le cadre des domaines de compétence définis à l'article 2 et l'article 3, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 23/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40949-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/18

Réception en Préfecture : 23/04/18

Notifié le : 23/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
portant sur la modification n°3 du Plan
Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune
de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU l'arrêté n°A2017-64 du 07/09/2017, prescrivant l'engagement de la procédure de modification n°3 du PLU de la Commune de Cournonsec, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment d'accompagner la densification sur différents secteurs et de procéder à quelques adaptations mineures du PLU ;

- VU la délibération n°2017-034 du Conseil Municipal de la Commune de Cournonsec en date du 31/08/2017 émettant un avis favorable au projet de modification n°3 du PLU ;
- VU la notification du projet de modification n°3 du PLU aux personnes publiques associées en date du 05/12/2017 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 22/02/2018 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de modification n°3 du PLU ;
- VU la décision n°E18000030/34 en date du 07/03/2018 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Patrick Linay en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec, pour une durée de 33 jours consécutifs, du 28/05/2018 au 29/06/2018 inclus, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment d'accompagner la densification sur différents secteurs et de procéder à quelques adaptations mineures du PLU.

ARTICLE 2 : Par décision n°E18000030/34 en date du 07/03/2018, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Patrick Linay, socio-économiste retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi que deux registres d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public. Un registre sera déposé à la Mairie de Cournonsec (rue du Jeu de Tambourin - 34660 Cournonsec), le second registre sera déposé au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Cournonsec, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) ou/et sur le site internet de la Commune de Cournonsec (<http://cournonsec.fr/>).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°3 du PLU de Cournonsec - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;

- par courrier électronique à l'adresse suivante : cournonsecm3@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Cournonsec (rue du Jeu de Tambourin - 34660 Cournonsec) :

- le lundi 28/05/2018 de 14h00 à 17h30 ;
- le vendredi 08/06/2018 de 08h30 à 12h00 ;
- le vendredi 29/06/2018 de 14h00 à 17h30.

ARTICLE 5 : Conformément à la décision de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 26/03/2018, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Cournonsec est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.48.13) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Cournonsec, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Panneau d'affichage situé au niveau de la mairie,
- Panneau d'affichage situé rue du Jeu de Tambourin,
- Panneau d'affichage situé au niveau de la médiathèque (Rue du Presbytère),
- Panneau d'affichage situé au niveau de l'école maternelle (Chemin du Roudourel),
- Panneau d'affichage situé au niveau de l'école élémentaire (rue des Ecoles),
- Panneau situé rue des Blaques (secteur « orée du bois »),
- Panneau au niveau de la pharmacie située rue des Barrys,
- Panneau au niveau de l'avenue Cresse Saint Martin.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et sur le site internet de la Commune de Cournonsec (<http://cournonsec.fr/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Cournonsec, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°3 du PLU de Cournonsec, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Mme le Maire de Cournonsec et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 avr. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 25/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-41514-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/04/18

Réception en Préfecture : 25/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Culture et Sports (DCS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction Culture et Patrimoine,
- Le Pôle Sports et Jeunesse, lui-même composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, les délégations ci-dessus, y compris celles qui lui sont accordées en cas d'absence ou d'empêchement des directeurs et chefs de service du Département Culture et Sport, sont accordées à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Jeunesse et Sports.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services :

- Rayonnement et développement culturel
- Archives municipales
- Administration
- Coordination du spectacle vivant
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage
- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEULLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEULLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Madame Claire AEBERHARDT, responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire AEBERHARDT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Claire AEBERHARDT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9 : Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services :

- Ressources,
- Travaux et Maintenance,
- Réseau des piscines.

Monsieur Thierry GUITTET, Directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 25/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-42099-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/04/18

Réception en Préfecture : 25/04/18

Notifié le : 25/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES
INDIVIDUELS

PARTIE IV - SOMMAIRE
ARRETES INDIVIDUELS
AVRIL 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAI2018-0016.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°132	592
MAI2018-0031.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de CASTELNAU-LE-LEZ "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°6	595
MAI2018-0032.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°114	598
MAI2018-0035.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de VENDARGUES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1	601
MAI2018-0036.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°51	604
MAI2018-0038.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°69 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	607
MAI2018-0039.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°74	610
MAI2018-0040.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de SAINT JEAN DE VEDAS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2	613
MAI2018-0042.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°34	616
MAI2018-0043.....	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°62	619
MAI2018-0050.....	Arrêté relatif à la CDAC du 10 avril 2018	622



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°132**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-401 en date du 22 décembre 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Madame DELQUIE**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 22 décembre 2016, n°A2016-401, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Catherine GUYOT épouse DELOUIE** née le 24 juin 1967 à Montpellier (Hérault), domiciliée au 16 rue des tambourins à Lattes (34 970), est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type Classe E immatriculé **EL-864-LS**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 132, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 23 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30036-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/18

Réception en Préfecture : 23/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
CASTELNAU-LE-LEZ "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 6**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez n°2014/10-1561 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-261 en date du 11 juillet 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Sebti DJEBAILIA**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté métropolitain du 11 juillet 2016, n°A2016-261, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Sebti DJEBAILIA** né le 25 juillet 1964 à Aïn Babouche (Algérie), domicilié au 32 rue nouvelle à Montpellier (34 070), est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type 508 immatriculé **BN-594-EM**, sur le territoire de la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 6, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30950-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le : 23/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°114**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-95 en date du 28 mai 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **ADAM TAXI**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté métropolitain du 28 mai 2015, n°A2015-95, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **ADAM TAXI (788 562 288)**, dont le siège social est situé au **270 allée de la Mosson à Montpellier (34 080)** est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C8** immatriculé **EB-666-CA**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **114**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-31302-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
VENDARGUES "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Vendargues n°669/2014 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Vendargues n°755/2014 en date du 27 novembre 2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Mahmar AMIRAT** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **VENDARGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté de la commune de Vendargues du 27 novembre 2014, n°755/2014, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Mahmar AMIRAT** né le 16 novembre 1961 à Roanne (Loire), domicilié au 8 impasse Théodore Aubanel à Vendargues (34 740) est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type 5008 immatriculé **EV-606-DG**, sur le territoire de la commune de **VENDARGUES** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **VENDARGUES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31801-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le : 26/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 51**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-132 en date du 05 avril 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Ahmed HARROU** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté métropolitain du 05 avril 2016, n°A2016-132, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Ahmed HARROU** né le 12 décembre 1966 à Akhissa (Maroc), domicilié au 50 chemin de la plaine à Juvignac (34 990) est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **EV-451-EG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **51**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31815-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER - Autorisation de
stationner n° 69 - Présentation d'un
successeur à titre onéreux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-197 en date du 21 juin 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à la société TAXI KAM de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par la société TAXI BASTIEN SIERRA pour la succession de cette autorisation ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction survenue le **12 mars 2018** au terme duquel, la société **TAXI KAM** consent la présentation à titre onéreux de la société **TAXI BASTIEN SIERRA** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de **MONTPELLIER** délivrée sous le numéro **69**.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 150 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté métropolitain du 21 juin 2016, n°A2016-197, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **TAXI BASTIEN SIERRA** (SIREN 837 739 523), dont le siège social est situé au **50 avenue Vauban à Sète (34 200)** est autorisée à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **3008** immatriculé **CC-861-ZH**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **69**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-32554-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le : 23/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 74**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-277 en date du 25 juillet 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Max CONTRERAS** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 25 juillet 2016, n°A2016-277, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-Max CONTRERAS** né le 28 février 1961 à Paris (75), domicilié au 95 rue Michel Teule à Montpellier (34 080) est autorisé à stationner avec le véhicule BMW type série 3 immatriculé CZ-407-QV, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 74, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-32573-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de SAINT-JEAN-
DE-VEDAS "Changement de véhicule" -
Autorisation de stationner n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Saint-Jean-de-Védas n°2014-19 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Saint-Jean-de-Védas n°26-2014 en date du 7 mars 2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-François LAMBERT** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **SAINT-JEAN-DE-VEDAS**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Saint-Jean-de-Védas du 7 mars 2014, n°26-2014, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-François LAMBERT** né le 27 juillet 1949 à Saint-Vaast-de-Longmont (Oise), domicilié au 66 route de Laverune, Fond impasse à Juvignac (34 990) est autorisé à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **PRIUS** immatriculé **EV-606-NS**, sur le territoire de la commune de **SAINT-JEAN-DE-VEDAS** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **SAINT-JEAN-DE-VEDAS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-32917-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le : 23/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 34**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/4233/T/N en date du 28 novembre 2014 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Driss MOUKHKHI** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 28 novembre 2014, n°2014/4233/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Driss MOUKHKHI** né le 02 décembre 1971 à Oulad N'Cid Zerhoun (Maroc), domicilié 6 rue du Pic Saint Loup à Saussan (34 570) est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE CLS** immatriculé **EV-160-TZ**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **34**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-33562-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 62**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°MAI2018-0005 en date du 16 mars 2018 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Tahar BARA** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du 16 mars 2018, n°MAI2018-0005, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Tahar BARA** né le 31 octobre 1962 à **Saint Chamond (Loire)**, domicilié au **60 rue Pous de la Sers à Montpellier (34 090)** est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **JUMPY** immatriculé **AW-699-HB**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **62**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-33591-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/04/18

Réception en Préfecture : 20/04/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

Arrêté relatif à la CDAC du 10 avril 2018

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le mardi 10 avril à 9h30.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger et voter à la CDAC qui se réunira en préfecture de l'Hérault, place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, salle Philippe Lamour, le mardi 10 avril 2018 à 9h30, pour l'examen de la demande d'extension d'un ensemble commercial (+ 1 400m² de surface de vente / 4 entités commerciales) sur la ZAC de la Condamine, à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 9 avr. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 09/04/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40614-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/04/18

Réception en Préfecture : 09/04/18

Notifié le : 09/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 5
CERTIFICATS D’AFFICHAGE

PARTIE V – SOMMAIRE
CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE
PROJET URBAIN PARTENARIAL

TITRES	PAGES
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 15 janvier 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Séquoia	626
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 13 février 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société ACCIM	627
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société SCCV Domaine de Belrose	628
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société EUROPEAN HOMES 45	630
- Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société SCCV Les bains	632



CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 15 janvier 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société Séquoia dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie de 82 % des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d’un ensemble immobilier de logements sur un terrain sis 2757 avenue Etienne Méhul 34000 Montpellier (parcelle cadastrée section OCn°37) a été affichée le 12 mars 2018 pour une période d’un mois soit jusqu’au 12 avril 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **20 AVR. 2018**

Chantal MARION

Vice-présidente Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)



Montpellier
Méditerranée
Métropole

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 13 février 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la société ACCIM dont l'objet est la prise en charge par le promoteur d'une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d'un ensemble immobilier de 11 logements sur un terrain sis avenue de Mireval à Villeneuve lès Maguelone (parcelles cadastrées AK 440 et AK 441) a été affichée le 13 mars au 13 avril 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.



Fait à Montpellier, le 16 / 04 / 18

Chantal MARION

Vice-présidente Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)



CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Délégée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

Qu’une information relative à la signature de l’avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société SCCV Domaine de Belrose » initialement signée le 02/12/2015 dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles BV12 à JUVIGNAC a été affichée le 09 avril 2018 pour une période d’un mois soit jusqu’au 09 mai 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 20 AVR. 2018

Chantal MARION

La Vice-présidente déléguée
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche,
Innovation, French-Tech, Artisanat,
Planification et Urbanisme Opérationnels



CERTIFICAT DE FIN D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION Vice-présidente déléguée, Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche, Innovation, French-Tech, Artisanat, Planification et Urbanisme Opérationnels certifie :

Qu’une information relative à la signature de l’avenant à la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société SCCV « Domaine de Belrose » initialement signée le 02/12/2015 dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles BV12 à JUVIGNAC a été affichée le 09 avril 2018 au 09 mai 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 16 MAI 2018

Chantal MARION



La Vice-présidente déléguée
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche,
Innovation, French-Tech, Artisanat,
Planification et Urbanisme Opérationnels



CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

Qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société EUROPEAN HOMES 45 dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles AC n°15, 16, 17, 149, 151, 191, 195, 204, 209, 210 et AC 266 de part et d’autre de la Route Impériale à Baillargues a été affichée le 04 avril 2018 pour une période d’un mois soit jusqu’au 04 mai 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **20 AVR. 2018**

Chantal MARION

La Vice-présidente déléguée
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche,
Innovation, French Tech, Artisanat,
Planification et Urbanisme Opérationnels



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION Vice-présidente déléguée, Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche, Innovation, French-Tech, Artisanat, Planification et Urbanisme Opérationnels certifie :

qu'une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société EUROPEAN HOMES 45 dont l'objet est la prise en charge par le promoteur d'une partie des équipements publics rendus nécessaires par l'opération d'aménagement des parcelles AC n°15, 16, 17, 149, 151, 191, 195, 204, 209, 210 et AC 266 de part et d'autre de la Route Impériale à Baillargues. a été affichée du 04 avril 2018 au 04 mai 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **09 MAI 2018**

Chantal MARION

La Vice-présidente déléguée
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche,
Innovation, French-Tech, Artisanat,
Planification et Urbanisme Opérationnels





CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Délégée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

Qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société SCCV « Les bains » initialement signée le 26/01/2016 dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles BV15 à JUVIGNAC a été affichée le 09 avril 2018 pour une période d’un mois soit jusqu’au 09 mai 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **20 AVR. 2018**

Chantal MARION

La Vice-présidente déléguée
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche,
Innovation, French-Tech, Artisanat,
Planification et Urbanisme Opérationnels



CERTIFICAT DE FIN D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION Vice-présidente déléguée, Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche, Innovation, French-Tech, Artisanat, Planification et Urbanisme Opérationnels certifie :

Qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la Société SCCV « Les bains » initialement signée le 26/01/2016 dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles BV15 à JUVIGNAC a été affichée le 09 avril 2018 au 09 mai 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 16 MAI 2018

Chantal MARION



La Vice-présidente déléguée
Développement Économique, Enseignement Supérieur et Recherche,
Innovation, French-Tech, Artisanat,
Planification et Urbanisme Opérationnels

